



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/25
7 janvier 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 10 c) de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

QUESTION DES DISPARITIONS FORCEES OU INVOLONTAIRES

Rapport du Groupe de travail sur les disparitions
forcées ou involontaires

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 10	7
<u>Chapitre</u>		
I. ACTIVITES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES DISPARITIONS FORCEES OU INVOLONTAIRES EN 1992 ..	11 - 56	10
A. Cadre juridique des activités du Groupe de travail	11 - 18	10
B. Réunions et missions du Groupe de travail	19 - 22	11
C. Communications avec les gouvernements	23 - 29	13
D. Communications avec les organisations non gouvernementales et les parents de personnes disparues	30 - 35	14
E. La question des disparitions dans l'ancienne Yougoslavie	36 - 44	15
F. La question de l'impunité	45 - 49	18
G. Assistance apportée au Secrétaire général lors de ses consultations avec les organisations professionnelles compétentes dans le domaine médico-légal	50 - 55	20
H. Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées	56	22
II. RENSEIGNEMENTS SUR LES DISPARITIONS FORCEES OU INVOLONTAIRES DANS DIFFERENTS PAYS EXAMINES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL	57 - 506	23
Afghanistan	57 - 61	23
Angola	62 - 64	24
Argentine	65 - 80	24
Bolivie	81 - 88	29
Brésil	89 - 103	31
Bulgarie	104 - 105	35
Burkina Faso	106 - 108	36

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Burundi	109 - 117	37
Cameroun	118 - 119	38
Tchad	120 - 125	39
Chili	126 - 143	40
Chine	144 - 157	45
Colombie	158 - 186	48
Cuba	187 - 189	55
Chypre	190 - 193	56
République dominicaine	194 - 196	56
Equateur	197 - 203	57
Egypte	204 - 209	59
El Salvador	210 - 222	60
Ethiopie	223 - 226	63
Guatemala	227 - 245	64
Guinée	246 - 248	69
Haïti	249 - 256	70
Honduras	257 - 266	72
Inde	267 - 277	74
Indonésie	278 - 290	78
Iran (République islamique d')	291 - 302	81
Iraq	303 - 315	84
Israël	316 - 317	87
Liban	318 - 322	87
Mauritanie	323 - 325	88

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
Mexique	326 - 340	89
Maroc	341 - 358	93
Mozambique	359 - 360	97
Myanmar	361 - 366	97
Népal	367 - 372	99
Nicaragua	373 - 375	100
Nigéria	376 - 377	101
Pakistan	378 - 382	102
Paraguay	383 - 386	103
Pérou	387 - 415	104
Philippines	416 - 437	111
Roumanie	438 - 439	116
Fédération de Russie	440	117
Rwanda	441 - 446	118
Arabie saoudite	447 - 448	119
Seychelles	449 - 451	120
Afrique du Sud	452 - 455	120
Sri Lanka	456 - 466	122
République arabe syrienne	467 - 470	125
Thaïlande	471 - 474	126
Turquie	475 - 486	127
Ouganda	487 - 489	130
Uruguay	490 - 493	131
Venezuela	494 - 497	132

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
Viet Nam	498 - 500	133
Zaïre	501 - 503	134
Zimbabwe	504 - 506	135
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	507 - 523	137
IV. ADOPTION DU RAPPORT	524	142

Annexes

I. Résumé des réponses reçues de gouvernements et d'organisations non gouvernementales concernant les "considérations préliminaires" du Groupe de travail sur la question de l'impunité	143
II. Projet de déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées	156
III. Graphiques indiquant l'évolution du nombre de disparitions dans les pays où plus de 50 cas ont été signalés au cours de la période 1973-1991	164

Introduction

1. Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires présente le rapport ci-après en application de la résolution 1992/30 de la Commission des droits de l'homme, intitulée "Question des disparitions forcées ou involontaires". Pour l'établissement de ce document, on a pris en considération, outre les tâches expressément confiées au Groupe de travail par la Commission dans ses résolutions 1992/30 et 1992/24, différentes tâches incombant à tous les groupes de travail et rapporteurs spéciaux en vertu des résolutions 1992/22, 1992/42, 1992/57 et 1992/59 de la Commission. Le Groupe de travail a accordé attention et considération à chacune de ces tâches au cours de l'année 1992.

2. Au cours de l'année considérée, le Groupe de travail a continué de s'acquitter des activités qu'il a toujours menées. Son rôle principal, qu'il a exposé dans des rapports antérieurs, est de faciliter la communication entre les familles des personnes disparues et les gouvernements concernés. Depuis sa création, le Groupe de travail a analysé des milliers de cas de disparition et d'autres données dont lui ont fait part les organisations non gouvernementales, les particuliers et d'autres sources d'information disséminées dans le monde entier, analyse qui a pour objet de s'assurer que les renseignements fournis entrent dans le cadre de son mandat et comportent les éléments requis; il a incorporé ces différents cas à sa base de données, porté ces cas à l'attention des gouvernements concernés, communiqué aux proches des personnes disparues ou à d'autres sources les réponses des gouvernements; donné la suite nécessaire aux enquêtes menées par les gouvernements concernés et aux investigations effectuées par les proches ou par d'autres organismes ou organisations; entretenu une correspondance abondante avec les gouvernements et les sources d'information en vue d'obtenir des détails sur les affaires et les enquêtes; examiné les allégations de caractère général concernant tel ou tel pays ou encore d'autres questions se rapportant à son mandat, telles que les mesures proposées ou adoptées en vue d'éliminer la pratique des disparitions; entrepris des recherches et des études au sujet de la question des disparitions en général et d'autres questions connexes relevant de son mandat, de manière à pouvoir soumettre à la Commission des suggestions et recommandations concrètes.

3. Comme les années précédentes, le Groupe de travail a pris des mesures d'intervention rapide lorsque, selon ce qui ressortait des renseignements reçus, les disparitions s'étaient produites dans les trois mois ayant précédé la réception de la communication par le Groupe, et lorsque les proches de personnes disparues ou d'autres personnes ou organisations qui cherchaient à coopérer avec le Groupe de travail, ou encore l'avocat de ces personnes ou organisations, avaient été victimes de mesures d'intimidation, de persécutions ou de représailles.

4. En 1992, le Groupe de travail a continué à résorber l'arriéré des quelque 12 000 communications qu'il avait reçues en 1991, et il lui a été soumis quelque 10 000 nouveaux cas de disparition, concernant 36 pays. Le nombre des pays dans lesquels des disparitions se seraient produites depuis la création du Groupe de travail est passé de 47 en 1991 à 58 en 1992. Au moment de la rédaction du présent rapport, le nombre des cas qui n'ont pas été traités et analysés avant d'être portés à l'attention des gouvernements concernés s'élève

à environ 8 000. Grâce à un effort exceptionnel fourni par le personnel qui dessert le Groupe de travail, il a été possible de traiter cette année 8 651 cas. De plus, le nombre des cas dont le suivi est assuré par le Groupe de travail s'élève maintenant à 31 106. L'augmentation de ce chiffre au cours des deux dernières années signifie que les réponses des gouvernements sont plus nombreuses; en effet ces réponses doivent, elles aussi, être analysées et prises en considération.

5. Le Groupe de travail estime que le manque de ressources et de personnel, en particulier le manque de personnel de secrétariat et de matériel (car il n'y a eu aucune augmentation à cet égard au cours des 12 dernières années), fait gravement obstacle à l'accomplissement de son mandat. Depuis l'an dernier, un nombre considérable de cas n'ont pas pu être traités étant donné la réduction du temps de travail du personnel travaillant pour le Groupe et l'accroissement du nombre des cas portés à la connaissance de ce dernier. Le Groupe de travail voudrait appeler l'attention de la Commission sur le fait que, malgré cela, le nombre des cas qui ont été examinés et traités cette année est presque double de celui de l'année 1991, et plus que quadruple de celui des années antérieures.

6. En 1992, quelque 6 000 cas allégués de disparition concernant l'ex-Yougoslavie ont été portés à l'attention du Groupe de travail. A cet égard, les restrictions qui ont affecté le temps disponible et les ressources en personnel ont joué un rôle dans la décision prise par le Groupe de travail (voir plus loin les paragraphes 36 à 44 et 511). De plus, certains gouvernements ont demandé au Groupe de travail de leur fournir certains nouveaux services afin d'améliorer les chances de localiser les personnes disparues. Plus précisément, le Gouvernement iraquien a demandé que toutes les communications relatives aux cas de disparition comportent des données en langue arabe, afin que soient évitées les erreurs de translittération, tandis que le Gouvernement péruvien a demandé que soient établis des raccords avec la base de données du Groupe de travail afin de pouvoir s'occuper plus rapidement et plus efficacement des cas de disparition signalés en ce qui concerne le Pérou.

7. Si le Groupe devait répondre de manière positive à ces demandes, comme il espère le faire, il faudra mettre à sa disposition des ressources suffisantes, étant donné que ces services entraîneront un surcroît de travail, ce qui implique à son tour de nouvelles charges financières et de nouveaux risques de retard. Il est évident que si les ressources mises à la disposition du Groupe de travail n'augmentent pas en 1993, il sera difficile de s'acquitter des engagements visant à fournir les services en question, alors même que, manifestement, cela faciliterait la recherche des personnes disparues.

8. Un deuxième séjour a été effectué à Sri Lanka par trois membres du Groupe de travail en 1992, en réponse à une invitation faite par le gouvernement au cours de la quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme. Il s'agissait principalement, au cours de cette deuxième visite, de déterminer l'efficacité des mesures prises par le gouvernement au sujet du grave problème que posent les disparitions dans le pays, et d'observer sur place les développements de la situation à ce sujet. Le rapport établi à la suite de cette visite figure dans l'additif au présent document (E/CN.4/1992/25/Add.1).

On a conservé dans le rapport principal lui-même la section relative à Sri Lanka où sont fournies des précisions sur les décisions prises par le Groupe en ce qui concerne les différents cas dont il lui a été fait part au cours de l'année, et cette section comporte également l'habituelle récapitulation statistique. En revanche, c'est dans l'additif que sont consignées les déclarations des représentants du gouvernement et les vues des organisations non gouvernementales, sauf celles qui n'ont été connues qu'après la visite effectuée à Sri Lanka.

9. En 1992, le Groupe de travail a poursuivi l'examen de diverses questions concernant le phénomène même des disparitions, afin de déterminer les moyens qui permettraient de réduire le nombre des cas de disparition, d'atténuer les conséquences de cette hideuse pratique, ou de l'éliminer entièrement. Le Groupe de travail a examiné le problème de l'impunité, état de choses qu'il considère comme l'un des facteurs les plus importants de la pratique des disparitions. Il a également pris un certain nombre de dispositions pour aider le Secrétaire général à étudier la possibilité de mettre en place une équipe permanente d'experts de médecine légale, parrainée par l'Organisation des Nations Unies, qui pourrait aider les personnes travaillant sous la responsabilité des organes des droits de l'homme de l'ONU dans les opérations d'exhumation et d'identification des victimes probables des violations des droits de l'homme et de sévices de caractère analogue.

10. On a suivi pour le présent rapport le même plan que pour les rapports précédemment adressés à la Commission. Il y est question seulement des communications ou des cas qui ont été portés à l'attention du Groupe avant le 4 décembre 1992, c'est-à-dire le dernier jour de la troisième session annuelle du Groupe de travail. Le traitement des cas qui appellent une intervention rapide se poursuit, et il en sera question, de même que des communications reçues après le 4 décembre 1992, dans le prochain rapport. Les graphiques qui apparaissent à la fin du rapport ne comprennent pas l'année à l'étude étant donné que, comme le Groupe de travail l'a constaté, de nombreux cas ne sont portés à sa connaissance que l'année suivante, de sorte que les données relatives à l'année en cours ne reflètent pas fidèlement la situation réelle dans un pays donné. De plus, les graphiques concernant 1990 et 1991 n'indiquent que rarement le nombre réel des disparitions signalées pour l'année correspondante; en effet, il y a un décalage considérable dans la transmission des cas.

I. ACTIVITES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES DISPARITIONS FORCEES
OU INVOLONTAIRES EN 1992

A. Cadre juridique des activités du Groupe de travail

11. Le cadre juridique des activités du Groupe de travail a été exposé en détail dans les rapports que ce dernier a présentés à la Commission des droits de l'homme de la quarante et unième à la quarante-huitième session de la Commission 1/.

12. Dans sa résolution 30/1992, adoptée à sa quarante-huitième session, la Commission, se déclarant profondément préoccupée par la persistance de la pratique des disparitions forcées ou involontaires dans diverses régions du monde, a décidé de proroger de trois ans le mandat du Groupe de travail tel qu'il était défini dans la résolution 20 (XXXVI) de la Commission, afin de permettre au Groupe de prendre en considération tous les renseignements qui pouvaient lui être communiqués sur les cas portés à sa connaissance tout en maintenant le principe de la présentation d'un rapport annuel par le Groupe.

13. La Commission a prié le Groupe de travail de lui faire rapport sur ses activités, lors de sa quarante-neuvième session, et elle lui a rappelé qu'il devait s'acquitter de son mandat avec discrétion et rigueur; elle a également prié le Groupe de lui soumettre toute information appropriée qu'il jugerait nécessaire et toutes suggestions et recommandations concrètes relatives à l'accomplissement de sa mission, ainsi que de porter attention aux cas concernant les enfants de parents disparus.

14. Par la même résolution, la Commission a exhorté les gouvernements à coopérer avec le Groupe de travail en répondant promptement à ses demandes de renseignements et également en ce qui concerne toute mesure prise en application des recommandations adressées par le Groupe auxdits gouvernements; à prendre les mesures législatives ou autres visant à prévenir et à réprimer les actes de disparitions forcées; à prendre des mesures pour que, lorsque l'état d'urgence est instauré, la protection des droits de l'homme soit garantie, notamment en ce qui concerne la prévention des disparitions forcées ou involontaires, et à prendre des mesures afin de protéger les familles des personnes disparues contre toute mesure d'intimidation ou tout mauvais traitement dont elles pourraient faire l'objet.

15. La Commission a également rappelé aux gouvernements la nécessité de faire en sorte que leurs autorités compétentes mènent des recherches promptes et impartiales quand il y avait des raisons de penser qu'une disparition involontaire ou forcée avait eu lieu dans un territoire placé sous leur juridiction. La Commission a de nouveau prié le Secrétaire général de veiller à ce que le Groupe de travail reçoive toute l'assistance nécessaire, notamment le personnel et les ressources requises pour l'accomplissement de son mandat, en particulier pour la réalisation de missions, leur suivi et la tenue de sessions dans les pays qui seraient disposés à l'accueillir.

16. En outre, dans sa résolution 1992/24, la Commission a prié le Groupe de travail de prêter activement son assistance au Secrétaire général, étant donné son expérience de la question - expérience dont témoignaient bon nombre des rapports adressés par lui à la Commission -, dans le cadre des consultations

menées par le Secrétaire général avec des organisations professionnelles compétentes dans le domaine de la médecine légale et des disciplines connexes, en vue d'étudier la viabilité pratique et financière de la mise en place, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une équipe permanente composée de médecins légistes et d'experts d'autres disciplines appropriées qui pourraient aider, en toute objectivité professionnelle et dans un esprit humanitaire, à procéder à l'exhumation et à l'identification de victimes probables de violations de droits de l'homme ou à la formation professionnelle d'équipes locales dans le même but.

17. Dans sa résolution 1992/22, la Commission a invité le Groupe de travail à accorder une attention particulière, dans le cadre de son mandat, à la situation des personnes détenues, maltraitées ou victimes de discrimination pour avoir exercé leur droit à la liberté d'opinion et d'expression; dans la résolution 1992/42, la Commission a prié tous les rapporteurs spéciaux et tous les groupes de travail de continuer de porter une attention particulière aux conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, des actes de violence perpétrés par des groupes armés, de quelque origine qu'ils soient, qui sèment la terreur au sein de la population, et par des trafiquants de drogue; dans la résolution 1992/57, la Commission a prié les rapporteurs spéciaux et les groupes de travail intéressés de tenir dûment compte, dans le cadre de leur mandat, de la question des forces de défense civile considérées sous l'angle de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

18. Dans sa résolution 1992/59, la Commission a également prié tous les représentants d'organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme ainsi que les organes créés en vertu d'instruments internationaux pour surveiller le respect des droits de l'homme de continuer à prendre au besoin des mesures d'urgence, conformément à leur mandat, pour aider à empêcher les actes d'intimidation ou de représailles dirigées contre ceux qui cherchent à coopérer ou qui ont coopéré avec des représentants des organes de l'ONU chargés des droits de l'homme ou qui leur ont apporté des témoignages ou des renseignements; ceux qui recourent ou qui ont recouru aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et ceux qui ont fourni aux précédents une assistance juridique à cette fin; ceux qui ont présenté des communications en vertu de procédures établies conformément à des instruments relatifs aux droits de l'homme; et les proches des personnes victimes de violations des droits de l'homme. La Commission a prié en outre les représentants en question de faire état, dans leurs rapports respectifs, des allégations concernant des actes d'intimidation ou de représailles, ainsi que de rendre compte des mesures prises par eux à cet égard.

B. Réunions et missions du Groupe de travail

19. Le Groupe de travail a tenu trois sessions en 1992. La trente-sixième session a eu lieu à New York du 18 au 22 mai, et les trente-septième et trente-huitième sessions ont eu lieu à Genève du 31 août au 4 septembre et du 25 novembre au 4 décembre respectivement. Au cours de ces sessions, le Groupe de travail a tenu huit séances avec des représentants de gouvernements et 12 séances avec des représentants d'organisations de défense des droits de l'homme, d'associations de parents de personnes disparues, des familles ou

des témoins directement concernés par les communications relatives à des disparitions forcées ou involontaires, et des organisations qui s'intéressent à la médecine légale et qui ont une expérience reconnue en ce qui concerne les opérations d'exhumation et d'identification des victimes probables de violations des droits de l'homme. Comme les années précédentes, le Groupe de travail a examiné les renseignements reçus des gouvernements et des organisations non gouvernementales et, conformément à ses méthodes de travail, il a pris un certain nombre de décisions en ce qui concerne la transmission aux gouvernements concernés des communications ou observations reçues, les demandes de renseignements complémentaires lorsque les renseignements reçus n'étaient pas suffisants, et l'élucidation d'un certain nombre de cas. Le Groupe de travail a également pris un certain nombre de décisions au sujet des questions que, dans le cadre du suivi de ses activités, il souhaitait poser aux gouvernements concernés quant au sort que ces gouvernements avaient réservé aux recommandations formulées par lui après l'envoi de missions d'observation dans les pays considérés.

20. Le 27 février 1992, lors de l'examen consacré au point 12 de l'ordre du jour à la quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme, le Président de la Commission a, au nom de celle-ci, donné lecture d'une déclaration qui tenait lieu de résolution sur la situation des droits de l'homme à Sri Lanka. Dans cette déclaration, la Commission reconnaissait les mesures prises par le Gouvernement sri-lankais pour améliorer la situation des droits de l'homme dans tout le pays; cependant, la Commission se déclarait gravement préoccupée par la situation d'ensemble qui régnait dans le pays en ce qui concerne les droits de l'homme, et notamment par le grand nombre de disparitions dont avait fait état le Groupe de travail dans son rapport. Elle engageait le Gouvernement sri-lankais à redoubler encore d'efforts pour assurer la pleine protection des droits de l'homme, et lui demandait instamment d'appliquer les recommandations du Groupe; la Commission priait le gouvernement d'inviter le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires à se rendre de nouveau dans le pays en vue d'évaluer la situation dans le domaine des droits de l'homme et de déterminer dans quelle mesure il avait été donné suite aux recommandations formulées dans le rapport consacré à la première visite que le Groupe avait faite à Sri Lanka en octobre 1991.

21. Le Gouvernement sri-lankais a donc adressé une invitation au Groupe de travail. Le Groupe, tenant compte du fait qu'un nombre exceptionnellement élevé de cas de disparition lui avait été signalé, a décidé d'entreprendre à Sri Lanka une visite de suivi. En consultation avec le gouvernement, il a été convenu que celle-ci aurait lieu du 5 au 15 octobre 1992.

22. Les trois membres du Groupe de travail qui s'étaient acquittés de la mission de 1991 ont de nouveau représenté le Groupe de travail au cours de celle de 1992, qui a eu lieu conformément aux paragraphes 5, 7 et 8 de la résolution 1992/41 de la Commission et au paragraphe 9 de la résolution 1992/30. Le rapport relatif à la visite a été examiné et approuvé par le Groupe de travail lors de sa trente-huitième session. Il figure dans le document E/CN.4/1993/25/Add.1.

C. Communications avec les gouvernements

23. En 1992, le Groupe de travail a fait part aux gouvernements concernés de 8 651 nouveaux cas de disparition forcée ou involontaire; parmi ces cas, environ 4 000 avaient été signalés en 1992, les autres faisant partie de l'arriéré du Groupe de travail. Parmi les cas qui ont été portés à l'attention des gouvernements, 353, selon les renseignements reçus, se seraient produits en 1992; pour 348 cas, on a recouru à la procédure d'intervention rapide, et parmi ces cas-là, 53 ont été élucidés dans le courant de l'année. Une bonne partie des communications reçues, dans lesquelles manquaient un ou plusieurs des éléments d'information qui sont exigés par le Groupe de travail pour que les cas signalés puissent être portés à l'attention des gouvernements, ou qui ne relevaient pas sans doute aucun du mandat du Groupe, ont été renvoyées à leurs auteurs avec demande de précision; d'autres ont été considérées comme irrecevables dans le cadre du mandat du Groupe.

24. Le Groupe a également communiqué aux gouvernements concernés les informations supplémentaires qu'il avait reçues au sujet de communications transmises précédemment, de même que les observations formulées par les auteurs à la suite des réponses envoyées par les gouvernements; il a rappelé aux gouvernements les cas en suspens et, quand cela lui a été demandé, il leur a communiqué à nouveau le résumé des faits concernant ces différents cas ou les disquettes sur lesquelles ces résumés étaient enregistrés. En outre, toutes les informations relatives à des cas en suspens communiquées au cours des six mois précédents en vertu de la procédure d'intervention rapide ont été transmises de nouveau en janvier et en juillet 1992.

25. Les gouvernements ont également été informés des éclaircissements reçus, ainsi que des cas au sujet desquels la réponse reçue du gouvernement avait été transmise aux auteurs et devait être considérée comme un éclaircissement si l'auteur ne formulait pas d'objection dans un délai de six mois.

26. A sa trente-septième session, le Groupe de travail, notant qu'un certain nombre de gouvernements n'avaient pas répondu aux communications par lesquelles il leur demandait d'enquêter sur les cas de disparition présumée portés à leur connaissance et de fournir des renseignements à ce sujet, a décidé d'adresser à ces gouvernements un nouveau rappel spécial. Il était précisé dans la lettre de rappel que la coopération du gouvernement en question était devenue absolument essentielle à l'accomplissement du mandat que la Commission des droits de l'homme avait confié au Groupe. Les gouvernements concernés ont donc été priés de prendre d'urgence des mesures en vue d'élucider les cas considérés, et de communiquer au Groupe de travail les résultats de leurs enquêtes. On trouvera dans les sections du présent rapport consacrées aux différents pays de plus amples précisions sur la lettre qui a été adressée en particulier à chacun des gouvernements concernés.

27. Le Groupe de travail a transmis aux gouvernements des communications relevant de la procédure d'"intervention rapide" qui concernaient des actes d'intimidation ou de représailles dirigés contre des personnes visées dans les résolutions 1992/30 et 1992/59 de la Commission. On trouvera dans les sections du présent rapport consacrées aux différents pays d'autres renseignements sur les mesures prises à cet égard.

28. En application des paragraphes 4, 7 et 8 de la résolution 1992/41 de la Commission, et du paragraphe 9 de la résolution 1992/30, les gouvernements de la Colombie, du Guatemala, du Pérou et des Philippines ont fourni au Groupe de travail des précisions sur les mesures prises par eux pour donner suite à certaines des recommandations formulées par le Groupe dans les rapports exposant les résultats des visites effectuées dans ces pays au cours des années antérieures. Ces renseignements sont reproduits dans les sections qui concernent ces pays. Le Groupe de travail a confronté les réponses en question avec les renseignements concernant des disparitions et les renseignements de caractère général qu'il a reçus de sources non gouvernementales. Les résultats de l'analyse à laquelle il a procédé sont reproduits dans le texte des nouvelles lettres qui ont été adressées par le Groupe aux gouvernements considérés, lettres que l'on trouvera également dans les chapitres pertinents.

29. Le Groupe de travail a également examiné des renseignements - qui lui ont été communiqués par les gouvernements en application de la résolution 1992/42 - concernant des actes de violence ou des activités terroristes imputables à des groupes d'opposition armés. Ces renseignements sont, eux aussi, reproduits dans les sections concernant les pays considérés.

D. Communications avec les organisations non gouvernementales
et les parents de personnes disparues

30. En 1992, le Groupe de travail a continué à recevoir des milliers de communications nouvelles faisant état de cas distincts de disparition survenus dans différents pays, le nombre de ces pays étant du reste en augmentation. Pour certains des pays considérés, le nombre des cas de disparition signalés jusqu'en 1991 atteignait déjà plusieurs milliers, par exemple pour la Colombie, l'Iraq, le Pérou et Sri Lanka. Pour un certain nombre de pays, au contraire, seulement un petit nombre de cas de disparition, ou même un seul cas, ont été signalés au Groupe de travail.

31. Une fois de plus, comme au cours des années précédentes, le Groupe de travail a reçu des renseignements émanant d'organisations non gouvernementales, d'associations de parents de personnes disparues et de particuliers qui exprimaient leur inquiétude quant à la sécurité de personnes qui se consacraient activement à la recherche de personnes disparues, à la communication de renseignements sur les cas de disparition ou à l'élucidation des cas. Dans certains pays, le seul fait de signaler une disparition mettait gravement en danger la vie ou la sécurité de la personne qui signalait le cas ou encore des membres de sa famille. Les magistrats qui participaient aux enquêtes sur les cas de violation grave des droits de l'homme étaient souvent victimes d'actes d'intimidation ou de représailles et, dans certains pays, on les déplaçait parce qu'ils avaient pris des décisions ou exprimé des opinions qui n'étaient pas du goût du gouvernement. En outre, les particuliers, les parents de personnes disparues et les membres des organisations de défense des droits de l'homme faisaient souvent l'objet de vexations et même de menaces de mort pour avoir signalé des cas de violation des droits de l'homme ou pour s'être livrés à des recherches sur ces cas.

32. Le Groupe a également reçu de nombreuses communications dont les auteurs se déclaraient consternés de constater que plusieurs gouvernements, y compris certains qui étaient issus d'élections démocratiques, avaient systématiquement fait obstacle aux enquêtes concernant des violations graves des droits de l'homme, de sorte qu'il était plus facile aux coupables d'éviter de rendre des comptes.

33. Plusieurs organisations nationales et internationales ont souligné que les gouvernements étaient tenus de révéler les renseignements relatifs aux disparitions pouvant se trouver dans les archives ou dossiers officiels, lesquels étaient souvent entre les mains des autorités militaires ou de la police; en effet, c'était le devoir des gouvernements que de fournir aux proches des personnes disparues les moyens juridiques de la manifestation de la vérité. Dans les pays où l'on enquêtait sur les disparitions, les éléments de preuve étaient souvent difficiles à réunir étant donné que les dossiers des forces armées ou de la police n'étaient pas communiqués; or ces éléments de preuve étaient essentiels dans les pays où les disparitions avaient eu un caractère systématique.

34. Certaines organisations non gouvernementales ont fait savoir au Groupe de travail que divers groupes parlementaires, organisations de juristes ou particuliers s'efforçaient de faire adopter spécialement des dispositions de droit pénal où la "disparition" serait qualifiée de crime. Les auteurs de ces communications ont joint à celles-ci le texte des projets de lois correspondants. Le Groupe de travail estime que l'adoption de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (voir l'annexe II) facilitera considérablement la tâche de ceux qui voudront proposer l'adoption, sur le plan national, d'une législation sur ce sujet.

35. En 1992, le Groupe de travail a envoyé à toutes les organisations non gouvernementales qui coopéraient avec lui le texte des résolutions de la quarante-huitième session de la Commission où étaient énoncées les tâches confiées au Groupe.

E. La question des disparitions dans l'ancienne Yougoslavie

36. Au cours de l'année écoulée, le Groupe de travail a reçu un grand nombre de communications relatives à des cas de disparition dans l'ancienne Yougoslavie (voir le paragraphe 6 ci-dessus). Le Groupe s'est interrogé sur les mesures qu'il devait prendre au sujet de ces cas de disparition. Etant donné la complexité du sujet, il souhaiterait, avant de prendre une décision, obtenir les directives de la Commission des droits de l'homme, dont il dépend. Plus précisément, le Groupe prie la Commission de bien vouloir lui donner, lors de sa quarante-neuvième session, des instructions claires sur la manière de procéder en ce qui concerne les cas considérés; il pourrait ainsi agir en conséquence au cours de sa trente-neuvième session, en mai 1993. En attendant que la Commission examine la question, le Groupe gardera en suspens les cas relatifs à l'ancienne Yougoslavie.

37. Afin de fournir à la Commission une base de réflexion suffisante sur la question, le Groupe de travail lui soumet ci-après un certain nombre d'observations.

38. Depuis les toutes premières années qui ont suivi sa création, le Groupe de travail a constamment estimé que les cas de disparition qui se produisaient dans le contexte d'un conflit armé international ne devaient pas être examinés par lui. C'est la guerre Iran-Iraq qui lui a donné l'occasion de formuler cette position. Le Groupe a fait valoir à l'époque que l'examen de tous les cas de disparition survenant au cours de conflits armés internationaux, y compris les cas de disparition de combattants, était une tâche qui dépassait de beaucoup les ressources dont il disposait. Il a également fait valoir que, de toute manière, il existait déjà un organisme international, le Comité international de la Croix-Rouge, auquel incombait la tâche de retrouver la trace des personnes qui avaient disparu dans ces conditions. En 1982, le Groupe a exposé à la Commission des droits de l'homme la règle qui était la sienne, à savoir qu'il n'examinait pas les cas qui étaient liés à des conflits armés internationaux, et il n'a reçu aucune instruction allant à l'encontre de cette règle. En 1988, le Groupe de travail a exposé à la Commission l'ensemble de ses méthodes de travail, y compris la règle énoncée ci-dessus. Ni à cette époque ni depuis lors la Commission ne lui a donné d'instructions tendant à ce qu'il modifie en quelque façon ses méthodes de travail.

39. En ce qui concerne la situation dans l'ancienne Yougoslavie, il n'existe pas à l'intérieur du système des Nations Unies, pour autant que le Groupe de travail en ait connaissance, de position autorisée qui puisse lui permettre de déterminer si le conflit armé qui se déroule dans cette région revêt un caractère international ou un caractère national, ou de savoir à partir de quelle date le conflit a pris tel ou tel caractère, ou encore si ce conflit pourrait être caractérisé différemment selon qu'il s'agit, à un moment donné, de tel secteur de la région considérée ou de tel autre secteur. Le Conseil de sécurité parle constamment de "conflit armé" et évite de le qualifier d'international ou d'interne. Les conseillers juridiques ont des avis divergents sur le sujet. Le Groupe de travail ne dispose pas en propre de moyens qui lui permettraient de définir le caractère du conflit et d'agir en conséquence.

40. Il se trouve que le Groupe de travail n'est à présent saisi d'aucun cas de disparition antérieur à la déclaration d'indépendance de la Croatie (juin 1991). D'autre part, il est saisi de milliers de cas qui se sont produits dans la région de Vukovar au cours des mois qui ont suivi. Il semble - et ceci est plus important - qu'on recevra dans un proche avenir des communications concernant un nombre considérable de cas. Il est évident que, s'il était demandé au Groupe de travail de s'intéresser à la situation dans l'ancienne Yougoslavie, ses ressources seraient totalement insuffisantes pour s'occuper d'un afflux de cas d'une telle ampleur. Même à l'heure actuelle, étant donné les maigres ressources dont dispose le Centre pour les droits de l'homme, le Groupe de travail doit faire de grands efforts pour s'occuper d'un arriéré de plus de 8 000 cas de disparition qui attendent d'être portés à l'attention des gouvernements concernés.

41. Mis à part la question des ressources, les méthodes de travail du Groupe - élaborées au cours d'une période de 12 ans et confirmées lors des sessions successives de la Commission - ne sont pas véritablement faites pour traiter des situations de l'ampleur et de la nature de celle qui concerne l'ancienne Yougoslavie. L'approche du Groupe a constamment été d'examiner les cas un à un; cette approche deviendrait évidemment illusoire si l'on prétendait

l'adopter dans une situation où des disparitions se produisent à très grande échelle, expérience que le Groupe a déjà faite dans le cas de l'Iraq en ce qui concerne les disparitions survenues après la fin de la guerre avec l'Iran.

42. Il existe une incompatibilité entre les exigences de la situation qui règne dans l'ancienne Yougoslavie et les méthodes de travail actuelles du Groupe. L'un des problèmes qui se posent, problème peut-être susceptible d'une solution pragmatique, est que, selon la manière de procéder du Groupe, les cas de disparition sont signalés au gouvernement responsable, c'est-à-dire au gouvernement sur le territoire duquel la disparition s'est produite. Manifestement, dans les conditions réelles de la Yougoslavie d'aujourd'hui, les communications concernant un grand nombre de cas risquent de ne pas trouver de destinataire, étant donné qu'à la fois les gouvernements et les territoires ont radicalement changé et sont encore en train de changer. On ne saurait évidemment attendre du Groupe de travail qu'il mette au point des méthodes de travail spécialement conçues pour répondre aux exigences d'une seule situation, si importante soit-elle.

43. Le monde assiste à l'un des épisodes les plus dramatiques qui se soient déroulés depuis la seconde guerre mondiale dans l'histoire des crises humanitaires et des violations à grande échelle des droits de l'homme. L'Organisation des Nations Unies ne peut manquer de s'intéresser finalement à tous les aspects de la situation, et elle ne saurait demeurer aveugle devant un aspect particulier de cette situation, tel que le phénomène représenté par des milliers de disparitions. Les proches, les partis intéressés et le public en général ne comprendraient pas l'absence de toute action d'envergure de la part de l'Organisation des Nations Unies. D'autre part, lorsque l'Organisation prendra effectivement des mesures en la matière, il faudra que son action soit à la mesure de la situation à laquelle on s'efforcera de remédier. Une action qui ne répondrait pas aux normes minimales d'efficacité, et qui en conséquence ne contribuerait pas de manière importante à la solution du problème des disparitions pourrait, elle aussi, nuire à la réputation de l'Organisation mondiale. Si le Groupe de travail devait assumer lui-même la responsabilité dans cette affaire, sa contribution consisterait seulement, dans le meilleur des cas, à comptabiliser les disparitions, ce qui ne saurait faire justice à l'ampleur du problème.

44. Il se pourrait que la Commission préfère envisager une autre solution, à savoir la recommandation figurant dans le premier rapport de M. Mazowieski, le Rapporteur spécial sur l'ancienne Yougoslavie (voir A/47/418, par. 67), recommandation visant à créer une commission qui serait spécialement chargée d'examiner la question des disparitions dans la région considérée. Si la Commission des droits de l'homme adoptait cette suggestion, elle aurait alors la possibilité de créer un organe spécialisé dont le mandat serait adapté à la situation à étudier. Et cet organe, de son côté, serait en mesure d'élaborer en conséquence des méthodes de travail appropriées. A cette fin, le Groupe de travail se tient prêt à assister le Rapporteur spécial ou tout autre mécanisme qui pourrait être créé par la Commission en vue de la tâche susmentionnée.

F. La question de l'impunité

45. Dans son dernier rapport à la Commission des droits de l'homme, le Groupe de travail a fait savoir que, conformément à son mandat, il avait décidé d'adresser à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux organisations non gouvernementales qui s'occupent de la question des disparitions, une lettre par laquelle il les priait de lui faire parvenir leurs commentaires ou observations sur la question de l'impunité en tant qu'elle influe sur la pratique des disparitions forcées ou involontaires en général et, en particulier, au sujet d'un certain nombre de considérations préliminaires que le Groupe avait formulées en se fondant sur sa propre expérience ainsi que sur des rapports présentés par des organisations non gouvernementales.

46. En application des dispositions du paragraphe 5 de la résolution 1992/30, le Groupe de travail a décidé de poursuivre en 1992 l'examen qu'il avait consacré à cette question, ceci afin d'élargir la portée de l'analyse et de formuler des recommandations appropriées. A cette fin, il a décidé d'incorporer à ses considérations préliminaires de nouvelles questions qu'il a jugées pertinentes. Il a alors fait adresser à tous les Etats Membres qui n'avaient pas répondu à la première communication une deuxième lettre relative à la question de l'impunité dans laquelle figuraient les observations ci-après :

a) L'habeas corpus est l'un des outils juridiques les plus puissants pour établir quel est le sort d'une personne disparue et déterminer où elle se trouve; sa mise en oeuvre rapide pourrait contribuer à éviter que de graves violations des droits de l'homme ne soient commises et à renforcer l'obligation de rendre des comptes incombant aux personnes responsables de disparitions et de mesures de détention arbitraire. Par conséquent, il est essentiel que des dispositions législatives permettent le déclenchement rapide et facile d'une procédure d'habeas corpus, qui donne aux juges la possibilité d'enquêter minutieusement sur le sort des détenus et sur l'endroit où ils se trouvent et d'accéder sans entrave en tout lieu où sont détenues des personnes privées de leur liberté ainsi que partout où il existe des raisons de penser que des personnes disparues peuvent se trouver. Toutes les personnes chargées de procéder à des enquêtes, ainsi que les personnes à qui l'on demande de fournir des informations ou d'appliquer des mesures demandées par les juges devraient être tenues pour responsables de l'accomplissement rapide et équitable de leur tâche.

b) Le bon fonctionnement de l'administration de la justice est un élément important afin de garantir que les personnes responsables de disparitions soient identifiées et ne restent pas impunies. Par conséquent, cette administration devrait disposer de ressources suffisantes pour assurer son fonctionnement, être à l'abri de toute forme d'intimidation et bénéficier d'une coopération totale de la part de tous les services publics. En particulier, des registres mis à jour et accessibles, comportant la liste des détenus, devraient permettre de connaître l'endroit où se trouve toute personne privée de liberté ainsi que l'identité de la/des personne(s) responsable(s) de son arrestation et de sa détention.

c) Des mesures devraient être prises pour garantir que toutes les personnes concernées par l'enquête relative à des disparitions, y compris le plaignant, l'avocat, les témoins et les personnes qui mènent l'enquête, soient protégées contre les mauvais traitements, l'intimidation ou les représailles. Les mauvais traitements, les manœuvres d'intimidation et les mesures de représailles, ou toute autre forme d'intervention dans le cadre du dépôt d'une plainte ou au cours d'une procédure d'enquête devraient être dûment punis.

d) Tout acte se concrétisant par une disparition forcée devrait être considéré comme une infraction pénale entraînant des peines appropriées, au vu de son extrême gravité.

e) Les enquêtes menées, les poursuites engagées et le châtimement des responsables de disparitions devraient être conformes aux principes internationalement reconnus d'une procédure régulière et ne pas être soumis à prescription.

f) Enquêter sur les disparitions et publier les résultats des enquêtes est peut-être, pour le gouvernement lui-même, le moyen le plus important d'établir les responsabilités. L'identité des victimes, l'identité des responsables de l'élaboration des politiques et des pratiques qui mènent aux disparitions, ainsi que celles des personnes qui sont à l'origine des disparitions et de celles qui les ont délibérément aidées ou encouragées, devraient être portées à la connaissance du public.

g) Il importe de ne promulguer ou maintenir en vigueur aucune loi ou aucun décret qui, en fait, accorde l'immunité aux auteurs de disparitions.

h) Le devoir d'enquêter, de poursuivre et de punir les responsables de violations flagrantes comme les disparitions est proportionné à l'ampleur et à la gravité des violations commises et au degré de responsabilité dans ces violations. En prenant ces décisions, il est indispensable de ne pas accorder l'impunité en raison de l'identité des responsables de violations graves des droits de l'homme ou en raison de l'identité des victimes.

i) L'action judiciaire et le prononcé des peines dans le cas de délits impliquant des violations graves des droits de l'homme, comme les disparitions, devraient avoir pour cadre les tribunaux civils, même si les personnes poursuivies ont appartenu ou appartiennent aux forces armées.

j) L'obéissance aux ordres (dans des circonstances autres que la contrainte) n'est pas un argument de défense valable pour celui auquel on impute la responsabilité de disparitions. Selon les faits de chaque cause, l'obéissance aux ordres devrait être seulement une circonstance atténuante pour déterminer la peine qui convient.

47. A la date de l'adoption du présent rapport, les pays suivants avaient répondu aux lettres du Groupe de travail : Autriche, Bahreïn, Bélarus, Bolivie, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Cuba, Egypte, Equateur, Iran (République islamique d'), Iraq, Malaisie, Maroc, Mexique, Myanmar, Namibie, Pakistan, Panama, Philippines, Qatar, Samoa occidental, Singapour, Tunisie, Uruguay, Yougoslavie.

48. Les organisations non gouvernementales ci-après ont fait parvenir au Groupe de travail leurs commentaires et observations sur la question de l'impunité et sur les diverses considérations préliminaires : Association américaine des juristes, Americas Watch, Amnesty International, Association des familles françaises de prisonniers politiques en Guinée, Centre d'études et d'action pour la paix, Coalition contre l'impunité, Commission salvadorienne des droits de l'homme, Commission de défense des droits de l'homme en Amérique centrale, Comité de défense des droits de l'homme au Honduras, Commission guatémaltèque des droits de l'homme, Commission internationale de juristes, Fédération internationale Terre des Hommes, Ligue internationale des droits de l'homme, Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples (section colombienne), Mouvement ouvrier du 1er mai (Philippines), Service chrétien d'assistance juridique de Mgr Oscar Romero (El Salvador), Mouvement oecuménique en faveur des droits de l'homme (Argentine), Service paix et justice - Amérique latine, Groupe sikh des droits de l'homme, et Ordre des avocats de l'Uruguay.

49. Les vues exprimées par les gouvernements et les organisations non gouvernementales figurent dans l'annexe I du présent rapport. A sa trente-huitième session, le Groupe de travail a décidé de poursuivre en 1993 l'examen de cette question.

G. Assistance apportée au Secrétaire général lors de ses consultations
avec les organisations professionnelles compétentes
dans le domaine médico-légal

50. En application de la résolution 1992/24 de la Commission, par laquelle la Commission a prié le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de prêter activement son assistance au Secrétaire général, compte tenu de son expérience de la question, lors des consultations du Secrétaire général avec les organisations professionnelles compétentes dans le domaine de la médecine légale, le Groupe de travail a eu des entretiens et échangé une correspondance avec un certain nombre d'organisations de cette nature qui s'intéressent particulièrement à la question des droits de l'homme. Lors de sa trente-sixième session à New York, et lors de sa trente-septième session à Genève, le Groupe de travail a rencontré des membres de l'American Association for the Advancement of Science, de l'Association Physicians for Human Rights et de l'Equipe argentine d'anthropologie médico-légale, qui ont participé à plusieurs missions et activités de formation relatives à l'exhumation et à l'identification des victimes de violations des droits de l'homme. Contact a également été pris avec le Comité de vigilance des professions médico-légales de l'Institut universitaire de médecine légale d'Odense (Danemark).

51. De l'avis du Groupe de travail, ces organisations étaient celles qui convenaient le mieux pour des consultations initiales, car elles avaient acquis une expérience très utile lors des nombreuses activités qu'elles avaient menées au cours des dernières années dans différents pays, et avaient également établi des contacts avec des organisations nationales à l'occasion de cours de formation dispensés à des groupements locaux; d'autre part, elles connaissaient bien les techniques modernes d'exhumation et d'identification des corps. Au cours de cette phase préliminaire de la consultation, le Groupe de travail s'est adressé seulement aux organisations ou groupes spécialisés

dans les activités de caractère médical ou anthropologique; au cours d'une deuxième phase, il entreprendra également des consultations avec des experts d'autres disciplines connexes.

52. Le Groupe de travail a également pris contact avec des groupes d'experts tels que le Medical Action Group de Manille (Philippines); l'Université Mahidol de Bangkok (Thaïlande); l'Association des médecins pour l'humanisme de Séoul (Corée); le Groupement chilien d'anthropologie médico-légale (Santiago du Chili); le Nucleo de Estudos da Violencia de l'Université de Sao Paulo (Brésil), et l'Equipe d'anthropologie médico-légale du Guatemala.

53. Le Groupe de travail, ayant recueilli un certain nombre de suggestions auprès des trois organisations initialement pressenties, a élaboré un avant-projet qui a été communiqué pour observations à toutes les organisations mentionnées ci-dessus. Sur la base des observations reçues, on a mis au point un plan préliminaire tenant compte des éléments ci-après :

1. Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires établira et tiendra à jour une liste d'organisations ayant une expérience confirmée dans le domaine des droits de l'homme et des sciences médico-légales.
2. Ces organisations désigneront des experts qui participeront aux activités de leur ressort qui seront prévues au titre des différents programmes.
3. On peut envisager, en ce qui concerne les activités médico-légales liées à la défense des droits de l'homme, trois types de programmes : a) les programmes dont l'exécution sera demandée par les gouvernements; b) les programmes qui seront entrepris à la demande de rapporteurs spéciaux, de groupes de travail ou d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies; c) les programmes dont l'exécution sera demandée par des organisations non gouvernementales. L'exécution des programmes du premier type sera demandée par les gouvernements à l'Organisation des Nations Unies, qui communiquera aux gouvernements la liste des experts afin qu'ils puissent choisir l'organisation de services médico-légaux avec laquelle ils souhaitent travailler pour le programme en question. Dans le cas du deuxième type de programme, les rapporteurs spéciaux, groupes de travail ou autres organes de l'ONU concernés choisiront, en consultation avec le gouvernement intéressé, l'organisation qui procédera à l'expertise médico-légale dans le cadre de leur mandat respectif. Dans le cas du troisième type de programme, les organisations non gouvernementales informeront le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de leur désir d'entreprendre un programme de ce genre, en indiquant quels sont les experts ou l'organisation avec lesquels elles souhaitent travailler. Sur leur demande, le Groupe de travail engagera des consultations avec le gouvernement concerné. Lorsque des consultations de ce genre auront déjà eu lieu localement et un accord aura été conclu avec les autorités nationales ou locales,

le Groupe de travail prendra note de cet accord et recommandera que le programme correspondant soit patronné par l'Organisation des Nations Unies, à condition qu'il soit conforme à la lettre et à l'esprit de la résolution 1992/24.

4. Le patronnage accordé par l'Organisation des Nations Unies n'impliquera aucun engagement financier dans les activités du programme. Il signifiera que ce programme est considéré comme étant exécuté dans le contexte de la résolution 1991/24 de la Commission des droits de l'homme et que les experts et le gouvernement concerné s'engagent à respecter en toutes circonstances les règles relatives aux droits de l'homme. Les experts s'engageront également à se conformer, dans leurs activités, aux règles générales qui sont applicables au comportement des experts internationaux de l'ONU dans l'accomplissement de leurs fonctions, et leur statut juridique sera celui des experts en mission, ainsi qu'il est prévu dans les sections 22 et 23 de l'article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, en date du 13 février 1946.

54. De l'avis du Groupe de travail, il faudrait également consulter certaines des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et des associations de parents de victimes de violations de droits de l'homme qui ont participé à la préparation des diverses missions effectuées en exécution des tâches exposées dans la résolution 1992/24. Cependant, en 1992, le manque de temps et de personnel ont retardé le déroulement des consultations.

55. Les renseignements obtenus des diverses organisations au cours de l'année 1992, ainsi que le texte du plan préliminaire élaboré en fonction de ces renseignements, ont été communiqués au Secrétaire général, en même temps qu'une recommandation du Groupe de travail visant à ce que les consultations se poursuivent en 1993.

H. Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

56. A sa trente-huitième session, le Groupe de travail a décidé d'incorporer au présent rapport, en annexe, le texte du projet de Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, qui a été approuvé par la Commission des droits de l'homme. Dans sa résolution 1992/29, la Commission a décidé de demander au Conseil économique et social de transmettre à l'Assemblée générale, pour adoption, le texte de ce projet. La Déclaration renferme des dispositions qui, on l'espère, orienteront l'action de la communauté internationale et des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Elle contribuera dans une large mesure à améliorer la situation à travers le monde dans la mesure où, grâce à elle, un plus grand nombre de gens prendront conscience du fléau que représente la pratique des disparitions forcées, qui est contraire aux principes les plus fondamentaux sur lesquels les sociétés humaines fondent leurs espoirs de coexistence pacifique et de progrès démocratique.

II. RENSEIGNEMENTS SUR LES DISPARITIONS FORCÉES OU INVOLONTAIRES
DANS DIFFÉRENTS PAYS EXAMINÉS PAR LE GROUPE DE TRAVAIL

Afghanistan

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

57. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant l'Afghanistan dans ses six derniers rapports à la Commission 1/.

58. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement afghan un seul nouveau cas de disparition qui lui avait été signalé, communication figurant dans une lettre datée du 15 décembre 1992. Selon les renseignements reçus, cette disparition se serait produite en 1989. Il y a lieu de préciser qu'étant donné les méthodes de travail du Groupe, le gouvernement n'a pas pu lui répondre avant l'adoption du présent rapport.

59. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au Gouvernement afghan les quatre cas non réglés que le Groupe avait précédemment portés à son attention. Etant donné qu'aucune réponse ne lui était parvenue, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser une fois de plus un rappel spécial au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe a précisé que, pour que ce dernier puisse mener à bien la tâche qui lui avait été confiée par la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était désormais absolument essentielle et revêtait un caractère urgent, car il importait d'élucider des cas de disparition au sujet desquels, depuis sept ans, on n'avait jamais reçu aucun renseignement.

60. A la date de l'adoption du présent rapport, cette demande restait sans réponse. Le Groupe de travail ne peut donc donner aucune précision sur le sort des personnes disparues ou le lieu où elles se trouvent.

Renseignements et observations communiqués par les familles de personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

61. L'unique cas de disparition nouvellement signalé faisait l'objet d'une communication émanant d'un parent de la personne disparue. Il concernait un cameraman jordanien qui travaillait pour l'agence de presse Al-Bunyan, basée à Peshawar (Pakistan); ce journaliste aurait disparu au cours d'une mission, le 22 juillet 1989, près de la ville de Jalalabad, dans la province afghane de Nangarhar, où il aurait été enlevé par des éléments des forces afghanes.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	5
III.	Nombre total de cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	5
IV.	Réponses du gouvernement	0

Angola

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

62. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant l'Angola dans ses neuf derniers rapports à la Commission 1/.

63. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au Gouvernement angolais les sept cas en suspens que le Groupe avait précédemment portés à son attention. Etant resté sans réponse aucune, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser une fois de plus un rappel spécial au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe de travail a précisé que, pour que le Groupe puisse mener à bien la tâche qui lui avait été confiée par la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était devenue absolument essentielle et avait pris un caractère d'urgence, car il importait de faire la lumière sur des cas de disparition au sujet desquels, depuis neuf ans, on n'avait jamais reçu aucun renseignement.

64. A la date de l'adoption du présent rapport, cette demande demeurait sans réponse. Le Groupe de travail ne peut donc donner aucune précision sur le sort des personnes disparues ou le lieu où elles se trouvent.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	7
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	7
IV.	Réponses du gouvernement	0

Argentine

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

65. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant l'Argentine dans ses 12 derniers rapports à la Commission 1/.

66. Au cours de la période considérée, le Groupe de travail n'a porté à l'attention du Gouvernement argentin qu'un seul cas nouvellement signalé, qui se serait produit en 1992. Le gouvernement a été informé par télégramme au titre de la procédure d'intervention rapide.

67. Par une lettre datée du 23 septembre 1992, notification a été donnée au gouvernement de ce que l'affaire concernant un enfant du sexe féminin qui avait disparu avec ses parents et dont la trace a été retrouvée par la suite en 1992 était considérée comme élucidée.

68. Le Groupe a également rappelé au Gouvernement argentin, par une lettre datée du 19 juin 1992, tous les cas en suspens relatifs à des disparitions qui s'étaient produites dans le pays sous le gouvernement militaire, en précisant que, ainsi que le voulaient les méthodes de travail du Groupe, ces affaires demeuraient dans les dossiers de ce dernier aussi longtemps que le lieu exact où se trouvaient les personnes disparues demeurait inconnu. Le Groupe a déclaré que ce principe, qui était inscrit dans ses méthodes de travail, n'était en rien affecté par les changements de gouvernement survenant dans un pays quelconque. Il a fait observer que, depuis longtemps, il ne recevait des autorités argentine aucun renseignement pertinent sur les cas de disparition portés à son attention, et il a fait part au gouvernement de son souhait de se rendre en Argentine afin de déterminer sur place quels étaient les obstacles et les contraintes auxquels se heurtait le gouvernement pour élucider les cas de disparition, et afin de pouvoir formuler des recommandations qui permettraient au gouvernement de surmonter ces obstacles et de progresser dans les enquêtes. Dans la même lettre, le Groupe a cité la résolution 1992/30 de la Commission, dans laquelle il lui était demandé de porter attention aux affaires concernant les enfants de parents disparus, et il a prié le Gouvernement argentin de faire rapport sur les mesures prises par lui en vue de déterminer le lieu où se trouvaient les enfants en question ainsi que d'assurer leur protection sur le plan physique et psychologique.

69. A sa trente-septième session, le Groupe de travail a décidé d'adresser une fois de plus un rappel spécial au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe a précisé que, pour que ce dernier puisse mener à bien la tâche qui lui a été confiée par la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était devenue absolument essentielle et revêtait un caractère d'urgence, car il importait d'élucider des cas de disparition au sujet desquels, depuis sept ans, on n'avait jamais reçu aucun renseignement. A la date de l'adoption du présent rapport, aucune information nouvelle n'avait été reçue au sujet des différents cas. Le gouvernement a seulement adressé au Groupe, en ce qui concerne les enfants de parents disparus, des renseignements qui avaient déjà été fournis par des organisations non gouvernementales, voire par le gouvernement lui-même. Le Groupe de travail ne peut donc donner aucune précision sur le sort des 3 385 personnes disparues ou sur le lieu où elles se trouvent.

70. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a porté à la connaissance du gouvernement les allégations d'ordre général qu'il avait reçues en ce qui concerne le phénomène des disparitions en Argentine ou le règlement des cas non encore élucidés.

Renseignements et observations communiqués par les familles de personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

71. Le Groupe de travail a reçu des organisations mentionnées ci-après des communications concernant des cas de disparition et des renseignements sur la question de l'impunité dont bénéficiaient des personnes qui étaient responsables de milliers de disparitions en Argentine : Amnesty International, Americas Watch, Centre d'études juridiques et sociales, Fédération latino-américaine des associations des familles de détenus disparus (FEDEFAM), Grands-mères de la place de Mai et Mères de la place de Mai (linea Fundadora).

72. Le cas de disparition qui a été porté à l'attention du gouvernement concerne un jeune homme, enlevé par un policier en civil qui l'a emmené à un poste de police proche du lieu de l'arrestation. Le cas élucidé par la source même de l'information initiale concerne un enfant de sexe féminin qui avait disparu en 1976 en même temps que ses parents. En 1984, cette enfant a été découverte au foyer d'un couple. L'homme, qui appartenait aux forces de sécurité, avait déclaré l'enfant sous un faux nom. Alors que se poursuivait la procédure visant à déterminer l'identité réelle de ce dernier, le couple a quitté l'Argentine et l'enfant a disparu à nouveau. En 1992, INTERPOL a découvert le couple à Buenos Aires, et un juge a ordonné la détention des deux personnes concernées. La victime est maintenant une jeune fille de 17 ans et c'est seulement récemment qu'on lui a révélé sa véritable identité.

73. Des organisations non gouvernementales ont également fait part au Groupe de travail de leur inquiétude, déclarant que, depuis de nombreuses années déjà, les parents des personnes disparues attendaient en vain de recevoir une réponse du gouvernement au sujet du sort de leurs proches, dont ils étaient sans nouvelles. Les intéressés continuaient donc d'insister auprès des autorités pour qu'il leur soit permis d'avoir accès à la documentation et aux microfilms déposés dans les archives des forces armées, de la police et des services de l'information correspondant à la période de dictature militaire au cours de laquelle les disparitions s'étaient produites. Selon les proches, c'est un devoir pour l'Etat à l'égard du peuple argentin que d'élucider les cas de disparition, tout comme l'ouverture des archives concernant l'entrée de réfugiés nazis dans le pays, consultation récemment autorisée par le gouvernement, était - pour citer le Président de la République - un devoir dont l'Argentine ne pouvait manquer de s'acquitter à l'égard de l'humanité. La nécessité de mettre à la disposition du public cette documentation, et en particulier la documentation de diffusion limitée, confidentielle ou ultrasecrète rassemblée par les organismes responsables de la répression politique sous le gouvernement militaire, a également été soulignée par la Chambre des députés de la province du Chaco, qui a pris une décision dans ce sens.

74. Des renseignements reçus il ressortait également qu'en vertu de diverses lois d'amnistie adoptées par les gouvernements constitutionnels et à la suite de la mesure de grâce prise en décembre 1990 à l'égard des membres des juntas militaires responsables des disparitions, l'impunité totale avait reçu le sceau de l'approbation officielle. En conséquence, les personnes qui avaient commis des crimes horribles demeuraient libres, et certaines d'entre elles,

qui appartenait à des bandes organisées, continuaient de commettre des crimes dont il était question chaque jour dans la presse. On citait une affaire particulièrement grave, à savoir la plainte déposée par les parents de six jeunes gens qui alléguaient que leurs fils avaient été soumis à des tortures au cours de leur service militaire.

75. Les Grands-mères de la place de Mai ont déclaré que, dans une lettre remise au Président de la République au cours d'une entrevue qu'elles avaient eue avec lui, elles avaient appelé son attention sur trois affaires judiciaires concernant des enfants disparus; dans ces affaires, déclaraient-elles, les tribunaux semblaient agir avec partialité, sans tenir compte du fait que les enfants qui avaient été retrouvés étaient en droit de connaître leur véritable identité et de pouvoir dire eux-mêmes s'ils souhaitaient vivre au sein de leur famille légitime ou avec leurs ravisseurs. Dans l'une de ces affaires, qui concernait des jumeaux, l'identité de ces derniers avait apparemment été établie de façon probante et les ravisseurs se trouvaient en détention, inculpés pour des crimes liés à l'enlèvement des enfants, mais le juge n'avait pas pris les mesures nécessaires pour que les enfants soient rendus à leur famille, qui n'avait cessé de les rechercher depuis qu'ils avaient disparu en 1977. Dans une autre affaire, l'identité de l'enfant était apparemment de notoriété publique depuis qu'il avait disparu en 1977, mais le juge à qui les grands-mères de l'enfant s'étaient adressées à l'époque avait apparemment décidé de donner l'enfant à l'un de ses amis au lieu de le rendre à sa famille légitime. Apparemment, des poursuites avaient été intentées en 1990 contre le juge et contre l'avocat qui avait pris l'enfant en charge, mais jusqu'ici elles n'avaient pas abouti. La troisième affaire concernait deux enfants vivant au foyer d'un médecin militaire, à savoir un commandant de l'armée de terre qui avait été mêlé à des disparitions du temps de la dictature militaire et qui se trouvait maintenant au Paraguay; l'extradition de ce militaire aurait été retardée en raison des manoeuvres de procédure auxquelles son avocat avait recours et, alors que le début des poursuites remontait à trois ans, la justice paraguayenne ne s'était pas encore prononcée sur l'extradition. Au sujet de cette affaire, les Grands-mères de la place de Mai demandaient au gouvernement de prendre immédiatement des dispositions de caractère diplomatique pour faire en sorte que le médecin et les enfants soient rapidement extradés.

76. Les Grands-mères de la place de Mai demandaient également au gouvernement de prendre diverses mesures, telles que la mise en place d'une commission officielle chargée de la recherche des enfants disparus; de faire en sorte que le ministère public accélère la procédure en ce qui concerne les affaires de restitution d'enfants; et de permettre aux Grands-mères de la place de Mai d'avoir accès aux archives des forces armées et de la police correspondant à la période au cours de laquelle les disparitions s'étaient produites, ce qui permettrait à leur organisation de participer à la recherche des enfants disparus.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

77. Par une note verbale datée du 20 mai 1992, la Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a appelé l'attention du Groupe de travail sur un arrêt rendu par une cour d'appel fédérale (Sala III de la Cámara Nacional de Apelaciones en lo Contencioso Administrativo Federal) dans l'affaire concernant une ressortissante suédoise qui avait été enlevée et avait disparu en Argentine en 1977. La Cour, tenant compte des circonstances particulières de l'affaire, a décidé d'accorder une indemnité au père de la victime, étant donné le préjudice moral qui lui avait été causé par l'enlèvement et la disparition de celle-ci.

78. Par une note verbale datée du 14 septembre 1992, le gouvernement a fourni des renseignements sur la situation de 55 enfants qui, ayant disparu, avaient été retrouvés. Tous les renseignements que comportait la communication du gouvernement, dans la mesure où ils concernaient des enfants dont les noms figuraient dans les dossiers du Groupe de travail, avaient été précédemment communiqués au Groupe par les Grands-mères de la place de Mai, et ils ont été reproduits dans des rapports adressés antérieurement à la Commission. Plusieurs des cas qui étaient mentionnés sur la liste étaient connus du Groupe de travail grâce à différentes communications émanant de gouvernements ou à des exposés présentés par les Grands-mères de la place de Mai, mais ils n'avaient jamais été portés à l'attention du gouvernement parce que la communication faisant état de la disparition de l'enfant en question avait été reçue seulement après le moment où ce dernier avait été retrouvé. Huit des cas figurant sur la liste n'avaient pas été élucidés, étant donné que l'identité des enfants n'avait pas été clairement déterminée par des méthodes scientifiques, et ceci principalement en raison du fait que les personnes qui s'étaient approprié ces enfants étaient en fuite ou avaient refusé de se prêter aux tests d'identification. Dans deux cas, les tests n'avaient pas été effectués étant donné que la disparition de l'enfant n'avait pas été signalée par ses proches, de sorte qu'il n'existait pas d'échantillons de leur sang à la Banque de données génétiques de l'Argentine.

79. Par une note verbale datée du 25 novembre 1992, le gouvernement a fourni des renseignements sur un cas porté à son attention en 1992. Il y était déclaré que cette affaire faisait l'objet d'une enquête approfondie et que l'on avait identifié et arrêté quatre officiers de police judiciaire du poste de police où la personne disparue avait été emmenée après son arrestation. En outre, le Directeur de la police de la province avait démissionné et avait été remplacé par un autre officier de police de rang élevé, qui avait pris des mesures pour assurer directement la surveillance du poste de police en question. D'autre part, une Commission des droits de l'homme du Parlement de la province, ainsi que le Sous-Secrétaire aux droits de l'homme du Ministère de l'intérieur, avaient pris des dispositions pour pouvoir suivre le déroulement de l'enquête judiciaire.

80. Le Groupe de travail a également reçu du Gouvernement argentin une réponse aux considérations préliminaires que le Groupe avait formulées au sujet de la question de l'impunité.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	1
II.	Cas en suspens	3 385
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	3 461
IV.	Réponses du gouvernement :	
a)	Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précise	2 947
b)	Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	43
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	33

-
- a/ Personnes arrêtées et remises en liberté : 13
Enfants retrouvés par des organisations non gouvernementales : 19
Personnes dont le corps a été retrouvé et identifié : 11
- b/ Personnes remises en liberté : 7
Enfants retrouvés : 9
Personnes dont le corps a été retrouvé et identifié : 17

Bolivie

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

81. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant la Bolivie dans ses 12 derniers rapports à la Commission 1/.

82. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 23 septembre 1992, notification a été donnée au gouvernement du fait que, dans un cas, l'affaire était considérée comme élucidée grâce aux renseignements fournis par la source. Le gouvernement a également été informé de ce que, compte tenu de renseignements ultérieurement reçus des sources d'information, renseignements selon lesquels une expertise avait permis de conclure qu'un cadavre qui avait été retrouvé n'était pas celui de Juan Carlos Flores Bedrega, le Groupe de travail, à sa trente-septième session, avait décidé de rouvrir l'affaire.

83. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au Gouvernement bolivien les 28 cas en suspens qu'il avait portés à son attention antérieurement. Etant resté sans réponse aucune, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser une fois de plus un rappel spécial au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992,

le Président du Groupe de travail a expliqué que, pour que le Groupe puisse mener à bien la tâche qui lui avait été confiée par la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était désormais absolument essentielle et revêtait un caractère d'urgence, car il importait d'élucider des cas de disparition au sujet desquels, depuis sept ans, on n'avait jamais reçu aucun renseignement.

84. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a fait part au gouvernement d'allégations de caractère général qu'il avait reçues en ce qui concerne le phénomène des disparitions en Bolivie ou le règlement des cas non encore élucidés.

Renseignements et observations communiqués par les familles de personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

85. L'Association des familles de détenus disparus et martyrs de la liberté a fourni au Groupe de travail des renseignements grâce auxquels un cas de disparition a été considéré comme élucidé; la personne disparue avait été libérée et était décédée par la suite de causes naturelles. L'Association a également envoyé un rapport relatif à une expertise médico-légale, et au vu de ce rapport le Groupe de travail a décidé de rouvrir le dossier concernant un cas de disparition.

86. Des organisations non gouvernementales ont également envoyé des renseignements de caractère général d'où il ressortait que le gouvernement actuel n'avait pris aucune mesure pour faire enquêter sur le lieu où se trouvaient les personnes disparues, et que les activités de la Commission nationale d'enquête sur les personnes disparues, qui avaient été interrompues en 1985, n'avaient pas repris depuis.

87. En ce qui concerne les cas en suspens dont le Groupe de travail a été saisi, les renseignements reçus font état de ce qu'ils avaient tous été portés à l'attention des tribunaux, mais que les responsabilités n'avaient pas encore été établies. Dans le cadre du procès en responsabilité intenté à García Meza et à ses collaborateurs, les allégations formulées par le plaignant en ce qui concerne des cas de disparition ont été rejetées, la raison invoquée étant que la disparition n'est pas définie comme un crime par le droit interne.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

88. Le Groupe de travail a reçu une réponse du Gouvernement bolivien au sujet des considérations préliminaires que le Groupe avait formulées en ce qui concerne la question de l'impunité.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	28
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	48

IV. Réponses du gouvernement :

- a) Cas au sujet desquels le gouvernement
a fourni une ou plusieurs réponses précises 33
- b) Cas élucidés par les réponses
du gouvernement a/ 19

- V. Cas élucidés par des sources non
gouvernementales b/ 1

a/ Personnes remises en liberté : 18
Personnes officiellement déclarées décédées : 1

b/ Personnes remises en liberté : 1

Brésil

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

89. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Brésil dans ses 11 derniers rapports à la Commission 1/.

90. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement brésilien trois cas de disparition nouvellement signalés qui se seraient produits en 1992. Ces cas ont été signalés par télégramme au titre de la procédure d'intervention rapide.

91. Par une lettre datée du 23 septembre 1992, le gouvernement a été avisé du fait qu'un cas était considéré comme élucidé grâce à sa réponse. En ce qui concerne un deuxième cas au sujet duquel le gouvernement avait fourni une réponse, le Groupe de travail, par une lettre datée du 19 juin 1992, a prié le gouvernement de faire savoir quand et comment la personne disparue était décédée et où elle était enterrée.

92. Par une lettre datée du 17 juillet 1992, on a rappelé au gouvernement un rapport relatif à des faits de disparition qui lui avait transmis au cours des six mois précédents au titre de la procédure d'intervention rapide. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens; dans la même lettre, le Groupe a fait savoir au gouvernement qu'il avait reçu d'organisations non gouvernementales des renseignements concernant les mesures prises par les autorités pour l'identification des cadavres retrouvés dans des tombes anonymes et pour le libre accès aux archives d'un ancien service de sécurité, et il s'est dit encouragé par l'adoption de ces mesures, qui pourraient se révéler efficaces pour l'élucidation des cas de disparition.

93. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a fait part au gouvernement d'allégations de caractère général qu'il avait reçues au sujet du phénomène des disparitions dans le pays ou du règlement des cas non encore élucidés. Le Groupe a également pris des dispositions en vue de la protection des mères de 11 personnes, y compris six mineurs, qui avaient été enlevées en juillet 1990 dans une exploitation agricole de Magé (Etat de Rio de Janeiro) et avaient disparu. Selon les renseignements reçus, ces mères avaient été menacées de mort par les agents de la police militaire qui étaient considérés comme responsables des disparitions.

Renseignements et observations communiqués par les familles de personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

94. Les cas portés à l'attention du Gouvernement brésilien en 1992 avaient été signalés au Groupe de travail par Amnesty International et la FEDEFAM. Tous concernent des jeunes gens : l'un d'eux avait récemment fait savoir qu'il avait subi des tortures et des voies de fait quand il avait été arrêté par la police militaire; le deuxième était avec lui quand l'un et l'autre ont disparu; une troisième affaire concernait un jeune homme qui participait à une réunion avec six autres personnes et avait essayé de fuir lorsque la police militaire, usant de moyens violents, avait arrêté les autres personnes. Au sujet de ces affaires, des organisations non gouvernementales ont déclaré que des défenseurs des droits de l'homme et des organisations spécialisées dans la défense des droits des enfants avaient fait l'objet de mesures d'intimidation et de représailles de la part de "commandos de la mort", constitués d'éléments de la police, que l'on accuse généralement de torturer et d'assassiner systématiquement des enfants des rues et dont on dit qu'ils agiraient en toute impunité.

95. Le Groupe de travail a reçu d'Americas Watch, Amnesty International, la FEDEFAM et le "Grupo Tortura Nunca Mais" des renseignements et des exposés de caractère général concernant les droits de l'homme et les cas de disparition au Brésil. Ces organisations ont déclaré que les organismes brésiliens de défense des droits de l'homme avaient fait connaître plus de 120 cas de disparition entre 1964 et 1989, mais que seulement un petit nombre de cas avaient été élucidés. Un groupe de spécialistes des sciences médico-légales travaillait à l'identification des restes de plus de 1 000 personnes qui avaient été retrouvées dans le cimetière de Perus à Sao Paulo; on estimait qu'il s'agissait soit de prisonniers politiques tués au cours des années 1960 et 1970, soit de personnes exécutées par des "commandos de la mort" qui, au cours de la même période, s'en prenaient à ceux qui étaient soupçonnés de se livrer à des activités criminelles. En outre, le groupe de Rio de Janeiro dénommé Tortura Nunca Mais a fait des recherches d'où il ressortait que 16 des 118 personnes qui avaient été tuées ou qui avaient disparu pour des raisons politiques au cours de ladite période étaient ensevelies dans les cimetières de Ricardo de Albuquerque et de Cacuia, tous deux situés à la périphérie de la ville. La découverte a été l'aboutissement de recherches longues et intenses effectuées par l'organisation en question dans les dossiers et archives de diverses institutions publiques et privées et de la presse. C'est à un groupe de médecins légistes du Conseil régional des médecins qu'a été confiée la tâche d'identifier les corps. D'autres sections du groupe Tortura Nunca Mais, par exemple celle de l'Etat de Pernambouc,

ont également découvert des cimetières où avaient été enterrées clandestinement des personnes qui avaient été tuées ou que l'on avait fait disparaître pour des raisons politiques.

96. Les organisations de défense des droits de l'homme se sont félicitées des efforts accomplis par le gouvernement pour élucider les cas de disparition, y compris en révélant des faits consignés dans les archives de l'ancien Service national de renseignement (SNI) du régime militaire; cependant, on a regretté que l'accès à ces archives n'ait été autorisé que de façon limitée et seulement dans l'Etat de Sao Paulo, et l'on a demandé que le public puisse avoir accès également aux archives des autres Etats. En outre, les documents en question restaient entre les mains de la Police fédérale et n'avaient pas été rendus publics, contrairement à ce que demandaient les proches. Selon Tortura Nunca Mais, il fallait rendre publiques d'autres archives encore, telles que celles des services de sécurité de l'armée, de la marine et de l'armée de l'air.

97. Les organisations de défense des droits de l'homme se sont déclarées très préoccupées du fait que l'on persistait à ne pas poursuivre les auteurs de violations des droits de l'homme, ce qui pourrait encourager ces derniers à poursuivre leurs activités illégales et pourrait être le signe d'un acquiescement officiel à l'égard de ces crimes.

98. Dans le cas de 11 personnes, y compris six mineurs, qui avaient été enlevées le 26 juillet 1990 par un groupe d'hommes armés dans une exploitation agricole de Magé (Etat de Rio de Janeiro), la section de renseignements de la police militaire avait identifié les ravisseurs comme étant des éléments de la police militaire du 9ème bataillon de Rocha Miranda et des agents de police judiciaire de la Délégation de la répression des vols de marchandises (Delegação de Rouba e Furtos de Cargo) du poste de police No 39 de Pavuana. Cependant, aucun de ces policiers n'avait été traduit en justice à propos de ce crime. Selon les renseignements recueillis, les mères des 11 personnes disparues, qui avaient dénoncé les enlèvements et réclamé activement une enquête, avaient reçu des menaces de mort de la part des policiers militaires responsables de la disparition de leurs fils.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

99. En 1992, le gouvernement a fourni des renseignements sur deux cas portés à son attention en 1985, qui concernent des personnes disparues en 1970. Dans le premier cas, le gouvernement a fait savoir que les restes de la personne disparue (de sexe masculin) avaient été retrouvés dans une fosse commune du cimetière de Perus (Sao Paulo), identifiés par un groupe d'experts de l'Institut de médecine légale de l'Université de Campinas, et rendus à la famille. Dans le second cas, des renseignements mis au jour dans les archives de l'ancien Service national de renseignements (SNI) du régime militaire avaient permis d'établir que la personne en question avait été tuée.

100. Au cours de ses trente-sixième et trente-huitième sessions, le Groupe de travail s'est entretenu avec un représentant du Gouvernement brésilien. A travers les déclarations faites par ce dernier, ainsi que dans les notes verbales datées du 23 décembre 1991 et du 10 novembre 1992, le gouvernement a précisé que l'exercice du droit constitutionnel d'"habeas data", en vertu duquel le gouvernement avait pu divulguer les renseignements relatifs à certains cas de disparition, avait contribué à l'élucidation de ces cas. L'enquête encore en cours qui avait suivi l'exhumation de cadavres dans une fosse commune retrouvée dans le cimetière de Perus, enquête dont les organisations non gouvernementales et la presse avaient largement reconnu le sérieux et la qualité technique, témoignait de l'intérêt des autorités brésiliennes et de la société brésilienne en général pour le règlement de tous les cas de disparition en suspens.

101. Indépendamment des cas mentionnés ci-dessus, 1 049 squelettes retrouvés dans le même cimetière avaient été soumis à l'examen de l'Institut de médecine légale de l'Université de Campinas, et une commission spéciale, mise en place par la Chambre municipale de Sao Paulo en 1990 pour enquêter sur les faits relatifs à la fosse commune retrouvée dans le cimetière de Perus, s'employait à identifier les corps, qui, pensait-on, étaient ceux d'autres prisonniers politiques dont la disparition avait été signalée au Groupe de travail. Toutefois, il semblait prématuré d'affirmer que tous ces cadavres étaient ceux de prisonniers politiques ou de personnes qui avaient été victimes de "commandos de la mort". On avait également enterré dans la même fosse des indigents dépourvus de toute identification, ce qui, selon la Commission parlementaire spéciale mise en place par le Conseil municipal de Sao Paulo, visait à masquer la présence des squelettes de prisonniers politiques et de personnes exécutées par les "commandos de la mort".

102. Le gouvernement a également fait état de ce que, selon le vice-président de la section de Rio de Janeiro du "Grupo Tortura Nunca Mais", organisation non gouvernementale brésilienne, le vice-gouverneur et le secrétaire à la justice de l'Etat de Rio de Janeiro fournissaient le soutien nécessaire pour les recherches effectuées dans les dossiers et archives de l'Institut médico-légal de l'Etat ainsi que des organes de police afin que le sort des personnes disparues puisse être élucidé. Le "Grupo Tortura Nunca Mais" avait retrouvé la preuve que 16 prisonniers politiques disparus étaient enterrés, avec des personnes indigentes, dans des fosses communes des cimetières de Ricardo de Albuquerque et de Cacuia, dans l'Etat de Rio de Janeiro. Le travail d'exhumation et d'identification des corps se poursuivait; les proches des personnes disparues et les commissions d'enquête pouvaient accéder sans empêchement aucun aux archives de l'ancien Département de l'ordre politique et social (DOPS) non seulement dans l'Etat de Sao Paulo mais aussi dans d'autres Etats de la Fédération.

103. Pour ce qui était du cas de 11 personnes qui avaient disparu le 26 juillet 1990 d'une exploitation agricole de Magé (Etat de Rio de Janeiro), une enquête de police avait été entreprise, mais elle n'avait pas permis de retrouver l'endroit où pouvaient se trouver les jeunes gens qui avaient disparu. La police présumait que ceux-ci avaient été tués, mais il n'y avait pas de preuves matérielles étant donné que les corps n'avaient pas encore été retrouvés. A cet égard, le Groupe de travail avait adressé au gouvernement,

au titre de la procédure d'"intervention rapide", un télégramme visant à ce que soit assurée la protection des mères des 11 jeune gens disparus, qui avaient été menacées de mort. Le gouvernement a fourni des détails sur les mesures prises pour la protection de ces femmes, dont l'intégrité physique pouvait en effet se trouver en danger étant donné qu'elles avaient dénoncé les enlèvements et réclamé activement une enquête. On avait conclu que leur existence n'était pas gravement menacée dans l'immédiat, mais néanmoins la police avait pour instructions de leur fournir toute protection supplémentaire qui serait nécessaire.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	3
II.	Cas en suspens	49
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	52
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	50
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	3

a/ Personnes détenues : 2
Personnes dont le corps a été retrouvé et identifié : 1

Bulgarie

104. Au cours de l'année considérée, le Groupe de travail, par une lettre datée du 23 septembre 1992, a porté à l'attention du Gouvernement bulgare trois cas de disparition forcée ou involontaire qui se seraient produits en 1988. Ces cas avaient été signalés par un proche de l'une des personnes disparues et concernaient des personnes d'origine turque qui, selon les renseignements communiqués, avaient été condamnées à mort le 24 avril 1988 par la Haute Cour de Sofia parce qu'elles avaient "refusé d'être bulgares". La sentence de mort ayant été commuée, elles auraient été envoyées dans un camp de travail forcé; cependant, les proches n'avaient obtenu aucun renseignement sur ce qu'il leur était advenu après le procès.

105. A la date de l'adoption du présent rapport, le Groupe de travail n'avait reçu du Gouvernement bulgare aucun renseignement au sujet de ces cas de disparition.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	3
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	3
IV.	Réponses du gouvernement	0

Burkina FasoRenseignements examinés et transmis au gouvernement

106. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Burkina Faso dans ses deux derniers rapports à la Commission 1/.

107. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement les trois cas en suspens qu'il avait portés à son attention antérieurement, en exprimant l'espoir que les enquêtes voulues seraient entreprises par les autorités compétentes en vue d'élucider le sort des personnes disparues et de déterminer le lieu où elles se trouvaient. Dans une lettre datée du 26 juin 1992, le gouvernement a demandé qu'on lui adresse un résumé analytique concernant les trois cas en suspens. Le Groupe de travail a communiqué ces renseignements au gouvernement par une lettre du 9 juillet 1992. Cependant, malgré un nouveau rappel qui lui a été adressé par le Groupe de travail le 4 septembre 1992, le gouvernement n'a pas fourni de renseignements supplémentaires sur les cas susmentionnés. A la date de l'adoption du présent rapport, le Groupe ne peut donc donner aucune précision sur le sort des personnes disparues ou sur le lieu où elles se trouvent.

108. Le Groupe de travail a également reçu une réponse du Gouvernement du Burkina Faso au sujet des considérations préliminaires formulées par le Groupe en ce qui concerne la question de l'impunité.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	3
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	3
IV.	Réponses du gouvernement	0

Burundi

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

109. Au cours de l'année considérée, le Groupe de travail, agissant au titre de la procédure d'intervention rapide, a porté à l'attention du Gouvernement burundais, par des télégrammes datés des 17 janvier et 12 février 1992, 23 cas de disparition forcée ou involontaire qui se seraient produits en décembre 1991.

110. Par une lettre en date du 8 juillet 1992, la Mission permanente du Burundi auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a demandé que lui soient communiqués des résumés analytiques pour les disparitions signalées. Le Groupe de travail a communiqué ces renseignements par une lettre du 17 juillet 1992.

111. Par une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement les cas en suspens et lui a fait part des allégations de caractère général qui lui avaient été adressées en ce qui concerne le phénomène des disparitions au Burundi et le règlement des cas non encore élucidés.

112. A la date de l'adoption du présent rapport, le Groupe de travail n'avait reçu du Gouvernement burundais aucun renseignement au sujet des cas susmentionnés.

Renseignements et observations communiqués par les familles de personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

113. Les renseignements relatifs aux cas nouvellement signalés provenaient d'Amnesty International. Ils concernaient des personnes gardées à vue par les autorités militaires à Bujumbura et dans d'autres secteurs du pays qui avaient été arrêtées à la fin du mois de novembre et au début du mois de décembre par des éléments des forces de sécurité burundaises à la suite de violences qui avaient commencé dans le pays le 23 novembre 1991. Leur disparition aurait eu lieu au cours de leur détention et tous les efforts déployés par les familles pour savoir où elles se trouvaient avaient été vains. Amnesty International a également présenté des renseignements d'ordre général au sujet de la situation dans le pays du point de vue des droits de l'homme.

114. En 1990, le gouvernement avait mis en place un conseil de sûreté à composition ethnique équilibrée chargé de contrôler les forces de sécurité. Néanmoins, on continuait de signaler des disparitions.

115. A la suite des troubles de novembre 1991, au cours desquels des éléments de la police et de l'armée auraient été attaqués par des éléments armés de la tribu des Hutus, les forces de sécurité avaient arrêté un grand nombre de Hutus, y compris des civils. Ces personnes avaient été arrêtées parce qu'on les soupçonnait d'appartenir au Parti de la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU), parti illégal que les forces de sécurité estimaient être responsable des violences du mois de novembre. Un grand nombre des détenus avaient été libérés depuis, mais pas moins de 60 personnes auraient disparu.

Selon les renseignements recueillis, un bon nombre des cas de disparition se seraient produits après que les suspects avaient été emmenés à la caserne de Mura, à la caserne des parachutistes de Bujumbura ou au siège de la brigade spéciale d'intervention de la police de Bujumbura.

116. Ces disparitions auraient été facilitées par le fait que les policiers étaient habilités à arrêter les suspects sans mandat, étant entendu qu'ils étaient tenus de remettre un rapport écrit aux services du procureur dans les vingt quatre heures. Le procureur était habilité à ordonner la libération des personnes concernées ou à émettre un mandat d'arrêt. Selon certaines sources, il arrivait souvent que, dans les affaires mettant en jeu la sécurité de la nation, ces règles ne soient pas respectées.

117. Selon les sources d'information, pour ce qui était des violations des droits de l'homme, y compris la détention non reconnue, les affaires pénales étaient jugées par des tribunaux différents selon qu'il s'agissait de militaires ou de civils. En principe, les tribunaux militaires n'avaient compétence qu'en ce qui concernait le personnel militaire et les personnes accusées de crimes commis à l'encontre de militaires. Bon nombre des personnes détenues qui avaient disparu par la suite étaient accusées d'avoir porté les armes contre des militaires. D'autre part, si l'on estimait que l'affaire mettait en jeu des questions relatives à la sûreté de l'Etat, l'accusé pouvait être traduit devant un tribunal militaire. Dans ces cas-là, la plupart des garanties légales considérées comme importantes pour empêcher les enlèvements suivis de disparition n'étaient pas applicables.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	23
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	23
IV.	Réponses du gouvernement	0

Cameroun

118. Au cours de l'année, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement camerounais, par un télégramme daté du 12 juin 1992, six cas de disparition forcée ou involontaire en vertu de la procédure d'intervention rapide. Ces cas avaient été signalés par Amnesty International; il s'agissait de jeunes âgés de 13 à 17 ans, que l'on avait vu la police emmener en garde à vue à Bamenda en février 1992, lors de l'arrestation de dirigeants du Cameroon Anglophone Movement et de plus d'une quarantaine d'autres paysans, à la suite d'une manifestation pacifique.

119. Au moment de l'adoption du présent rapport, le Groupe de travail n'avait reçu aucune information du Gouvernement camerounais au sujet de ces cas.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	6
II.	Cas en suspens	6
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	6
IV.	Réponses du gouvernement	0

Tchad

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

120. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Tchad dans ses quatre derniers rapports à la Commission 1/.

121. Durant la période considérée, le Groupe de travail a porté quatre nouveaux cas de disparition à l'attention du Gouvernement tchadien, en vertu de la procédure d'intervention rapide, par un télégramme daté du 8 janvier 1992. Un rappel concernant ces nouveaux cas a été adressé au gouvernement le 17 juillet 1992.

122. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement un cas qui avait été porté à son attention en 1988 et qui demeurait en suspens. En l'absence de réponse, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser un nouveau rappel particulier au gouvernement. Par une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe de travail a expliqué que pour permettre au Groupe de mener à bien la mission que lui avait confiée la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était désormais absolument indispensable et revêtait un caractère d'urgence pour faire la lumière sur cette affaire, sur laquelle, au bout de quatre ans, aucun renseignement n'avait jamais été reçu.

123. Au moment de l'adoption du présent rapport, aucune réponse à cette dernière lettre n'avait été reçue. Aussi le Groupe n'est-il toujours pas en mesure d'indiquer ce qu'il est advenu de la personne disparue.

Renseignements et observations communiqués par les familles de personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

124. Les quatre nouveaux cas ont été signalés par Amnesty International et concernaient des membres du groupe ethnique Hadjeraï, qui avaient été arrêtés le 13 octobre 1991 par les forces de sécurité tchadiennes et avaient disparu depuis; toutes les démarches faites par leurs familles pour en retrouver la trace dans les différents centres de détention de N'Djamena ont été vaines. Les intéressés ont été arrêtés après que les autorités eurent annoncé, le 13 octobre 1991, l'échec d'une tentative de coup d'Etat montée contre le président Idriss Deby par une partie des forces armées tchadiennes.

125. D'après des sources indépendantes de N'Djamena, des militaires demeurés fidèles au gouvernement auraient tué ou arrêté de nombreux civils uniquement parce qu'ils appartenaient au groupe ethnique Hadjerai de Maldom Bada Abbas; certaines des personnes arrêtées ont été soumises à la torture, d'autres ont disparu.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	5
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	6
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	1
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement	1

Chili

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

126. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Chili dans ses 12 derniers rapports à la Commission 1/.

127. Durant la période considérée, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement chilien 471 nouveaux cas de disparition, qui se seraient produits entre 1973 et 1981.

128. Par des lettres datées du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens. Par cette même lettre, le Groupe se félicitait auprès du gouvernement des efforts déployés par la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation (Comisión Verdad y Reconciliación) pour faire la lumière sur les cas de disparition. Il ajoutait toutefois que conformément à ses méthodes de travail, il conservait les cas dans ses dossiers tant que l'on n'aurait pas déterminé avec exactitude ce qu'il était advenu des personnes disparues. De l'avis du Groupe, un changement de gouvernement dans un pays donné ne modifiait en rien la responsabilité de l'Etat dans les cas de disparition. Il n'en demeurait pas moins que le Groupe acceptait de classer une affaire lorsque l'autorité compétente prévue par la loi nationale pertinente établissait, avec l'assentiment des familles et des autres parties intéressées, qu'une personne portée disparue pouvait être présumée décédée.

129. Par une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a porté à la connaissance du gouvernement les allégations d'ordre général qu'il avait reçues concernant le phénomène des disparitions au Chili ou la suite donnée aux cas non encore élucidés.

Renseignements et observations communiqués par les familles de personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

130. Les nouveaux cas de disparition ont été signalés par le Vicaría de la Solidaridad de l'archevêché de Santiago. Ils concernent des opposants politiques à la dictature militaire appartenant à différents milieux sociaux, qui ont disparu dans plusieurs régions du pays entre 1973 et 1981.

131. Cette organisation et Americas Watch, Amnesty International, le Groupe de parents de personnes disparues (Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos) ainsi que la Fédération latino-américaine des associations des familles de détenus disparus (FEDEFAM) ont fourni des informations sur des questions d'ordre général touchant les disparitions, dont il ressort que l'actuel gouvernement chilien ne pratiquerait pas de politique de violation des droits de l'homme. Cependant, malgré les révélations troublantes et les conclusions formulées dans le rapport de la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation (connu sous le nom de rapport Rettig) au sujet de violations des droits de l'homme commises dans le passé et en dépit de plusieurs déclarations du Président de la République du Chili d'après lesquelles la loi d'amnistie de 1978 ne devrait pas faire obstacle aux enquêtes du pouvoir judiciaire sur le sort des personnes disparues, peu de progrès ont été réalisés pour élucider de tels cas.

132. Bien que 31 des personnes dont les restes ont été retrouvés en mai 1990 aient été identifiées et que 123 autres dont les restes ont été découverts dans des tombes anonymes du secteur 29 du cimetière général de Santiago soient en cours d'identification, la grande majorité des décès remontait à la période septembre-décembre 1973 : on ne disposait d'aucune information sur les personnes qui avaient été arrêtées et qui avaient disparu postérieurement à ces dates, lorsque le gouvernement militaire suivait une politique sélective de persécution et d'élimination des membres de l'opposition. Les tribunaux enquêtaient actuellement sur des cas de disparition et plusieurs magistrats s'employaient à enquêter sur des affaires passées de violations graves des droits de l'homme. Il n'en demeurait pas moins que les progrès réalisés pour déterminer ce qu'il était advenu des personnes disparues et identifier les responsables des disparitions, étaient très maigres. Trois facteurs étaient à l'origine de cet état de choses :

a) Le décret-loi d'amnistie No 2191 d'avril 1978 demeurait en vigueur et la Cour suprême soutenait l'interprétation que les tribunaux devraient s'abstenir d'enquêter sur des violations des droits de l'homme qui s'étaient produites au cours de la période visée par ce décret-loi. Il s'agissait là d'une interprétation erronée et partielle d'après les avocats représentant les victimes ou leurs familles;

b) La législation concernant la compétence des tribunaux militaires n'avait pas été modifiée comme l'avaient demandé les organisations de défense des droits de l'homme. Lorsque des militaires étaient inculpés ou susceptibles de l'être, les tribunaux militaires demandaient à être reconnus compétents en vertu du paragraphe 3 de l'article 5, libellé en termes généraux, du Code de justice militaire; soit l'affaire aboutissait alors dans une impasse, soit le militaire inculpé était acquitté. Conjuguée à l'amnistie accordée par le gouvernement militaire en 1978, que la Cour suprême appliquait invariablement

pour clore des enquêtes sur des disparitions et des exécutions sommaires, l'intervention des tribunaux militaires avait permis qu'à de rares exceptions près, les enquêtes et les poursuites engagées en cas de violation des droits de l'homme ne soient pas menées à leur terme;

c) En plus de la législation susmentionnée, l'absence de coopération de la part des forces armées et des carabineros, qui refusaient de produire les renseignements demandés par les tribunaux, constituait un obstacle grave empêchant de faire la lumière sur les disparitions.

133. Le Groupe de travail a reçu des informations sur un cas qui traduisait bien les contraintes rencontrées dans la répression des violations des droits de l'homme au Chili. Un magistrat d'une juridiction inférieure de Quillota avait ordonné des fouilles sur le terrain d'un régiment de cavalerie de cette ville. Il avait des raisons de compter découvrir les restes de trois hommes accusés par le gouvernement militaire d'avoir agressé un groupe de soldats et de s'être ensuite échappés et qui avaient disparu en janvier 1974. Le commandant du régiment a refusé au magistrat l'accès au terrain en question, malgré une loi adoptée par le nouveau gouvernement, habilitant les magistrats des juridictions inférieures à effectuer des enquêtes préliminaires sur des terrains militaires, et a été inculpé d'entrave à la justice. Les tribunaux militaires ont été reconnus compétents dans l'affaire engagée contre le commandant et, en mai 1992, la Cour suprême a jugé recevables deux plaintes d'ordre technique déposées contre le juge de Quillota. Le commandant a bénéficié d'un non-lieu.

134. Des tentatives ont été faites pour passer outre à la loi d'amnistie de 1978, par le biais notamment d'une proposition, déposée en avril 1992 devant le Congrès par des membres du Sénat, tendant à annuler les effets de cette loi dans le cas de violations graves des droits de l'homme. Présentant leur proposition, les auteurs ont fait valoir qu'annuler les effets de la loi de 1978 allait dans le sens des droits de l'homme en vigueur ainsi que du droit humanitaire. D'après cette proposition, les crimes contre l'humanité tels que les disparitions ne seraient ni amnistiables, ni prescriptibles. Des organisations de familles des victimes se proposeraient d'organiser une campagne nationale à l'appui de ce texte.

135. Plusieurs organisations non gouvernementales ont fait savoir qu'elles avaient appris qu'un agent de l'ancienne DINA (service de sécurité) responsable d'une quarantaine de disparitions au moins au Chili au cours des premières années du régime militaire avait été retrouvé au Brésil, où il avait été arrêté sur l'inculpation de possession de faux papiers et d'entrée illégale dans le pays. Ces organisations auraient demandé que l'intéressé soit extradé et traduit devant un tribunal civil chilien pour les crimes commis au Chili.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

136. Le Gouvernement chilien a fait connaître ses vues sur la question des disparitions dans plusieurs communications écrites ainsi que lors d'une rencontre entre l'un de ses représentants et le Groupe à l'occasion de la trente-huitième session de ce dernier. Par une note verbale datée du 3 décembre 1991, la Mission permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a fait tenir au Groupe de travail une réponse donnée par le Ministre des affaires étrangères par intérim du Chili aux allégations qui avaient été portées à sa connaissance en septembre 1991 ainsi que des informations sur les enquêtes menées par la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation sur six cas que lui avaient transmis le Groupe de travail : l'un de ces cas n'avait pas été porté à la connaissance de la Commission au Chili. Les cinq autres cas figuraient dans les dossiers de la Commission, mais n'avaient pas encore été réglés. Par cette note verbale, il était déclaré entre autres que tous les cas examinés par le Groupe de travail s'étaient produits sous le régime militaire qui avait dirigé le pays du 11 septembre 1973 au 11 mars 1990. La Commission n'ignorait pas la pratique de violations flagrantes des droits de l'homme, en particulier de disparitions forcées, menée par ce régime. Pendant toute la période durant laquelle les militaires étaient au pouvoir, la Commission avait adopté des résolutions, bien fondées, condamnant la pratique des disparitions.

137. L'actuel gouvernement, en revanche, témoignait d'un respect scrupuleux pour les droits de l'homme et avait même créé une Commission nationale pour la vérité et la réconciliation, dans le but même de faire la lumière sur ce qui s'était produit sous le régime précédent. La Commission avait publié un long rapport, que le Centre avait en sa possession et qui portait à la fois, dans une perspective globale, sur la disparition des personnes arrêtées sous le régime militaire et sur chaque cas particulier.

138. Il était vrai que dans plusieurs cas, la Commission n'était pas convaincue qu'il s'était produit des détentions et des disparitions forcées : le gouvernement démocratique n'était pas responsable de cet état de choses car il arrivait que les familles ne soumettent pas d'informations en temps opportun ou ne donnent que des renseignements fragmentaires. Le Groupe devrait tenir compte du fait que lorsque des rapports étaient établis plus de 10 ans après l'événement en cause, il était sinon impossible, du moins très difficile, qu'une commission privée de compétence juridique puisse faire la lumière sur une affaire, d'autant que les responsables de tels faits avaient agi sous le voile de l'impunité garantie par l'Etat.

139. S'agissant des allégations transmises par le Groupe de travail, le Ministre a déclaré qu'effectivement, sous le régime du général Pinochet, la compétence des instances militaires avait été étendue à la plupart des infractions commises par des membres de l'armée ou de la police et les tribunaux militaires avaient systématiquement évité d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dont ce personnel était tenu pour responsable et de châtier les coupables. Qui plus est, les magistrats qui procédaient à des enquêtes impartiales sur de tels faits étaient sanctionnés par la Cour suprême et celle-ci avait continué de faire valoir la compétence des tribunaux

militaires pour enquêter et pour châtier les responsables de cas de détention-disparition, comme cela s'était produit dans le cas, cité par le Groupe de travail, des corps découverts à Pisagua.

140. Nul ne contestait non plus que bien des enquêtes avaient été closes, en application de la loi d'amnistie, avant d'être menées à leur terme. On avait raison de déclarer dans le rapport que le gouvernement s'était efforcé d'amener la Cour suprême à changer de position au sujet de l'application de la loi d'amnistie et que, bien que ses efforts aient été largement soutenus par la population, ils n'avaient pas abouti. Toutefois, le gouvernement devait respecter l'indépendance du pouvoir judiciaire, même s'il n'approuvait pas ses décisions. Telles étaient les règles auxquelles devaient obéir la démocratie et un Etat régi par la primauté du droit.

141. Par une note verbale datée du 6 août 1992, le gouvernement a transmis copie du rapport de la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation, à laquelle l'actuel gouvernement avait confié pour mission de découvrir ce qui s'était passé dans chacun des cas de violations graves des droits de l'homme commises au Chili entre septembre 1973 et mars 1990 par des officiers ou d'autres personnes agissant avec la complicité des autorités et qui s'étaient soldées par le décès ou la disparition de la victime. Copie de la loi No 19123, qui était en vigueur depuis le 8 février 1992, était également jointe. Cette loi portait création de l'Office national de réparation et de réconciliation, dont l'objectif était de promouvoir des actions tendant à déterminer ce qu'il était advenu des détenus disparus et de ceux dont on n'avait pas retrouvé les restes, alors que leur décès avait été légalement reconnu, ainsi que les circonstances de leur disparition ou de leur décès, et de prêter son concours à cet effet. L'Office national devait accorder une indemnisation aux familles des victimes. D'après cette loi, outre une indemnisation forfaitaire et une indemnisation annuelle, l'Etat devait prendre à sa charge les frais de santé et d'éducation des proches des victimes et accorder à leurs enfants l'exemption du service militaire obligatoire.

142. Par une note verbale datée du 18 août 1992, le gouvernement a évoqué le sort des détenus disparus, en faisant savoir que la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation avait effectué une enquête approfondie sur ces cas, avant de tirer les conclusions suivantes : "Après avoir examiné toutes les informations disponibles sur les cas individuels et leur contexte, la Commission conclut qu'il est moralement de son devoir de se déclarer convaincue que dans tous les cas de disparition dont elle a eu connaissance, les victimes avaient trouvé la mort aux mains d'agents de l'Etat ou de personnes à leur service, qui s'étaient débarrassés de leurs restes en les jetant dans une rivière ou dans la mer ou en les enterrant clandestinement ou de toute autre façon discrète". Le Gouvernement chilien estimait donc que tous les cas qualifiés de "détenus/disparus" devraient être considérés comme réglés du fait en raison du décès des intéressés.

143. Le Groupe a également reçu du Gouvernement chilien une réponse concernant les considérations préliminaires qu'il avait formulées sur la question de l'impunité.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	933
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	939
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	12
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	1
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	5

a/ Personnes remises en liberté : 1

b/ Personnes décédées (dont le corps a été retrouvé et identifié) : 4

Chine

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

144. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant la Chine dans ses trois derniers rapports à la Commission 1/.

145. Durant la période considérée, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement chinois trois nouveaux cas de disparition, dont l'un se serait produit en 1992 et qui tous, ont été signalés par télégramme en vertu de la procédure d'intervention rapide. Le groupe a aussi porté de nouveau cinq cas à l'attention du gouvernement, en demandant des précisions sur le lieu de détention des intéressés.

146. Par des lettres datées des 19 juin et 23 septembre 1992, le Groupe de travail a fait savoir au gouvernement que huit cas étaient considérés comme élucidés, sept grâce aux réponses qu'il avait fait parvenir et un à la suite des renseignements supplémentaires fournis par les auteurs des communications. Par une lettre datée du 15 décembre 1992, le gouvernement a été également informé que pour deux autres cas, le Groupe avait appliqué la règle des six mois.

147. Par des lettres datées des 25 janvier et 17 juillet 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement les communications qu'il lui avait transmises au cours des six mois écoulés en vertu de la procédure d'intervention rapide. Par des lettres datées des 19 juin et 23 septembre 1992, le Groupe de travail a également rappelé au gouvernement tous les cas en suspens.

148. Par une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a communiqué au gouvernement les informations qu'il avait reçues concernant les faits nouveaux survenus en Chine et l'influence qu'ils avaient sur le phénomène des disparitions ou la suite donnée aux cas non encore élucidés.

Renseignements et observations communiqués par des familles de personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

149. Les nouveaux cas de disparition ont été signalés par le Minority Rights Group et Amnesty International. Ils étaient imputés au Département de la sûreté, à la police nationale et à la police armée populaire. Ces organisations susmentionnées ont aussi fourni des informations permettant de considérer un cas comme élucidé, la personne disparue ayant retrouvé la liberté et regagné ses foyers.

150. Par ailleurs, les mêmes organisations ainsi qu'Asia Watch ont soumis des informations sur la situation générale dans le pays. Des centaines de prisonniers politiques se trouveraient dans des centres de détention sans inculpation. La détention prolongée était autorisée par les règlements régissant la détention administrative sans autorisation préalable et sans que la justice ait à en connaître; elle s'expliquait par ailleurs par les pratiques illégales tolérées par les autorités. La police avait reçu le pouvoir de retenir des suspects en l'absence de mandat judiciaire pour des périodes de trois mois renouvelables.

151. Le recours à la peine capitale avait pris des proportions dramatiques. Les autorités ne publiaient pas de statistiques à ce sujet. Les tribunaux avaient pour instructions d'imposer des peines sévères en recourant à la législation de 1983, qui prévoyait des procédures sommaires; il arrivait souvent que le verdict fût décidé à l'avance.

152. Les exécutions qui faisaient suite à des procédures sommaires, les procès qui se déroulaient dans le secret et les détentions en l'absence de mandat judiciaire se traduisaient par la prétendue disparition de centaines de prisonniers politiques au lendemain de leur arrestation. Les listes de prisonniers données par les autorités contenaient souvent le nom de personnes dont la détention n'avait pas été reconnue précédemment. On disposait de très peu d'informations sur certaines prisons et sur le réseau de camps de "rééducation par le travail" dont on pensait qu'ils abritaient, pour la seule région autonome du Tibet, de 7 000 à 8 000 prisonniers de toutes catégories.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

153. Par des notes verbales datées des 6 août et 6 novembre 1992, la Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a fourni des informations sur trois cas de disparition que le Groupe de travail avait portés précédemment à son attention. Elle fournissait aussi un complément d'information sur des questions touchant les disparitions. Le gouvernement faisait savoir que dans deux cas, les personnes disparues avaient été arrêtées; l'une faisait l'objet d'une enquête et l'autre exécutait une peine de huit ans de prison à Lhassa. Dans un autre cas, l'intéressée avait été arrêtée puis remise en liberté, et vivait avec sa famille.

154. Par sa note verbale datée du 6 novembre 1992, la Mission permanente de la Chine a fait des observations sur les allégations contenues dans la lettre du Groupe de travail datée du 23 septembre 1992. Elle y déclarait entre autres que : "Il n'y a pas de prisonniers 'politiques' en Chine; il n'est pas interdit de penser dans la mesure où l'on ne passe pas aux actes; nul ne peut être sanctionné au pénal pour la seule raison de nourrir des idées politiques dissidentes. Les 'crimes contre-révolutionnaires' visés par le droit pénal chinois sont des crimes qui mettent en danger la sécurité de l'Etat : c'est le cas par exemple du fait de comploter pour renverser le gouvernement, diviser le pays, s'engager dans une révolte massive armée ou espionner".

155. Il y était dit aussi que la législation chinoise interdisait la garde à vue injustifiée et d'autres formes d'atteinte au droit à la vie du citoyen ou de restriction de ce droit. Les pouvoirs publics étaient investis du droit d'arrestation, mais ne pouvaient procéder à une arrestation en l'absence d'un mandat d'arrêt délivré par le parquet du peuple; si celui-ci n'approuvait pas l'arrestation, les pouvoirs publics étaient obligés, dès réception de l'information, de remettre immédiatement l'intéressé en liberté. Il était déclaré en outre que la Chine avait conservé la peine capitale, mais avait imposé des limites extrêmement strictes à son application. Selon le Code pénal chinois, "la peine capitale ne sera appliquée qu'au criminel le plus endurci". Lorsqu'une affaire risquant d'entraîner l'application de la peine de mort était jugée par une juridiction autre que le Tribunal suprême du peuple, une fois que le tribunal de seconde instance avait rendu un jugement définitif, l'affaire devait être renvoyée devant le Tribunal suprême du peuple ou une juridiction populaire supérieure dûment habilitée par le Tribunal suprême, pour que celui-ci procède à un examen approfondi des faits, des éléments de preuve, du verdict rendu, de la peine prononcée et de la procédure suivie au cours du procès. Ce n'est qu'une fois approuvée que la peine doit être exécutée. Si, alors même que l'imposition de la peine capitale a été approuvée, la juridiction inférieure découvre qu'une erreur a peut-être été commise, il est sursis à l'exécution et l'affaire est renvoyée sans plus tarder devant une juridiction populaire supérieure dûment habilitée ou devant le Tribunal suprême du peuple qui est alors appelé à statuer.

156. Il était dit par ailleurs que les tribunaux chinois tenaient leurs audiences en public. Exception faite des cas où il était question de secrets d'Etat, de la vie privée, d'affaires concernant des mineurs, tous les procès devaient se dérouler en public et les audiences étaient ouvertes à tous.

Tous les jugements devaient être prononcés en audience publique et le défendeur avait le droit de bénéficier des services d'un avocat et de recourir en appel.

157. Le Groupe de travail a également reçu du Gouvernement chinois une réponse concernant les considérations préliminaires qu'il avait formulées sur la question de l'impunité.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	1
II.	Cas en suspens	35
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	46
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	41
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	8
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	3

a/ Personnes remises en liberté : 5
Personnes en liberté : 3

b/ Personnes en prison : 2
Personnes remises en liberté : 1

Colombie

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

158. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant la Colombie dans ses sept derniers rapports à la Commission 1/, ainsi que dans son rapport sur la mission effectuée dans ce pays en 1988 (E/CN.4/1989/18/Add.1).

159. Durant la période considérée, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement colombien 45 nouveaux cas de disparition dont 41 se seraient produits en 1992. Quarante-deux de ces cas ont été signalés par télégramme en vertu de la procédure d'intervention rapide.

160. Par des lettres datées des 19 juin et 23 septembre 1992, le gouvernement a été informé que 26 cas étaient considérés comme élucidés, 13 grâce aux réponses qu'il avait fait parvenir et 13 à la suite des renseignements supplémentaires fournis par les auteurs des communications; par cette même lettre du 19 juin 1992, le Groupe de travail a également rappelé au gouvernement tous les cas en suspens qui lui avaient été transmis par le passé.

161. Par des lettres datées des 15 janvier et 17 juillet 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement les cas de disparition qui avaient déjà été portés à son attention au cours des six derniers mois en vertu de la procédure d'intervention rapide.

162. Par une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a communiqué au gouvernement les informations qu'il avait reçues concernant les faits nouveaux survenus en Colombie et l'influence qu'ils avaient sur le phénomène des disparitions ou la suite donnée aux cas non encore élucidés.

163. Conformément à la résolution 1992/59, le Groupe de travail a envoyé au Gouvernement colombien un télégramme "d'intervention rapide" lui demandant d'assurer la protection d'un proche d'une personne disparue qui avait reçu des menaces.

Suite donnée aux observations et recommandations faites par le Groupe de travail au lendemain de sa mission de 1988 en Colombie

164. Conformément à une décision prise par le Groupe de travail à sa trente-quatrième session, une lettre datée du 23 septembre 1992 a été adressée au gouvernement dans le cadre du suivi des observations formulées par le Groupe de travail dans le rapport sur sa mission de 1988, dans laquelle il posait de nouvelles questions au sujet de problèmes de fond et de mesures dont il recommandait l'adoption. Ces questions touchaient en particulier les liens que des agents de groupes paramilitaires et des forces de sécurité entretiendraient pour provoquer des disparitions; les poursuites engagées contre les auteurs de disparitions et les peines qui leur étaient infligées; le fonctionnement de la procédure d'habeas corpus; l'indemnisation des proches de personnes disparues et la façon de procéder pour identifier les corps découverts dans des fosses anonymes.

Renseignements et observations communiqués par des familles de personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

165. La majorité des nouveaux cas de disparition ont été signalés par Amnesty International et l'Association colombienne des parents de prisonniers disparus (ASFADDES); ces cas étaient imputés fréquemment à l'armée et à des groupes d'hommes armés en civil présumés avoir des liens avec les forces gouvernementales. Les départements colombiens les plus touchés étaient Meta, Santander et Valle.

166. D'après les renseignements reçus de plusieurs sources non gouvernementales, qui citaient fréquemment les chiffres donnés dans le rapport du Cabinet du Procureur général de la nation, les disparitions - en tant qu'élément du phénomène général de la violence - n'avaient pas régressé.

L'impunité qui, s'agissant de la violence politique, continuerait de prendre des proportions alarmantes, en serait l'une des causes principales.

167. Le gouvernement et les forces armées elles-mêmes seraient disposés à débarrasser l'armée de personnes impliquées dans des crimes de droit commun touchant le trafic de stupéfiants et dans différentes formes de corruption ainsi que d'autres groupes de délinquants. En pareil cas, les enquêtes étaient menées rondement, ne rencontraient pas d'obstacles majeurs et les militaires concernés étaient révoqués. Si l'appareil judiciaire semblait alors fonctionner efficacement, tel n'était pas le cas lorsqu'il s'agissait d'exercer un contrôle sur des officiers, des sous-officiers, de simples soldats et des policiers et de les sanctionner pour des faits qui s'inscrivaient dans le cadre d'activités de maintien de l'ordre ou d'opérations militaires de lutte contre la subversion armée : actions menées contre des citoyens sans défense et abus de la force. C'est ainsi que le substitut du procureur pour les forces armées avait renoncé à poursuivre les officiers impliqués dans la disparition de 43 paysans de la région de Puerto Bello (Antioquia), en juillet 1990, malgré une abondance de preuves établissant que l'armée s'était révélée incapable d'arrêter les membres du groupe paramilitaire responsables de ces disparitions.

168. Il a été également signalé qu'au cours de ces quatre dernières années, la Commission interaméricaine des droits de l'homme avait décidé de condamner le Gouvernement colombien dans quatre cas de disparition (dont l'un concernait tout un groupe de personnes). Au niveau national, un seul de ces cas avait donné lieu à des sanctions pénales (deux ans d'emprisonnement) et un autre à des sanctions disciplinaires (suspension). Dans aucun de ces cas, les familles des victimes n'ont été indemnisées; les corps de leurs proches ne leur avaient pas été restitués et il n'avait pas été possible d'établir ce qu'il était advenu des personnes disparues. Cette situation d'impunité semblerait être encouragée par les dispositions constitutionnelles régissant la compétence des instances pénales militaires, puisque les officiers qui avaient ordonné de tels abus ou y avaient participé étaient ceux-là même qui étaient chargés de juger la conduite de leurs subordonnés.

169. Quant aux groupes paramilitaires; contrairement aux versions officielles faisant état de leur démobilisation progressive, d'après les informations que le Groupe de travail avait reçues, ils demeuraient actifs et s'étaient en fait renforcés dans plusieurs régions du pays, comme Antioquia, Putumayo, Risaralda et Chucurí (Santander). De plus, le Groupe de travail avait reçu copie d'aveux faits dernièrement par d'anciens membres de ces groupes dont il ressortait clairement qu'ils entretenaient des relations avec des autorités et des unités de l'armée et de la police.

170. D'après les renseignements reçus, les personnes qui risquent d'être victimes de disparition forcée se voient de plus en plus limitées dans leur possibilité d'introduire un recours en habeas corpus comme moyen de protection. Le Règlement pour la défense de la démocratie prévoit qu'il ne sera donné suite à ce recours que si les familles ont précisé l'unité dans laquelle l'intéressé se trouve détenu - information que l'on peut difficilement donner dans le cas de personnes disparues. De plus, conformément au Règlement pour la défense de la justice, ce recours peut être introduit

devant un tribunal pénal ou une juridiction mixte, mais seule la Haute Cour de l'ordre public, qui siège uniquement à Bogota, peut statuer à leur sujet. Le décret No 1156/92 du 10 juillet 1992, publié en vertu de l'état de troubles intérieurs, interdit purement et simplement de tels recours dans les cas liés au trafic de stupéfiants ou aux activités d'insurrection, notions qui demeurent vagues. De plus, ce recours en protection (recours en amparo pour la protection des droits fondamentaux, prévu dans la Constitution) ne peut être utilisé en tant que mécanisme de protection dans le cas d'une arrestation arbitraire, laquelle risque précisément de se solder par une disparition.

171. En ce qui concerne le Défenseur du peuple (Ombudsman), institution qui n'avait pas encore fait l'objet d'une réglementation, il a été signalé que son rôle serait apparemment limité à la demande d'informations de caractère non confidentiel auprès des autorités et à la soumission de rapports sur les cas ayant fait l'objet d'une enquête.

172. Il a été signalé par ailleurs que le Plan national d'identification des victimes (dont les corps avaient été découverts mais restaient non identifiés), publié par le gouvernement en 1989, n'avait pas donné de résultats. Les procédures d'identification et d'examen des corps découverts dans ce type de situation qui permettraient d'établir plus rapidement ce qu'il était advenu des personnes disparues étaient dénuées de toute efficacité. Jusqu'à présent, il n'avait été prévu aucun mécanisme d'identification qui garantirait la capacité des équipes de spécialistes de médecine légale, des organisations de défense des droits de l'homme et des familles d'agir rapidement et efficacement dans un cas d'exhumation.

173. Malgré l'intention exprimée par le gouvernement d'autoriser les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme à poursuivre librement leurs activités pendant l'année en cours plusieurs défenseurs des droits de l'homme avaient été victimes d'agressions dans lesquelles des agents de l'Etat sembleraient être impliqués; les autorités n'auraient alors pas fait le nécessaire pour protéger la vie et l'intégrité personnelle des victimes et veiller à ce qu'elles puissent s'acquitter sans entrave de leurs tâches.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

174. En 1992, le gouvernement a fourni des réponses sur 27 cas de disparition par différentes notes verbales. Selon certaines de ces réponses, les autorités compétentes enquêtaient sur ces affaires; selon d'autres, les cas évoqués n'avaient pas été signalés aux autorités ou celles-ci avaient besoin de davantage de précisions pour pouvoir engager une enquête. S'agissant d'autres cas, le gouvernement a déclaré que l'intéressé, soit avait été remis en liberté, soit n'avait jamais été arrêté, ou a reconnu qu'il se trouvait effectivement en détention. Comme cela a été indiqué plus haut, les réponses du gouvernement ont permis d'élucider 13 cas.

175. Par une note verbale datée du 3 janvier 1992, le gouvernement a répondu à la lettre du Groupe de travail datée du 30 août 1991, contenant un certain nombre de questions sur des mesures dont le Groupe recommandait l'adoption dans son rapport sur sa mission de 1988 dans le pays. Il était déclaré

qu'en 1989, le gouvernement avait adopté plusieurs mesures pour lutter contre la violence paramilitaire. Les décrets Nos 813, 814 et 815 de 1989, adoptés à titre de textes de loi définitifs par le biais des décrets 2253 et 2254 de 1991, interdisaient la constitution de tout groupe paramilitaire par des agents de l'Etat. Ils suspendaient l'application de la loi No 48 de 1968, qui habilitait le Ministère de la défense nationale, par le truchement des autorités compétentes, à permettre à des particuliers d'utiliser des armes destinées exclusivement aux forces armées. Ils portaient création d'un corps de police nationale spéciale, dénommé "corps d'élite", chargé de lutter contre les groupes paramilitaires et les bandes de tueurs à gage, ainsi que d'une commission d'officiers supérieurs de l'armée et de hauts fonctionnaires pour mettre au point et recommander une politique générale d'action contre de tels groupes. Le gouvernement a informé le Groupe de travail qu'il était aussi résolu à poursuivre une politique de contrôle du commerce des armes et, ainsi, à restreindre le port d'armes par des civils. Le Conseil de sécurité nationale qui élaborait les bases d'un plan pour le désarmement de la population civile serait saisi d'un projet de loi à cet effet. A la fin de 1990 et pendant toute l'année 1991, la population s'était dessaisie volontairement de ses armes et plusieurs groupes d'autodéfense contre lesquels aucune procédure n'avait été engagée pour des faits criminels, avaient été démobilisés. En 1991, on avait assisté à une diminution radicale du nombre de nouveaux cas de massacre parmi la population paysanne. De plus, les enquêtes menées conformément à la loi contre les auteurs des massacres passés avaient abouti à de longues peines d'emprisonnement pour les auteurs de ces crimes abominables.

176. Se fondant sur l'article 284 de la Constitution et sur la loi No 4 de 1990, l'ombudsman, le Procureur général de la nation et toute personne de son cabinet jouissaient d'une totale liberté de circulation pour se rendre dans les établissements des agences de sécurité, les lieux de détention et les casernes, partout où ils le souhaitaient, afin de mener rapidement les enquêtes indispensables pour faire la lumière sur les faits qui portaient atteinte aux libertés des citoyens.

177. Les agents des forces armées et de la police nationale jouissaient d'un statut spécial, puisqu'ils étaient jugés par des tribunaux militaires ou des cours d'appel militaires régis par des dispositions spéciales différentes de celles applicables à la justice civile. Cependant, la Cour suprême de justice, à la suite d'un certain nombre de décisions et d'arrêts qui faisaient jurisprudence en la matière, avait fixé les limites de la compétence des tribunaux militaires pour connaître des fautes commises par des agents des forces armées et les sanctionner. Les tribunaux ordinaires connaissaient des infractions de droit commun imputables à des agents des forces armées, autres que des faits commis en service commandé; leurs auteurs étaient alors soumis aux règles applicables aux particuliers. S'agissant des violations des droits de l'homme commises par des agents des forces armées en 1990, 17 officiers ont été révoqués à la demande du cabinet du Procureur général pour des faits constituant des violations des droits de l'homme, ainsi qu'un grand nombre de simples soldats et de sous-officiers.

178. Le décret législatif No 2790 du 20 novembre 1990, connu également sous le nom de Règlement pour la défense de la justice, stipulait qu'il fallait garder confidentielle l'identité des magistrats et des juges appelés à présider un procès, que les délinquants n'auraient donc plus la possibilité d'influencer. On espérait ainsi mettre fin à cette entrave qui limitait sérieusement l'indépendance dans l'administration de la justice.

179. L'intérêt et le souci croissants de l'Etat dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne les disparitions forcées, se reflétaient dans les mesures qu'il avait prises. Le Département des enquêtes pénales, créé par la décision No 20094 du 4 octobre 1990, l'Unité nationale des droits de l'homme et ses unités locales dans les régions les plus touchées du pays, coordonnaient, de concert avec d'autres organes, la politique nationale et le contrôle interne des enquêtes sur les violations des droits de l'homme. On avait lancé des programmes de formation à l'intention du personnel de la division technique de la police judiciaire et des enquêteurs du département et un accord avait été conclu avec l'Ecole d'administration publique (ESAP) pour développer et étendre cet enseignement.

180. De plus, dans un effort concerté placé sous la responsabilité du cabinet du Procureur pour les droits de l'homme, à la mi-septembre, le cabinet du Procureur général de la nation avait rendu public un rapport détaillé sur la situation des droits de l'homme en Colombie au cours de la période 1990-1991. Ce rapport fait état de 3 087 plaintes reçues au cours de la période allant de janvier 1990 à avril 1991, dénonçant des violations des droits de l'homme, dont les auteurs possibles ou effectifs étaient des agents de la force publique. Les chiffres se répartissaient comme suit : premièrement, dans 61 cas, sur 662 procédures disciplinaires engagées contre des agents des forces armées accusés d'avoir commis des violations des droits de l'homme, les responsables avaient été condamnés. Deuxièmement, dans les procédures disciplinaires engagées contre des agents de la police nationale, 505 chefs d'inculpation avaient été dressés, 281 agents en activité avaient été reconnus coupables et 84 acquittés sur 1 735 cas signalés. Au cours de la période considérée, des plaintes ont été reçues concernant 465 cas de disparition qui auraient fait 616 victimes. Cinq agents des forces armées ont été reconnus coupables, de même que cinq agents de la police nationale. De plus, 30 chefs d'inculpation ont été dressés contre d'autres agents d'organes de la sécurité de l'Etat.

181. Comme le prévoyait le Règlement pour la défense de la justice, les forces armées ne disposaient pas de centre de détention, parce que, ne dépendant pas de la police judiciaire, elles n'étaient pas habilitées à garder qui que ce soit en détention. Il n'en demeurait pas moins que des instructions claires et précises avaient été données à cet effet dans plusieurs documents à toutes les forces relevant de l'état-major et par le truchement de l'inspection générale des forces armées et de l'inspection générale de chacune des armes.

182. Une fondation d'aide aux familles de victimes de la violence a vu récemment le jour en vue de la réadaptation des personnes touchées par les différents types de violence qui sévissaient en Colombie. Cette fondation avait pour but d'utiliser les ressources en sa possession pour promouvoir une aide humanitaire en faveur des familles des victimes de la violence.

Elle axait entre autres ses activités sur les problèmes économiques, éducatifs, psychologiques, sur l'emploi et sur l'indemnisation des victimes pour les dommages sociaux et économiques subis, en vue de faciliter leur réinsertion dans la vie nationale, sociale et économique, si elles avaient été déplacées ou isolées par des actes de violence.

183. Pour ce qui est de la question des menaces et du harcèlement auxquels étaient en butte des proches de victimes, des témoins de violations des droits de l'homme, des avocats et des membres d'organisations de défense des droits de l'homme, le gouvernement a déclaré entre autres que chaque fois que le Bureau du Conseiller présidentiel pour la défense, la protection et la promotion des droits de l'homme avait connaissance d'une plainte formulée par une institution nationale ou internationale ou par l'intéressé, concernant des menaces ou des représailles, il prenait toujours contact avec les organes de sécurité et d'enquête de l'Etat et étudiait les diverses mesures et mécanismes de protection susceptibles d'assurer le meilleur système de protection possible à la lumière de ce que l'auteur de la communication jugeait approprié.

184. Le Groupe de travail a également reçu une réponse du Gouvernement colombien concernant les considérations préliminaires qu'il avait formulées sur la question de l'impunité.

185. Le 24 juillet 1992, le Gouvernement colombien a transmis des informations au sujet de la résolution 1992/42 de la Commission sur les conséquences pour la jouissance des droits de l'homme des actes de violence perpétrés par des groupes armés qui semaient la terreur au sein de la population et par des trafiquants de drogue. D'après le gouvernement, en 1991, 1 408 civils avaient été enlevés, dont 483 n'avaient pas encore été remis en liberté et 129 étaient décédés; 352 cas étaient qualifiés de crimes de droit commun, tandis que les rebelles étaient jugés responsables de 131 autres cas. Les départements d'Antioquia et de César étaient les régions du pays les plus touchées par cette pratique.

186. S'agissant des forces de l'ordre, 333 agents des forces armées auraient été enlevés par des groupes de guérilleros en 1991.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	41
II.	Cas en suspens	685
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	870
IV.	Réponses du gouvernement :	
a)	Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	663
b)	Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	143

V. Cas élucidés par des sources non gouvernementales b/ 42

-
- a/ Personnes en liberté : 35
Personnes remises en liberté : 59
Personnes emprisonnées : 9
Personnes décédées : 39
Personnes enlevées par des rebelles : 1
- b/ Personnes en liberté : 2
Personnes emprisonnées : 5
Personnes remises en liberté : 22
Personnes décédées : 13

Cuba

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

187. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant Cuba dans ses neuvième et dixième rapports à la Commission 1/.

188. Durant la période considérée, le Groupe de travail a appelé l'attention du Gouvernement cubain sur un nouveau cas de disparition qui se serait produit en 1990. Il avait été signalé par la mère de la personne disparue et concernait une Polonaise qui s'était rendue à La Havane et aurait été arrêtée par les services secrets cubains, lesquels l'auraient assignée à domicile. D'après l'auteur de la communication, l'intéressée aurait été vue la dernière fois dans un poste de police de Trinidad de Cuba, le 6 mars 1990.

189. Par une lettre datée du 1er septembre 1992, le gouvernement a répondu que cette personne n'avait pas été arrêtée; elle avait été assassinée par deux individus qui avaient été condamnés par la suite à 20 ans de prison. Le Groupe a cependant prié le gouvernement de fournir des informations sur le lieu où le corps avait été enterré, de façon à pouvoir donner des renseignements précis à la mère de la victime.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	1
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	2
IV.	Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	1

-
- a/ Personnes décédées : 1

Chypre

190. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant Chypre dans ses 12 rapports précédents à la Commission 1/.

191. Comme par le passé, le Groupe de travail est resté à la disposition du Comité des personnes portées manquantes à Chypre mais son aide n'a pas été demandée. Il a noté qu'en 1992, le Comité, qui se fondait principalement sur les témoignages recueillis et les enquêtes effectuées sur le terrain, avait tenu 10 sessions, soit 35 séances, au cours desquelles il avait continué à examiner les informations qui lui étaient communiquées par les équipes d'enquête des deux parties.

192. Dans son rapport du 31 mai 1992 au Conseil de sécurité, le Secrétaire général a fait référence à un certain nombre de mesures qu'il était à son avis indispensable de prendre pour donner plus d'efficacité au travail du Comité. Il s'agissait notamment de soumettre tous les cas de personnes disparues au Comité des personnes portées manquantes pour enquête, d'étudier les modalités permettant de déterminer les critères à appliquer aux éléments de preuve disponibles et d'examiner comment les informations pertinentes pourraient être communiquées aux familles intéressées.

193. Le Secrétaire général a aussi donné à entendre que l'absence continue de progrès au sein du Comité sur ces points exigerait une révision radicale de cet organe.

République dominicaine

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

194. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant la République dominicaine dans ses sept rapports précédents à la Commission 1/.

195. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement un cas qui avait été porté à son attention dans le passé et qui demeurait en suspens. En l'absence de réponse, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser une nouvelle fois un rappel particulier au gouvernement. Par une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe de travail a expliqué que pour permettre au Groupe de mener à bien la mission que lui avait confiée la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était désormais absolument indispensable et revêtait un caractère d'urgence pour faire la lumière sur cette affaire, sur laquelle aucune information n'avait été reçue depuis 1989.

196. Au moment de l'adoption du présent rapport, aucune réponse à cette demande n'avait été reçue. Le Groupe ne peut donc donner aucune précision sur le sort de la personne disparue ni le lieu où elle se trouve.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	1
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	3
IV.	Réponses du gouvernement	3
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales a/	2

a/ Personnes remises en liberté : 1
Personnes vivant à l'étranger : 1

Equateur

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

197. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant l'Equateur dans ses cinq derniers rapports à la Commission 1/.

198. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du gouvernement, au titre de la procédure d'intervention rapide, un cas de disparition qui se serait produit en 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe a appelé à nouveau l'attention du gouvernement sur trois cas au total pour lesquels la source avait fait parvenir des renseignements supplémentaires; dans la même lettre, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens.

199. Conformément aux résolutions 1991/70 et 1991/41, le Groupe de travail a pris des dispositions pour que soit assurée la protection de l'avocat choisi par la famille de deux des personnes disparues. Un télégramme a été envoyé au Gouvernement équatorien le 23 janvier 1992 au titre de la procédure d'intervention rapide.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

200. L'unique cas de disparition nouvellement signalé l'a été par Amnesty International, qui déclarait que la victime avait été arrêtée par des éléments de la Police nationale ayant agi conformément à leur volonté de procéder à un "nettoyage social".

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

201. Dans une note verbale datée du 7 mai 1992, le gouvernement a donné au Président du Groupe de travail l'assurance qu'il avait pris des mesures expresses visant à protéger la vie des personnes dont il est question dans le télégramme réclamant une "intervention rapide" mentionné plus haut; il a également rappelé au Groupe les dispositions juridiques prises par les autorités gouvernementales pour empêcher les disparitions.

202. Par des notes verbales datées des 30 avril et 22 mai 1992, le gouvernement a fait savoir au Groupe de travail que des poursuites avaient été intentées contre des éléments de la Police nationale que l'on estimait impliqués dans un cas de disparition.

203. Le Groupe de travail a également reçu une réponse du Gouvernement équatorien concernant les considérations préliminaires formulées par le Groupe sur la question de l'impunité.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	1
II.	Cas en suspens	6
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	17
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	16
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	9
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	2

-
- a/ Personnes en prison : 2
Personnes arrêtées et extradées au Pérou : 2
Personnes décédées : 3
Personnes vivant à l'étranger : 1
Personnes évadées d'un lieu de détention : 1
- b/ Corps retrouvés et identifiés : 1
Personnes en liberté : 1

Egypte */

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

204. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant l'Egypte dans ses six rapports précédents à la Commission 1/.

205. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement égyptien deux cas de disparition nouvellement signalés qui se seraient produits en 1990. Par une lettre datée du 15 décembre 1992, le gouvernement a été informé de ce qu'un cas de disparition avait été élucidé grâce aux renseignements fournis par lui.

206. Par une lettre datée du 25 janvier 1992, un rappel a été adressé au gouvernement au sujet des cas de disparition portés à son attention au cours des six mois précédents au titre de la procédure d'intervention rapide. Par une lettre datée du 19 juin, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

207. Les cas de disparition nouvellement signalés l'ont été par Amnesty International. Ils concernaient deux ressortissants de la République arabe libyenne résidant en Egypte qui appartenaient, pensait-on, au Front national libyen du salut. Les services de renseignements et de sûreté de l'Etat auraient convoqué ces personnes pour les interroger au début du mois de mars 1990 et elles auraient disparu depuis.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

208. Dans une note verbale datée du 27 mars 1992, la mission permanente de l'Egypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a fait savoir au Groupe de travail, au sujet d'un cas de disparition précédemment porté à son attention par le Groupe, que la personne concernée avait été arrêtée et était détenue à la prison publique de Turan en attendant d'être jugée.

209. Le Groupe de travail a également reçu du Gouvernement égyptien une réponse concernant les considérations préliminaires formulées par le Groupe sur la question de l'impunité.

*/ M. Toine van Dongen n'a pas participé aux décisions concernant cette sous-section du rapport.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	4
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	6
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	2
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	2

a/ Personnes en prison : 2

El SalvadorRenseignements examinés et transmis au gouvernement

210. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant El Salvador dans ses 12 derniers rapports à la Commission 1/.

211. Pendant la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement salvadorien 17 cas de disparition nouvellement signalés, dont l'un se serait produit en 1992. Pour sept de ces cas, un télégramme a été adressé au gouvernement au titre de la procédure d'intervention rapide.

212. Par des lettres datées du 19 juin et du 15 décembre 1992, il a été notifié au gouvernement que cinq cas étaient considérés comme élucidés, à savoir quatre d'entre eux grâce aux réponses qu'il avait fournies, et un grâce à des renseignements complémentaires fournis par les sources.

213. Par des lettres datées du 25 janvier et du 17 juillet 1992, un rappel a été adressé au gouvernement au sujet des cas de disparition portés à son attention au cours des six mois précédents au titre de la procédure d'intervention rapide. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens.

214. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a également fait part au gouvernement d'allégations de caractère général qu'il avait reçues en ce qui concerne le phénomène des disparitions en El Salvador ou le règlement des cas non encore élucidés.

Renseignements et informations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

215. La majorité des cas de disparition nouvellement signalés l'ont été par le Service de protection juridique de l'archevêché (Tutela Legal Arzobispado de San Salvador) et par la Commission non gouvernementale des droits de l'homme d'El Salvador (CDHES). Les responsables le plus souvent cités sont la police nationale, la garde nationale et divers éléments des forces militaires. Les organisations mentionnées plus haut ont également fourni des renseignements grâce auxquels un cas de disparition a pu être considéré comme élucidé : on a retrouvé la trace des personnes disparues.

216. Selon les organisations gouvernementales, la communauté internationale s'était largement félicitée de la mise en place de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL), qui, en El Salvador, avait fait naître le grand espoir qu'enfin allaient cesser les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire. Cette opération avait contribué à faire diminuer le nombre des violations des droits de l'homme depuis juillet 1991. Certaines organisations non gouvernementales ont émis l'avis que l'ONUSAL devrait élargir ses activités et s'impliquer à fond dans la réforme du dispositif en vigueur en ce qui concernait la police, les militaires et le pouvoir judiciaire, ce qui influencerait de façon décisive sur le respect des droits de l'homme une fois que la mission aurait quitté le pays.

217. En plus de l'ONUSAL, il a été mis en place en vertu des accords de paix deux commissions dont les activités visaient à faire cesser la situation d'impunité : la Commission ad hoc et la Commission de recherche de la vérité. La Commission ad hoc a commencé à examiner les dossiers des officiers en vue de prendre des mesures d'épuration à l'encontre de ceux qui avaient commis ou toléré des violations des droits de l'homme. La Commission de recherche de la vérité a entrepris en juillet 1992 ses activités, prévues pour six mois, qui consistent à passer en revue "les actes graves de violence qui se sont produits depuis 1980", actes dont les conséquences étaient telles, pour la société salvadorienne, que le public avait besoin de connaître la vérité.

218. Des inquiétudes s'étaient fait jour quant au rôle de l'une et l'autre commission. D'une part, les renseignements recueillis par les groupes de défense des droits de l'homme au cours des hostilités, même s'ils montraient du doigt à l'occasion telle ou telle unité militaire, ne permettaient que rarement de désigner tel ou tel officier, et par conséquent il appartenait aux forces armées et aux autres services gouvernementaux de fournir à la Commission ad hoc les renseignements pertinents sur la part des individus eux-mêmes dans la responsabilité des violations; or les renseignements fournis jusque-là, déclarait-on, ou bien étaient très superficiels ou bien ne répondaient pas aux critères adoptés en ce qui concerne les droits de l'homme.

219. La Commission de recherche de la vérité, quant à elle, était censée établir dans les six mois un rapport sur les violations des droits de l'homme qui s'étaient produites depuis 1980. Ainsi, elle aussi était tributaire principalement de la coopération dont elle bénéficierait de la part du gouvernement, même s'il était vrai que les organisations non gouvernementales pouvaient contribuer efficacement à l'informer. Or le succès de ses travaux

pouvait avoir à souffrir des mesures d'amnistie votées pour des raisons politiques, telles que la loi de réconciliation nationale adoptée par l'Assemblée législative en janvier 1992, qui prévoyait l'amnistie pour des cas de disparition au sujet desquels la Commission de recherche de la vérité pouvait fort bien recommander des poursuites, de même que pour les affaires au sujet desquelles une décision avait été prise par un jury d'assise (comme pour l'affaire concernant les jésuites). Ceci dit, la loi d'amnistie habilitait l'Assemblée législative à réexaminer les mesures amnistiantes six mois après l'achèvement des travaux de la Commission de recherche de la vérité.

220. Des organisations non gouvernementales ont déclaré que depuis 1980 il s'était produit des milliers de cas de disparition, d'exécution sommaire et de torture imputables aux forces gouvernementales. La très grande majorité de ces cas n'avaient jamais fait l'objet d'une enquête, pas plus que les responsables n'avaient été traduits en justice, et cela avait créé un climat d'impunité qui avait contribué à favoriser la poursuite des violations des droits de l'homme. Même dans les affaires pour lesquelles des enquêtes avaient été formellement ordonnées, on constatait de graves irrégularités étant donné que la volonté de traduire en justice le personnel des forces armées faisait défaut. Dans ce contexte, des inquiétudes se sont également fait jour quant au fait que la justice était incapable de mener des enquêtes et de poursuivre et châtier ceux qui, estimait-on, avaient commis des crimes impliquant des violations des droits de l'homme. Selon ces sources, la justice pénale tout entière se distinguait par son inefficacité et sa lenteur quand elle était saisie de cas de disparition ou de mort violente. Dans ces conditions, la population civile salvadorienne ne faisait pas confiance, fondamentalement, aux institutions et autorités gouvernementales.

Informations et observations communiquées par le gouvernement

221. Par des lettres datées du 6 février 1992, le gouvernement a fourni des renseignements sur deux cas de disparition précédemment portés à son attention par le Groupe de travail au titre de la procédure d'intervention rapide : les personnes disparues avaient été détenues, puis libérées.

222. Le Groupe de travail a pris note de 16 notes verbales, émanant du Gouvernement salvadorien, qui fournissaient des renseignements, dans l'ordre chronologique, sur une série d'actes commis en 1992 par le FMLN contre la vie et les biens de civils et d'éléments des forces armées. Des détails étaient fournis dans le cadre de ces informations en ce qui concerne le vol de produits alimentaires, d'argent, de véhicules, de carburant et de machines, ainsi que des menaces proférées contre des civils afin d'obtenir leur coopération ou leur soutien à l'égard des activités du FMLN. En outre, il est fait état de l'enlèvement et de l'exécution d'un certain nombre de déserteurs ou de traîtres présumés.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	1
II.	Cas en suspens	2 219
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	2 598
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	520
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a</u> /	318
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b</u> /	61

-
- a/ Personnes décédées : 4
Personnes en prison : 160
Personnes remises en liberté : 142
Personnes en liberté : 5
Personnes enlevées par des rebelles : 1
Personnes en jugement : 5
Personnes hospitalisées : 1
- b/ Personnes décédées : 10
Personnes remises en liberté : 37
Personnes en liberté : 5
Personnes en prison : 9

Ethiopie

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

223. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant l'Ethiopie dans ses 11 derniers rapports à la Commission 1/.

224. Au cours de l'année considérée ici, le Groupe de travail a été saisi de deux cas de disparition nouvellement signalés, qui ont été portés à l'attention du gouvernement au titre de la procédure d'intervention rapide. Ces cas se sont produits en 1992 et ont été signalés par le Centre d'information des Nations Unies de Londres.

225. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement les 28 cas en suspens qui avaient été portés à son attention précédemment. Etant donné l'absence totale de réponse, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'envoyer une fois de plus un rappel spécial au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992,

le Président du Groupe de travail a précisé que pour que ce dernier puisse mener à bien la tâche qui lui avait été confiée par la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était désormais absolument essentielle et revêtait un caractère d'urgence, car il importait d'élucider des cas au sujet desquels, depuis neuf ans, on n'avait jamais reçu aucun renseignement.

Informations et observations communiquées par le gouvernement

226. Par une note verbale datée du 4 novembre 1992, le Gouvernement transitoire de l'Ethiopie a fourni, au sujet de 17 cas de disparition précédemment signalés par le Groupe de travail, des renseignements d'où il ressortait que les personnes en question avaient été exécutées par les autorités de l'ancien gouvernement. Etant donné qu'il n'y avait pas de détails sur le lieu où se trouvaient les corps et qu'il n'était pas dit si des certificats de décès avaient été délivrés, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-huitième session, de porter de nouveau les cas en question à l'attention du gouvernement de transition pour complément d'information.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	2
II.	Cas en suspens	30
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	30
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	2
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement	0

Guatemala

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

227. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Guatemala dans ses 11 rapports précédents à la Commission 1/, ainsi que dans le rapport concernant la visite effectuée dans ce pays en 1987 (E/CN.4/1988/19/Add.1).

228. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement guatémaltèque 10 cas de disparition nouvellement signalés; tous se seraient produits en 1992 et ils ont été portés à l'attention du gouvernement par télégramme au titre de la procédure d'intervention rapide.

229. Par des lettres datées des 15 janvier et 17 juillet 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement les cas de disparition qui avaient été portés à son attention au cours des six mois précédents au titre de la procédure d'intervention rapide et, dans une lettre datée du 19 janvier 1992, le Groupe a également rappelé au gouvernement tous les cas en suspens portés à l'attention de ce dernier précédemment.

230. Par des lettres datées du 23 septembre et du 15 décembre 1992, il a été notifié au gouvernement que six cas étaient considérés comme élucidés, à savoir cinq d'entre eux grâce à ses réponses, et un grâce à des renseignements complémentaires fournis par la source.

231. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a fait part au gouvernement d'informations qu'il avait reçues au sujet de certains faits récents, concernant le Guatemala, qui étaient en rapport avec le phénomène des disparitions ou les modalités de règlement des cas non encore élucidés, et il a invité le gouvernement à lui adresser ses observations au sujet de ces allégations.

232. Conformément aux résolutions 1992/59 et 1992/30, le Groupe de travail a envoyé au Gouvernement guatémaltèque, au titre de l'"intervention rapide", des télégrammes demandant, pour les proches des personnes disparues et pour les organisations non gouvernementales, des mesures de protection contre les actes d'intimidation ou de représailles et les vexations; en particulier : a) pour les membres du GAM, groupe d'entraide dont les locaux avaient été partiellement détruits par l'explosion d'un engin, placé devant la porte, qui avait également blessé l'un des dirigeants de l'organisation, et b) pour les personnes appartenant à divers groupes ethniques, telles que le Président du Conseil des communautés autochtones "Runujel Junam" (CERJ), qui avait reçu des menaces de mort avant qu'une bombe n'explose à son domicile à Santa Cruz del Quiché.

Suite donnée aux observations et recommandations faites par le Groupe de travail après sa visite au Guatemala en 1987

233. Conformément à une décision prise par le Groupe de travail à sa trente-sixième session, une lettre, datée du 23 septembre 1992, a été envoyée au gouvernement : on y formulait un certain nombre de questions au sujet des mécanismes et dispositifs de protection juridiques et administratifs intéressant le phénomène des disparitions. Cette lettre faisait suite à celle du 30 août 1991, dans laquelle étaient également formulées un certain nombre de questions concernant la recommandation faite par le Groupe dans le rapport qu'il avait consacré à la mission effectuée au Guatemala en 1987. Les questions étaient les suivantes : a) Il a été créé une commission chargée d'enquêter sur les cas de disparition : quelles compétences la loi a-t-elle conférées à cette commission pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions ? b) Quelles sont les autorités relevant du pouvoir judiciaire et des autorités civiles supérieures qui ont été mises à la disposition de la Commission sus-mentionnée pour lui permettre de procéder à ses enquêtes ? De quels organes gouvernementaux les autorités civiles ainsi désignées dépendent-elles ? c) Quelles mesures a-t-on prises pour faire en sorte que les membres de la commission, les juges et/ou les autorités civiles aient

librement accès aux centres de détention et aux casernes ? d) La commission a-t-elle pris des mesures pour établir et tenir à jour une liste des personnes se trouvant en détention qui permettrait de suivre les déplacements des personnes transférées d'un lieu de détention à un autre ou des personnes censément remises en liberté ? f) Quel est l'organe judiciaire qui a compétence pour juger les faits de disparition présumés avoir été commis par des éléments des forces de sécurité ? Des éléments des forces de sécurité ont-ils été jugés et condamnés après jugement définitif ? g) La commission a-t-elle compétence pour prendre des mesures en vue d'identifier les corps présumés être ceux de personnes disparues ? A-t-elle coopéré avec les équipes médico-légales qui travaillent actuellement au Guatemala ? h) A-t-on édicté des normes en vue d'assurer l'efficacité de l'habeas corpus ? Des instructions ont-elles été données aux éléments des forces de sécurité quant aux principes concernant la protection des personnes soumises à une forme quelconque de détention ?

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par les organisations non gouvernementales

234. Les nouveaux cas de disparition signalés en 1992 l'ont été par des sources telles que Amnesty International, Americas Watch, l'Association centraméricaine des parents de personnes disparues (ACAFADE), la Commission centraméricaine des droits de l'homme (CODEHUA), la Commission guatémaltèque des droits de l'homme (CDHG) et le Groupe d'entraide (GAM). Selon les communications, des cas de disparition continuaient de se produire principalement dans les départements d'El Quiché, d'Escuintla, de San Marcos et de Huehuetenango.

235. Il a également été signalé que, si le nombre des cas de disparition survenus au Guatemala (et traités par le Groupe de travail) en 1992 avait en effet diminué considérablement, des cas continuaient néanmoins de se produire, et les circonstances qui favorisaient ce phénomène n'avaient pas changé.

236. Ceci dit, selon les renseignements reçus, la plupart des cas de disparition qui n'étaient pas liés à des crimes de droit commun avaient été le fait des forces armées ou de personnes et de groupes agissant sur l'ordre des forces armées ou avec leur assentiment. Les sources mentionnent en particulier les actes d'enlèvement suivi de disparition commis par les forces armées au cours d'opérations anti-insurrectionnelles ainsi que les actes commis par des éléments des patrouilles d'autodéfense civile (PAC) au cours d'opérations de même nature menées dans les zones rurales. Les victimes les plus fréquentes des actes d'enlèvement suivi de disparition seraient les autochtones, souvent parce qu'ils refusaient d'être déplacés de force ou d'être enrôlés de force par l'armée dans les patrouilles d'autodéfense. Parmi les autres victimes figuraient des militants des droits de l'homme, des syndicalistes, des personnes représentant les autorités qui enquêtaient sur les violations des droits de l'homme, et des civils soupçonnés de soutenir ou d'aider des groupes insurrectionnels.

237. On a signalé que la loi guatémaltèque limite à 20 jours le temps pendant lequel un individu peut être maintenu en détention, délai après lequel l'intéressé doit être inculpé ou remis en liberté. Les autorités sont tenues de présenter sur demande les détenus; or de nombreuses communications continuaient de faire état de mesures de détention au secret et du fait que, très couramment, les ordonnances d'habeas corpus n'étaient pas prises en considération.

238. En mai 1991, le Procureur général pour les droits de l'homme a annoncé qu'une commission serait mise en place pour enquêter sur les cas de disparition survenus à une époque qui correspond à des mandats présidentiels antérieurs. En raison de l'insistance de certaines organisations non gouvernementales qui s'intéressaient aux droits de l'homme, et en particulier aux cas de disparition de personnes, la Commission des droits de l'homme du Congrès a proposé une législation visant à créer un organe de ce genre, aux activités duquel les organisations de défense des droits de l'homme participeraient. Jusqu'ici, aucune mesure n'a été prise pour créer par une loi cette commission.

239. A ce jour, les autorités n'avaient enquêté sur aucune des informations selon lesquelles les cadavres de personnes qui auraient été victimes de violations des droits de l'homme avaient été découverts dans des fosses communes, enquêtes qui pourraient conduire à l'élucidation de centaines de cas de disparition qui se seraient produits principalement au cours des années 80. L'exhumation de cadavres se trouvant dans des fosses communes découvertes à Chontola et à Tunaja (département de Quiché) avait été effectuée par des experts indépendants. Ainsi, certains cas de disparition avaient pu être élucidés; néanmoins, le Groupe de travail a reçu de nombreuses communications selon lesquelles le personnel des organisations de défense des droits de l'homme, des équipes médico-légales et des autorités locales participant aux opérations d'exhumation et d'identification avait constamment fait l'objet de menaces, et un médecin aurait été tué en raison de sa participation.

240. Le Groupe de travail a reçu des informations d'où il ressortait que, sauf dans de rares cas, les autorités s'étaient abstenues de rechercher, d'arrêter et de poursuivre en justice les personnes responsables de violations graves des droits de l'homme, y compris de violations ayant eu pour conséquence la disparition de personnes. Les éléments des forces de sécurité n'avaient toujours pas à rendre de comptes au sujet de ces violations. Les affaires dans lesquelles des militaires étaient impliqués étaient portées devant les tribunaux militaires. Selon les renseignements reçus, dans les rares affaires de ce genre qui avaient effectivement été jugées, les enquêtes avaient été menées de façon irrégulière ou insuffisante, et le procès ne s'était pas déroulé selon les règles minima qui sont reconnues sur le plan international comme garantissant une bonne administration de la justice.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

241. Au cours de l'année 1992, le gouvernement a envoyé des réponses au sujet de trois cas de disparition. Pour l'un des cas, la réponse comportait des informations faisant état de la libération de la personne qui avait disparu. Pour les deux autres cas, le gouvernement a fourni des renseignements d'où il ressortait que le tribunal compétent avait ordonné une enquête.

242. Le 3 février 1992, le Procureur aux droits de l'homme a adressé au Groupe de travail une lettre dans laquelle il demandait des précisions sur les méthodes de travail du Groupe et sur le soutien que ce dernier pourrait apporter aux activités des services du Procureur. Le Groupe de travail a répondu par une lettre datée du 5 juin 1992 qu'il était à la disposition des services en question pour toute consultation et pour tout appui dont ils auraient besoin, et il a laissé entendre que si le Procureur aux droits de l'homme le souhaitait, il pourrait s'entretenir personnellement avec le Groupe de travail au cours de l'une des sessions.

243. Au sujet de la lettre du Groupe de travail datée du 30 août 1991, dans laquelle des renseignements étaient demandés sur les mécanismes et dispositifs de protection juridiques et administratifs dans le contexte du phénomène des disparitions de personnes au Guatemala, le gouvernement a répondu par une lettre du 25 novembre 1991 que les renseignements demandés figuraient déjà dans le rapport adressé à la Commission des droits de l'homme par l'Expert indépendant sur le Guatemala désigné par la Commission, M. Christian Tomuschat, document qui avait été établi à la suite de deux visites que l'Expert avait effectuées dans le pays et au cours desquelles on l'avait abondamment renseigné.

244. Par une lettre datée du 19 novembre 1992, le gouvernement a demandé au Groupe de travail de lui fournir une liste complète des personnes qui auraient disparu au Guatemala ainsi que toutes autres informations et documentation pouvant être utiles aux autorités, et il a déclaré qu'il répondrait à toute demande de précisions qui pourrait être formulée dans le cadre des efforts d'élucidation.

245. En application de la résolution 1992/42 de la Commission, le Gouvernement guatémaltèque a envoyé des renseignements au sujet des activités de groupes armés irréguliers par lesquels quatre personnes auraient été exécutées et plusieurs personnes auraient été enlevées, tandis que deux autres personnes auraient été tuées par des mines que, déclarait-on, ces groupes armés avaient laissées derrière eux en partant. En outre, plusieurs autres personnes avaient été blessées du fait des activités des groupes armés irréguliers, et l'on signalait aussi des dommages matériels.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	10
II.	Cas en suspens	2 998
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	3 128
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	153

b)	Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	55
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	75

<u>a/</u>	Personnes décédées : 4 Personnes en prison : 4 Personnes relâchées : 1 Personnes non détenues dans le pays : 25 Personnes en liberté : 21
<u>b/</u>	Personnes décédées : 42 Personnes en prison : 1 Personnes relâchées : 23 Personnes en liberté : 9

Guinée

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

246. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant la Guinée dans ses neuf derniers rapports à la Commission 1/.

247. Aucun cas de disparition n'a été signalé comme s'étant produit en 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement les 21 cas en suspens précédemment portés à son attention. Etant donné l'absence totale de réponse, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser une fois de plus un rappel spécial au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe de travail a précisé que, pour que le Groupe puisse mener à bien la tâche qui lui avait été confiée par la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était désormais absolument essentielle et revêtait un caractère d'urgence, car il importait d'élucider des cas au sujet desquels, depuis cinq ans, on n'avait jamais reçu aucun renseignement.

248. Au moment de l'adoption du présent rapport, le Groupe de travail n'avait reçu aucune réponse. Pas davantage que précédemment, il ne peut donc donner aucune précision sur le sort des personnes disparues ou sur le lieu où elles se trouvent.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	21

III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	28
IV.	Réponses du gouvernement	0
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>a/</u>	7

a/ Personnes décédées : 7

Haïti

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

249. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant Haïti dans ses neuf derniers rapports à la Commission 1/.

250. A la lumière de la résolution 46/7 de l'Assemblée générale, en date du 11 octobre 1991, résolution par laquelle l'Assemblée a déclaré inacceptable toute entité issue des actes illégaux en raison desquels le président constitutionnel d'Haïti ne pouvait plus exercer ses fonctions, et a exigé sur-le-champ le rétablissement du gouvernement légitime du président Aristide, le Groupe de travail a décidé qu'il ne pouvait pas adresser ses communications aux nouvelles autorités de facto d'Haïti.

251. Toutefois, pour des raisons humanitaires, le Groupe de travail a porté à l'attention de M. Jean-Jacques Honorat et de M. François Benoit, à Port-au-Prince (Haïti), six cas de disparition nouvellement signalés, à savoir cinq cas selon la procédure d'intervention rapide et un selon la procédure normale.

252. En raison de la situation actuelle, aucune autre communication n'a été adressée à Haïti. Jusqu'ici, le Groupe de travail n'a reçu aucun renseignement sur l'un quelconque des cas dont il est question plus haut.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

253. Les cas de disparition nouvellement signalés l'ont été par le Lawyers Committee for Human Rights, Amnesty International et le Oecumenical Centre for Human Rights. Les actes qui ont eu pour conséquence la disparition de personnes à Port-au-Prince auraient été commis par des soldats, des éléments des forces de police et des hommes armés qui appartiendraient aux forces de sécurité. La plupart des victimes ont été arrêtées devant témoins et plusieurs d'entre elles ont été maltraitées.

254. En outre, plusieurs organisations non gouvernementales ont déclaré que les violations des droits de l'homme s'étaient poursuivies sans répit depuis le coup d'Etat de septembre 1991. Selon les renseignements reçus,

ces violations avaient consisté notamment, au cours des journées qui avaient suivi le coup d'Etat, en un grand nombre d'exécutions extrajudiciaires, des brutalités et des mesures d'arrestation massive sans mandat. De plus, des agents des forces de sécurité avaient tiré sur un grand nombre de civils dans différents quartiers de Port-au-Prince, faisant des centaines de morts et de blessés. Des militaires circulant à bord de jeeps avaient tiré aveuglément et délibérément sur la foule dans différents quartiers de la capitale, atteignant des vingtaines de personnes, dont beaucoup manifestaient en faveur du président Aristide. Selon des informations non confirmées, les forces de sécurité tiraient également sur les ambulances circulant dans les rues de Port-au-Prince afin que les blessés ne puissent être secourus.

255. Des informations concernant des tortures ainsi que d'autres pratiques cruelles, inhumaines ou dégradantes dont les forces de sécurité se seraient rendues coupables ont été portées à l'attention du Groupe de travail. Les forces de sécurité ont brutalisé certaines des personnes qui se trouvaient au Palais national avec le président Aristide le 30 septembre 1991 et les ont menacées de mort. Très inquiétant aussi était le fait que, dans différentes parties du pays, des militaires en uniforme et des civils armés avaient arrêté en masse et sans mandat un certain nombre de jeunes gens dont on n'avait plus jamais eu de nouvelles.

256. Un certain nombre de personnes vivaient cachées après avoir connu une période de détention, car elles craignaient une nouvelle arrestation ou un enlèvement. Des gens disparaissaient après avoir été arrêtés ou enlevés. Les autorités persistaient à nier que ces personnes avaient été appréhendées, alors même que leur incarcération ou les circonstances dans lesquelles elles avaient été tuées avaient eu des témoins. Il était difficile de vérifier le bien-fondé de ces allégations, car les autorités n'avaient pris aucune initiative pour enquêter sur les faits de disparition rapportés par les familles.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	5
II.	Cas en suspens	24
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	33
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	13
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	9

a/ Personnes en liberté : 4
Personnes en prison : 5

Honduras

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

257. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Honduras dans ses dix rapports précédents à la Commission 1/.

258. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement hondurien, au titre de la procédure d'intervention rapide, un cas de disparition nouvellement signalé qui se serait produit en 1992. Au cours de la même période, les dossiers du Honduras ont été de nouveau révisés compte tenu des renseignements communiqués par les sources intéressées, et trois cas ont été rayés de la liste. Dans l'un de ces cas, la mère de la personne présumée disparue a fait savoir qu'un seul de ses fils avait été arrêté et n'avait pas été retrouvé et non pas deux comme il avait été indiqué précédemment. Les deux autres cas ont été rayés après qu'un examen approfondi a permis de conclure qu'ils figuraient déjà ailleurs dans les dossiers.

259. Par une lettre datée du 19 juin 1992, il a été notifié au gouvernement que deux cas de disparition étaient considérés comme élucidés grâce aux renseignements fournis par lui. Par la même lettre, on a rappelé au gouvernement les cas en suspens. A la demande du représentant permanent du Honduras auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, le Groupe de travail a fourni au gouvernement, par une note verbale datée du 6 août 1992, une copie des résumés analytiques de tous les cas en suspens qui figuraient dans ses dossiers.

260. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a également fait part au gouvernement des allégations de caractère général qu'il avait reçues en ce qui concerne le phénomène des disparitions au Honduras ou le règlement des cas non encore élucidés.

261. Le Groupe de travail a également transmis au gouvernement par télégramme, au titre de la "procédure d'intervention rapide" et conformément à la résolution 1992/59, une demande relative à l'adoption de certaines mesures de protection. Cette demande émanait d'une organisation qui coopère activement avec le Groupe de travail et concernait l'un des adhérents de cette organisation - également président de l'une de ses sections locales - contre qui, déclarait-on, un agent d'un service de sécurité, brandissant une arme à feu, avait proféré des menaces.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

262. Le cas de disparition nouvellement signalé (voir plus haut) l'a été par la Commission centraméricaine des droits de l'homme (CODEHUCA). Il concernait une personne arrêtée en présence de sa famille par des militaires, qui auraient également maltraité le père et la mère de la personne qui a disparu.

263. Amnesty International, le Comité de défense des droits de l'homme au Honduras (CODEH), le Comité des parents de personnes disparues au Honduras (COFADEH) et le Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America ont adressé au Groupe de travail des communications sur un certain nombre de problèmes concernant les disparitions. Ces organisations ont déclaré, entre autres choses, que, certes, la pratique de l'enlèvement suivi de disparition ne relevait pas de la politique de l'équipe actuellement au pouvoir, mais que néanmoins le sort de plus de 100 dissidents politiques qui avaient disparu au Honduras entre 1980 et 1984 demeurait inconnu; on attendait toujours du gouvernement qu'il fasse clairement savoir que les violations des droits de l'homme ne seraient pas tolérées. Or on attendait toujours qu'il fasse procéder à des enquêtes efficaces sur la disparition forcée ou l'assassinat politique de citoyens honduriens, et il n'avait fait aucun effort pour désigner ceux qui étaient responsables de ces crimes, allant parfois jusqu'à blâmer les victimes. Depuis 1990, il promettait que les enquêtes voulues seraient entreprises, mais rien n'avait été fait.

264. Il a également été déclaré que, comme l'attestaient de nombreuses preuves, les personnes qui avaient disparu avaient été enlevées par des éléments des forces armées ou des services de sécurité dans le cadre d'une stratégie voulue par le gouvernement qui était au pouvoir au moment où les disparitions s'étaient produites. Au cours des années qui avaient suivi, cependant, les autorités avaient nié que ces personnes aient été arrêtées ou détenues par des autorités officielles. Seul un petit nombre de cas de disparition avaient été élucidés; ainsi la majorité d'entre eux n'étaient pas encore résolus, et en particulier ceux pour lesquels des éléments de l'armée ou de la police étaient considérés comme responsables.

265. L'impunité dont jouissaient les éléments des forces armées qui avaient commis des violations des droits de l'homme était l'un des problèmes les plus graves qui se posaient dans ce domaine des droits fondamentaux. La protection des droits de tous et de chacun contre les violations des droits de l'homme commises par des militaires ou des policiers ne pouvait être assurée efficacement par le pouvoir judiciaire, car le gouvernement ne manifestait pas la volonté politique qui serait nécessaire pour forcer les auteurs de violations des droits de l'homme à rendre des comptes, pour assurer l'indépendance des juges et des tribunaux et pour mettre en place une législation et des mécanismes dépourvus d'ambiguïté qui permettraient de résoudre les problèmes de compétence pouvant se poser entre la justice civile et la justice militaire. En outre, le décret No 87-91, qui implicitement accordait une amnistie à la fois très large et inconditionnelle pour les actes commis par des militaires ou des policiers, y compris le meurtre, la torture et l'arrestation illégale, avait favorisé un climat d'impunité qui était propice à de nouvelles violations, et il avait fait obstacle aux recherches sur les cas de disparition qui s'étaient produits dans le passé.

266. Les associations de parents et les groupements de défense des droits de l'homme continuaient d'insister pour que les autorités officielles rendent des comptes au sujet des cas de disparition qui s'étaient produits dans le passé, mais leurs réclamations étaient vaines. Dans ces conditions, les parents et les enfants des personnes disparues continuaient à souffrir sur le plan psychologique, social et économique.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	1
II.	Cas en suspens	126
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail :	191
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre de cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	123
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	30
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	35

a/ Personnes retrouvées mortes : 1
 Personnes en prison : 5
 Personnes vivant à l'étranger : 2
 Personnes extradées : 2
 Personnes libérées : 18
 Personnes en liberté : 2

b/ Personnes évadées de prison : 1
 Personnes décédées : 4
 Personnes en prison : 4
 Personnes vivant à l'étranger : 2
 Personnes extradées : 2
 Personnes libérées : 13
 Personnes en liberté : 9

Inde

267. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant l'Inde dans ses trois derniers rapports à la Commission 1/.

268. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement indien 50 cas de disparition nouvellement signalés, dont 21 se seraient produits en 1992. Les renseignements relatifs à 20 cas de disparition ont été transmis par télégramme au titre de la procédure d'intervention rapide. Par lettre datée du 19 juin 1992, on a fait savoir au gouvernement qu'un cas de disparition avait été élucidé grâce aux renseignements fournis par la source.

269. Par des lettres datées du 25 juin et du 17 juillet 1992, un rappel a été adressé au gouvernement au sujet des cas de disparition qui avaient été portés à son attention au cours des six mois précédents selon la procédure d'intervention rapide; par des lettres datées du 19 juin et du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a également rappelé au gouvernement tous les cas en suspens. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe a aussi fait part au gouvernement de différentes allégations de caractère général qu'il avait reçues au sujet du phénomène des disparitions en Inde ou de la solution des cas non encore élucidés.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

270. Les cas de disparition nouvellement signalés l'ont été par Amnesty International, le Groupe Sikh de défense des droits de l'homme et la World Human Rights Organization. Ces organisations ont également déclaré qu'en 1992 les forces paramilitaires et forces de sécurité, et en particulier la police, s'étaient rendues coupables de violations des droits de l'homme. Pour une large part, ces violations auraient résulté du fait que les autorités civiles n'avaient pas exercé une surveillance suffisante sur la police et sur d'autres unités auxquelles on avait fait appel pour maintenir l'ordre, et du fait que les autorités ne pouvaient pas et/ou ne voulaient pas poursuivre efficacement les personnes qui étaient responsables des violations.

271. Des disparitions se produiraient principalement, mais non exclusivement, dans les Etats du Pendjab, du Jammu-et-Cachemire et de l'Assam, étant donné que dans ces régions on faisait appel plus souvent qu'auparavant à des forces paramilitaires et à des forces de sécurité pour lutter contre les troubles résultant de tensions de caractère religieux et politique (séparatiste). Selon les renseignements reçus, les disparitions résultaient d'un certain nombre de facteurs eux-mêmes liés aux pouvoirs très vastes dont disposaient les forces de sécurité en vertu de la législation d'urgence en vigueur. Le Terrorist and Disruptive Activities (Prevention) Act (loi relative à la prévention des activités terroristes et contraires à l'ordre public) était désormais applicable dans tous les Etats et avait été invoqué dans 16 Etats sur 25 au cours de la période considérée dans le présent rapport. Dans des zones déterminées, la détention au secret était autorisée par la loi en question.

272. Au Pendjab, selon les renseignements reçus, le gouvernement ne rendait pas publics les chiffres concernant les personnes qui étaient détenues du fait de leurs activités politiques en vertu de la législation relative à la détention préventive ou de la législation spéciale "anti-terroriste", et dans de nombreux cas les mesures d'arrestation n'étaient pas consignées du tout dans les registres d'inscription au jour le jour des postes de police. Souvent, les personnes gardées à vue n'étaient pas conduites devant un magistrat dans le délai de 24 heures qu'exigeait l'article 57 du Code de procédure pénale. Dans de nombreux cas, les policiers auraient nié avoir connaissance d'une mesure d'arrestation ou de détention et auraient prétendu par la suite que la personne en question s'était "évadée" ou avait trouvé la mort au cours d'un affrontement armé. Plusieurs cas de détention au secret prolongée étaient signalés pour le Jammu-et-Cachemire. De nombreux détenus

affirmaient avoir été torturés au cours de la période de détention non reconnue. Les parents de personnes qui avaient disparu ont déclaré qu'ils avaient reçu des menaces pour avoir essayé de retrouver leurs proches, ou qu'ils avaient été détenus et brutalisés dans certains cas où les forces de sécurité les avaient arrêtés à la place de la personne que ces agents voulaient interroger ou incarcérer. Les femmes seraient particulièrement visées par cette pratique, et elles seraient soumises à des viols systématiques. Dans certains cas, selon les renseignements reçus, les gens étaient forcés d'acheter la libération de leurs proches.

273. Au Pendjab, selon les renseignements reçus, de nombreux cas de détention n'étaient pas portés sur les registres des postes de police; les personnes gardées à vue n'étaient pas conduites devant un magistrat dans le délai de 24 heures que prescrivait l'article 57 du Code de procédure pénale, et, souvent, la police niait qu'une personne était détenue. Les éléments des forces de sécurité qui étaient responsables de la disparition de personnes et d'autres violations ne pouvaient pas être poursuivis pour ces crimes devant les tribunaux civils; en conséquence, les procédures administratives internes des forces de sécurité constituaient le seul recours légal. Sauf erreur, déclarait-on, très peu d'affaires - à supposer qu'il y en eût une seule - avaient abouti à une condamnation juste et définitive. Il fallait aussi noter qu'au Cachemire et au Pendjab, certains groupes armés irréguliers se seraient rendus coupables de violations des droits de l'homme, y compris d'enlèvements suivis de disparition. Les enlèvements et la détention non reconnue étaient devenus choses fréquentes au Cachemire en particulier.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

274. Par une note verbale datée du 8 janvier 1992, le Gouvernement indien a porté à la connaissance du Groupe de travail certaines garanties prévues par la Constitution indienne en ce qui concerne le droit fondamental à la vie et à la liberté de la personne. Se référant en particulier aux allégations de caractère général relatives à l'année 1991, le gouvernement a déclaré que sa responsabilité fondamentale était de maintenir l'ordre mais que, dans l'accomplissement de ce rôle, les fonctionnaires intéressés agissaient conformément au Code de conduite pour les responsables de l'application des lois. Le gouvernement a également déclaré qu'après vérification, les allégations concernant des violations des droits de l'homme formulées à l'encontre de certains éléments des forces de sécurité étaient apparues comme inexactes, fortement exagérées ou délibérément fausses, mais que, lorsque la véracité des allégations avait été confirmée, des mesures disciplinaires avaient été prises contre les responsables.

275. Dans une note verbale datée du 22 septembre 1992, le gouvernement a également fait savoir au Groupe de travail qu'il avait établi un comité de haut niveau, chargé d'étudier une législation en projet concernant une Commission nationale des droits de l'homme. Le gouvernement a déclaré en outre que, en ce qui concerne trois cas de disparition portés à son attention le 14 décembre 1990, il avait déjà répondu que les personnes en question n'étaient pas détenues par la police, contrairement à ce qui était allégué, et qu'il avait demandé au Groupe de travail de communiquer le nom exact et l'adresse de chacun des intéressés.

276. Par une note verbale datée du 3 décembre 1992, le gouvernement a fourni des renseignements sur huit cas. Pour sept d'entre eux, il n'était fourni aucune indication sur le lieu où se trouvait la personne en question, qu'elle fût décédée ou en vie. Dans une note verbale datée du 2 décembre 1992, le gouvernement a déclaré que la législation indienne prévoyait une protection spéciale en ce qui concerne le droit à la vie et à la liberté de la personne, droits qui ne pouvaient être suspendus même en cas de proclamation de l'état d'urgence. D'autre part, le système judiciaire indien avait suscité un processus connu sous le nom de "Public Interest Litigation" en vertu duquel tout individu ou groupe pouvait porter à l'attention des juges des violations des droits de l'homme, et donc ouvrir la voie à des mesures judiciaires correctives. En outre, étant donné les activités terroristes menées par des groupes sécessionnistes, on avait adopté une législation spéciale visant expressément à réprimer les faits de terrorisme. Le gouvernement a également fait savoir au Groupe de travail qu'une proposition visant à créer sur le plan fédéral une Commission des droits de l'homme était à l'étude au niveau le plus élevé en Inde.

277. Enfin, le gouvernement a communiqué au Groupe de travail une liste des violences commises par des terroristes au Pendjab, en déclarant que celles-ci n'étaient qu'un exemple des activités menées par des groupes sécessionnistes en Inde. Les faits répertoriés sur cette liste sont les suivants : 372 personnes tuées et 318 blessées par des engins explosifs ou par suite de l'utilisation d'armes à feu contre des villageois, les passagers de transports en commun, des magistrats, des personnes appartenant à la famille d'agents de police, des hommes d'affaires, des fonctionnaires et autres personnalités officielles, des enfants et des femmes (en particulier des femmes musulmanes). Plusieurs personnes auraient été soumises à des tortures ou à d'autres traitements cruels avant d'être tuées.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	21
II.	Cas en suspens	150
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	169
IV.	Réponses du gouvernement :	
a)	Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	35
b)	Cas élucidés par les réponses du gouvernement a/	18

V. Cas élucidés par des sources
non gouvernementales b/

1

-
- a/ Personnes dont le corps a été identifié : 13
Personnes en prison : 3
Personnes libérées : 2
- b/ Personnes en prison : 1.

Indonésie

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

278. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant l'Indonésie dans ses 11 rapports précédents à la Commission 1/.

279. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement indonésien 214 cas de disparition nouvellement signalés, dont quatre se seraient produits en 1992. Le Groupe a aussi porté de nouveau à l'attention du gouvernement un cas de disparition, en communiquant des renseignements supplémentaires que la source lui avait adressés.

280. Par une lettre datée du 15 décembre 1992, il a été notifié au gouvernement que huit cas de disparition étaient considérés comme ayant été élucidés grâce à ses réponses. En ce qui concerne les 214 cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail le 15 décembre 1992, compte tenu des méthodes de travail du Groupe, il y a lieu de considérer qu'il n'était pas possible au gouvernement de répondre dans les délais dont il disposait avant l'adoption du présent rapport.

281. Par une lettre datée du 25 janvier, un rappel a été adressé au gouvernement au sujet de communications relatives à des disparitions qui lui avaient été adressées au cours des six mois précédents selon la procédure d'intervention rapide.

282. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a également fait part au gouvernement d'allégations de portée générale qui lui avaient été adressées au sujet du phénomène des disparitions en Indonésie et de la solution des cas non encore élucidés.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

283. Deux cent sept (207) cas de disparition, liés à l'incident survenu au cimetière de Santa Cruz (Timor oriental), ont été signalés par l'Association oecuménique "La paix est possible au Timor oriental"; sept cas de disparition nouvellement signalés survenus dans l'Aceh ont été signalés par le Front de libération nationale de l'Aceh/Sumatra et par Asia Watch.

284. Il a été signalé que depuis l'incident survenu le 12 novembre 1991 au cimetière de Santa Cruz à Dili (Timor oriental), incident au cours duquel les militaires avaient ouvert le feu sur les manifestants, dont beaucoup étaient des étudiants, de nombreux civils avaient été arrêtés, soit pour interrogatoire, soit parce qu'on les soupçonnait de se livrer à des activités subversives, et avaient par la suite disparu. On affirmait que ces personnes avaient disparu alors qu'elles étaient gardées à vue par les forces de sécurité, et que la plupart d'entre elles avaient été détenues au secret dans des centres de la police ou de l'armée ou encore dans des "lieux de sécurité". On déclarait également que certaines des personnes disparues avaient peut-être été tuées et ensevelies dans des fosses communes sans identification.

285. Il a été déclaré au Groupe de travail que le risque de disparition était augmenté par le fait qu'il n'existait pas suffisamment de garanties juridiques concrètes. Le Code pénal accordait aux enquêteurs de la police ou de l'armée le droit de détenir les personnes pour une durée pouvant aller jusqu'à 20 jours sans approbation judiciaire. L'approbation du Procureur était exigée pour une détention se prolongeant au-delà du délai initial de 20 jours (elle peut être accordée pour une durée pouvant atteindre 60 jours), mais souvent, déclarait-on, il n'était pas tenu compte de cette garantie.

286. Les sept cas de disparition nouvellement signalés qui se seraient produits dans le district d'Aceh (nord de Sumatra) concernaient des personnes qui auraient été arrêtées par les forces de sécurité parce qu'on les soupçonnait d'avoir participé aux activités du groupe Aceh Merdeka (Aceh libre), groupe d'opposition armé qui réclamait l'indépendance pour l'Aceh et différents secteurs de Sumatra. Certaines des personnes qui avaient disparu avaient été arrêtées alors qu'elles s'apprêtaient à hisser le drapeau de l'Aceh au cours de cérémonies organisées dans cette intention, alors que d'autres auraient été arrêtées après que - apparemment contre leur gré - elles avaient été rapatriées de Malaisie, où elles avaient trouvé refuge. On craignait que, compte tenu du nombre des corps non identifiés retrouvés dans l'Aceh, un grand nombre des personnes qui avaient disparu après qu'on les avait vues pour la dernière fois entre les mains des militaires n'aient en réalité été tuées.

287. Les familles hésitaient à agir auprès des autorités locales pour deux raisons :

a) Les recours dont on disposait sur place pour déterminer le lieu où se trouvaient les personnes disparues étaient insuffisants, et apparemment les autorités n'étaient guère disposées à permettre aux familles de se prévaloir même des recours existants;

b) Selon les renseignements reçus, lorsque les familles s'informaient du lieu où pouvait se trouver une personne disparue, elles subissaient régulièrement des menaces de la part des personnes qui, supposait-on, étaient en relations avec les forces officielles, et il n'existait aucun dispositif juridique pour la protection des familles elles-mêmes.

288. Selon ce qui a été signalé au Groupe de travail, les organisations qui lui avaient fourni des informations avaient demandé qu'afin qu'il soit possible de connaître le sort de certaines des personnes présumées disparues, des experts de médecine légale soient autorisés à faire exhumer, en vue de leur identification, les corps des personnes présumées avoir été exécutées sans intervention de la justice. En outre, certaines organisations ont émis l'avis que si le Gouvernement indonésien invitait le Groupe de travail à se rendre en Indonésie, cela pourrait faciliter la solution du problème des personnes disparues dans ce pays, et en particulier au Timor oriental et dans l'Aceh.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

289. Dans une lettre datée du 4 mai 1992, le gouvernement a fourni des renseignements sur 33 cas de disparition précédemment portés à son attention par le Groupe de travail. Il a déclaré que, dans 14 des cas, les personnes disparues étaient des militants du groupe armé connu sous le nom de GPK qui, supposait-on, avaient fui dans la jungle. Les 19 autres personnes avaient été tuées au cours d'échanges de coups de feu entre le GPK et les forces armées indonésiennes. Le gouvernement a fait savoir au Groupe de travail qu'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour retrouver la trace des personnes disparues mais que, comme bon nombre des cas considérés s'étaient produits plusieurs années auparavant, il fallait beaucoup de temps pour retrouver ces traces.

290. Dans une lettre datée du 14 mai 1992, le gouvernement a fait savoir au Groupe de travail que huit des 17 personnes qui avaient disparu à l'occasion des incidents de Dili - personnes dont le cas avait été porté à l'attention du gouvernement le 10 décembre 1991 - avaient été retrouvées indemnes à leur domicile respectif. Quant aux neuf cas restants, le gouvernement continuait de faire tous les efforts possibles pour retrouver la trace des intéressés, mais cela était difficile étant donné que les personnes présumées disparues n'étaient pas convenablement identifiées et que, par exemple, leur nom était incomplet et leur adresse n'était pas précisée.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour l'année 1992	4
II.	Cas en suspens	355
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	398
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	68

b)	Cas élucidés par des réponses du gouvernement <u>a/</u>	31
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	12

-
- a/ Personnes en prison : 6
Personnes résidant actuellement dans des villages dont le nom est
précisé : 25
- b/ Personnes tuées : 2
Personnes en prison : 2
Personnes que l'on sait être en vie : 8

Iran (République islamique d')

Renseignements examinés et transmis au Gouvernement

291. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant la République islamique d'Iran dans ses 10 rapports précédents à la Commission 1/.

292. Pendant la période considérée, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement iranien neuf cas de disparition nouvellement signalés, dont un se serait produit en 1992. Ces neuf cas ont été communiqués au gouvernement par télégramme en vertu de la procédure d'intervention immédiate, étant donné que huit d'entre eux se seraient produits en novembre 1991.

293. Par une lettre datée du 17 juillet 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement les cas de disparition qui avaient été portés à sa connaissance au cours des six derniers mois en vertu de la procédure d'intervention immédiate. Par une lettre datée du 19 juin 1992, il lui a rappelé tous les cas en suspens.

294. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a informé le gouvernement d'allégations de nature générale qu'il avait reçues quant au phénomène des disparitions dans le pays ou à la suite donnée aux cas non encore élucidés. En outre, par une lettre datée du 15 décembre 1992, le gouvernement a été prié de coopérer à l'enquête menée sur un cas de disparition qui serait imputable à des forces iraniennes opérant en territoire turc.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

295. La majorité des nouveaux cas de disparition ont été signalés par l'Organisation iranienne des Moudjahidin du peuple et concernent des villageois qui ont été arrêtés après avoir tenté de s'emparer de terres agricoles.

296. Cette organisation a également fourni des informations sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Elle a indiqué que les autorités iraniennes ne tenaient pas de registre officiel des détentions et que, étant donné que les familles n'étaient pas informées et que les détenus ne bénéficiaient pas des services d'un avocat (bien qu'une loi garantissant aux détenus le libre accès aux services d'un conseil ait été promulguée par le Parlement en octobre 1991), le nombre de personnes détenues clandestinement ou de personnes tuées en prison était inconnu. Toutefois, on supposait que les cas de disparition étaient plus nombreux que ne le pensaient les organisations gouvernementales ou non gouvernementales car on savait que bien des prisonniers politiques étaient couramment exécutés sans que leur détention ait jamais été reconnue.

297. Les manifestations auxquelles ont pris part de très nombreuses personnes dans tout le pays en 1992, par exemple à Meched, Chiraz, Arak, Téhéran Sud et Bukan, se sont soldées par des milliers de nouveaux cas de détention non reconnus. Au nombre des détenus, se trouvaient des parents de personnes exécutées, disparues ou détenues qui avaient manifesté devant les bureaux du Comité international de la Croix-Rouge à Téhéran en janvier 1992.

298. D'après les sources d'information, l'ignorance dans laquelle le gouvernement tenait les familles des prisonniers politiques contribuait à exacerber l'angoisse et le chagrin. Les proches de personnes exécutées n'étaient souvent jamais informés. Il était impossible de savoir exactement combien de personnes avaient disparu parce que le gouvernement ne laissait filtrer aucune information concernant les droits de l'homme, notamment les exécutions, les arrestations et les détentions. Les personnes qui demandaient des renseignements sur tel ou tel prisonnier s'entendaient souvent répondre qu'il n'existait pas de dossier officiel concernant l'intéressé.

299. Le Groupe de travail a également été informé que les procès politiques ne satisfaisaient pas aux normes minimums internationalement reconnues et que les détenus étaient fréquemment torturés ou victimes de brutalités. On était en droit de penser que des prisonniers mouraient en prison des suites des mauvais traitements subis et que leurs proches n'étaient pas informés de leur décès. De même, on estimait que le nombre des exécutions sommaires à l'issue de procès à huis clos qui ne duraient que quelques jours, voire quelques minutes, était plus élevé que ne l'admettait le gouvernement.

300. Aucune information n'avait officiellement été donnée quant au sort des personnes arrêtées au cours d'une manifestation à Chiraz, mais il ressortait d'une déclaration publiée dans la presse d'obédience gouvernementale que ces personnes "avaient été condamnées comme elles le méritaient et que la sentence avait été exécutée". En outre, les familles des détenus étaient souvent intimidées par les gardiens de prison et par le climat de terreur qu'engendraient les actes de brutalité et les assassinats auxquels se livraient les forces gouvernementales. Elles hésitaient donc à signaler des cas de disparition et autres violations des droits de l'homme.

301. L'Organisation iranienne des Moudjahidin du peuple a évoqué dans l'une de ses communications la déclaration faite par le gouvernement et dont le Groupe de travail s'était fait l'écho dans le rapport présenté à la Commission des droits de l'homme, à sa quarante-huitième session (E/CN.4/1992/18, par. 207), déclaration selon laquelle les Moudjahidin du peuple se livraient à des activités terroristes. L'Organisation iranienne des Moudjahidin du peuple soulignait à cet égard qu'en Iran "le pillage et le dépouillement de la population", "le massacre d'innocents" et les actes de "terrorisme" étaient le fait des seuls Mollahs, notamment de ceux d'entre eux qui agissaient pour le compte de l'Etat. Les efforts qu'elle faisait pour instaurer la démocratie et faire respecter les droits de l'homme dans le pays étaient anéantis; la résistance armée du peuple iranien était menée dans le cadre de l'armée de libération nationale de l'Iran et conformément à ses règlements, laquelle respectait les normes et critères énoncés dans les Conventions de Genève du 12 août 1949. Les allégations du gouvernement contenues dans le rapport du Groupe de travail étaient celles que le régime avait l'habitude de formuler pour discréditer la résistance iranienne.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

302. Pendant la période considérée, le Gouvernement iranien n'a pas donné de réponse concernant des cas individuels. Par une note verbale datée du 29 novembre 1991, il a formulé des observations sur les conditions préliminaires du Groupe de travail concernant la question de l'impunité.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	1
II.	Cas en suspens	499
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	500
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	265
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement	0
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>a/</u>	1

a/ Personnes emprisonnées : 1.

Iraq

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

303. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant l'Iraq dans ses sept rapports précédents à la Commission 1/.

304. Au cours de la période considérée, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement iraquien 5 573 cas de disparition nouvellement signalés, dont aucun ne se serait produit en 1992.

305. Par des lettres datées du 24 juillet, du 23 septembre et du 15 décembre 1992, le gouvernement a été informé que, grâce à ses réponses, 13 cas étaient considérés comme élucidés et que le Groupe de travail avait appliqué la règle des six mois à 24 cas.

306. Par une lettre datée du 25 janvier 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement les cas de disparition qui lui avaient été signalés au cours des six derniers mois en vertu de la procédure d'intervention immédiate. Par des lettres datées du 24 juillet 1992 et du 15 décembre 1992, il lui a également rappelé tous les cas en suspens.

307. Par une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a informé le gouvernement d'allégations qu'il avait reçues concernant l'impact d'événements récents en Iraq sur le phénomène des disparitions ou sur la suite donnée aux cas non encore élucidés.

308. En ce qui concerne les cas transmis par le Groupe de travail le 15 décembre 1992 conformément à ses méthodes de travail, il va de soi que le gouvernement n'a pas pu répondre avant l'adoption du présent rapport. A cet égard, il est à noter que quelque 2 000 cas de disparition dont le Groupe de travail a approuvé la transmission au Gouvernement iraquien à sa trente-sixième session n'ont pas encore été traités faute de personnel et que plus de 500 autres cas portés à la connaissance du Groupe de travail (dont des cas qui se seraient produits en 1992) n'ont toujours pas été analysés ni traités pour la même raison.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues et par des organisations non gouvernementales

309. La majorité des cas de disparition nouvellement signalés l'ont été par l'Union patriotique du Kurdistan, l'Organisation des droits de l'homme en Iraq et le Comité des victimes de la guerre du Golfe pour les disparus. D'autres cas de disparition ont été signalés par l'Organisation kurde pour les droits de l'homme, le Centre de documentation sur les droits de l'homme en Iraq et un groupe de kurdes Faili (Shi'ites).

310. Les disparitions étaient souvent imputées aux forces de sécurité, aux gardes républicains et autres forces gouvernementales de caractère essentiellement militaire. On comptait parmi les victimes aussi bien des femmes que des enfants et des personnes âgées. La grande majorité des disparitions se produisaient dans la région nord du pays, où vivaient les Kurdes, ou dans la région sud, essentiellement Shi'ite. Il est également

à noter que par leur nature et leur date, un très grand nombre de disparitions sont à rapprocher d'une nette recrudescence des activités, y compris l'insurrection violente, de certaines personnes opposées au gouvernement actuel. Toutefois, d'autres cas de disparition, plus arbitraires, ne semblent avoir aucun lien avec ces événements.

311. Outre les cas précis de disparition signalés par les organisations non gouvernementales susmentionnées, des informations de nature générale concernant la situation des droits de l'homme en Iraq, y compris le phénomène des disparitions, ont été reçues de plusieurs groupes dont la plupart de ceux précédemment cités, Amnesty International et Middle East Watch. Des lettres et des informations ont également été communiquées par divers particuliers, qui concernent et la situation en général et le problème des disparitions en particulier.

312. Pour résumer ces allégations, on continue de faire état de la peur que les autorités gouvernementales à tous les niveaux suscitent dans l'ensemble de la population au point que les proches des victimes n'osent pas toujours se prévaloir des recours internes qui pourraient leur être ouverts. En même temps, les forces auxquelles on impute généralement la responsabilité des disparitions ne semblent pas avoir été restructurées ni remaniées et n'ont pas non plus fait l'objet d'enquêtes du gouvernement qui pourraient donner des raisons d'espérer. Il subsiste donc en Iraq la nette impression que les forces gouvernementales ont peut-être agi, et continueront peut-être à agir, en toute impunité. De plus, les initiatives courageuses pour s'opposer à ces forces ou saisir la justice seraient rares et isolées en raison de la peur généralisée des représailles dans une population qu'on s'emploierait à briser depuis des années.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

313. Par des lettres datées du 8 juillet, du 18 août et du 20 novembre 1992, le gouvernement a fourni des renseignements sur des cas de disparition que le Groupe de travail avait précédemment portés à son attention. Au total, il a répondu au sujet de 38 cas : une personne aurait été tuée au cours des troubles de mars 1991; six autres auraient quitté le pays et vivraient à l'étranger; les 31 autres personnes vivraient librement en Iraq. Le gouvernement a également fourni des renseignements sur une personne inconnue du Groupe de travail. Le Groupe de travail a examiné ces réponses au cours de ses trente-septième et trente-huitième sessions et il a décidé d'appliquer la règle des six mois à 25 cas et de demander des précisions au gouvernement au sujet des 13 autres cas de disparition. Il demandait en outre des informations sur deux membres de la famille de l'une des personnes au sujet desquelles il souhaitait obtenir des précisions.

314. Par des notes verbales datées du 14 janvier et du 12 mars 1992, et de nouveau dans sa lettre du 8 juillet 1992, le gouvernement a demandé au Groupe de travail de rédiger ses communications concernant les personnes disparues non seulement en anglais, mais aussi en arabe, lequel est l'une des langues de travail du Groupe. Cette demande s'explique par les difficultés que pose la translittération en arabe des langues qui utilisent l'alphabet latin.

Au stade de la traduction, les noms des personnes disparues peuvent être épellées de bien des manières, ce qui risque d'entraîner des difficultés considérables. Le Groupe de travail a donc déclaré, le 24 juillet 1992, que "par souci de clarté, dans toute la mesure possible il s'efforcera d'indiquer en arabe le nom des personnes disparues".

315. Il est à noter que des demandes aussi raisonnables que celles du Gouvernement iraquien ont pour effet d'alourdir la charge de travail du Groupe et, partant, impliquent des dépenses supplémentaires et d'éventuels retards. A l'évidence, si les ressources dont il dispose n'augmentent pas en 1993, le Groupe de travail pourra difficilement faire droit auxdites demandes, ce qui faciliterait pourtant la recherche des personnes disparues.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	9 347
III.	Total des cas transmis au gouvernement par le Groupe de travail	9 447
IV.	Réponses du gouvernement :	
a)	Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	244
b)	Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	83
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	17

a/ Personnes vivant à l'étranger : 3
Personnes emprisonnées : 3
Personnes relâchées : 28
Personnes exécutées : 10
Personnes en liberté : 31
Personnes qui ne sont pas détenues dans le pays : 3
Personnes décédées : 5

b/ Personnes exécutées : 4
Personnes relâchées : 4
Personnes décédées : 1
Personnes en liberté : 8

Israël

316. Pendant l'année en cours, le Groupe de travail a porté à la connaissance du Gouvernement israélien, par une lettre datée du 23 septembre 1992, un cas de disparition forcée ou involontaire qui se serait produit en 1991. Ce cas lui avait été signalé par Hotline : Centre for the Defence of the Individual, Jérusalem, et il concernait un Palestinien résidant sur la Rive occidentale occupée qui aurait été enlevé par les forces de sécurité opérant dans la clandestinité. Sa famille s'était efforcée de le retrouver par les voies officielles et s'était adressée à la Cour suprême israélienne mais elle n'avait pu savoir où se trouvait l'intéressé, ni s'il était vivant ou mort.

317. Au moment de l'adoption du présent rapport, aucune information du Gouvernement israélien n'avait été reçue par le Groupe de travail concernant ce cas.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	1
III.	Total des cas transmis au gouvernement par le Groupe de travail	1
IV.	Réponses du gouvernement	0

Liban

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

318. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Liban dans ses neuf rapports précédents à la Commission 1/.

319. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Toutefois, par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au Gouvernement libanais les 243 cas qu'il lui avait transmis par le passé et qui restaient en suspens.

320. Par une note verbale du 22 juin 1992, la Mission permanente du Liban auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a demandé au Groupe de travail une copie de ses listes informatisées des cas en suspens. Ces listes ont été adressées au gouvernement sous couvert d'une note verbale datée du 30 juin 1992.

321. Aucune autre communication ne lui étant parvenue, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser de nouveau un rappel au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe de travail précisait que pour que le Groupe puisse s'acquitter de la mission que lui avait confiée la Commission des droits de l'homme, il était

absolument indispensable qu'il bénéficie d'urgence de la coopération du gouvernement afin d'élucider les cas pour lesquels aucune information n'avait jamais été reçue en 10 ans.

322. Au moment de l'adoption du présent rapport, aucune réponse à cette demande n'avait été reçue. Le Groupe de travail est donc toujours dans l'impossibilité de dire ce qu'il est advenu des personnes disparues.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	243
III.	Total des cas transmis au gouvernement par le Groupe de travail	248
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	0
	b) Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>a/</u>	5

a/ Personnes libérées : 5

Mauritanie

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

323. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant la Mauritanie dans ses deux rapports précédents à la Commission 1/.

324. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement le cas en suspens qu'il lui avait transmis en 1990 en vertu de la procédure d'intervention immédiate. Le gouvernement n'ayant fourni aucun renseignement à ce sujet, le Groupe de travail, à sa trente-septième session, a décidé de lui adresser un nouveau rappel. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe de travail a indiqué que pour que le Groupe soit en mesure de mener à bien la tâche que lui avait confiée la Commission des droits de l'homme, il était absolument essentiel qu'il bénéficie d'urgence de la coopération du gouvernement afin d'élucider le cas au sujet duquel aucun renseignement n'avait été communiqué en deux ans.

325. Au moment de l'adoption du présent rapport, aucune réponse à cette dernière lettre n'avait été reçue. Le Groupe de travail est donc toujours dans l'impossibilité de dire ce qu'il est advenu de la personne disparue.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1991	0
II.	Cas en suspens	1
III.	Total des cas communiqués au gouvernement par le Groupe de travail	1
IV.	Réponses du gouvernement	0

Mexique

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

326. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Mexique dans ses deuxième et quatrième à douzième rapports à la Commission 1/.

327. Pendant la période considérée, le Groupe de travail a de nouveau porté à l'attention du gouvernement un cas au sujet duquel il disposait d'informations supplémentaires émanant des sources qui le lui avaient signalé.

328. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a informé le gouvernement que, grâce aux informations qu'il lui avait fournies, un cas était considéré comme élucidé, et il lui a rappelé tous les cas en suspens.

329. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a informé le gouvernement d'allégations de nature générale qu'il avaient reçues concernant le phénomène des disparitions dans le pays ou la suite donnée aux cas non encore réglés. Par la même lettre, le Groupe a informé le gouvernement qu'il avait décidé de prier sa source d'information de lui fournir les renseignements supplémentaires que le gouvernement avait demandés sur un certain nombre de cas; toutefois, le Groupe de travail a fait observer au gouvernement que tous ces cas comportaient les principaux éléments nécessaires pour qu'il s'en préoccupe. En outre, à la demande du gouvernement, le Groupe de travail a fourni à celui-ci une liste de tous les cas en suspens figurant dans ses dossiers.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

330. Des informations sur la situation des droits de l'homme dans le pays ont été reçues d'Amnesty International, de la Minnesota Lawyers Association et de proches de personnes disparues.

331. Il a été signalé, notamment, qu'il se produisait au Mexique des excès "traditionnels", tels que meurtres de dirigeants paysans en raison de conflits fonciers, torture de prisonniers, violations des droits des travailleurs, corruption du pouvoir judiciaire et impunité virtuelle de la police et de l'armée. Ces excès s'expliquaient pour une grande part par l'impunité.

332. La Commission nationale des droits de l'homme, établie par l'administration actuelle, était chargée d'enquêter sur les excès commis dans le domaine des droits de l'homme et de formuler des recommandations à l'intention des autorités. Elle n'était toutefois pas habilitée à intenter des poursuites. La Commission avait reçu des centaines de plaintes et enquêté sur plus de 40 cas au sujet desquels elle avait formulé des recommandations. Dans plusieurs cas, la personne disparue avait été retrouvée vivante et dans quelques cas, elle avait été retrouvée morte. Toutefois, la plupart des recommandations de la Commission concernant les mesures à prendre pour identifier les responsables de violations des droits de l'homme n'avaient pas encore été appliquées.

333. On a indiqué qu'en dépit des recommandations utiles formulées par la Commission nationale des droits de l'homme dans le cas d'un dirigeant politique qui avait disparu en 1988, on ne savait toujours pas ce qu'il était advenu de cette personne et aucun progrès n'avait été signalé pour ce qui était de traduire en justice les responsables de sa disparition. Selon les sources d'information, le fait que les responsables de violations des droits de l'homme n'avaient pas à rendre compte de leurs actes était imputable pour une grande part au système judiciaire, étant donné que celui-ci manquait souvent de l'impartialité nécessaire et que les procédures d'enquête et de jugement relatives aux cas impliquant des violations des droits de l'homme étaient entachées de nombreuses irrégularités.

334. Selon les sources d'information, on manipulait les preuves et formulait de fausses accusations pour éviter d'incriminer des agents de l'Etat ou des autorités qui étaient responsables de violations sérieuses des droits de l'homme. Dans le cas d'une disparition, due à l'origine, à une affaire de corruption à l'intérieur de la police, le corps de la victime avait été retrouvé et identifié. Toutefois, les proches de la victime avaient exprimé de sérieux doutes au sujet de l'enquête et des aveux faits par la personne qui avait plaidé coupable. Les sources d'information ont indiqué que de nombreuses indications donnaient à penser que les événements n'avaient pu se produire comme on le prétendait et elles ont exclu que la personne accusée du crime ait agi seule étant donné qu'il était manifestement impossible qu'une seule et même personne ait accompli les nombreux actes menant au crime dans l'ordre et au moment indiqués dans le procès-verbal de l'affaire. En outre, on avait trouvé des traces de brûlures de cigarette sur la poitrine de la victime et d'autres signes de torture et la manière dont la victime avait été traitée ainsi que les circonstances de l'affaire donnaient à penser que la police était impliquée.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

335. Par des notes verbales datées du 30 janvier et du 4 février 1992, la Mission permanente du Mexique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a fourni au Groupe de travail des renseignements sur l'enquête menée et les recommandations formulées par la Commission nationale des droits de l'homme dans le cas d'un dirigeant de l'opposition politique qui avait disparu en décembre 1988 dans l'Etat de Morelos. Les conclusions de la Commission étaient les suivantes :

"Les preuves sont suffisantes pour que l'on ait des raisons de penser que l'absence de José Ramón García Gómez est très probablement le résultat d'une disparition forcée et involontaire dans laquelle sont impliqués le chef du service des enquêtes politiques de la police judiciaire de l'Etat et d'autres personnes car rien n'expliquerait sinon que les intéressés mentent aux autorités et entravent le fonctionnement de la justice, lequel exige en l'occurrence que la personne disparue soit retrouvée et que les responsables de cette disparition soient châtiés."

336. La Commission a recommandé que le Gouverneur de Morelos ordonne au Procureur de l'Etat d'intenter des poursuites pénales et de demander des mandats d'arrêt concernant deux hauts fonctionnaires de l'Etat de Morelos au motif qu'ils auraient commis plusieurs délits : abus d'autorité, faux témoignage, obstruction de l'administration de la justice et association illicite, soit autant d'actes qui constituent des délits au regard des lois de l'Etat de Morelos. La Commission a également recommandé qu'une procédure pénale soit intentée et qu'un mandat d'arrêt soit demandé concernant deux autres policiers au motif qu'ils seraient les auteurs matériels du délit d'association illicite et qu'ils seraient complices de celui d'abus d'autorité.

337. Les renseignements reçus du gouvernement indiquaient en outre que le responsable des enquêtes politiques du Secrétariat général du gouvernement avait été accusé de privation illicite de liberté par enlèvement, d'abus d'autorité et de faux témoignage en rapport avec ce cas de disparition. Il a également été annoncé que l'on demanderait la levée de l'immunité dont bénéficiait un député du Congrès de l'Etat au motif qu'il aurait contribué à entraver l'enquête de la police.

338. Par une note verbale du 27 février 1992, la Mission permanente du Mexique a transmis au Groupe de travail le texte d'une déclaration faite par le Président de la Commission nationale des droits de l'homme lors d'une réunion tenue pour mettre en oeuvre certains amendements apportés à l'article 102 de la Constitution mexicaine, lesquels font de la Commission nationale un organe constitutionnel. La disposition pertinente de la Constitution se lit désormais comme suit :

"Le Congrès de l'Union et les législatures des Etats, dans leurs capacités respectives, établiront des organismes chargés de protéger les droits de l'homme garantis par l'ordre juridique mexicain; ces organismes examineront les plaintes déposées contre des actes ou omissions de nature administrative qui sont le fait d'une autorité ou d'un fonctionnaire,

à l'exception des membres du pouvoir judiciaire de la Fédération, et qui constituent des violations des droits de l'homme. Ils adresseront aux autorités compétentes des recommandations publiques, indépendantes et non contraignantes, déposeront des plaintes et formuleront des accusations.

Ces organismes n'auront pas compétence dans les domaines électoral, juridictionnel ou du travail. L'organisme établi par le Congrès de l'Union sera chargé d'assurer la conformité des recommandations et accords soumis par les organismes équivalents des différents Etats et d'en réparer les omissions."

339. Entre autres implications de cet amendement, le Président de la Commission nationale a souligné que, à l'avenir, les plaintes concernant des actes commis dans les différents Etats du Mexique seraient examinées par des commissions locales établies à cette fin. Il a indiqué qu'un certain scepticisme avait été exprimé quant à l'impartialité et à l'efficacité de ces commissions; il incomberait donc à celles-ci de gagner la confiance de la société locale en menant une action fructueuse, apolitique et non partisane en faveur de la cause des droits de l'homme.

340. Pendant sa trente-huitième session, le Groupe de travail a rencontré le Président de la Commission nationale, qui a rendu compte des activités de la Commission et indiqué qu'elle avait réussi à élucider un certain nombre de cas.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	210
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	258
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	219
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	47
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	1

a/ Personnes déclarées décédées : 38
 Personnes en liberté : 8
 Personnes libérées : 1

b/ Personnes détenues : 1

MarocRenseignements examinés et transmis au gouvernement

341. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Maroc dans ses 10 rapports précédents à la Commission 1/.

342. Pendant la période considérée, le Groupe de travail, par des lettres datées du 19 juin et du 23 septembre 1992, a communiqué au Gouvernement marocain deux cas de disparition nouvellement signalés.

343. Dans la première lettre, le Groupe de travail appelait l'attention du gouvernement sur neuf cas qui lui avaient été précédemment transmis et sur lesquels des sources non gouvernementales avaient fourni de nouveaux renseignements. En outre, le gouvernement a été informé que grâce aux précisions reçues des sources d'information, le Groupe de travail considérait que 13 cas de disparition étaient élucidés.

344. Il était toutefois particulièrement préoccupé par les 202 cas en suspens transmis par le passé et qui n'avaient pas encore trouvé de solution. Une fois de plus, le Groupe de travail a appelé l'attention du Gouvernement marocain sur cette question dans une lettre datée du 4 septembre 1992 où il précisait que, pour pouvoir s'acquitter de la mission qui lui avait été confiée par la Commission des droits de l'homme, le Groupe avait absolument besoin que le gouvernement coopère avec lui d'urgence pour faire la lumière sur les cas en suspens au sujet desquels aucun renseignement n'avait jamais été reçu en neuf ans.

345. A propos d'une communication du gouvernement concernant la libération de militaires arrêtés en 1971 et 1972, le Groupe de travail, dans une lettre datée du 19 juin 1992, a demandé au gouvernement de fournir des précisions quant au nom des intéressés, ce qui lui permettrait de considérer les cas mentionnés comme élucidés. Enfin, le Groupe de travail a transmis à sa source d'information une demande de précisions concernant le nom d'une personne.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

346. Les deux cas de disparition transmis au gouvernement en 1992 ont été signalés par Amnesty International et l'Association des parents et amis des disparus du Maroc, qui sont également à l'origine d'informations sur la situation des droits de l'homme dans ce pays. Selon les renseignements reçus, depuis les années 60, les forces marocaines auraient fait de "la disparition" une forme de punition à l'encontre des opposants politiques. Parmi les disparus, il y aurait des centaines de personnes originaires du Sahara occidental qui avaient été arrêtées entre 1975 et 1987, le plus souvent parce qu'elles-mêmes ou des membres de leur famille auraient été des sympathisants notoires ou présumés du Front POLISARIO. En 1991, un grand nombre de personnes qui auraient été incarcérées dans la forteresse de Qal'at M'gouna (nord-ouest de Ouarzazate) et dans un centre de détention secret à Laayoune, avaient été libérées. Elles restaient toutefois sous la stricte surveillance des autorités qui les empêchaient d'établir des contacts avec le monde extérieur.

347. Malgré ces libérations, des centaines d'autres Sahraouis étaient toujours portés disparus. Un autre groupe de disparus aurait été détenu pendant des années dans un centre secret du nom de Tazmamart. Ce centre aurait été démoli par le gouvernement en 1991 et un certain nombre de prisonniers auraient été relâchés. On était toutefois sans nouvelles de certains d'entre eux. Néanmoins, un an après la fermeture du centre de détention secret de Tazmamart et la libération de la plupart des 30 prisonniers survivants, le Gouvernement marocain continuait de garder le silence au sujet des 33 autres prisonniers qui étaient morts dans ce centre. Plus de la moitié des prisonniers détenus à Tazmamart dans des conditions d'isolement total étaient morts de maladies dues au manque d'hygiène et d'aliments et à l'absence de soins, notamment médicaux; la plupart d'entre eux étaient morts des années après l'expiration de leur peine.

348. Les survivants avaient été libérés au bout de 18 années de détention clandestine dans des conditions inhumaines, pendant lesquelles ils avaient été tenus complètement isolés du monde extérieur. Ils souffraient tous de graves séquelles physiques et psychologiques de caractère permanent et continuaient de manquer des soins médicaux nécessaires pour soigner les maladies causées par les années de détention à Tazmamart. En outre, en les relâchant les autorités leur auraient dit de ne jamais parler de ce qui leur était arrivé à Tazmamart s'ils voulaient éviter qu'eux-mêmes et leur famille aient de graves ennuis; ils demeuraient sous étroite surveillance.

349. Les 18 années de détention dans les conditions qui étaient celles de la prison de Tazmamart avaient laissé les survivants physiquement très éprouvés au point qu'un retour à la vie normale était impossible. La plupart d'entre eux mesuraient actuellement de 10 à 20 centimètres de moins qu'avant leur arrivée à Tazmamart, ils souffraient de la colonne vertébrale et leur vue s'était détériorée. Les séquelles psychologiques laissées par les épreuves qu'ils avaient subies étaient irrémédiables et ils continuaient à vivre sous la menace des représailles qui seraient exercées contre eux-mêmes et leur famille s'ils parlaient de leur vie à Tazmamart. La plupart d'entre eux ne pouvaient obtenir les soins médicaux nécessaires pour les aider à se réadapter à une vie normale. Aucune enquête n'avait été menée quant à la manière dont les prisonniers de Tazmamart avaient pu être détenus dans un centre secret et dans des conditions qui mettaient leur vie en péril pendant 18 ans, non plus que sur les circonstances dans lesquelles 33 d'entre eux étaient décédés. Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a soulevé la question de Tazmamart lorsqu'il a examiné le rapport du Maroc sur l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en novembre 1990. Les représentants du Maroc ont dit à cette occasion que le nom de Tazmamart ne figurait sur aucune liste officielle de prisons. Ce n'est qu'en juillet 1992 que le roi Hassan a reconnu l'existence du centre de détention dans une interview donnée au journal français Libération.

350. Selon les renseignements reçus, les quatre centres de détention suivants, situés dans le sud du Maroc, semblaient avoir remplacé Tazmamart : Kalaât el Caïd Abdellah, Ksar Aït Chaïr, Oued El Maleh et Oued Ounil. Les familles de certains disparus pensaient que ceux-ci y étaient détenus.

351. Selon une autre source d'information, depuis l'arrivée au Maroc de déserteurs d'origine saharienne, les autorités marocaines ont formulé toute une série d'allégations concernant la situation régnant dans les camps de réfugiés sahraouis proches de Tindouf (Algérie). Des réfugiés y seraient détenus et on les empêcherait de quitter les camps. L'organisation Centre Europe-Tiers Monde a mené une enquête dans les camps sahraouis en septembre 1992 et a pu, notamment, élucider un cas supposé de disparition et de détention dans l'un des camps. La personne portée disparue a été finalement retrouvée et identifiée; elle vivait librement à 500 km de la zone de Tindouf et exerçait son activité habituelle de pasteur nomade.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

352. Dans une note verbale datée du 30 septembre 1992, la Mission permanente du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a fourni de longues explications sur l'enquête menée par son gouvernement au sujet des cas de disparition concernant des Sahraouis.

353. Elle a indiqué que, conscient de l'insuffisance et de l'imprécision des informations transmises concernant les cas des personnes sahraouies présumées disparues au Maroc et sachant pertinemment qu'un grand nombre de ces personnes avaient été ou seraient encore séquestrées par le Front POLISARIO, le Gouvernement marocain, soucieux de coopérer avec le Groupe de travail, avait chargé les autorités administratives et judiciaires compétentes de mener des enquêtes afin de répondre aux préoccupations exprimées par le Groupe de travail concernant les allégations de disparition susmentionnées.

354. Le gouvernement regrettait toutefois que les éléments d'information et les observations communiqués dans sa note du 3 décembre 1991 ainsi que dans d'autres réponses n'aient pas été suffisamment pris en compte dans les observations du Groupe de travail, lesquelles privilégiaient les informations et les réactions émanant de l'Association des parents des prisonniers et détenus sahraouis (AFAPREDESA), sa source d'information.

355. Le gouvernement indiquait, comme il l'avait fait à d'autres occasions, notamment dans ses réponses à des demandes d'information du Centre pour les droits de l'homme, que l'AFAPREDESA, auteur des allégations transmises au Groupe de travail et à diverses ONG, était notoirement connue comme étant organiquement liée au Front POLISARIO. D'autre part, le gouvernement tenait à rappeler qu'il avait indiqué au Groupe de travail que les investigations concernant les allégations de disparitions de Sahraouis au Maroc ne pourraient aboutir que dans la mesure où des informations plus précises au sujet des personnes concernées, telles que lieu de naissance ou numéro de carte d'identité, étaient fournies. Les Sahraouis présumés disparus au Maroc étaient souvent inconnus des autorités marocaines. Il était probable que certaines de ces personnes vivaient dans des zones relevant des deux Etats limitrophes du Maroc ou qu'elles étaient retenues contre leur volonté dans les camps du POLISARIO.

356. En réponse aux allégations d'organisations non gouvernementales, la délégation marocaine, dans la déclaration qu'elle avait faite lors de la quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme, avait appelé l'attention sur le témoignage d'une responsable du CETIM qui avait reconnu "avoir réussi à retrouver dans les camps du POLISARIO des personnes annoncées comme étant disparues". Cet aveu corroborait clairement les observations du Maroc suivant lesquelles les personnes portées disparues étaient en réalité séquestrées dans les camps de Tindouf. Une déclaration a été faite à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa quarante-quatrième session, en août 1992, par une femme qui aurait passé plus de 17 ans dans l'un des camps de Tindouf, un centre de détention pour femmes, où des douzaines d'autres femmes - mères célibataires, réfugiées et opposantes politiques - étaient détenues dans des conditions d'hygiène déplorables et maltraitées. Un grand nombre d'enfants y étaient morts d'extrême dénuement. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu l'année dernière, le POLISARIO avait empêché bien des civils et des militaires détenus dans les camps de Tindouf de partir et de retourner chez eux. En conséquence, soucieux d'entretenir une coopération étroite avec le Groupe de travail, le gouvernement, dans une note verbale datée du 9 octobre 1992, lui demandait de fournir des renseignements plus précis sur les allégations de disparition de personnes originaires du Sahara au Maroc, en particulier concernant leur lieu de naissance et leur numéro de carte d'identité.

357. Dans une autre note verbale datée du 25 novembre 1992, le Gouvernement marocain indiquait que le Ministère de la justice avait catégoriquement nié que le Maroc fasse de la "disparition" une forme de punition à l'encontre des opposants politiques. La détention de Sahraouis dans des forteresses ou des centres secrets où ils n'avaient aucun contact avec le monde extérieur était une méthode que le Gouvernement marocain désapprouvait et qu'il n'avait jamais songé à appliquer sur son propre territoire.

358. Enfin, par une note verbale du 7 octobre 1992, le Gouvernement marocain a formulé des observations sur les considérations préliminaires du Groupe de travail concernant la question de l'impunité.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	204
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	230
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	1
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement	0
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales a/	26

a/ Personnes décédées : 4
Personnes libérées : 22

Mozambique

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

359. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Mozambique dans ses quatre derniers rapports à la Commission 1/.

360. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au Gouvernement mozambicain le cas qu'il lui avait précédemment transmis. Celui-ci n'ayant pas répondu, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser un nouveau rappel au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, il a précisé que pour pouvoir s'acquitter de la mission que lui avait confiée la Commission des droits de l'homme, le Groupe de travail avait absolument besoin que le gouvernement coopère d'urgence avec lui afin d'élucider le cas en suspens au sujet duquel aucun renseignement n'avait jamais été reçu en quatre ans. Au moment de l'adoption du présent rapport, aucune réponse à cette lettre n'avait été reçue. Le Groupe est donc toujours dans l'impossibilité de dire ce qu'il est advenu de la personne portée disparue.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	1
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	1
IV.	Cas élucidés par les réponses du gouvernement	0

Myanmar

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

361. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Myanmar dans son rapport précédent à la Commission 1/.

362. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement le cas en suspens qui lui avait été précédemment transmis. Un cas au sujet duquel la source d'information n'avait pas communiqué d'autres observations a été considéré comme élucidé à la trente-huitième session du Groupe de travail grâce à des renseignements fournis par le gouvernement.

363. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a informé le gouvernement d'allégations de nature générale qu'il avait reçues concernant le phénomène des disparitions dans le pays ou la suite donnée aux cas non encore élucidés.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

364. Le Groupe de travail a reçu des renseignements émanant d'Amnesty International, d'Asia Watch, du Lawyers Committee for Human Rights et d'autres organisations. D'après ces sources, de nombreux cas de disparition se seraient produits au Myanmar en 1992; toutefois, on ne disposait pas de renseignements à leur sujet étant donné qu'il était très difficile de les faire connaître à l'étranger. Seraient notamment victimes de disparition des dirigeants de l'opposition politique élus au Parlement lors des élections de mai 1991, des dirigeants de minorités ethniques, des étudiants et autres civils qui avaient critiqué le gouvernement militaire ainsi que des particuliers qui avaient refusé d'être déplacés de force et/ou étaient enrôlés dans l'armée comme porteurs, hommes de peine ou même "déblayeurs de mines humains", et des femmes qui auraient tenté d'empêcher des agents de l'Etat de les violer.

365. Selon les sources d'information, des milliers de personnes avaient quitté le pays en raison de la situation dans le domaine des droits de l'homme et avaient cherché asile dans des pays voisins, y compris la Thaïlande, le Bangladesh, l'Inde, la Chine et la Malaisie. Au cours de la période considérée, jusqu'à 250 000 personnes originaires de l'Etat d'Arakan, au nord du pays, connues sous le nom de Rohingyas et essentiellement de confession musulmane, avaient cherché refuge au Bangladesh. Bien qu'un programme de rapatriement ait été mis en place par le gouvernement, un grand nombre de ces réfugiés avaient refusé de rentrer chez eux, malgré l'extrême précarité de leur situation, car ils craignaient d'être maltraités à leur retour.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

366. Par une note verbale datée du 20 novembre 1992, la Mission permanente du Myanmar auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a transmis une réponse du gouvernement concernant deux cas de disparition en suspens et noté qu'un cas devait être considéré comme élucidé. Selon cette lettre, les allégations de nature générale reçues d'organisations non gouvernementales et transmises par le Groupe de travail étaient hâtives et dénuées de fondement.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	1
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	2
IV.	Cas élucidés par une réponse du gouvernement	1

Népal

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

367. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Népal dans ses cinq rapports précédents à la Commission 1/.

368. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au Gouvernement népalais les quatre cas qui lui avaient été transmis par le passé. Aucune réponse n'ayant été reçue, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser un nouveau rappel au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, il a précisé que, pour être en mesure de s'acquitter de la mission que lui avait confiée la Commission des droits de l'homme, le Groupe de travail avait absolument besoin que le gouvernement coopère d'urgence avec lui afin d'élucider les cas en suspens susmentionnés, au sujet desquels aucun renseignement n'avait jamais été reçu en sept ans. Au moment de l'adoption du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue à la lettre du Groupe de travail. Celui-ci se trouve donc toujours dans l'impossibilité de dire ce qu'il est advenu des personnes disparues.

369. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a informé le gouvernement d'allégations de nature générale qu'il avait reçues concernant le phénomène des disparitions dans le pays ou la suite donnée aux cas non encore élucidés.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

370. Certaines organisations non gouvernementales ont indiqué que, si le nombre de violations des droits de l'homme signalées avait diminué pendant l'année en cours et si aucun nouveau cas de disparition n'avait été mentionné depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement intérimaire en 1990, la plupart des cas anciens de disparition, qui s'étaient produits soit au milieu des années 80, soit au moment du Mouvement pour le rétablissement de la démocratie, dans les années 90, restaient non élucidés. En outre, les responsables de disparitions passées ou autres violations n'avaient pas été traduits en justice.

371. Certaines mesures encourageantes avaient été prises. Peu après les élections tenues en mai 1991, le gouvernement a adhéré au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Protocole facultatif s'y rapportant, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. La nouvelle Constitution, élaborée en 1990 pendant le gouvernement intérimaire du premier ministre Krishna Prasad Bhattarai, assurait une protection accrue contre les violations des droits de l'homme; pourtant, les dérogations autorisées au titre d'états d'exception pourraient encore contribuer à créer une situation d'ensemble susceptible de favoriser le phénomène des disparitions. En outre, les garanties juridiques et de procédures nécessaires à l'application de ces nouvelles normes n'avaient pas encore été élaborées.

372. Il a également été signalé que le gouvernement intérimaire avait créé une Commission chargée d'enquêter sur les cas anciens de disparition. Mais aucune enquête indépendante n'avait encore été menée concernant les conclusions de la Commission, son rapport n'avait pas été rendu public et aucun responsable présumé de disparition n'avait été traduit en justice.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	4
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	5
IV.	Réponses du gouvernement	0
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>a/</u>	1

a/ Personne libérée : 1

Nicaragua

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

373. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Nicaragua dans ses 12 rapports précédents à la Commission 1/.

374. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Toutefois, par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens. Aucune réponse ne lui étant parvenue, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser un nouveau rappel au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe de travail a précisé que, pour pouvoir s'acquitter de la mission que lui avait confiée la Commission des droits de l'homme, le Groupe avait absolument besoin que le gouvernement coopère d'urgence avec lui afin d'élucider les cas au sujet desquels aucun renseignement n'avait jamais été reçu en sept ans.

375. Au moment de l'adoption du présent rapport, aucune réponse à cette demande n'avait été reçue. Le Groupe de travail est donc toujours dans l'impossibilité de dire ce qu'il est advenu des personnes disparues.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	101
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	232
IV.	Réponses du gouvernement :	
a)	Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	175
b)	Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	112
V.	Cas élucidés par les sources non gouvernementales <u>b/</u>	19

-
- a/ Personnes en prison : 7
Personnes décédées : 64
Personnes en liberté : 16
Personnes ayant rejoint les forces contre-révolutionnaires : 12
Personnes enlevées par les forces contre-révolutionnaires : 2
Pêcheurs salvadoriens non détenus dans le pays : 11
- b/ Personnes décédées au cours d'affrontements armés : 11
Personnes en liberté : 4
Personnes en prison : 2
Personnes vivant à l'étranger : 1
Personnes ayant rejoint un groupe de rebelles : 1

Nigéria

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

376. Pendant la période considérée, le Groupe de travail a transmis par télégramme au Gouvernement nigérian, en vertu de la procédure d'intervention immédiate, trois cas de disparition nouvellement signalés qui se seraient produits en 1992. Aucune réponse n'a été reçue jusqu'à présent.

377. Les cas transmis au gouvernement ont été signalés par the International Organization Against Torture et ils concernent un avocat et président de l'Association nationale des avocats démocratiques et deux autres militants des droits de l'homme, dirigeants du Comité pour la défense des droits de l'homme et de la Campagne pour la démocratie, coalition rassemblant diverses organisations politiques et de défense des droits de l'homme. Leur arrestation aurait suivi deux jours de manifestation contre le régime militaire au Nigéria. La police aurait procédé à ces arrestations.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	3
II.	Cas en suspens	3
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	3
IV.	Réponses du gouvernement	0

Pakistan */

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

378. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Pakistan dans ses trois rapports précédents à la Commission 1/.

379. Pendant la période considérée, aucun cas de disparition n'a été transmis au Gouvernement pakistanais. Par une lettre datée du 15 décembre 1992, le Groupe de travail a transmis de nouveau au gouvernement un total de huit cas au sujet desquels des renseignements supplémentaires avaient été reçus des sources d'information. Par des lettres datées du 19 juin et du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens qui lui avaient été transmis par le passé.

380. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a informé le gouvernement d'allégations de nature générale qu'il avait reçues concernant le phénomène des disparitions dans le pays ou la suite donnée aux cas non encore élucidés.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

381. Des informations de nature générale concernant des disparitions ont été fournies au Groupe de travail par le Pakistan People's Party, Amnesty International et des proches de personnes disparues. Selon ces sources, les moudjahidin Afghans détenaient de nombreux prisonniers dans des centres de détention situés en territoire pakistanais, avec l'assentiment des autorités. On estimait qu'environ un millier de personnes étaient emprisonnées dans des lieux tels que Shamshatoo, Munda et Warsak près de Peshawar avant le récent changement de gouvernement en Afghanistan. La majorité de ces personnes, dont la disparition avait été portée à l'attention des autorités pakistanaises, seraient détenues dans le centre de Shamshatoo qui relèverait du Hezbe Islami (Hikmatyar).

*/ M. Agha Hilaly n'a pas pris part aux décisions relatives à cette sous-section du rapport.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

382. Dans une note verbale datée du 14 mai 1992, le gouvernement a informé le Groupe de travail, à propos d'une personne disparue de nationalité afghane, que celle-ci avait sans doute été enlevée pour des raisons politiques étant donné qu'elle aurait professé des idées opposées à celles d'un groupe rival auquel on imputait ledit enlèvement, bien que ce groupe démente l'accusation avec véhémence. Aucun fait précis concernant la responsabilité de l'enlèvement n'aurait été établi par les autorités.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	15
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	15
IV.	Réponses du gouvernement	1

Paraguay

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

383. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Paraguay dans ses dix derniers rapports à la Commission 1/.

384. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Toutefois, par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement les trois cas non encore réglés. Aucune réponse n'ayant été reçue, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser un autre rappel au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe de travail a précisé que pour s'acquitter de la mission qui lui avait été confiée par la Commission des droits de l'homme, le Groupe avait absolument besoin que le gouvernement coopère d'urgence avec lui afin d'élucider les cas au sujet desquels aucun renseignement n'avait jamais été reçu en sept ans.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

385. Par une note verbale datée du 23 novembre 1992, le gouvernement a indiqué que l'enquête se poursuivait au sujet des trois cas en suspens et que plusieurs personnes avaient été récemment priées de témoigner devant le juge chargé de l'enquête.

386. Le Groupe a également reçu du Gouvernement paraguayen une réponse concernant ses considérations préliminaires sur la question de l'impunité.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	3
III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	23
IV.	Réponses du gouvernement :	
a)	Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	23
b)	Cas élucidés par les réponses du gouvernement a/	20

a/ Personnes arrêtées ou enlevées en Argentine : 5
Personnes arrêtées et expulsées vers le Brésil : 4
Personnes détenues et remises en liberté : 4
Personnes transférées en Argentine : 2
Personnes transférées en Uruguay : 2
Personnes décédées : 1
Personnes vivant à l'étranger : 2

Pérou */

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

387. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Pérou dans ses 11 rapports précédents à la Commission 1/.

388. Pendant la période considérée, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement péruvien 339 cas de disparition nouvellement signalés dont 151 se seraient produits en 1992; 119 de ces cas ont été transmis par télégramme en vertu de la procédure d'intervention immédiate et 28 d'entre eux ont été élucidés en 1992. Le Groupe a par ailleurs transmis de nouveau au gouvernement 38 cas au total, assortis de renseignements complémentaires ou d'observations sur les réponses du gouvernement émanant des sources d'information.

*/ M. Diego Garcia-Sayán n'a pas pris part aux décisions relatives à cette sous-section du rapport.

389. Par des lettres datées du 19 juin et du 13 décembre 1992, le gouvernement a été informé que 54 cas étaient maintenant considérés comme élucidés, 18 grâce à ses réponses et 36 grâce à des renseignements complémentaires fournis par les sources d'information. Le gouvernement a en outre été informé que le Groupe avait appliqué la règle des six mois à 35 cas. Par des lettres datées du 25 janvier et du 17 juillet 1992, le Groupe a rappelé au gouvernement des cas de disparition qui lui avaient été transmis au cours des six derniers mois en vertu de la procédure d'intervention immédiate. Par une lettre datée du 19 juin 1992, il lui a rappelé tous les cas en suspens. Par une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a informé le gouvernement d'allégations de nature générale qu'il avait reçues concernant le phénomène des disparitions dans le pays ou la suite donnée aux cas non encore élucidés.

390. Conformément à la résolution 1992/59 de la Commission des droits de l'homme, le Groupe de travail a envoyé au Gouvernement péruvien un télégramme "d'intervention rapide" demandant qu'une protection soit assurée à quatre membres des services du Procureur général qui étaient chargés de l'enquête dans l'affaire de paysans disparus dont les cadavres avaient été retrouvés par la suite et identifiés par des membres de leur famille. Il a également envoyé un télégramme analogue au nom du dirigeant d'une association de proches de personnes disparues.

Suite donnée aux observations et recommandations formulées par le Groupe de travail au cours de ses visites au Pérou en 1985 et 1986

391. Conformément au paragraphe 11 de la résolution 1992/30 de la Commission, le Groupe de travail a adressé au Gouvernement péruvien une lettre, datée du 23 septembre 1992, contenant un certain nombre de questions relatives à la suite donnée aux observations et aux recommandations que le Groupe avait formulées dans ses deux rapports sur ses visites dans le pays. Ces questions portaient sur les domaines suivants : a) sanctions prévues par la loi lorsque les autorités militaires ou leurs subordonnés, contrairement aux instructions qu'ils ont reçues, n'autorisent pas des membres des services du Procureur général à pénétrer dans des installations militaires; b) mesures prises pour appuyer l'action de l'appareil judiciaire; c) juridiction chargée de connaître des délits commis par les forces de défense civile; d) règles régissant les activités des forces de défense civile; e) formation donnée à ces forces et supervision de leur action; f) dossiers ou registres de détention et possibilité qu'ont les familles de personnes disparues de les consulter.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

392. Des renseignements sur des cas de disparition et des informations de nature générale sur la situation au Pérou ainsi que des rapports sur des missions effectuées dans ce pays à propos de questions liées aux droits de l'homme ont été reçus d'Amnesty International, de l'Association pour les droits de l'homme (APRODEH), de l'Association nationale des familles de détenus enlevés ou disparus dans les zones où l'état d'urgence a été décrété (ANFASEP), du Centre d'études et d'action pour la paix (CEAPAZ), de la Commission épiscopale d'action sociale (CEAS), de l'Organe national de

coordination pour les droits de l'homme (CNDDH) et de la Fédération latino-américaine des associations des familles des détenus disparus (FEDEFAM). Plusieurs autres organisations de par le monde ont également envoyé des demandes d'action concernant des cas individuels qui s'étaient produits au Pérou et avaient été précédemment signalés par des organisations locales.

393. Cent cinquante et un des cas transmis se seraient produits en 1992 et 158 se seraient produits en 1991. Ces disparitions seraient imputables à l'armée, à la police (y compris ses différents services spécialisés tels que la Brigade antiterroriste - DIRCOTE - et ses différents corps comme la Policía Técnica et la Policía General), à un service de sécurité ou corps spécialisé de l'armée et à des groupes de défense civile.

394. Plusieurs organisations ont également signalé que le gouvernement avait créé une nouvelle source d'insécurité et de malaise politique en violant la Constitution dans un pays où sévissaient déjà le terrorisme et le trafic de stupéfiants. Le décret-loi No 25418 du 5 avril 1991, adopté par l'exécutif le 6 avril 1992, prévoyait la dissolution du Congrès, suspendait tous les articles de la Constitution et les lois contraires aux mesures contenues dans le décret-loi et énonçait les objectifs du gouvernement d'urgence et de reconstruction nationale nouvellement instauré. Cette mesure de l'exécutif, qui a été mise en oeuvre par les forces militaires, a mis fin aux travaux des commissions parlementaires de défense des droits de l'homme.

395. Outre un décret-loi qui établissait la responsabilité pénale des personnes âgées de 15 à 18 ans pour des délits liés au terrorisme, le décret-loi 25659 du 13 août 1992 disposait, s'agissant de délits assimilés au terrorisme, que pendant l'enquête et le jugement desdits délits, les détenus ne pouvaient se prévaloir du recours en habeas corpus.

396. En mai 1992, l'exécutif a décidé de déroger à un certain nombre de dispositions du Code pénal, dont celles définissant et punissant le crime de disparition forcée. Le 2 juillet, il a adopté un décret réaffirmant le caractère délictueux de cet acte. Ce texte, comme le précédent, prévoit que s'exposait à des sanctions tout agent des pouvoirs publics qui privait une personne de sa liberté en ordonnant ou en exécutant toute mesure aboutissant à la disparition de cette personne. La définition du délit et les sanctions dont étaient passibles ceux qui en étaient reconnus responsables étaient exactement les mêmes que celles prévues dans le Code pénal; la principale différence était que, au titre des nouvelles dispositions, la disparition devait être prouvée "de manière concluante". D'un point de vue juridique, cette disposition pouvait sembler redondante. Toutefois, les juges pouvaient l'interpréter comme signifiant que des preuves indirectes ou par présomption, par exemple le témoignage de proches, qui étaient généralement les seules preuves existant dans ce genre d'affaire, ne suffisaient pas à prouver "de manière concluante" qu'il y avait eu disparition.

397. La majorité des victimes de disparition continuaient à être des membres de communautés paysannes vivant dans les régions où opéraient des groupes armés d'opposition. La responsabilité des disparitions semblait incomber aux commandements militaires des zones en question. Selon de nombreux témoins oculaires, les arrestations qui se soldaient par des disparitions étaient

en général le fait de militaires ou de policiers en uniforme ou de groupes de défense civile relevant de l'armée. Si des groupes de défense civile semblaient parfois mener des opérations, y compris des enlèvements et des arrestations, de leur propre chef, les preuves obtenues dans certains cas ont montré qu'ils conduisaient généralement leurs prisonniers dans des casernes.

398. Bien que le Commandement conjoint des forces armées à Lima fût sensé tenir un registre central des détenus, l'armée continuait de ne signaler la détention d'un prisonnier qu'à partir du jour où la garde de celui-ci était transférée à la police. Etant donné que les proches des personnes disparues, leurs avocats ou le Procureur ne pouvaient pas consulter le registre, les renseignements qui leur étaient donnés dans les casernes ou les postes de police ne pouvaient pas être vérifiés.

399. L'un des principaux facteurs contribuant à la persistance des violations des droits de l'homme commises à l'encontre de civils non armés tenait au fait que, dans la grande majorité des cas, aucune enquête sérieuse n'avait été menée; les auteurs présumés de ces violations n'avaient que très rarement été traduits en justice et un seul verdict de culpabilité avait été prononcé par un tribunal militaire, dans le cas d'un ancien officier de l'armée reconnu coupable du meurtre de 30 paysans à Accomarca, district d'Ayacucho, en août 1985.

400. Le pouvoir judiciaire et le ministère public ne semblaient pas pouvoir faire face au grand nombre de cas qui leur étaient signalés et s'acquittaient souvent de leur tâche superficiellement, en raison soit du manque de ressources soit du peu de coopération que leur apportaient les autorités administratives et militaires, notamment dans les zones où l'état d'exception était en vigueur. Des institutions nouvellement créées pour enquêter sur les violations des droits de l'homme, comme le Bureau de la pacification et des droits de l'homme de la Police nationale et autres services analogues établis au sein du Ministère de l'intérieur, semblaient alourdir la bureaucratie sans témoigner d'une véritable volonté politique du gouvernement de mettre fin aux violations des droits de l'homme. Le ferme appui du ministère public et du pouvoir judiciaire aux enquêtes menées pourrait y contribuer plus utilement.

401. S'agissant des groupes de défense civile, certaines sources jugeaient inquiétantes la politique du gouvernement qui distribuait des fusils aux paysans membres de ces groupes. Selon elles, les armes, que les paysans étaient obligés d'accepter, augmentaient le risque qu'ils soient un jour victimes de violence et les forçaient à choisir un camp pour se protéger, d'où le risque accru que les groupes terroristes commettent de nouvelles brutalités et intimident des civils non armés (femmes, enfants et personnes âgées) liés aux membres des forces de défense civile. Il a été suggéré que la violence ne cesserait que lorsque le gouvernement renoncerait à sa politique de violence pour appliquer une politique de développement.

402. Toutes les organisations non gouvernementales ont reconnu que le Pérou vivait une situation d'extrême violence et que les activités terroristes des groupes armés d'opposition étaient l'un des principaux facteurs contribuant au climat d'insécurité dans le pays. On a toutefois été d'avis que le

renforcement des institutions démocratiques et l'indépendance du pouvoir judiciaire, ainsi que la fourniture des fonds nécessaires pour assurer la protection des juges et des procureurs et leur permettre de s'acquitter de leur mission contribueraient à renforcer l'efficacité de l'action qu'ils mènent pour poursuivre et châtier les auteurs d'actes de violence.

403. On a aussi été d'avis qu'une participation accrue des autorités civiles et de la population en général à la conduite de l'administration civile et du gouvernement, de préférence à une solution militaire, inciterait la population à soutenir davantage les activités antiterroristes et contribuerait à diminuer le coût social du règlement du conflit.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

404. A propos des questions que le Groupe de travail a posées au gouvernement dans une lettre relative aux observations et recommandations contenues dans son rapport sur les visites qu'il a effectuées au Pérou en 1985 et 1986, le gouvernement, dans une note verbale datée du 15 mai 1992, a évoqué les nouvelles lois et autres mesures adoptées conformément auxdites recommandations. Il a fait état, notamment, des lois suivantes : une directive présidentielle concernant le respect des droits de l'homme, adoptée par le Conseil des ministres le 12 novembre 1991; le décret législatif No 665 du 2 septembre 1991 autorisant les représentants des services du Procureur général à pénétrer dans les locaux militaires et les postes de police pour vérifier s'il s'y trouvait des détenus; le décret suprême No 064-91.DE/SG du 8 novembre 1991, concernant les procédures à observer pour faciliter le déploiement des opérations dans des zones d'urgence de manière à garantir le respect et la protection des droits de l'homme; les résolutions ministérielles portant création de bureaux des droits de l'homme et d'un Comité national des droits de l'homme relevant du Ministère de l'intérieur.

405. Le gouvernement a également indiqué qu'il avait nommé des inspecteurs chargés des questions relatives aux droits de l'homme, qui étaient autorisés à pénétrer dans les locaux de la police, les préfectures, les installations militaires et tout centre de détention situé dans des zones d'urgence pour enquêter sur la situation de prisonniers ou de personnes portées disparues. Il a ajouté que des instructions avaient été données par le Commandement conjoint des forces armées concernant la protection des droits de l'homme et l'accès des autorités judiciaires et du personnel des services du Procureur général aux installations militaires.

406. S'agissant des mesures prises pour garantir que les agents de l'Etat et les fonctionnaires chargés de l'application des lois impliqués dans des cas de disparition rendaient compte de leurs actes, le gouvernement a répondu que tous les cas de violation des droits de l'homme liés à des disparitions qui relevaient du Ministère de la défense faisaient l'objet d'enquêtes approfondies. Malheureusement, bien des renseignements concernaient des cas de disparition qui étaient imputables à des groupes subversifs et au sujet desquels il était difficile de faire la lumière de manière concluante étant donné la clandestinité dans laquelle ces groupes opéraient.

407. Conformément à la loi sur l'organisation des services du Procureur général et à la loi sur l'organisation du pouvoir judiciaire, les services du Procureur général et le pouvoir judiciaire étaient tous deux tenus de mener les enquêtes nécessaires. Si un membre des forces armées ou de la police nationale était impliqué, l'intéressé devait comparaître devant un tribunal spécial dans tous les cas où il était présumé avoir commis le délit dans l'exercice de ses fonctions officielles.

408. S'agissant des pressions, menaces ou représailles exercées à l'encontre du pouvoir judiciaire, le gouvernement a indiqué que les groupes recourant à la violence, par l'usage de la terreur et de moyens extrêmement brutaux, parvenaient fréquemment à libérer des membres d'organisations subversives au moment où ils étaient traduits en justice. Il a ajouté que l'indépendance du pouvoir judiciaire était expressément reconnue dans la Constitution politique de l'Etat et qu'il appartenait au Ministère de l'intérieur d'assurer la protection des membres de l'appareil judiciaire.

409. Le gouvernement a indiqué par ailleurs que les détentions dans les zones d'urgence étaient surveillées et enregistrées sur place et que des rapports quotidiens étaient envoyés à ce sujet au Commandement conjoint des forces armées. Ces rapports étaient regroupés et envoyés au Ministère de la défense pour qu'il informe les services concernés. Le traitement des détenus faisait l'objet d'instructions précises données aux divers niveaux des forces armées et de la police nationale en vue d'assurer le respect des normes internationales en la matière. En outre, on avait élaboré des programmes d'éducation dans le domaine des droits de l'homme qui seraient inclus dans les programmes d'études des officiers, des aspirants, du personnel auxiliaire et des soldats et un plan national visant à diffuser et à faire connaître la Constitution politique du Pérou et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme était en cours d'exécution.

410. Enfin, le gouvernement a indiqué que deux décrets suprêmes réglementaient les visites effectuées par des autorités dans des installations militaires et de police, notamment les visites de représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dont le travail avait été facilité puisqu'ils avaient été autorisés à se rendre dans des centres de détention de toute nature.

411. Par une note verbale datée du 7 juillet 1992, la Mission permanente du Pérou a informé le Groupe de travail que le gouvernement avait adopté le décret-loi 25592 intitulé "Sanctions auxquelles s'expose tout fonctionnaire qui prive une personne de sa liberté en ordonnant ou en menant une action qui aboutit à sa disparition". Les peines prévues dans le décret-loi n'étaient pas inférieures à 15 ans de prison, l'intéressé était automatiquement démis de ses fonctions et il était notamment prévu que la police devait immédiatement communiquer la plainte au procureur, qui procédait à une enquête.

412. Dans une lettre datée du 10 novembre 1992, le Gouvernement péruvien a fourni des précisions en réponse aux questions posées par le Groupe de travail dans sa lettre du 23 septembre 1992. A la trente-huitième session du Groupe de travail, le représentant permanent du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a évoqué les mêmes questions au cours d'une réunion avec le Groupe. Dans sa note verbale comme par la voix de son représentant,

le gouvernement indiquait que dans les renseignements qui lui étaient transmis ne figuraient ni le numéro de la carte d'électeur de la personne disparue ou d'autres documents d'identité ni mention des services du procureur, du poste de police ou du poste militaire auprès desquels la plainte correspondante avait été déposée.

413. Quant au nombre de réponses transmises par le Gouvernement péruvien et au nombre de cas élucidés, le gouvernement, contrairement au Groupe de travail, ne concluait pas que les enquêtes étaient plus lentes ou que le nombre de cas élucidés avait diminué. En fait, la mise en place de mécanismes chargés d'assurer le suivi des plaintes déposées auprès de diverses institutions nationales donnait de bons résultats et on avait constaté que chaque cas était identifié et que l'enquête commençait plus tôt en dépit du fait que les renseignements envoyés par le Centre pour les droits de l'homme étaient souvent insuffisants. Le nombre de réponses concrètes avait lui aussi augmenté et l'on comptait que cette tendance se confirmerait à mesure que les méthodes de transmission des plaintes et de saisine des autorités compétentes s'amélioreraient.

414. Le gouvernement a indiqué qu'il mettait actuellement en oeuvre un "projet national de registre des détenus". Ce registre contenait une base de données permettant d'identifier correctement toutes les personnes détenues par les services du Ministère de l'intérieur et du Ministère de la défense.

415. Conformément à la résolution 1992/42 de la Commission, le Gouvernement péruvien a adressé plusieurs notes verbales entre le 18 mars et le 2 décembre 1992. Dans ces communications, il faisait rapport sur des actes terroristes commis par deux groupes armés connus sous le nom de Sentier lumineux et de Mouvement révolutionnaire Tupac Amora. Selon ces renseignements, 306 membres des forces de sécurité, 1 029 civils, 329 membres de groupes subversifs et 10 trafiquants de drogue avaient été victimes de la violence au Pérou en 1992. Parmi les civils, figuraient 43 personnes exerçant une profession libérale, 26 hommes d'affaires, 98 travailleurs, 379 paysans, 164 membres de patrouilles rurales, 27 dirigeants de mouvements de base, 210 habitants de bidonvilles, 25 étudiants, 50 agents de l'Etat, 6 étrangers et un membre d'une patrouille urbaine. On estimait à 921,40 millions de dollars en 1992 le coût économique total de la violence. Parmi les crimes des groupes terroristes susmentionnés, étaient particulièrement réprouvés, dans le pays comme à l'étranger, ceux qui avaient pour cibles les dirigeants de mouvements de base qui s'étaient opposés à l'action de ces groupes, tel l'assassinat de Maria Elena Moyano, présidente de la Fédération populaire des femmes de Villa El Salvador, qui avait accusé le Sentier lumineux "d'entraver la mise en oeuvre d'autres méthodes de développement pacifique au moyen de communautés comme Villa El Salvador".

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	112
II.	Cas en suspens	2 327

III.	Total des cas portés à l'attention du gouvernement par le groupe de travail	2 836
IV.	Réponses du gouvernement :	
a)	Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	540
b)	Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	132
V.	Cas élucidés par les sources non gouvernementales <u>b/</u>	377

-
- a/ Personnes détenues : 23
Personnes arrêtées et remises en liberté : 54
Personnes ayant obtenu une carte d'électeur après la date
de leur disparition présumée : 29
Personnes décédées : 16
Personnes en liberté : 7
Personnes enlevées par des rebelles : 1
Personnes évadées d'un centre de détention : 2
- b/ Personnes dont le corps a été retrouvé et identifié : 65
Personnes détenues puis remises en liberté : 243
Personnes emprisonnées : 51
Personnes transportées à l'hôpital après leur arrestation : 2
Personnes en liberté : 13
Personnes enrôlées dans l'armée : 3

Philippines

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

416. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant les Philippines dans ses 10 précédents rapports à la Commission 1/.

417. Durant la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement philippin 24 cas de disparition nouvellement signalés, dont 17 se seraient produits en 1992. En ce qui concerne 16 cas, un télégramme a été envoyé au gouvernement selon la procédure d'intervention immédiate, et l'un de ces cas a été élucidé en 1992.

418. Par des lettres datées des 19 juin, 23 septembre et 15 décembre 1992, il a été notifié au gouvernement que quatre cas étaient considérés comme élucidés, à savoir trois grâce à ses réponses et un grâce à des renseignements complémentaires fournis par les sources d'information. On a également fait savoir au gouvernement que, dans 15 cas, le Groupe considérerait les réponses

de ce dernier comme élucidant complètement les affaires en question, à condition que la source ne formule pas d'observations sur les réponses en question dans un délai de six mois.

419. Par des lettres datées du 25 janvier et du 17 juillet 1992, on a rappelé au gouvernement les communications concernant des cas de disparition qui lui avaient été transmises au cours des six mois précédents selon la procédure d'intervention immédiate. Par une lettre datée du 19 juin, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens.

420. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a communiqué au gouvernement des allégations de caractère général qu'il avait reçues au sujet du phénomène des disparitions ou de la suite donnée aux cas non encore élucidés.

Suite donnée aux observations et recommandations formulées par le Groupe de travail au cours de sa visite aux Philippines en 1990

421. Conformément à une décision prise par le Groupe de travail à sa trente-septième session, une lettre, datée du 21 septembre 1992, a été envoyée au gouvernement comme suite aux observations formulées par le Groupe de travail dans le rapport qu'il avait consacré à la mission effectuée dans le pays en 1990, lettre dans laquelle on posait de nouvelles questions en ce qui concerne les problèmes de fond ainsi que les mesures recommandées par le Groupe. Ces questions avaient trait, en particulier, à ce qui suit : législation concernant les pouvoirs des fonctionnaires publics en matière d'arrestation; poursuites judiciaires visant les fonctionnaires qui ont participé à des actes ayant abouti à la disparition de personnes, ou qui n'ont pas empêché ces actes; mesures prises par le gouvernement pour faire cesser les pratiques stigmatisant les communistes ("red-labelling"), et en ce qui concerne les problèmes relatifs aux registres des détenus, aux lieux de détention clandestins (safe-houses) et aux contrôles ponctuels dans les lieux de détention (recommandations figurant dans le rapport du Groupe de travail paru sous la cote E/CN.4/1991/20/Add.1, par. 168 c) et g)); opérations entreprises par les milices locales des forces armées (Citizens Armed Forces Geographical Units - CAFGU); comportement du personnel militaire envers les représentants des groupes de défense des droits de l'homme ou les associations qui recherchent des personnes disparues dans les camps de détention militaire; et renforcement de la procédure d'habeas corpus.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

422. La majorité des cas de disparition nouvellement signalés l'a été par les organisations suivantes : Task Force Detainees in the Philippines, Amnesty International, Regional Council on Human Rights in Asia, World Organization Against Torture et Commission internationale de juristes. On trouve souvent cités comme responsables le 6ème bataillon d'infanterie, les milices locales des forces armées (Citizens Armed Forces Geographical Units - CAFGU) et des militaires non identifiés. La plupart des personnes qui auraient disparu en 1992 vivaient en milieu rural. Cependant, il y avait aussi parmi elles un ouvrier et un conducteur de camion.

423. En outre, des communications concernant la situation des droits de l'homme dans le pays ont été reçues du Regional Council on Human Rights in Asia, de la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants et de la Philippines Alliance of Human Rights Advocates.

424. Selon des allégations reçues d'organisations non gouvernementales au sujet de la situation des droits de l'homme aux Philippines, malgré les mesures positives prises par le gouvernement pour protéger et favoriser les droits de l'homme, telles que le contrôle de la police par le pouvoir civil, la législation visant à confier aux tribunaux civils les poursuites engagées contre les militaires et les policiers, et la protection des témoins, aucune de ces mesures n'avait été efficace pour ce qui était d'empêcher les violations de droits de l'homme, de traduire en justice les auteurs de violations présumés ou de protéger les témoins et les victimes.

425. En outre, affirmait-on, les forces de sécurité, recourant à des mesures d'intimidation à l'égard des juges, des avocats, des témoins et des plaignants, continuaient de faire obstacle à l'efficacité des enquêtes concernant les violations des droits de l'homme.

426. Des gens continuaient de disparaître; parmi les victimes figuraient certains adhérents d'organisations à vocation juridique, politique ou sociale, accusés d'appartenir à des groupes d'opposition armée présumés servir de "façade" à l'organisation Parti communiste des Philippines/Nouvelle armée populaire (CPP/NPA), organisation déclarée illégale. Toutefois, le phénomène des disparitions n'atteignait pas toutes les régions du pays. Cela dépendait, selon les renseignements reçus, du personnel militaire qui était affecté à la zone considérée, de la participation d'unités paramilitaires et de l'importance qu'avait le mouvement insurrectionnel de la zone en question aux yeux des responsables des unités militaires et/ou paramilitaires.

427. Selon diverses organisations philippines de défense des droits de l'homme, des opérations militaires qui avaient des répercussions sur la population civile avaient été menées sans discontinuer au cours des quelques derniers mois en réaction contre des opérations insurrectionnelles dans des zones telles que la vallée du Marag, le nord de Luzon et Iloilo.

428. Le nouveau budget de défense nationale actuellement proposé par le gouvernement pour 1993 comportait une augmentation de 44 % pour les crédits destinés aux CAFGU. En même temps, le plafond autorisé pour l'effectif de la troupe serait porté à 81 500 éléments réguliers, chiffre presque double de celui de 45 000 hommes autorisés trois ans auparavant. En plus de ce renforcement des CAFGU, le gouvernement s'emploierait à mettre en place dans les grandes villes des forces de police auxiliaires (AFP). Entre autres missions, ces forces auxiliaires devaient avoir pour mission de surveiller les personnes et les véhicules suspects, d'appréhender (sans mandat) les suspects en cas de flagrant délit (Citizen's arrests) et de prêter leur concours aux forces régulières pour disperser les attroupements et maintenir l'ordre.

429. On déclarait en outre qu'il n'existait pas de recours utiles en cas de disparition forcée ou involontaire de personne. Les décisions judiciaires rendaient inopérantes les pétitions en habeas corpus. La Commission philippine des droits de l'homme (PCHR) n'avait pas la confiance des victimes de violations des droits de l'homme, pas plus qu'elle n'avait poursuivi avec succès, dans de nombreux cas, les auteurs de ces violations, tandis que le Comité présidentiel des droits de l'homme n'avait toujours qu'un rôle consultatif et ne possédait aucun pouvoir en matière de poursuites ou de recours.

430. On a fait observer que dans bien des cas les parents des victimes, leurs avocats ou les organisations non gouvernementales, parce qu'ils ne se fiaient guère aux recours officiels, essayaient de retrouver par leurs propres moyens les personnes disparues. On a aussi affirmé que, par crainte d'éventuelles représailles, les parents des victimes s'abstenaient de toute démarche formelle à l'encontre du personnel militaire estimé responsable des faits de disparition.

431. Certaines organisations ont informé le Groupe de travail de l'adoption, en février 1992, de la loi No 7438, relative aux droits des personnes arrêtées. Cette loi, approuvée par la présidente Aquino au mois d'avril 1992, stipulait que les personnes arrêtées, détenues ou en garde à vue devaient toujours être assistées d'un conseil quand elles devaient se rendre dans un camp militaire pour interrogatoire. La loi prévoyait en outre ce qui suit : a) les détenus devaient toujours être informés de leur droit de garder le silence et de leur droit d'avoir le conseil de leur choix; b) les interrogateurs devaient conserver les procès-verbaux, qui devaient être établis sous forme écrite et qui devaient porter la signature ou les empreintes digitales de la personne détenue; c) le détenu devait être autorisé à s'entretenir avec les membres de sa famille immédiate, un médecin, un prêtre, un conseil, une organisation non gouvernementale nationale accréditée auprès de la Commission philippine des droits de l'homme ou une organisation non gouvernementale internationale accréditée auprès de la Présidence de la République; d) tout fonctionnaire, et en particulier tout interrogateur qui n'avait pas informé un détenu de ses droits ou ne lui avait pas fourni d'avocat était passible d'une peine de prison de huit à dix ans ou d'une amende de 6 000 pesos, ou des deux peines à la fois.

432. On s'inquiétait en particulier du fait que, malgré cette loi, la possibilité d'avoir accès à un avocat n'était pas automatiquement accordée aux détenus. En raison de cet état de choses, s'ajoutant aux décisions de la Cour suprême visant à renforcer les pouvoirs de la police et des militaires en matière d'arrestation et de détention, des disparitions risquaient encore davantage de se produire. Cela était attesté par le cas d'une personne que des militaires avaient reconnu avoir convoquée pour un interrogatoire, mais en ajoutant qu'ils l'avaient relâchée le même jour; or, on ne savait toujours pas ce qu'il était advenu de cet homme.

433. On a également souligné que les initiatives positives prises par le gouvernement ainsi qu'il est dit plus haut ne suffisaient pas; il fallait aussi s'attacher de manière soutenue à mettre en oeuvre les réformes et à éliminer tout ce qui favorisait l'impunité dont pouvaient bénéficier les auteurs de violations des droits de l'homme.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

434. Par des lettres datées des 14 janvier, 6 février, 17 mars, 20 et 27 mai, 13, 18 et 31 août, 1er, 21 et 23 septembre, et 23 octobre 1992, ainsi que par une note verbale du 22 mai 1992, le gouvernement a fourni des renseignements au sujet de 15 cas de disparition précédemment portés à son attention par le Groupe de travail. La plupart des ces renseignements ont été transmis par la Commission philippine des droits de l'homme (PCHR). Quatre affaires de disparition ont été considérées comme closes étant donné que ni le nom de la victime ni le lieu de l'arrestation ne pouvaient être déterminés avec certitude. Une autre affaire avait été déclarée close du fait que la disparition était peut-être la conséquence d'un délit mineur. En ce qui concerne sept autres cas de disparition, on avait pu constater que les intéressés avaient été libérés de la garde à vue par les militaires et que cinq d'entre eux avaient retrouvé une vie professionnelle et familiale normale. Dans le cas de cinq villageois appréhendés par des soldats à la suite d'un accrochage avec des insurgés, un certificat établi après la libération de ces personnes attestait que les victimes avaient subi des mauvais traitements physiques et psychologiques et avaient été interrogées pendant quatre nuits. Enfin, l'enquête entreprise au sujet d'un cas de disparition avait conduit à la découverte du cadavre de la victime dans une fosse hâtivement creusée, et la recherche de témoins se poursuivait.

435. Par une note verbale datée du 18 juillet 1991, le Gouvernement philippin a envoyé une réponse au sujet des considérations préliminaires que le Groupe de travail lui avait soumises au sujet de la question de l'impunité.

436. Enfin, par une lettre du 31 août 1992, le gouvernement a transmis au Groupe de travail une communication de la Commission philippine des droits de l'homme (PCHR) concernant les conséquences des actes de violence commis par des groupes armés et des trafiquants de drogue qui semaient la terreur parmi la population (résolution 1992/42 de la Commission).

437. La PCHR soulignait qu'au cours de la période 1990-1992, malgré les pourparlers de paix dont le gouvernement avait pris l'initiative, de graves et persistantes violations des droits de l'homme avaient été commises par l'organisation Parti communiste des Philippines/Nouvelle armée du peuple (CPP/NPA), le Moro National Liberation Front (MNLF) (Front de libération nationale de Moro) et le Mindanao Islamic Liberation Front (Front de libération islamique de Mindanao). Cependant, des violations des droits de l'homme avaient également été attribuées aux CAFGU et aux Civilian Volunteer Organizations (CVO). Parmi les violations des droits de l'homme souvent signalées figuraient les suivantes : incendie, pillage, jet de bombe ou de grenade, vol qualifié, extorsion de fonds, et évacuation ou déplacement forcés de personnes. Par suite de ces violations, plusieurs milliers de personnes auraient été tuées ou blessées au cours d'attaques-surprises ou d'incursions, ou enlevées, emmenées en otages ou molestées de différentes façons. On trouvait des victimes dans toutes les couches de la population philippine. La majorité des victimes étaient des civils, qu'il s'agisse de fonctionnaires, de militants d'organisations altruistes, de travailleurs ruraux ou urbains,

de femmes et d'enfants, ou encore de prisonniers et de détenus. Toutefois, on comptait également parmi les victimes des soldats, des éléments des CAFGU, des policiers militaires et des personnes appartenant à des organisations paramilitaires.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	17
II.	Cas en suspens	517
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	629
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre de cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	571
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	91
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	21

-
- a/ Personnes décédées : 17
Personnes localisées et identifiées : 2
Personnes en prison : 6
Personnes vivant à l'étranger : 2
Détenus remis en liberté : 53
Personnes en liberté : 8
Personnes évadées de prison : 3
- b/ Personnes décédées : 3
Personnes en prison : 6
Détenus remis en liberté : 7
Personnes en liberté : 3
Personnes évadées : 2

Roumanie

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

438. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement roumain un cas de disparition qui lui avait été signalé comme s'étant produit en 1990. La communication émanait d'Amnesty International et concernait un écolier de 15 ans qui aurait disparu après avoir été arrêté et détenu dans un camp militaire, événement en rapport avec

les troubles survenus le 13 juin 1990 à Bucarest. Toutes les recherches et tous les appels adressés aux autorités compétentes par la famille et les organisations de défense des droits de l'homme étaient demeurés vains.

439. Etant donné que ce cas de disparition a été porté à l'attention du Gouvernement roumain le 15 décembre 1992, il y a lieu de conclure, conformément aux méthodes du Groupe de travail, que le gouvernement ne pouvait pas répondre avant l'adoption du présent rapport.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	1
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	1
IV.	Réponses du gouvernement	0

Fédération de Russie

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

440. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement de la Fédération de Russie deux cas de disparition qui lui avaient été signalés comme s'étant produits en 1992. Les renseignements provenaient de la World Organization Against Torture et concernaient deux médecins qui avaient été enlevés par des gardes de Trans-Dniesterie dans l'hôpital de Slobadzeve (Moldova) où ils exerçaient leurs activités. A la date de l'adoption du présent rapport, le Groupe de travail n'avait reçu du Gouvernement de la Fédération de Russie aucun renseignement au sujet de ces cas de disparition.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	2
II.	Cas en suspens	2
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	2
IV.	Réponses du gouvernement	0

Rwanda

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

441. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail, par une lettre datée du 19 juin 1992, a porté à l'attention du Gouvernement rwandais cinq cas de disparition qui lui avaient été signalés. Le Groupe a exprimé l'espoir que les autorités compétentes procéderaient aux enquêtes qui permettraient de faire la lumière sur le sort des personnes disparues et le lieu où elles se trouvaient.

Renseignements et observations communiqués par les familles de personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

442. Les renseignements relatifs aux cas de disparition susmentionnés ont été communiqués par Amnesty International. Cette organisation a également fourni au Groupe de travail des renseignements de caractère général sur la situation des droits de l'homme au Rwanda.

443. Il était signalé qu'en octobre 1990, la rébellion survenue dans le nord du Rwanda, mouvement dirigé par le Front patriotique rwandais (FPR), composé principalement de Tutsi basés en Ouganda, s'était heurtée à une forte réaction de la part du gouvernement. Le conflit ethnique entre les Hutu (majorité au pouvoir) et les Tutsi (minorité ethnique qui a perdu le pouvoir en 1959), avait des racines historiques profondes. En 1990 et 1991, des milliers de personnes soupçonnées de soutenir le FPR (principalement des Tutsi) avaient été arrêtées. Le conflit avait également engendré des violences de la part des militaires ainsi que des civils hutu, qu'il s'agisse ou non de groupes d'autodéfense, et de nombreux Tutsi avaient été tués. Des centaines de civils auraient été exécutés. Ces exécutions, déclarait-on, revenaient en fait à l'assassinat de civils sans armes, qui n'avaient peut-être aucun lien avec l'opposition armée mais qui étaient visés parce qu'ils appartenaient au groupe ethnique tutsi. Un certain nombre de civils qui avaient été incarcérés auraient par la suite disparu; on craignait qu'ils n'aient été tués pendant qu'ils étaient gardés à vue, au cours de leur transfèrement d'une prison à une autre ou à l'intérieur des locaux de la prison, puis enterrés secrètement.

444. On aurait largement recouru aux tortures et aux mauvais traitements pour châtier ceux qui étaient soupçonnés de soutenir la rébellion et de critiquer le gouvernement. La plupart des 8 000 personnes arrêtées au cours de la rébellion du FPR avaient été relâchées au milieu de l'année 1991 ou au début de 1992, mais des dizaines de cas de disparition restaient non élucidés.

445. L'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme semblait avoir encouragé d'autres personnes à commettre de nouveaux abus, et on ne connaissait personne qui ait été traduit en justice pour avoir violé les droits fondamentaux. Les autorités officielles avaient reconnu que certaines personnes avaient été tuées, mais elles soutenaient que les forces gouvernementales n'étaient pas responsables. Or, ce démenti officiel n'était pas confirmé par les conclusions auxquelles avaient abouti des enquêtes formelles.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

446. A la date de l'adoption du présent rapport, le Groupe de travail n'avait reçu aucun renseignement sur des mesures quelconques qui avaient pu être prises par le Gouvernement rwandais pour enquêter sur le lieu où se trouvaient les personnes présumées disparues. Toutefois, le Groupe a reçu une réponse du gouvernement au sujet des considérations préliminaires qu'il avait formulées en ce qui concerne la question de l'impunité.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	5
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du Gouvernement par le Groupe de travail	5
IV.	Réponses du gouvernement	0

Arabie saoudite

447. Pendant l'année considérée ici, le Groupe de travail, agissant selon la procédure d'intervention rapide, a adressé au Gouvernement saoudien un télégramme par lequel il a porté à l'attention de ce gouvernement un cas de disparition forcée ou involontaire qui se serait produit en janvier 1992. Les renseignements relatifs à ce cas de disparition, qui avaient été communiqués par la Commission internationale de juristes, concernaient un homme d'affaires saoudien qui aurait été extradé de Jordanie en Arabie saoudite; selon la source, les autorités saoudiennes auraient démenti que cette personne se trouve en détention.

448. Un rappel a été adressé au Gouvernement saoudien au sujet de ce cas en suspens par une lettre datée du 17 juillet 1992. Toutefois, à la date de l'adoption du présent rapport, le Groupe de travail n'avait reçu aucun renseignement au sujet des mesures qui avaient pu être prises par les autorités saoudiennes afin d'enquêter sur le lieu où se trouvait la personne présumée disparue.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	1
II.	Cas en suspens	1
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du Gouvernement par le Groupe de travail	1
IV.	Réponses du gouvernement	0

Seychelles

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

449. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant les Seychelles dans ses sept précédents rapports à la Commission 1/.

450. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement les trois cas en suspens qui avaient été portés à son attention par le passé. Etant donné l'absence totale de réponse, il a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser une fois de plus au gouvernement un rappel spécial. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe de travail a expliqué que, pour que ce dernier puisse mener à bien la tâche qui lui avait été confiée par la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était désormais absolument essentielle et revêtait un caractère d'urgence, car il importait d'élucider des cas de disparition au sujet desquels, depuis sept ans, on n'avait jamais reçu aucun renseignement.

451. A la date de l'adoption du présent rapport, aucune réponse à cette dernière lettre n'avait été reçue. Pas davantage qu'auparavant, le Groupe de travail ne peut donc donner de précision sur le sort des personnes disparues ou sur le lieu où elles se trouvent.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	3
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du Gouvernement par le Groupe de travail	3
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	3
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement	0

Afrique du Sud

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

452. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant des disparitions forcées ou involontaires en Afrique du Sud dans ses 11 derniers rapports à la Commission 1/.

453. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au Gouvernement sud-africain les sept cas en suspens précédemment portés à son attention. Etant donné l'absence totale de réponse, il a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser une fois de plus au gouvernement un rappel spécial. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe de travail a expliqué que, pour que ce dernier puisse mener à bien la tâche qui lui avait été confiée par la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était désormais absolument essentielle et revêtait un caractère d'urgence, étant donné qu'il importait d'élucider des cas de disparition au sujet desquels, depuis sept ans, on n'avait jamais reçu aucun renseignement.

454. Les résumés concernant les cas de disparition en suspens qui étaient imputés aux forces sud-africaines et qui s'étaient produits à l'intérieur du territoire namibien avaient été portés en 1991 à l'attention du Gouvernement namibien uniquement pour information, mais le Groupe de travail avait exprimé l'espoir que ce gouvernement pourrait contribuer à l'élucidation de ces cas. A la date de l'adoption du présent rapport, le Groupe de travail n'avait reçu aucune réponse à cette demande de coopération, et il a décidé de la renouveler. C'est ce qu'il a fait par une lettre datée du 15 décembre 1992.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

455. Dans une lettre datée du 29 septembre 1992, la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a répété à l'intention du Groupe de travail les renseignements qui figuraient déjà dans les réponses envoyées par la Mission en 1989 et 1991, à savoir que la police sud-africaine n'était en mesure d'ajouter aucun renseignement à ceux qui étaient déjà disponibles en ce qui concernait les cas considérés. La Mission y déclarait en outre, au sujet des six cas qui s'étaient apparemment produits à l'intérieur du territoire namibien, que les autorités sud-africaines n'avaient nullement compétence pour ce qui était de ce territoire, et qu'elles n'avaient pas davantage le moyen d'y effectuer des enquêtes. Le Gouvernement sud-africain signalait qu'il était avéré que de nombreuses personnes qui avaient précédemment quitté la Namibie étaient demeurées cachées ou avaient vécu sous un nom d'emprunt étaient maintenant rentrées en Namibie et avaient repris une existence normale dans le pays. Il déclarait qu'il y avait peut-être lieu de prendre contact avec les autorités namibiennes au sujet des cas considérés, car il était tout à fait probable que les personnes en question se trouvaient actuellement en Namibie.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	8
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	10

IV. Réponses du gouvernement :

- a) Nombre de cas au sujet desquels
le gouvernement a fourni une ou
plusieurs réponses précises 10
- b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement 2

Sri Lanka

456. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant Sri Lanka dans ses 10 précédents rapports à la Commission 1/.

457. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement sri-lankais 1 802 cas de disparition nouvellement signalés, dont 62 se seraient produits en 1992. Pour 41 de ces cas, il s'est adressé au gouvernement par télégramme, au titre de la procédure d'intervention rapide, et d'autre part cinq de ces cas ont été élucidés en 1992. Le Groupe a aussi porté de nouveau à l'attention du gouvernement 14 cas au total, en joignant à ses communications des renseignements supplémentaires communiqués par les sources. Les renseignements sur tous les cas portés à la connaissance du gouvernement au cours de l'année 1992 ont également été envoyés à ce dernier sur disquette, ce qui devait faciliter l'informatisation des cas dans le cadre du système dont disposaient les autorités sri-lankaises. Les dossiers du Groupe de travail concernant Sri Lanka ont été revus, et certains cas qui avaient déjà été enregistrés ont été rayés par la suite.

458. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le gouvernement a été informé de ce que cinq cas avaient été élucidés, à savoir quatre grâce à des renseignements fournis par la source et un grâce à des renseignements fournis par le gouvernement lui-même. Par des lettres datées des 19 juin et 15 septembre 1992, on a également fait savoir au gouvernement que, dans huit cas, le Groupe avait décidé d'appliquer la règle des six mois.

459. Etant donné le très grand nombre des cas signalés, et conformément à une décision qu'il a prise lors de sa trente-cinquième session, le Groupe de travail continuera, en 1993, de porter à l'attention du gouvernement, en groupant les communications, les différents cas qui auront été triés par le Secrétariat. A cet égard, il y a lieu de noter qu'environ 5 000 cas de disparition au sujet desquels le Groupe de travail, lors de ses trente-sixième, trente-septième et trente-huitième sessions, avait décidé qu'il fallait les porter à l'attention du Gouvernement sri-lankais attendent encore d'être triés, car jusqu'ici le personnel en nombre réduit affecté au Groupe de travail n'a pas été en mesure d'analyser ces affaires et d'élaborer la documentation nécessaire en ce qui les concerne.

460. Par des lettres datées des 25 janvier et 17 juillet 1992, un rappel a été adressé au gouvernement au sujet des cas de disparition portés à son attention au cours des six derniers mois selon la procédure d'intervention rapide. Par des lettres datées des 19 juin et 23 septembre 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens.

461. Sur l'invitation du Gouvernement sri-lankais, trois membres du Groupe de travail - M. Agha Hilaly, M. Jonas K.D. Foli et M. Toine van Dongen - ont effectué une deuxième visite à Sri Lanka au nom du Groupe; la mission a eu lieu du 5 au 15 octobre 1992 et le rapport concernant cette visite figure dans le document E/CN.4/1993/25/Add.1.

462. Conformément à la résolution 1992/59, le Groupe de travail a envoyé le 20 juillet 1992 au Gouvernement sri-lankais, au titre de l'"intervention rapide" un télégramme daté du 20 juillet 1992 dans lequel il demandait au gouvernement de prendre des mesures de protection à la suite des pratiques d'intimidation et des menaces dont auraient fait l'objet les Lawyers for Human Rights and Development, organisation qui avait déposé de nombreuses pétitions en habeas corpus au sujet de personnes disparues et qui avait témoigné devant le Groupe de travail au cours des visites de ce dernier à Sri Lanka.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

463. Les renseignements concernant la majorité des cas de disparition nouvellement signalés qui ont été portés à l'attention du gouvernement en 1992 provenaient de l'organisation Amnesty International, laquelle a également fourni d'autres renseignements qui, dans quatre cas, ont permis d'élucider l'affaire ou d'en préciser les circonstances. La majorité des cas de disparition dénoncés au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport se seraient produits dans la province du Nord-Est. Un élément souvent cité comme responsable était l'armée, mais on notait aussi la part qui revenait, dans de nombreux cas, à l'Organisation de libération de l'Eelam tamoul (TELO) ou les Muslim Home Guards. La Special Task Force (force d'intervention) de la police a également été citée comme responsable de certains cas de disparition.

464. Des allégations de caractère général concernant la situation des droits de l'homme dans le pays ont été reçues de plusieurs organisations locales et internationales de défense des droits de l'homme. L'exposé complet du phénomène des disparitions ainsi que d'autres violations des droits de l'homme concernant Sri Lanka figure dans le rapport établi au sujet de la visite de suivi effectuée par le Groupe de travail (E/CN.4/1993/25/Add.1).

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

465. Par des notes verbales datées du 22 septembre et des 5, 13 et 20 octobre 1992, le gouvernement a fourni des renseignements sur les huit cas de disparition (voir plus haut) auxquels avait été appliquée la règle des six mois et qui avaient été précédemment portés à l'attention des autorités sri-lankaises par le Groupe de travail. Le gouvernement a fait savoir que les personnes en question se trouvaient en prison ou dans d'autres centres de détention. Il a aussi déclaré que les cas considérés avaient été portés à l'attention de la Commission présidentielle d'enquête afin que celle-ci procède aux investigations nécessaires. Au sujet d'un autre cas, le gouvernement a fait savoir au Groupe de travail que la personne disparue avait été tuée le 24 juin 1992, à Akkaraipattu (District d'Ampara) au cours d'une fusillade entre les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) et la Special Task Force (force d'intervention) de la police. Par une note verbale datée du

20 octobre 1992, la Mission permanente de Sri Lanka auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a fait savoir au Groupe de travail que neuf cas de disparition portés à l'attention des autorités sri-lankaises précédemment avaient été transmis à la Commission d'enquête afin que celle-ci procède aux investigations voulues. Enfin, dans une lettre datée du 28 octobre, le gouvernement a déclaré qu'il serait utile à la Commission d'enquête que le Groupe de travail lui fournisse les noms et adresses des parents des personnes disparues, ce qui faciliterait l'élucidation des cas de disparition.

466. Au cours de ses trente-septième et trente-huitième sessions, le Groupe de travail s'est entretenu avec des fonctionnaires de la Mission permanente de Sri Lanka auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. A la trente-septième session, le gouvernement a déclaré qu'il continuerait de coopérer avec le Groupe de travail au cours de sa prochaine visite à Sri Lanka et qu'il avait commencé à donner suite aux recommandations formulées par le Groupe dans le rapport qu'il avait établi au sujet de sa visite dans le pays en 1991 (E/CN.4/1992/18/Add.1). A la trente-huitième session, le gouvernement a déclaré qu'il continuait d'attacher une grande importance à la diminution du nombre des cas de disparition à Sri Lanka ainsi qu'aux mesures visant à mettre fin au conflit armé et à instaurer, grâce à la négociation, une paix durable entre les différents groupes de personnes qui existaient dans le pays.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	62
II.	Cas en suspens	6 678
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	6 726
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	23
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	17
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	31

a/ Personnes en prison : 6
Détenus remis en liberté : 11

b/ Personnes décédées : 11
Personnes exécutées : 1
Corps localisés et identifiés : 1
Personnes en prison : 3
Détenus remis en liberté : 12
Personnes en liberté : 1

République arabe syrienne

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

467. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant la République arabe syrienne dans ses neuf rapports précédents à la Commission 1/.

468. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement deux cas en suspens portés à son attention par le passé. Etant donné l'absence totale de réponse, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser une fois de plus un rappel spécial au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président du Groupe de travail a expliqué que, pour que le Groupe puisse mener à bien la tâche qui lui avait été confiée par la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était désormais essentielle et revêtait un caractère d'urgence, car il importait d'élucider des cas de disparition au sujet desquels, depuis huit ans, on n'avait jamais reçu aucun renseignement. Par la suite, le gouvernement a fourni des renseignements au sujet des deux cas en suspens.

469. Par une lettre datée du 15 décembre 1992, le Groupe de travail a fait savoir au gouvernement qu'il serait heureux de recevoir des renseignements plus précis sur le lieu où était emprisonnée une personne qui avait été condamnée par un tribunal syrien, et sur le lieu où se trouvait exactement une autre personne qui, selon les renseignements fournis par le gouvernement, avait été libérée de prison.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

470. Par une note verbale datée du 21 septembre 1992, la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a fait savoir au Groupe de travail, en ce qui concerne l'un des deux cas en suspens, que la personne intéressée avait été arrêtée, inculpée, traduite en jugement et condamnée, puis libérée en vertu de l'amnistie présidentielle intervenue en 1991. Quant au deuxième cas, le gouvernement a déclaré que la personne intéressée avait été arrêtée par des fonctionnaires chargés des enquêtes pénales et inculpée pour entente délictueuse et de nombreux autres faits, puis traduite en justice, reconnue coupable et condamnée à 10 ans de prison.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	2
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	6

IV. Réponses du gouvernement :		
a)	Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou deux réponses précises	5
b)	Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	3
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	1

a/ Personnes en prison : 3

b/ Personnes remises en liberté : 1

Thaïlande

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

471. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement thaïlandais deux cas de disparition qui lui avaient été signalés. L'un et l'autre cas se serait produit en 1992. Le Groupe s'est adressé au gouvernement par télégramme au titre de la procédure d'intervention rapide.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

472. Les cas de disparition nouvellement signalés l'ont été par Amnesty International et ils concernaient deux personnes venant du Myanmar qui avaient été arrêtées pour tentative d'immigration illégale. Leurs parents n'avaient pas été autorisés à les voir, au poste de police mais on leur avait fait savoir que cela serait possible au tribunal. Les parents s'étaient rendus à l'audience mais aucune des deux personnes en question n'avait comparu. Par la suite, au poste de police, des prisonniers leur avaient dit qu'un policier était venu chercher les deux hommes dans leur cellule. La police thaïlandaise n'avait donné aucune explication au sujet de leur sort. Il y avait lieu d'être inquiet étant donné que, déclarait-on, d'autres personnes qui avaient été arrêtées précédemment à Ranong par la police des frontières thaïe pour tentative d'immigration illégale auraient elles aussi disparu et que, pensait-on, les cadavres avaient été découverts à environ 3 km de Ranong.

473. On déclarait que, du 17 au 21 mai 1992, les militaires et la police s'étaient délibérément attaqués à des personnes qui manifestaient en faveur de la démocratie à Bangkok. Des milliers de gens auraient été arrêtés et la fusillade aurait fait des morts dont on ignorait le nombre exact. Le Gouvernement thaïlandais aurait déclaré qu'il y avait encore environ 252 personnes portées manquantes. Selon des sources non gouvernementales, le chiffre était d'environ 700.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

474. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le gouvernement a déclaré qu'aucun ressortissant du Myanmar portant le nom des deux personnes manquantes n'avait été arrêté par les autorités de la province de Ranong. Il a ajouté que le Ministère de l'intérieur avait donné pour instructions aux services de police de poursuivre les enquêtes sur ces affaires.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	2
II.	Cas en suspens	2
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	2
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	2
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement	0

Turquie

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

475. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant la Turquie dans ses précédents rapports à la Commission 1/.

476. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement turc, au total, 26 cas de disparition nouvellement signalés qui se seraient produits en 1992. Le Groupe a communiqué avec le gouvernement par télégramme au titre de la procédure d'intervention rapide. Il a aussi porté de nouveau à l'attention du gouvernement sept cas au total, car des précisions supplémentaires avaient été reçues au sujet du lieu de l'arrestation.

477. Par des lettres datées du 25 janvier et du 17 juillet 1992, un rappel a été adressé au gouvernement au sujet des cas de disparition portés à son attention au cours des six mois précédents au titre de la procédure d'intervention rapide. Par des lettres datées du 19 juin et du 22 octobre 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens. Par une lettre datée du 15 décembre 1992, il a fait savoir au gouvernement que, grâce à ses réponses, deux cas de disparition seraient considérés comme élucidés à condition que la source d'information ne formule aucune observation importante dans un délai de six mois.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

478. Les 26 cas de disparition nouvellement signalés l'ont été par les organisations non gouvernementales suivantes : World Organization Against Torture, Amnesty International et le Comité du Kurdistan. Un cas a été signalé par l'Organisation iranienne des moudjahidin du peuple, et il concernait la disparition présumée, à Istanbul, de l'un des membres de cette organisation. Cette affaire a également été portée à l'attention du Gouvernement de la République islamique d'Iran, qui a été priée de coopérer aux enquêtes s'y rapportant.

479. La plupart des cas de disparition concernaient des personnes appartenant à l'ethnie kurde et se seraient produits dans les provinces de Diyarbakir et de Siirt, dans le sud-est de l'Anatolie, où les forces de sécurité, déclarait-on, étaient engagées dans un conflit armé avec le Parti des travailleurs kurdes (PKK).

480. Six des cas signalés concernaient des personnes qui, prises en charge par la police, auraient été détenues au secret et sans que leur nom ait été porté sur les registres au siège central de la police, soit dans les locaux de la section de la lutte contre le terrorisme soit dans ceux de la section politique. Il y aurait parmi les personnes disparues trois étudiants et une jeune fille de 17 ans. Dans toutes ces affaires, les parents s'étaient adressés aux autorités compétentes et dans quatre cas ils avaient déposé auprès du Procureur une plainte contre les services centraux de la police d'Istanbul. Selon les renseignements reçus, on pouvait être gardé par la police sans qu'intervienne aucun contrôle judiciaire pendant 15 jours sur toute l'étendue du pays et pendant 30 jours dans les 10 provinces soumises à l'état d'urgence. Pendant tout ce temps-là, la détention au secret serait normale. Des périodes de détention au secret aussi prolongées étaient de nature à favoriser la disparition des personnes.

481. Ceux qui étaient souvent cités comme responsables étaient l'armée turque, la police, les équipes spéciales dépendant de l'armée et de la police, et, dans deux cas, les groupes paramilitaires. Dans le cas qui a été signalé par l'Organisation iranienne des moudjahidin du peuple, la victime aurait été enlevée par une unité de Pasdarans (agents du Gouvernement iranien).

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

482. Dans une lettre datée des 16 et 20 décembre 1991, le gouvernement a fait savoir au Groupe de travail que l'une des personnes portées disparues n'était ni détenue ni en garde à vue. Toutefois, une procédure judiciaire avait été engagée par le tribunal de l'arrondissement de Fatih à Istanbul.

483. Au sujet d'un autre cas, le gouvernement a déclaré que la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée nationale avait créé un sous-comité qui était chargé d'enquêter sur le sort de la personne disparue et sur le lieu où elle se trouvait.

484. Au sujet d'un autre cas encore, le gouvernement a confirmé que la personne disparue, qui travaillait pour le groupe terroriste PKK, avait été arrêtée le 22 janvier 1992 et emmenée dans un poste de police pour interrogatoire; toutefois, aucun renseignement n'a été fourni au sujet du lieu où la personne avait été emmenée.

485. Dans des lettres datées des 11 février, 13 juillet et 8 septembre 1992, le gouvernement a déclaré, au sujet de 11 des personnes disparues dont le cas avait été précédemment porté à son attention par le Groupe de travail, que ces personnes n'avaient été ni arrêtées ni détenues. En ce qui concerne sept des cas ci-dessus, il a déclaré que le lieu de disparition cité n'était pas situé dans la province mentionnée par le Groupe de travail. Le gouvernement a précisé que, selon les procédures judiciaires applicables, les personnes qui étaient arrêtées parce qu'on les soupçonnait d'être en rapport avec des groupes terroristes étaient emmenées dans les services du Procureur, qui délivraient un ordre de détention avant que ces personnes ne soient emmenées aux centres d'interrogatoire. De plus, on procédait à deux examens médicaux, l'un avant la détention et l'autre après. Ainsi, le gouvernement jugeait impossible que les cas de disparition susmentionnés se soient produits. Au sujet de l'un des cas considérés, il a déclaré que l'homme porté disparu avait été arrêté après avoir violé une femme mineure, puis avait été libéré étant donné qu'il avait épousé la victime. La procédure judiciaire n'était pas encore parvenue à son terme.

486. Dans une lettre datée du 3 novembre 1992, le gouvernement a adressé au Groupe de travail un document énumérant 77 cas relatifs à des actes de violence commis par le groupe terroriste PKK à l'encontre de civils entre le 29 août 1991 et le 2 octobre 1992. Il s'agissait en particulier d'attaques de guérilla, de meurtre, d'enlèvement et de destructions matérielles. Le gouvernement a déclaré que, depuis 1984, les PKK avaient assassiné plus d'un millier de civils et avaient grièvement blessé un nombre encore plus élevé de personnes.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	26
II.	Cas en suspens	30
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	30
IV.	Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	16
V.	Cas élucidés par les réponses du gouvernement	0

OugandaRenseignements examinés et transmis au gouvernement

487. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant l'Ouganda dans ses 10 derniers rapports à la Commission 1/.

488. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, on a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens. Dans une lettre datée du 23 septembre 1992, le Groupe de travail a prié le gouvernement de fournir des renseignements plus précis sur le lieu où se trouvaient les personnes en détention ou libérées et sur le lieu où avaient été retrouvés les corps de personnes qui, déclarait-on, avaient été tuées. En outre, les résumés de tous les cas en suspens ont été fournis au gouvernement.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

489. Par une lettre datée du 6 août 1992, le Ministère des affaires étrangères de l'Ouganda a prié le Groupe de travail de fournir au gouvernement des résumés mis à jour des 13 cas en suspens.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	13
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	20
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre de cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	10
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a</u> /	2
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b</u> /	5

a/ Personnes en liberté : 1
Personnes en prison : 1

b/ Personnes libérées : 1
Personnes vivant à l'étranger : 1
Personnes en prison : 1

Uruguay

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

490. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant l'Uruguay dans ses 10 précédents rapports à la Commission 1/.

491. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Toutefois, par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens. En l'absence totale de réponse, le Groupe a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser une fois de plus un rappel spécial au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Président a expliqué que, pour que le Groupe puisse mener à bien la tâche que lui avait confiée la Commission des droits de l'homme, la coopération du gouvernement était désormais absolument essentielle et revêtait un caractère d'urgence, car il importait d'élucider des cas de disparition au sujet desquels, depuis sept ans, on n'avait jamais reçu aucun renseignement.

492. A la date de l'adoption du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue à cette dernière lettre. Par conséquent, le Groupe de travail ne peut encore donner aucune précision sur le sort des personnes disparues ou sur le lieu où elles se trouvent.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

493. La Commission internationale de juristes a fait savoir que la Commission interaméricaine des droits de l'homme, dans sa décision relative à une procédure engagée par les parents de personnes qui avaient disparu en Uruguay, procédure visant la loi No 15848 (qui retirait à l'Etat le pouvoir de poursuivre et de punir des membres des forces armées ou de la police pour violations des droits de l'homme commises à l'époque du gouvernement militaire de facto entre juin 1973 et mars 1985), avait déclaré ce qui suit : "... la société tout entière a le droit de connaître la vérité et les circonstances des crimes. En conséquence, chaque Etat doit veiller à ce que ces crimes fassent l'objet d'une enquête et à ce que leurs auteurs soient traduits en justice. La Commission a estimé que la loi violait le droit des victimes à des garanties judiciaires". La Commission interaméricaine des droits de l'homme avait conclu en ces termes : "La loi sur l'impunité (loi No 15848) constitue une violation de l'article XVIII (droit à la justice) de la Déclaration américaine et des articles 1, 8 et 25 de la Convention américaine. En conséquence, elle recommande au Gouvernement uruguayen d'accorder aux requérants et/ou à leurs parents une juste réparation pour le préjudice subi du fait des violations de leurs droits".

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	31
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	39

IV. Réponses du gouvernement :

- | | |
|---|----|
| a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises | 17 |
| b) Nombre des cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a</u> / | 7 |

- | | |
|---|---|
| V. Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b</u> / | 1 |
|---|---|

a/ Détenus remis en liberté : 2
Personnes en prison : 4
Enfant retrouvé : 1

b/ Enfant retrouvé : 1

Venezuela

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

494. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités antérieures concernant le Venezuela dans ses deux précédents rapports à la Commission 1/.

495. Au cours de la période considérée ici, le Groupe de travail a porté à l'attention du gouvernement quatre cas nouvellement signalés de disparition, qui se seraient produits en décembre 1991. Pour trois de ces cas, la communication a été adressée au gouvernement par télégramme, en vertu de la procédure d'intervention rapide. Par une lettre datée du 19 juin 1992, il a été notifié au gouvernement qu'un cas de disparition était considéré comme élucidé grâce à ses réponses, et par une lettre datée du 17 juillet 1992, un rappel a été adressé au gouvernement au sujet de cas de disparition présumée qui avaient été portés à son attention au cours des six mois précédents selon la procédure d'intervention rapide. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement tous les cas en suspens.

Renseignements et observations communiqués par les familles des personnes disparues ou par des organisations non gouvernementales

496. Les cas de disparition nouvellement signalés l'ont été par la Fédération latino-américaine des associations des familles de détenus disparus (FEDEFAM), et ils concernaient trois dirigeants estudiantins qui auraient été appréhendés en mer, sur un chalutier, par les forces de sécurité; un cas de disparition concernait une personne qui aurait eu des démêlés personnels avec un agent de police et qui aurait disparu par la suite.

Renseignements et observations communiqués par le gouvernement

497. Par une lettre datée du 21 octobre 1992, le Gouvernement vénézuélien a fait savoir au Groupe de travail que, dans un cas, des recherches avaient été entreprises par les autorités, qui avaient retrouvé le véhicule de la personne concernée mais n'étaient pas encore en mesure de dire où se trouvait la victime; la police avait lancé un appel sur le plan national pour essayer de retrouver la personne disparue.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	4
III.	Nombre total des cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	7
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre des cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	3
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	3

a/ Personnes décédées : 3

Viet NamRenseignements examinés et transmis au gouvernement

498. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités concernant le Viet Nam dans ses six précédents rapports à la Commission 1/.

499. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement l'unique cas de disparition encore en suspens qui avait été porté à son attention en 1991. Ayant reçu du Gouvernement vietnamien une réponse datée du 9 septembre 1992, dans laquelle celui-ci indiquait que la personne disparue avait été condamnée par un tribunal à 20 ans de prison, le Groupe de travail a décidé de demander de plus amples renseignements au gouvernement concernant le lieu de détention de l'intéressé.

Renseignements et vues reçus du gouvernement

500. Le Gouvernement vietnamien a adressé au Groupe de travail une réponse datée du 9 septembre 1992 concernant le seul cas en suspens, dans laquelle il indiquait que la personne disparue "... qui avait violé la loi vietnamienne (par. 1 de l'article 73 du Code pénal vietnamien) avait fait l'objet d'un procès public, le 29 novembre 1991. Le tribunal du peuple de Ho Chi Minh ville avait condamné l'intéressé à 20 ans de prison pour avoir mené des activités destinées à renverser le gouvernement".

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	1
III.	Nombre total de cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	8
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	4
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	3
V.	Cas élucidés par des sources non gouvernementales <u>b/</u>	4

a/ Personnes emprisonnées : 2
Personnes remises en liberté : 1

b/ Personnes remises en liberté : 4

ZaïreRenseignements examinés et transmis au gouvernement

501. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités concernant le Zaïre dans son deuxième à son quatrième et dans son sixième à son douzième rapport à la Commission 1/.

502. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au Gouvernement zaïrois les 12 cas en suspens transmis dans le passé. Aucune réponse ne lui étant parvenue à ce jour, le Groupe de travail a décidé, à sa trente-septième session,

d'adresser à nouveau un rappel spécial au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Groupe a expliqué que pour s'acquitter de la tâche que lui avait confiée la Commission des droits de l'homme, il avait absolument besoin d'obtenir d'urgence la coopération du gouvernement, afin d'élucider les cas au sujet desquels il n'avait jamais reçu aucun renseignement, après six années.

503. A la date à laquelle le présent rapport a été adopté, aucune réponse à ces dernières lettres n'avait été reçue. Le Groupe n'est donc toujours pas en mesure de fournir des informations sur le sort des personnes disparues ni sur le lieu où elles se trouvent.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	12
III.	Nombre total de cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	18
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Nombre de cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	17
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement <u>a/</u>	6

a/ Personnes remises en liberté : 6

Zimbabwe

Renseignements examinés et transmis au gouvernement

504. Le Groupe de travail a rendu compte de ses activités concernant le Zimbabwe dans ses cinq précédents rapports à la Commission 1/.

505. Aucun cas de disparition n'a été signalé pour 1992. Par une lettre datée du 19 juin 1992, le Groupe de travail a rappelé au gouvernement le cas en suspens transmis dans le passé. Aucune réponse n'étant parvenue au Groupe de travail, celui-ci a décidé, à sa trente-septième session, d'adresser à nouveau un rappel spécial au gouvernement. Dans une lettre datée du 4 septembre 1992, le Groupe a expliqué que pour s'acquitter de la tâche que lui avait confiée la Commission des droits de l'homme, il avait absolument besoin d'obtenir d'urgence la coopération du gouvernement afin d'élucider le cas en suspens, au sujet duquel il n'avait jamais reçu aucun renseignement, après deux années.

506. A la date à laquelle le présent rapport a été adopté, aucune réponse à la lettre du Groupe de travail n'avait été reçue. Le Groupe n'est donc toujours pas en mesure de fournir des informations sur le sort de la personne disparue ni sur le lieu où elle se trouve.

Récapitulation statistique

I.	Cas signalés pour 1992	0
II.	Cas en suspens	1
III.	Nombre total de cas portés à l'attention du gouvernement par le Groupe de travail	1
IV.	Réponses du gouvernement :	
	a) Cas au sujet desquels le gouvernement a fourni une ou plusieurs réponses précises	1
	b) Cas élucidés par les réponses du gouvernement	0

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

507. Les disparitions forcées se produisent généralement dans les pays où il existe de nombreuses tensions sociales et politiques et à plus forte raison dans ceux où les tensions tournent au conflit armé. Généralement, dans des circonstances de ce genre, la jouissance des droits de l'homme est mise à mal, le fonctionnement des institutions démocratiques affaibli et le respect des lois réduit à néant. Plus spécifiquement, il devient alors extrêmement difficile d'empêcher les disparitions forcées et d'enquêter à leur sujet. Les mécanismes destinés à protéger individuellement les citoyens en temps de paix s'avèrent vite futiles dans les conflits militaires, c'est-à-dire au moment où, précisément, une telle protection s'avère des plus nécessaires.

508. Même en temps de guerre, il y a des normes dont rien ne justifie le non-respect. Ces normes sont énoncées sans ambiguïté dans le droit international humanitaire et dans les instruments relatifs aux droits de l'homme. L'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949, l'article 75 du Protocole additionnel I à ces instruments et l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, lus conjointement, ne laissent aucun doute à ce sujet. Et pourtant, nonobstant la rigoureuse précision des règlements, les événements récents ont montré à quel point, dans des pays où règne la violence, les citoyens sont sans défense. En fait, le degré de protection réelle des droits de l'homme assurée dans un conflit armé doit être considéré comme la mesure de l'attachement d'un gouvernement à la défense de ces droits. C'est pourquoi, aussi longtemps qu'un conflit fait rage dans un pays, il est nécessaire d'y mettre en place des mécanismes plus efficaces de dissuasion, de protection et d'enquête en ce qui concerne les violations des droits de l'homme. Les mesures d'exception, qui vont nécessairement de pair avec les troubles civils, devraient répondre strictement aux exigences de la situation et comporter des garanties intrinsèques contre tout abus de pouvoir.

509. De son côté, la communauté internationale doit prendre des mesures dans ce domaine. Concrètement, l'ONU devrait rechercher des moyens plus efficaces de garantir le respect des droits fondamentaux dans les conflits armés. Des vies humaines sont en jeu ici; en jeu également est la cause des droits de l'homme en tant que telle. Et, ce qui est peut-être plus important encore à long terme, il y va de la crédibilité de l'ONU en tant qu'organisation chargée d'assurer la sauvegarde des droits de l'homme d'une manière générale. Ce ne sont pas seulement les victimes elles-mêmes, en particulier les non-combattants pris dans le conflit, qui ont les yeux tournés vers l'organisation mondiale, mais l'opinion publique en général qui attend d'elle qu'elle prenne vraiment des mesures susceptibles de changer les choses.

510. La paix, il va sans dire, crée un environnement propice à la jouissance des droits de l'homme. Aussi, la communauté internationale doit-elle s'attacher à promouvoir les négociations en vue de rétablir cette paix. Devrait être évoquée en tout premier lieu dans ces négociations, en tant qu'élément important, la mise en place par les gouvernements intéressés de garanties adéquates touchant la jouissance des droits de l'homme. La prévention des actes conduisant à des disparitions et, ce qui est extrêmement important, l'élucidation des cas de disparition qui se sont produits au cours

du conflit devraient également faire l'objet des négociations. La recherche des personnes disparues, en particulier, est une tâche qui ne doit pas être laissée systématiquement au Comité international de la Croix-Rouge sous prétexte que cet organisme possède une vaste expérience en la matière. De toute évidence, c'est au gouvernement concerné qu'il incombe au premier chef de s'enquérir du sort des personnes disparues et du lieu où elles se trouvent. A cet égard, l'ONU ne peut jouer qu'un rôle auxiliaire.

511. La situation dans l'ex-Yougoslavie, avec ses milliers de réfugiés et de personnes déplacées, détenues, torturées, tuées ou disparues, se présente comme un conflit armé aux dimensions singulièrement dramatiques. Il est évident que la communauté internationale ne pouvait pas rester les bras croisés face à une telle misère humaine et une menace aussi grave à la paix. Tôt ou tard, l'Organisation devra intervenir dans tous les aspects de la situation, et se pencher notamment sur le problème des personnes disparues. Là encore, l'Organisation devra prendre des mesures qui aient un caractère autre que symbolique, autrement dit qui soient crédibles en termes d'efficacité. Etant donné l'ampleur du problème, le Groupe de travail nécessite sans tarder les directives de la Commission des droits de l'homme, dont il relève, quant à la manière d'aborder la question des personnes disparues dans l'ex-Yougoslavie (voir également ci-dessus par. 36 à 44).

512. En 1992, environ 8 000 cas de disparition ont été portés à l'attention de 59 gouvernements, et 353 cas ont été signalés au Groupe de travail pour l'ensemble du monde. Onze nouveaux pays figurent maintenant dans les dossiers du Groupe de travail et le nombre des cas signalés par des sources de plus en plus nombreuses augmente. L'accroissement considérable du nombre de cas portés à la connaissance du Groupe de travail montre que l'opinion mondiale est de mieux en mieux informée de l'existence de celui-ci et de son mandat et que les proches des personnes disparues et les organisations non gouvernementales ont de plus en plus confiance dans l'action des mécanismes de défense des droits de l'homme. Il apparaît plus clairement que jamais que le problème des disparitions forcées se pose à l'échelon mondial. Dans le monde entier, des milliers de cas n'ont toujours pas été élucidés et de nombreuses disparitions continuent de se produire.

513. La coopération accordée au Groupe de travail par la majorité des gouvernements continue de s'améliorer. La plupart de ces derniers ont répondu sans délai aux demandes de renseignements du Groupe de travail concernant des cas précis ou des questions d'ordre général relatives aux disparitions. Toutefois, dix gouvernements n'ont jamais répondu aux demandes de renseignements du Groupe de travail concernant de tels cas. Ce sont l'Afghanistan, l'Angola, le Burkina Faso, la Guinée, le Liban, la Mauritanie, le Mozambique, le Népal, les Seychelles et le Zimbabwe. L'absence continue de réponse de la part de ces gouvernements devrait être pour la Commission une source de grave préoccupation.

514. Le nombre des disparitions pourrait être sensiblement réduit si l'administration de la justice était indépendante et efficace. Cela permettrait, en particulier, aux membres de la famille des personnes disparues de tirer parti au maximum de la procédure d'habeas corpus qui demeure, relativement, le recours juridique le plus efficace pour ce qui est de

déterminer le sort d'une personne disparue et le lieu où elle se trouve. Il est essentiel que, tant sur le plan légal que dans la pratique, l'habeas corpus soit une procédure à la fois rapide et aisément accessible.

515. Pour ce qui est d'élucider le sort des personnes disparues, certains pays ont décidé de rendre publics les registres des services de sécurité qui contiennent des renseignements sur le sort de ces personnes. Dans plusieurs pays, des membres de la famille ont demandé à maintes reprises l'autorisation d'accéder aux dossiers de l'armée et de la police et insisté pour que ceux-ci soient mis à la disposition du public. Le Groupe de travail est d'avis qu'une telle initiative non seulement permettrait de faire la lumière sur le sort des personnes disparues, mais aurait également pour effet de prévenir de nouveau cas de disparition et de mettre un terme au cercle vicieux de l'impunité. Dans ses considérations préliminaires sur la question de l'impunité, le Groupe de travail a indiqué que le fait d'enquêter sur les disparitions et de publier les résultats des enquêtes était peut-être le moyen le plus important de rendre le gouvernement en tant que tel comptable de ces disparitions.

516. S'agissant de la question de l'impunité, le Groupe de travail voyait un encouragement dans le grand nombre de communications qu'il avait reçues touchant ses considérations préliminaires sur la question. Les gouvernements et les organisations non gouvernementales n'ont pas tardé à répondre et fourni des observations importantes à ce sujet. Le Groupe de travail continuera d'examiner cette question l'an prochain dans le cadre de son mandat, qui est d'étudier le phénomène des disparitions ainsi que les moyens de mettre un terme à cette odieuse pratique.

517. L'exhumation et l'identification de victimes probables de violations des droits de l'homme se sont avérées être des aspects importants de la procédure d'enquête sur les cas de disparition. Conformément à la résolution 1992/24 de la Commission, le Groupe de travail a accordé une attention spéciale au rôle que jouent dans ce domaine les équipes de médecins légistes. Le Groupe de travail continuera de se pencher sur cette question et attend avec intérêt les observations de la Commission concernant le schéma préliminaire contenu dans le présent rapport (voir ci-dessus par. 50 à 55). Les consultations se poursuivront en 1993.

518. Dans plusieurs pays, l'exhumation et l'identification des cadavres sont effectuées par les autorités locales. Dans certains cas, les autorités coopèrent étroitement avec les équipes internationales de médecins légistes, et c'est là un exemple qui devrait être imité ailleurs. En revanche, dans plusieurs cas, les équipes en question, locales ou internationales, ont fait l'objet de représailles et de manoeuvres d'intimidation. Le Groupe de travail est très préoccupé par cette situation. Outre qu'il est répréhensible par principe, un tel comportement risque de rendre l'intervention des médecins légistes totalement inutile.

519. Le Groupe de travail déplore profondément la persistance de comportements qui portent atteinte aux droits fondamentaux des membres de la famille des victimes et des organismes de défense des droits de l'homme. En particulier, lorsque des gouvernements empêchent des témoins d'approcher, au cours de leur visite dans le pays, les représentants des organismes des Nations Unies qui

s'occupent des droits de l'homme, cela revient à doubler le préjudice commis d'un affront. La Commission des droits de l'homme a accordé l'attention voulue à cette question au cours des dernières années. Tout en invitant à nouveau les organisations non gouvernementales à prendre davantage en considération la procédure d'intervention rapide, le Groupe de travail prie instamment les gouvernements concernés d'adopter des mesures spéciales pour protéger les individus et les groupes qui participent à des enquêtes sur des cas de disparition et obtenir rapidement des informations complètes sur tout acte pouvant affecter ou ayant affecté ces derniers.

520. Depuis 1984, le Groupe de travail insiste pour que soit élaboré un instrument international concernant les disparitions forcées ou involontaires. Le Groupe note avec satisfaction que, à sa quarante-huitième session ordinaire, la Commission, dans sa résolution 1992/29, a approuvé le texte d'un projet de Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (voir ci-après annexe II). En incorporant les normes de la Déclaration dans la législation nationale, les gouvernements devraient considérer tous les actes entraînant des disparitions forcées ou conduisant à tolérer de telles disparitions comme des crimes graves au regard de la loi pénale, passibles de sanctions appropriées devant les juridictions de droit commun. La Commission pourrait demander au Groupe de travail d'intégrer la Déclaration dans ses méthodes de travail et de consacrer un chapitre spécial, dans ses futurs rapports à la Commission, aux obstacles rencontrés à l'échelon mondial dans la mise en oeuvre de la Déclaration. Par ailleurs, la Commission souhaitera peut-être changer le nom du Groupe de travail afin de le rendre conforme au titre de la Déclaration.

521. En 1992, le nombre de cas de disparition portés à l'attention des gouvernements par le Groupe de travail a été deux fois plus élevé que celui correspondant à l'année 1991 et au moins quatre fois supérieur au nombre de cas transmis lors des années précédentes. Il a pu en être ainsi grâce aux efforts exceptionnels déployés par tous les membres du secrétariat qui assurent les services du Groupe et à une meilleure utilisation de la banque de données informatisées. D'autre part, un certain nombre d'organisations non gouvernementales communiquent actuellement des informations exploitables par ordinateur, ce qui accélère leur traitement. Néanmoins, environ 8 000 cas sont toujours en instance d'examen dans les services du secrétariat.

522. L'afflux croissant des communications a entraîné une augmentation considérable du volume de travail du personnel. Mais d'autres facteurs entrent également en jeu ici. Année après année, la Commission a ajouté au mandat du Groupe de travail de nouveaux éléments, qui ont trait à des pratiques telles que les unités de défense civile, les groupes armés, les représailles et la médecine légale. Par ailleurs, de son propre chef, le Groupe a élargi ses méthodes de travail et examiné de nouveaux aspects du phénomène des disparitions, comme celui de l'impunité. Le malaise général créé par la situation des ressources du Centre pour les droits de l'homme complique encore le problème. Actuellement, non seulement le personnel qui assure les services du Groupe est numériquement inférieur de plus de la moitié à ce qu'il était en 1980 lorsque le Groupe a commencé ses opérations, mais son volume de travail a connu une croissance exponentielle au cours des 12 dernières années.

Pire encore, tous les fonctionnaires qui travaillent pour le Groupe sont également requis par d'autres mécanismes, en particulier par des rapporteurs thématiques ou des rapporteurs de pays.

523. Actuellement, le Groupe de travail se rend compte que les membres de son personnel sont arrivés au point où ils ne peuvent plus suffire à la tâche. En d'autres termes, à moins qu'un personnel additionnel soit assigné au Groupe de travail, la proportion des cas reçus par le Groupe qui ne pourront pas être analysés, traités ni portés à l'attention des gouvernements ne cessera de croître. Or, plus les cas en instance d'examen sont anciens, plus réduites sont les chances de faire jamais la lumière sur le sort des personnes disparues et de découvrir le lieu où elles se trouvent. Le dialogue avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales s'en trouvera sérieusement entravé et la principale fonction humanitaire du Groupe gravement compromise. La crédibilité du Groupe en souffrira nécessairement et ses activités n'auront bientôt plus qu'un caractère marginal. Si des mesures décisives ne sont pas prises - le Groupe a eu l'occasion d'évoquer brièvement cette question avec le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme -, les résultats obtenus par le Groupe depuis 1980 risquent d'être réduits à néant de façon irrémédiable. Là encore, le Groupe de travail attend de la Commission, dont il relève, et de ses membres individuellement, qu'ils prennent les mesures qu'exigent les problèmes décrits.

IV. ADOPTION DU RAPPORT

524. Le présent rapport a été adopté par les membres du Groupe de travail sur les disparités forcées ou involontaires au cours de la dernière séance de sa trente-huitième session, le 4 décembre 1992.

Ivan Tosevski	(Yougoslavie)
Président/Rapporteur	
Agha Hilaly	(Pakistan)
Jonas K.D. Foli	(Ghana)
Toine van Dongen	(Pays-Bas)
Diego García-Sayán	(Pérou)

Note

1/ Depuis sa création en 1980, le Groupe de travail a présenté chaque année un rapport à la Commission, à partir de la trente-septième session de cette dernière. Les cotes de ses 12 derniers rapports sont les suivantes :

E/CN.4/1435 et Add.1
E/CN.4/1492 et Add.1
E/CN.4/1983/14
E/CN.4/1984/21 et Add.1 et 2
E/CN.4/1985/15 et Add.1
E/CN.4/1986/18 et Add.1
E/CN.4/1987/15 et Corr.1 et Add.1
E/CN.4/1988/19 et Add.1
E/CN.4/1989/18 et Add.1
E/CN.4/1990/13
E/CN.4/1991/20 et Add.1
E/CN.4/1992/18 et Add.1

Annexe I

RESUME DES REPONSES RECUES DE GOUVERNEMENTS ET D'ORGANISATIONS NON
GOUVERNEMENTALES CONCERNANT LES "CONSIDERATIONS PRELIMINAIRES"
DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION DE L'IMPUNITÉ

I. REPONSES RECUES DE GOUVERNEMENTS

1. Les gouvernements ci-après ont adressé des lettres au Groupe de travail sur la question de l'impunité : Argentine, Autriche, Bahreïn, Bélarus, Bolivie, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Cuba, Equateur, Egypte, Iran (République islamique d'), Iraq, Malaisie, Maroc, Mexique, Myanmar, Namibie, Pakistan, Panama, Philippines, Qatar, Samoa occidentale, Singapour, Tunisie, Uruguay et Yougoslavie. La réponse du Gouvernement uruguayen étant parvenue au Groupe de travail à la fin de sa dernière session annuelle, il n'en est pas tenu compte dans le présent résumé.

2. Dans de nombreux cas, les gouvernements ne se réfèrent pas à l'ensemble des considérations préliminaires. Plusieurs gouvernements ont préféré décrire en détail leur législation actuelle : c'est le cas notamment de l'Argentine qui n'a pas commenté les considérations préliminaires du Groupe de travail. D'autres n'ont évoqué qu'un certain nombre de ces considérations. Plusieurs gouvernements ont fait des déclarations d'ordre général, touchant non pas les questions portées à leur attention mais principalement la compétence des organismes internationaux à les examiner. Tel est notamment le cas de la Chine qui a déclaré que, pour des raisons historiques, culturelles et sociales, bon nombre de dispositions de la législation chinoise étaient difficilement conciliables avec celles d'autres Etats concernant l'instruction et le jugement des cas de disparition.

3. Plusieurs gouvernements se sont déclarés totalement favorables aux considérations préliminaires du Groupe de travail. Font partie de ce nombre, Bahreïn, Chypre, l'Equateur, le Pakistan, le Paraguay, les Philippines et la République islamique d'Iran. Certains gouvernements, tout en approuvant d'une manière générale les considérations préliminaires, ont émis des objections sur certains points particuliers. C'est notamment le cas de l'Autriche, du Chili, de la Colombie, de l'Iraq et de la Yougoslavie.

A. Législation des pays concernant les disparitions forcées
considérées comme des infractions pénales

4. En ce qui concerne la législation nationale, tous les gouvernements qui ont répondu au Groupe de travail ont indiqué que leur législation pénale ne prévoyait aucune disposition concernant spécifiquement les disparitions, dans certains cas parce que ce phénomène ne s'était jamais produit et que la nécessité d'une telle législation ne s'était donc pas présentée. Citant des dispositions interdisant l'arrestation, la réclusion ou la détention effectuée d'une manière illégale, les enlèvements, les mauvais traitements, la torture et le meurtre, la plupart de ces gouvernements ont déclaré que ces dispositions étaient suffisantes pour couvrir des situations pouvant conduire à des disparitions.

5. La Colombie a indiqué que sa Constitution interdisait formellement les actes entraînant des disparitions forcées ou involontaires.

6. Le Bélarus a indiqué qu'en vertu de la législation en vigueur, il était possible de qualifier une action au regard de la loi pénale lorsque le responsable était identifié; de ce fait, il n'était pas nécessaire de définir formellement la responsabilité pénale dans le cas des disparitions forcées ou involontaires.

B. L'habeas corpus en tant que moyen d'empêcher les disparitions et de déterminer le lieu où se trouvent les personnes disparues

7. En ce qui concerne l'habeas corpus, plusieurs gouvernements ont indiqué que leur législation prévoyait une procédure très complète à cet égard. D'autres ont indiqué que leur législation ne comportait aucune mesure de protection telle que l'habeas corpus (dans de nombreux cas, cette procédure est considérée comme un recours juridique propre à la législation anglo-américaine qu'il est impossible d'incorporer dans d'autres systèmes juridiques) mais que les garanties constitutionnelles touchant la protection des droits de l'homme en tenaient lieu. D'autres gouvernements ont signalé l'existence d'une procédure d'habeas corpus, qui était soit explicitement formulée, soit implicitement contenue dans leur système juridique et qui était basée sur la common law.

8. Plusieurs gouvernements ont approuvé cette considération préliminaire. L'Equateur, en particulier, a indiqué que l'habeas corpus devait garantir la remise en liberté rapide d'une personne détenue arbitrairement. Ce pays ajoutait que l'autorité compétente devait pouvoir enquêter sans restriction et accéder librement aux lieux où l'on supposait que la personne était détenue et que tout fonctionnaire désobéissant aux ordres concernant la présentation immédiate du détenu devait faire l'objet de sanctions.

9. Certaines réponses reçues par le Groupe de travail précisent la teneur des lois nationales et mentionnent, notamment, le degré d'applicabilité de l'habeas corpus et les facilités accordées aux autorités judiciaires pour rechercher le lieu où une personne disparue peut se trouver.

10. La Malaisie a signalé que, dans sa législation, l'habeas corpus concernait exclusivement la détention illégale ou inappropriée, et n'était pas applicable aux personnes qui avaient disparu.

C. Bon fonctionnement de l'administration de la justice en tant qu'élément important afin d'identifier les responsables des disparitions

11. Plusieurs gouvernements ont décrit le fonctionnement de leurs systèmes judiciaires et les réformes introduites récemment dans leur procédure pénale afin d'assurer l'identification et le châtiement des fonctionnaires gouvernementaux qui commettent des abus. La Tunisie, en particulier, a signalé qu'en vertu de son Code civil, la responsabilité civile était applicable à l'Etat pour toute action ou erreur commise par ses représentants,

agents et fonctionnaires dans l'exécution des tâches qui leur avaient été confiées. Le Panama a souligné la nécessité d'un bon fonctionnement du système judiciaire doté de ressources suffisantes pour mener à bien rapidement les enquêtes pénales et punir les personnes dont la responsabilité avait été établie.

D. Mesures à prendre pour protéger contre les mauvais traitements, les manoeuvres d'intimidation ou les représailles de toutes les personnes participant à des enquêtes sur des disparitions

12. Plusieurs pays, en particulier le Pakistan, ont souligné le fait que les enquêteurs et les personnes chargées d'instruire des affaires concernant des personnes détenues illégalement ou ayant disparu étaient protégés par la loi.

13. A cet égard, les Philippines ont déclaré que les citoyens devaient être incités à faire valoir leurs droits et qu'il fallait combattre la négligence en la matière. Il était nécessaire de promulguer des lois destinées à protéger les témoins. En effet, lorsqu'ils ont un sentiment d'insécurité, les témoins éventuels de violations des droits de l'homme se dérobent, ne voulant pas être impliqués dans de telles affaires.

E. Obligation de mener des enquêtes sur les disparitions et de punir les auteurs de ces crimes

14. Tous les gouvernements ont reconnu que l'arrestation et la détention illégales, les mauvais traitements et la torture, les disparitions et tout acte criminel entraînant de graves violations des droits de l'homme devraient faire l'objet d'enquêtes, de poursuites et de sanctions. A cet égard, le Burkina Faso a déclaré que la notion d'impunité était très étroitement liée au principe de l'égalité devant la loi qu'aucune disposition juridique ne saurait enfreindre. La Chine et la Malaisie ont insisté sur le fait que l'enquête devait être menée conformément aux procédures légales de l'Etat concerné et que celui-ci, dans la mesure où il était fidèle à ses obligations internationales, devait être libre de choisir sa propre procédure.

F. La prescription

15. Les considérations du Groupe de travail concernant la prescription ont reçu l'aval de l'Egypte et des gouvernements qui avaient fait leur l'ensemble des "considérations préliminaires". D'autres pays, comme le Mexique et le Bélarus, ont déclaré que la prescription faisait partie de leur législation pénale et avait pour but de protéger le citoyen devant la loi; le Rwanda a fait observer que l'engagement de poursuites contre l'auteur d'un crime pourrait avoir des effets pervers dans une société qui aurait oublié les effets de crimes innombrables commis dans le passé et laissés impunis. De l'avis de l'Autriche, exclure totalement la prescription n'était pas acceptable. En revanche, on pouvait admettre la possibilité de suspendre la prescription aussi longtemps qu'il était impossible ou difficile de mener des enquêtes ou d'engager des poursuites pour des délits, parce que la loi ou l'indépendance du système judiciaire n'était plus respectée. La Yougoslavie a

suggéré que le principe de la non-applicabilité de la prescription soit remplacé par un allongement du délai de prescription de l'action pénale. Le Chili a fait observer que les disparitions constituaient un crime "continu", c'est-à-dire un crime dont la prescription ne pouvait commencer qu'avec sa cessation, c'est-à-dire au moment où la victime était libérée ou retrouvée.

G. Publication des résultats de l'enquête en tant que moyen d'établir les responsabilités

16. La plupart des gouvernements ayant communiqué leurs observations sur les considérations préliminaires du Groupe de travail se sont rangés à l'avis de ce dernier, à savoir que la publication des résultats d'enquête sur des cas de disparition et des noms des responsables était le seul moyen d'inculper ces derniers et d'établir l'étendue de leur responsabilité. L'Autriche a été le seul pays à exprimer un avis contraire, arguant qu'une telle publication pourrait compromettre la sécurité des victimes survivantes ainsi que celle des personnes reconnues coupables mais n'ayant joué qu'un rôle mineur dans ces disparitions ou dans des crimes apparentés. Le Mexique a déclaré que la Commission nationale des droits de l'homme, organe gouvernemental, publiait actuellement les résultats de ses enquêtes ainsi que ses recommandations sur tous les cas de violation des droits de l'homme qui lui avaient été soumis, mais a insisté sur le fait que l'Etat n'avait aucune obligation de procéder à cette publication.

17. Les Philippines se sont déclarées d'avis que la publication des rapports d'enquête pouvait n'être pas toujours souhaitable, en particulier lorsqu'une telle publication risquait de compromettre l'investigation, à moins que les responsabilités n'aient été clairement établies par les tribunaux.

18. La Malaisie a fait savoir que, dans certains cas, les auteurs d'actes conduisant à des disparitions forcées étaient des organismes ou des agents du gouvernement; en pareil cas, l'identité des auteurs de ces crimes importait peu pour ce qui était de déterminer la culpabilité et la sanction puisqu'en dernière instance, l'obligation d'enquêter, d'engager des poursuites et de punir les coupables incombait à l'Etat lui-même.

H. Lois d'amnestie et autres lois ou décrets exonérant de leur responsabilité les auteurs d'actes conduisant à des disparitions

19. Outre les gouvernements qui approuvaient entièrement ou d'une manière générale les considérations préliminaires du Groupe de travail, les gouvernements ci-après : Burkina Faso, Malte, Maroc, Rwanda et Samoa occidentale étaient d'avis qu'aucune loi ou décret exonérant de leur responsabilité les auteurs d'actes conduisant à des disparitions ne devait être promulgué ou maintenu. Ont émis des objections à ce qui précède le Bélarus, qui a déclaré que, conformément à sa législation, des personnes pouvaient être soustraites à la sanction par voie d'amnistie; la Malaisie, qui a déclaré que cette question était affaire de politique; et le Mexique, qui a déclaré que certaines personnes, comme les membres de la famille du délinquant et les personnes ayant des liens étroits avec celui-ci, pouvaient être exonérées de toute responsabilité.

I. L'action judiciaire et le prononcé des peines dans le cas de délits impliquant des violations graves des droits de l'homme, comme les disparitions, devraient avoir pour cadre les juridictions civiles, même si ces délits ont été commis par des membres des forces armées

20. Outre ceux qui étaient généralement d'accord avec les considérations préliminaires du Groupe de travail, d'autres gouvernements étaient favorables au principe selon lequel les délits impliquant des violations des droits de l'homme devaient être portés devant les juridictions civiles en raison de leur caractère éminemment civil et parce qu'il n'était pas souhaitable d'en saisir les tribunaux militaires, qui n'avaient aucun mal à truquer le procès et à acquitter l'accusé. Le Burkina Faso, en particulier, a appelé l'attention sur le fait que les juges des tribunaux civils pouvaient, eux aussi, par crainte de représailles, se rendre responsables d'irrégularités et souligné par conséquent la nécessité de garantir solidement l'indépendance du pouvoir judiciaire, notamment pendant l'état d'urgence. L'Iraq, le Mexique et le Maroc ont appuyé la considération du Groupe de travail en se basant sur leur propre législation; le Mexique a indiqué en outre que, en vertu de sa Constitution, il appartenait aux tribunaux militaires de juger les atteintes ou infractions à la discipline militaire et qu'il ne devait être tenu aucun compte du statut de l'individu ayant commis le délit. Bien que généralement favorable à cette considération, la Colombie a signalé que sa Constitution établissait une exception pour les délits commis par les membres de la police et des forces armées dans l'exercice de leurs fonctions; les délits qui, de toute évidence, n'avaient rien à voir avec le service actif, étaient renvoyés devant les juridictions de droit commun. Le Rwanda s'est déclaré opposé à cette considération. Quant au Bélarus, à la Bolivie et à la Malaisie, ceux-ci ont déclaré que, en vertu de leur législation, les délits, quels qu'ils soient, commis par des membres des forces armées dans l'exercice de leurs fonctions, y compris les violations graves des droits de l'homme, étaient jugés par les tribunaux militaires.

J. L'obéissance aux ordres en tant qu'argument de défense pour celui auquel est imputé la responsabilité de disparitions

21. Cette considération a reçu l'aval de la Bolivie, du Maroc et du Rwanda, en plus de celui des pays ayant fait leur l'ensemble des considérations préliminaires. De l'avis du Maroc, c'était aux tribunaux qu'il incombait de déterminer, conformément à la législation, la culpabilité des personnes ayant obéi à des ordres. Le Pakistan a déclaré que, selon sa jurisprudence, le refus d'exécuter un ordre illégal n'était pas un délit.

22. La Colombie, l'Iraq, la Malaisie et le Mexique ont exprimé leur désaccord au sujet de cette considération, au motif que, d'après leurs lois, l'obéissance aux ordres constituait un facteur d'exonération; en pareil cas, la responsabilité retombait exclusivement sur le supérieur ayant émis l'ordre. Au Mexique, le Code pénal stipulait la décharge de l'exécutant, à moins que celui-ci n'ait été parfaitement informé du fait que l'ordre lui-même constituait un délit.

23. Le Bélarus a précisé que la notion de "circonstances atténuantes" ne figurait pas dans sa législation, une telle notion revenant à modifier la qualification de l'action commise; de telles circonstances n'étaient donc pas considérées comme atténuant la culpabilité.

K. Autres suggestions spécifiques

24. Chypre a proposé de publier un rapport qui consignerait toutes les objections soulevées par des Etats Membres à propos des enquêtes sur les disparitions forcées ou involontaires.

25. Les Philippines ont suggéré que l'ONU entreprenne un programme qui inciterait les gouvernements à s'engager à diffuser des informations pour familiariser les citoyens avec les droits qui sont les leurs et les garanties dont ils disposent en vertu de la législation du pays. Les autorités de l'armée et de la police organiseraient régulièrement des séminaires et mettraient en oeuvre d'autres moyens destinés à faire connaître et comprendre la législation.

26. Le Chili a indiqué que les considérations préliminaires du Groupe de travail concernaient principalement la question de l'impunité légale mais qu'il fallait également prendre en compte l'impunité politique et morale. L'impunité politique consistait à légitimer les actes de fonctionnaires impliqués dans des violations des droits de l'homme en leur assurant une publicité ou en les protégeant devant la loi, en les promouvant à des échelons supérieurs de la fonction publique, et en leur décernant des félicitations et des décorations pour le "succès" de leur lutte contre la criminalité. L'impunité morale consistait à justifier les agents de l'Etat qui commettaient des actes criminels en faisant d'eux des héros qui défendaient la patrie et luttait contre la subversion. Il était donc très important que les Etats prennent des mesures pour empêcher des actions pouvant conduire à des disparitions forcées ou involontaires et à l'impunité.

II. VUES DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

27. Les communications reçues des organisations non gouvernementales s'avèrent généralement favorables aux considérations énoncées dans la lettre du Groupe de travail et en indiquent les raisons. Elles fournissent également un certain nombre d'éléments nouveaux sur la question de l'impunité. On trouvera résumés ici les aspects les plus importants de ces communications, à l'exclusion des passages qui traitent de situations dans des pays déterminés.

28. Toutes les ONG s'accordent à reconnaître que les enquêtes sur les violations des droits de l'homme, menées en bonne et due forme, sont essentielles si l'on veut que toute la vérité soit faite au sujet de ces violations. Qu'il s'agisse des victimes, des membres de leurs familles ou de la société en général, tous ont un intérêt vital à ce que la vérité, en ce qui concerne les violations passées, soit connue et à ce que les crimes contre les droits de l'homme, qui n'ont pas encore été élucidés le soient. De même, traduire en justice les auteurs de ces crimes est important, et ce non seulement par rapport à l'affaire elle-même, mais aussi pour bien faire comprendre que les violations des droits de l'homme ne seront pas tolérées et

que ceux qui les commettent seront considérés comme pleinement responsables. Lorsqu'il n'y a pas d'enquête et que les délinquants n'ont pas de comptes à rendre, un cycle de violence se déclenche qui tend à se perpétuer, entraînant des violations continues des droits de l'homme commises en toute impunité.

Responsabilité de l'Etat

29. Toutes les ONG ont souligné la responsabilité de l'Etat dans les cas de disparitions forcées ou involontaires. Amnesty International fait observer que lorsque des violations des droits de l'homme commises par les gouvernements précédents sont restées impunies, le gouvernement suivant a l'obligation d'assumer la responsabilité desdites violations et de prendre des mesures pour empêcher que celles-ci continuent. Le Comité de défense des droits de l'homme au Honduras (CODEH) et le Service chrétien d'assistance juridique de Mgr Oscar Arnulfo Romero (SJCAOAR) ont insisté sur le fait que l'Etat doit assumer la responsabilité conjointe des actions illégales dont ses agents se sont rendus coupables. La Ligue internationale des droits de l'homme considère que, en droit international, le devoir des Etats d'établir la responsabilité légale des disparitions et de déterminer le sort des personnes disparues persiste aussi longtemps que le sort de ces dernières demeure inconnu. En particulier, les Etats parties à des instruments internationaux tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques devraient être considérés comme étant en infraction par rapport au Pacte, aussi longtemps qu'ils sont incapables de déterminer le sort d'une personne qui a disparu, même si cette disparition a eu lieu avant l'entrée en vigueur du Pacte au regard de l'Etat partie concerné.

Dans bien des cas, les gouvernements n'ont pas la volonté politique de punir les auteurs de violations des droits de l'homme

30. Amnesty International, la Commission internationale de juristes (CIJ) et le SJCAOAR ainsi que la Commission des droits de l'homme d'El Salvador (CDHEL) ont exprimé l'avis que, pour mettre fin aux disparitions et à tous les problèmes qu'elles posent, il faudrait engager un processus lourd d'implications politiques et que ce sont ces implications qui, dans bien des cas, contribuent précisément à perpétuer l'impunité. Le plus souvent, les gouvernements n'ont pas la volonté politique nécessaire pour punir les auteurs de violations des droits de l'homme. Dans les pays qui sont passés d'un régime de type totalitaire à un système démocratique digne de ce nom, il arrive que ceux qui participent au transfert du pouvoir ne soient pas pleinement ni politiquement déterminés à combattre l'impunité pour l'amour de la justice. Trop fréquemment, les gouvernements ne se donnent pas la peine d'entreprendre ou de mener jusqu'au bout des enquêtes indépendantes et impartiales au sujet de violations des droits de l'homme. C'est particulièrement vrai dans les pays où les responsables de telles violations sont des groupes paramilitaires ou des organisations connues sous le nom d'"escadrons de la mort".

31. Une première grande mesure que les chefs d'Etat pourrait prendre pour démontrer une authentique et sincère volonté politique serait de reconnaître que les disparitions forcées ou involontaires ont existé en tant que pratique

utilisée par l'Etat pour exercer un contrôle social et politique dans un pays donné et que les auteurs, les instigateurs et les complices d'actes ayant conduit à de telles disparitions ont échappé à la justice.

Domination des militaires dans des pays ayant un gouvernement civil élu

32. Amnesty International (AI), la Commission internationale des juristes (CIJ), la Ligue internationale des droits de l'homme, le Comité de défense des droits de l'homme au Honduras (CODEH), la Coalition contre l'impunité, la Commission des droits de l'homme d'El Salvador (CDHES), l'Association des familles françaises de prisonniers politiques en Guinée, et le Service de la paix et de la justice en Amérique latine (SERPAJ-AL) ont exprimé les vues exposées ci-après :

33. Un système qui facilite et tolère des actes entraînant des disparitions forcées ou involontaires et d'autres violations graves des droits de l'homme est un système où le pouvoir des autorités militaires prédomine sur celui des autorités civiles. Dans de nombreux pays, l'armée et les forces de sécurité constituent un Etat dans l'Etat, demeurent hors de portée de la loi et échappent au contrôle des civils. Les cas de disparition sont de plus en plus nombreux dans des pays gouvernés par des civils élus, où la population a théoriquement à sa disposition un large éventail de recours juridiques.

34. Le pouvoir des militaires se manifeste clairement au niveau institutionnel dans les pays où ces derniers ne rendent aucun compte de leurs actes et outrepassent les compétences qui sont les leurs au regard de la loi, en s'arrogeant le droit de prendre des décisions dans des domaines tels que la sécurité, la manière dont le budget militaire doit être dépensé et l'attitude à adopter en matière de droits de l'homme.

35. Bien que les gouvernements ne cessent d'exprimer leur attachement aux droits de l'homme, on constate souvent une divergence entre la politique étrangère et les pratiques de l'armée. Dans les pays où les violations graves des droits de l'homme sont devenues banales, les membres des forces armées et de la police entravent fréquemment le cours de la justice. Dans bien des cas, les autorités militaires nient le fait qu'elles détiennent des prisonniers et refusent de se soumettre aux ordres des tribunaux. Il est fréquent qu'elles refusent de communiquer des pièces et des registres et en limitent l'accès au personnel militaire, transfèrent les auteurs présumés de délits dans une autre partie du pays et accusent le plaignant d'activités illégales, notamment d'insurrection. Dans de nombreux pays, les autorités militaires mettent à l'abri des poursuites, en assurant leur transfert ou en leur offrant une protection, des membres des forces armées et de la police recherchés par les tribunaux civils. Le recours aux tribunaux militaires pour juger les auteurs présumés d'atteintes aux droits de l'homme demeure un obstacle majeur à l'aboutissement des procédures engagées à l'encontre de ces derniers. En règle générale, les tribunaux militaires n'ont pas l'impartialité nécessaire pour garantir que l'enquête et l'action judiciaire seront menées d'une manière juste et équitable.

36. Un Etat n'est pas exonéré du devoir de punir les auteurs d'actes ayant entraîné des disparitions quand la procédure est conduite par des personnes de mauvaise foi ou menée par des institutions partiales.

Inefficacité du pouvoir judiciaire

37. Amnesty International, la Commission internationale de juristes, le Comité de défense des droits de l'homme au Honduras, le Service chrétien d'assistance juridique de Mgr Oscar Arnulfo Romero et le Comité de défense des droits de l'homme en El Salvador font observer que, les disparitions ayant un caractère clandestin, les mécanismes juridiques destinés à protéger l'individu s'avèrent rarement efficaces contre une pratique qui a spécifiquement pour but de mettre en échec l'Etat de droit et d'assurer l'impunité des coupables. Dans bien des pays, les tribunaux et les services chargés de l'enquête n'ont ni le pouvoir ni les ressources nécessaires pour mettre les faits à jour dans les cas de violation des droits de l'homme.

38. Pour mettre fin à l'impunité, il faudrait donc introduire des changements importants dans le système judiciaire de manière à en renforcer les pouvoirs et l'efficacité. Un tel remaniement devrait viser à assurer l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire face aux autres branches du gouvernement, notamment face au pouvoir exécutif. Il implique également que l'on assure une formation à tous ceux qui participent à l'administration de la justice, que l'on utilise des techniques modernes en matière d'investigation, que l'on prévoie des ressources financières suffisantes et que l'on prenne d'autres mesures analogues.

39. L'importance de l'enquête en tant que moyen de faire la lumière sur les cas de disparition et autres violations des droits de l'homme apparaît clairement quand on considère que le but même de ces disparitions est d'éliminer et de détruire la preuve. Moyennant quoi il n'existe qu'une possibilité si l'on veut que justice soit faite : confier le soin de mener une enquête impartiale à des personnes connues pour leur intégrité, n'ayant aucun lien avec le gouvernement ou le parti au pouvoir et possédant l'autorité nécessaire pour obtenir l'accès aux documents et registres des forces armées et interroger les membres des forces armées quels qu'ils soient. Autrement, l'impunité continuera, puisque l'expérience a montré que le système juridique est inadéquat et inefficace quand il s'agit de punir ceux qui commettent de graves violations des droits de l'homme.

Garanties nationales (habeas corpus)

40. Amnesty International, la Commission internationale de juristes, le Comité de défense des droits de l'homme au Honduras, le Centre d'étude et d'action pour la paix (CEAPAZ) et Kiluseng Mayo Uno (KMU), soulignent l'importance des recours juridiques nationaux destinés à protéger la liberté et la sécurité des citoyens. Le pouvoir judiciaire a souvent failli à ses responsabilités dans ce domaine. La faiblesse du pouvoir judiciaire, les difficultés que posent l'administration de la justice, les problèmes techniques et le manque de coopération de la part des fonctionnaires du gouvernement, tout cela contribue à engendrer un sentiment général d'absence totale de protection qui risque d'exacerber la violence.

41. Dans un certain nombre de pays, les enquêtes menées dans le cadre de la procédure d'habeas corpus sont confiées à la police ou à des services de renseignements placés sous les ordres des autorités militaires ou étroitement liés à celles-ci au sein du système de sécurité nationale. De ce fait, les personnes chargées de ces enquêtes abandonnent celles-ci lorsque des militaires ou des membres de la police sont impliqués. Quant à ceux qui signalent un cas de disparition, ils n'ont guère le sentiment d'être à l'abri des représailles, et cela vaut autant pour les victimes que pour leurs proches ou pour les témoins. De surcroît, dans bien des cas, les autorités judiciaires ne montrent aucun empressement à examiner les cas de violations graves des droits de l'homme, en particulier lorsque des militaires sont impliqués.

Punition des responsables de violations graves des droits de l'homme, par opposition à l'amnistie, à la grâce et à l'application de lois relatives au devoir d'obéissance

42. Toutes les ONG ont repris à leur compte la considération formulée dans la lettre du Groupe de travail, selon laquelle il importe de ne promulguer ou maintenir en vigueur aucune loi ni aucun décret qui, en fait, décharge de leur responsabilité les auteurs d'actes ayant entraîné des disparitions.

43. Amnesty International, la Ligue internationale des droits de l'homme, la Commission internationale de juristes, l'American Association of Jurists (AAJ), le Comité de défense des droits de l'homme au Honduras, le Service de la paix et de la justice en Amérique latine (SERPAJ-AL), la Commission des droits de l'homme en El Salvador, le Centre d'étude et d'action pour la paix (CEAPAZ) et le Service chrétien d'assistance juridique de Mgr Oscar Arnulfo Romero (SJCAOAR) ont formulé, en outre, les observations suivantes :

44. Les lois d'amnistie qui ont pour effet d'empêcher les poursuites ou de mettre fin aux enquêtes et procédures pénales en cours contribuent également à favoriser l'impunité. Dans certains cas, les autorités gouvernementales responsables de violations des droits de l'homme ont pu barrer la voie à toute investigation en s'octroyant à elles-mêmes l'amnistie avant le transfert du pouvoir. Les gouvernements suivants perpétuent le phénomène de l'impunité lorsqu'ils maintiennent de telles mesures ou proclament eux-mêmes une telle amnistie. Ils justifient souvent leur comportement en invoquant l'argument de la réconciliation nationale et du maintien de la sécurité. Pourtant, dans certains cas, il est évident que ces mesures ont surtout été appliquées sous l'effet des pressions exercées par ceux qui détenaient auparavant le pouvoir et qui conservent une grande influence pendant la période de transition.

45. Les décrets promulgués sous prétexte d'assurer le "pardon, l'oubli et la réconciliation" et de faire "table rase" n'encouragent guère la réconciliation nationale, dans la mesure où ils n'ont d'autre but que de protéger les intérêts de ceux qui se sont rendus coupables de tortures, de meurtres et d'actes ayant entraîné des disparitions. On ne peut pardonner sans savoir pourquoi, à qui et ce que l'on pardonne. L'amnistie ou la grâce octroyée par les pouvoirs législatifs ou exécutifs est contraire au principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire et constitue, en fait, une arme politique

abondamment utilisée par les dictatures et par les gouvernements constitutionnels, sans autre but que d'assurer l'impunité aux auteurs de violations graves des droits de l'homme.

46. Les lois d'amnistie et les grâces officielles ou déguisées accordées sous couvert de lois relatives au devoir d'obéissance aux auteurs d'actes ayant entraîné des disparitions peuvent être incompatibles avec les obligations internationales des Etats de poursuivre et punir les responsables de tortures (Convention contre la torture) et d'assurer que les victimes disposent d'un recours utile "alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles" (Pacte international relatif aux droits civils et politiques) et avec le principe généralement reconnu, selon lequel les auteurs de crimes particulièrement graves et odieux ne sauraient être soustraits aux sanctions pénales, même lorsque des raisons politiques ou de sécurité sont invoquées. En outre, lorsqu'ils sont commis sur une vaste échelle, pour des raisons politiques, raciales ou religieuses, les actes entraînant des disparitions constituent des crimes contre l'humanité au sens qu'ont donné à cette expression les tribunaux qui ont poursuivi les criminels de guerre nazis. Certes, s'agissant de certains droits de l'homme, les Etats peuvent s'acquitter du devoir d'empêcher leur violation en utilisant des moyens autres que les sanctions pénales, notamment par des mesures disciplinaires d'ordre administratif. Toutefois, l'obligation de garantir le nombre restreint des droits qui protègent le citoyen contre des atteintes graves à son intégrité physique suppose nécessairement l'application de sanctions pénales, car, dans ce cas, il est indispensable que la dissuasion soit efficace.

47. A certaines périodes de l'histoire, il peut s'avérer nécessaire sur le plan politique d'accorder l'amnistie, afin d'aider la société à panser ses plaies. Toutefois, une telle mesure ne doit pas être arbitraire; elle doit avoir des limites spécifiques qui résident dans les obligations internationales des Etats en matière de droits de l'homme. L'amnistie ne doit pas être pour l'Etat le moyen d'éluder sa responsabilité d'enquêter sur des violations des droits fondamentaux de l'homme et de sanctionner les coupables. Avant qu'une amnistie puisse être accordée, l'affaire doit être instruite et jugée par un tribunal; des peines individuelles doivent être prononcées même si, en dernière instance, elles ne sont pas intégralement appliquées.

48. La publication des faits et la condamnation avec sursis peuvent constituer, pour les coupables, une sanction morale suffisante et garantir que ceux-ci seront maintenus à l'écart des services gouvernementaux qui les employaient quand ils ont commis des actes criminels. Même lorsque l'amnistie ou la grâce est accordée, il est essentiel que l'intéressé soit renvoyé du poste qu'il occupait dans les institutions de l'Etat à partir desquelles des actes ayant entraîné des disparitions ou d'autres violations graves des droits de l'homme ont été commis. Les personnes, militaires ou civils, qui sont impliquées dans des crimes portant atteinte aux droits et libertés les plus fondamentaux, devraient être exclues de la représentation diplomatique ou de toute autre forme de représentation de leur pays auprès des institutions internationales ou d'autres instances.

49. Les criminels doivent être jugés sur la base de leur responsabilité individuelle. Les peines les plus lourdes doivent être infligées aux instigateurs des crimes commis. L'obéissance aux ordres ne saurait en aucun cas être considérée comme une circonstance atténuante, sauf lorsqu'il y a eu contrainte. En particulier, s'agissant des membres des escadrons de la mort ou d'autres groupes qui commettent des crimes odieux de leur propre chef, aucune circonstance atténuante, comme l'obéissance aux ordres, ne saurait être prise en considération.

50. Amnesty International déclare ne pas prendre position sur la question de l'octroi de la grâce après la déclaration de culpabilité, une fois la vérité connue et la procédure judiciaire terminée.

Question de la prescription

51. La question de la prescription est évoquée par Americas Watch, l'American Association of Jurists, la Ligue internationale des droits de l'homme, le Service chrétien d'assistance juridique de Mgr Oscar Arnulfo Romero et le Mouvement oecuménique pour les droits de l'homme. Ces organisations estiment essentiel que la prescription ne s'applique pas, notamment en ce qui concerne les disparitions. Lorsque des actes entraînant des disparitions sont commis de façon massive, pour des raisons politiques, raciales ou religieuses, ils constituent des crimes contre l'humanité et ne sauraient, par conséquent, être soumis à prescription.

52. La nature même des actes entraînant des disparitions forcées ou involontaires fournit un argument juridique contre l'application de la prescription, dans la mesure où ce crime continue de produire des effets aussi longtemps que le sort de la victime ne change pas ou n'est pas élucidé. Comme il s'agit d'une infraction continue, la prescription de l'action pénale ne commence qu'à partir du jour où le crime cesse d'être commis. La Cour interaméricaine des droits de l'homme a entériné ce point de vue dans les décisions qu'elle a rendues au sujet de deux cas de disparition au Honduras. Les pays devraient donc spécifier expressément dans leurs textes de loi que les disparitions forcées ou involontaires constituent des actes punissables non soumis à aucune forme de prescription.

L'impunité et ses conséquences du point de vue de la démocratie et de la jouissance des droits économiques et sociaux

53. L'American Association of Jurists, le Centre d'étude et d'action pour la paix, la Fédération internationale Terre des Hommes, le Service de la paix et de la justice en Amérique latine et le Service chrétien d'assistance juridique de Mgr Oscar Arnulfo Romero ont évoqué des questions liées à l'impunité, comme le fonctionnement de la société démocratique, la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels et la participation de la population. Ces organisations se sont déclarées d'avis que l'incapacité à faire respecter la justice la plus élémentaire et le fait de laisser certains individus ou groupes se placer au-dessus des lois engendrent un climat de méfiance et de peur qui permet à ceux qui sont au pouvoir de violer sans limite les droits de l'homme. Les personnes vulnérables se voient ainsi privées de tout moyen de se défendre. En outre, jouissent de l'impunité non seulement les personnes qui

ont tué, torturé ou fait disparaître des gens mais également celles qui ont utilisé leur pouvoir pour commettre des crimes économiques ayant engendré la famine et causé la mort d'un grand nombre. Dans les pays où le poids de la dette extérieure rabaisse les secteurs les plus démunis de la population à des niveaux inférieurs au seuil de survie, les individus, en particulier les enfants, se voient priver du droit à la vie. Dans un tel climat, les pratiques criminelles auxquelles se livre l'Etat lui-même ont pour effet de détruire le tissu social. Les victimes ne sont pas seulement les groupes organisés ou les mouvements qui se créent pour faire face à la violence institutionnalisée, mais également les paysans, les travailleurs, les habitants des bidonvilles, les marginaux - notamment des centaines de jeunes - les peuples autochtones qui sont l'objet de massacres frisant le génocide, les personnes déplacées et les dirigeants des partis ou mouvements qui critiquent la politique du gouvernement. La destruction du tissu social va alors jusqu'à la désintégration des liens culturels.

54. Le processus de démocratisation des années 80 a donné des résultats limités et aléatoires. Même lorsqu'ils réintègrent leurs casernes, les membres des forces armées ne sont jamais loin du pouvoir. Il s'agit d'ailleurs d'un pouvoir partagé, où l'équilibre des forces en présence fluctue. La démocratie demeure limitée, dans la mesure où elle n'est pas à la hauteur des objectifs économiques, politiques, sociaux et culturels du pays. Le bas niveau de participation démocratique dans les domaines économique et social fait le jeu des partisans de l'impunité. Or, tout progrès dans la lutte contre l'impunité suppose un renforcement du processus démocratique, lequel est nécessairement entravé par la pratique même de l'impunité. Lorsque la terreur empêche la participation de la population, la pauvreté s'étend et la violence acquiert une dimension structurelle. D'où un cercle vicieux incompatible avec le développement de la démocratie et de la participation, quels que soient par ailleurs les efforts déployés par des gouvernements démocratiquement élus.

55. Toute initiative tendant à mettre fin aux disparitions et à l'impunité n'aura qu'un effet limité si les ONG qui surveillent la situation des droits de l'homme n'y participent pas, non seulement parce que ces organisations possèdent une masse d'informations mais aussi parce qu'elles sont en mesure d'associer la société civile à ce qui apparaît comme une tâche d'une extraordinaire complexité.

Annexe II

PROJET DE DECLARATION SUR LA PROTECTION DE TOUTES LES PERSONNES
CONTRE LES DISPARITIONS FORCEES a/

L'Assemblée générale,

Considérant que, conformément aux principes proclamés dans la Charte des Nations Unies et dans d'autres instruments internationaux, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables est le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Ayant à l'esprit l'obligation faite aux Etats, aux termes de la Charte des Nations Unies, en particulier de l'Article 55, de promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Profondément préoccupée de constater que, dans de nombreux pays, des disparitions forcées ont lieu, souvent de façon persistante, en ce sens que des personnes sont arrêtées, détenues ou enlevées contre leur volonté ou privées de toute autre manière de leur liberté par des agents du gouvernement, de quelque service ou à quelque niveau que ce soit, par des groupes organisés ou par des particuliers, qui agissent au nom du gouvernement ou avec son appui direct ou indirect, son autorisation ou son assentiment, et qui refusent ensuite de révéler le sort réservé à ces personnes ou l'endroit où elles se trouvent ou d'admettre qu'elles sont privées de liberté, les soustrayant ainsi à la protection de la loi,

Considérant que les disparitions forcées portent atteinte aux valeurs les plus profondes de toute société attachée au respect de la légalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et que leur pratique systématique est de l'ordre du crime contre l'humanité,

Rappelant la résolution 33/173 du 20 décembre 1978, par laquelle l'Assemblée générale s'est déclarée inquiète des informations provenant de diverses régions du monde et faisant état de la disparition forcée ou involontaire de personnes, et émue devant l'angoisse et le chagrin causés par ces disparitions, et a demandé aux gouvernements de veiller à ce que les autorités ou organismes chargés de l'ordre public et de la sécurité aient à répondre devant la loi en cas d'excès qui conduiraient à la disparition forcée ou involontaire de personnes,

Rappelant également la protection que les Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels de 1977 accordent aux victimes de conflits armés,

a/ Le projet de Déclaration a été adopté sans changement par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/133 du 18 décembre 1992.

Tenant compte notamment des articles pertinents de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui garantissent à chacun le droit à la vie, le droit à la liberté et à la sécurité de sa personne, le droit de ne pas être soumis à la torture et le droit à la reconnaissance de sa personnalité juridique,

Tenant compte en outre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui dispose que les Etats parties doivent prendre des mesures efficaces pour prévenir et réprimer les actes de torture,

Ayant présents à l'esprit le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir, et l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus,

Affirmant que, pour empêcher les disparitions forcées, il est nécessaire d'assurer le strict respect de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, figurant dans sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988, ainsi que des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, énoncés dans l'annexe à la résolution 1989/65 du Conseil économique et social, datée du 24 mai 1989, et approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/162 du 15 décembre 1989,

Gardant à l'esprit que si les actes qui conduisent à des disparitions forcées sont une infraction aux interdictions prévues par les instruments internationaux susmentionnés, il n'en est pas moins important d'élaborer un instrument faisant de tout acte conduisant à la disparition forcée de personnes un crime d'une extrême gravité, et fixant les règles destinées à réprimer et à prévenir de tels crimes,

Proclame la présente Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées en tant qu'ensemble de principes applicables par tout Etat,

Demande instamment qu'aucun effort ne soit épargné pour faire largement connaître et respecter la présente Déclaration.

Article premier

1. Tout acte conduisant à une disparition forcée constitue un outrage à la dignité humaine. Il est condamné comme étant contraire aux buts de la Charte des Nations Unies et comme constituant une violation grave et flagrante des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et réaffirmés et développés dans d'autres instruments internationaux pertinents.

2. Tout acte conduisant à une disparition forcée soustrait la victime de cet acte à la protection de la loi et cause de graves souffrances à la victime elle-même, et à sa famille. Il constitue une violation des règles du droit international, notamment celles qui garantissent à chacun le droit à la reconnaissance de sa personnalité juridique, le droit à la liberté et à la sécurité de sa personne et le droit de ne pas être soumis à la torture ni à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il viole en outre le droit à la vie ou le met gravement en danger.

Article 2

1. Aucun Etat ne doit commettre, autoriser ou tolérer des actes conduisant à des disparitions forcées.

2. Les Etats agissent aux niveaux national et régional et en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour contribuer par tous les moyens à prévenir et éliminer les disparitions forcées.

Article 3

Tout Etat prend des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour prévenir et éliminer les actes conduisant à des disparitions forcées, sur tout territoire relevant de sa juridiction.

Article 4

1. Tout acte conduisant à une disparition forcée est un crime passible de peines appropriées, qui tiennent compte de son extrême gravité au regard de la loi pénale.

2. La législation nationale peut prévoir des circonstances atténuantes pour ceux qui, ayant pris part à des actes conduisant à des disparitions forcées, auront contribué à ce que les victimes de ces actes soient retrouvées vivantes ou qui auront volontairement donné des informations permettant de connaître le sort qui leur a été réservé.

Article 5

Outre les sanctions pénales applicables, les disparitions forcées doivent engager la responsabilité civile de leurs auteurs, la responsabilité civile de l'Etat ou des autorités de l'Etat qui ont organisé ou toléré de telles disparitions ou qui y ont consenti, sans préjudice de la responsabilité internationale dudit Etat conformément aux principes du droit international.

Article 6

1. Aucun ordre ou instruction émanant d'une autorité publique, civile, militaire ou autre ne peut être invoqué pour justifier une disparition forcée. Toute personne recevant un tel ordre ou une telle instruction a le droit et le devoir de ne pas s'y conformer.

2. Tout Etat veille à ce que soient interdits les ordres ou instructions prescrivant, autorisant ou encourageant une disparition forcée.

3. La formation des agents chargés de l'application des lois doit mettre l'accent sur les dispositions ci-dessus.

Article 7

Aucune circonstance quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse d'une menace de guerre, d'une guerre, d'instabilité politique intérieure ou de toute autre situation d'exception, ne peut être invoquée pour justifier des disparitions forcées.

Article 8

1. Aucun Etat n'expulse, ne refoule, ni n'extrade une personne vers un autre Etat s'il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être victime d'une disparition forcée dans cet autre Etat.

2. Pour déterminer l'existence de tels motifs, les autorités compétentes tiennent compte de toutes les considérations pertinentes, y compris, le cas échéant, de l'existence, dans l'Etat intéressé, de situations qui révèlent des violations flagrantes, constantes et systématiques des droits de l'homme.

Article 9

1. Le droit à un recours judiciaire rapide et efficace, pour déterminer l'endroit où se trouve une personne privée de liberté ou son état de santé et/ou pour identifier l'autorité qui a ordonné la privation de liberté ou y a procédé, est nécessaire pour prévenir les disparitions forcées, en toutes circonstances, y compris celles visées à l'article 7.

2. Dans le cadre de ce recours, les autorités nationales compétentes ont accès à tous les lieux où se trouvent des personnes privées de liberté et à toutes parties de ces lieux, ainsi qu'à tout autre lieu s'il y a des raisons de croire que les personnes disparues peuvent s'y trouver.

3. Toute autre autorité compétente habilitée par la législation de l'Etat ou par tout instrument juridique international auquel cet Etat est partie a également accès à ces lieux.

Article 10

1. Toute personne privée de liberté doit être gardée dans des lieux de détention officiellement reconnus et être déférée à une autorité judiciaire, conformément à la législation nationale, peu après son arrestation.

2. Des informations exactes sur la détention de ces personnes et sur le lieu où elles se trouvent, y compris sur leur transfert éventuel, sont rapidement communiquées aux membres de leur famille, à leur avocat ou à toute personne légitimement fondée à connaître ces informations, sauf volonté contraire manifestée par les personnes privées de liberté.

3. Un registre officiel de toutes les personnes privées de liberté doit être tenu à jour dans tout lieu de détention. En outre, tout Etat doit prendre des mesures pour tenir des registres centralisés de ce type. Les informations

figurant sur ces registres sont tenues à la disposition des personnes mentionnées au paragraphe précédent, de toute autorité judiciaire ou autre autorité nationale compétente et indépendante et de toute autre autorité compétente habilitée par la législation nationale ou par tout instrument juridique international auquel l'Etat concerné est partie, qui désirent connaître l'endroit où une personne est détenue.

Article 11

Toute personne privée de liberté doit être libérée dans des conditions qui permettent de vérifier avec certitude qu'elle a été effectivement relâchée et, en outre, qu'elle l'a été de telle manière que son intégrité physique et sa faculté d'exercer pleinement ses droits sont assurées.

Article 12

1. Tout Etat établit dans sa législation nationale des règles qui permettent de désigner les agents du gouvernement habilités à ordonner des privations de liberté, fixent les conditions dans lesquelles de tels ordres peuvent être donnés et prévoient les peines qu'encourent les agents du gouvernement qui refusent sans justification légale de fournir des informations sur une privation de liberté.

2. Tout Etat veille de même à ce qu'un contrôle strict, s'effectuant selon une hiérarchie bien déterminée, s'exerce sur tous ceux qui procèdent à des appréhensions, arrestations, détentions, gardes à vue, transferts et emprisonnements, ainsi que sur les autres agents du gouvernement habilités par la loi à avoir recours à la force et à utiliser des armes à feu.

Article 13

1. Tout Etat assure à toute personne disposant d'informations ou pouvant invoquer un intérêt légitime, qui allègue qu'une personne a été victime d'une disparition forcée, le droit de dénoncer les faits devant une autorité de l'Etat compétente et indépendante, laquelle procède immédiatement et impartialement à une enquête approfondie. Lorsqu'il existe des raisons de croire qu'une personne a été victime d'une disparition forcée, l'Etat défère sans délai l'affaire à ladite autorité pour qu'elle ouvre une enquête, même si aucune plainte n'a été officiellement déposée. Cette enquête ne saurait être limitée ou entravée par quelque mesure que ce soit.

2. Tout Etat veille à ce que l'autorité compétente dispose des pouvoirs et des ressources nécessaires pour mener l'enquête à bien, y compris les pouvoirs nécessaires pour obliger les témoins à comparaître et obtenir la production des pièces pertinentes ainsi que pour procéder immédiatement à une visite sur les lieux.

3. Des dispositions sont prises pour que tous ceux qui participent à l'enquête, y compris le plaignant, l'avocat, les témoins et ceux qui mènent l'enquête, soient protégés contre tout mauvais traitement et tout acte d'intimidation ou de représailles.

4. Les résultats de l'enquête sont communiqués, sur demande, à toutes les personnes concernées à moins que cela ne compromette une instruction en cours.
5. Des dispositions sont prises pour garantir que tout mauvais traitement, tout acte d'intimidation ou de représailles ainsi que toute autre forme d'ingérence lors du dépôt d'une plainte ou de la procédure d'enquête soient dûment sanctionnés.
6. Une enquête doit pouvoir être menée, selon les modalités décrites ci-dessus, tant qu'on ne connaît pas le sort réservé à la victime d'une disparition forcée.

Article 14

Les auteurs présumés d'actes conduisant à des disparitions forcées dans un Etat doivent être déférés aux autorités civiles compétentes de cet Etat pour faire l'objet de poursuites et être jugés, lorsque les conclusions d'une enquête officielle le justifient, à moins qu'un autre Etat n'ait demandé qu'ils soient extradés conformément aux accords internationaux en vigueur dans ce domaine. Tous les Etats devraient prendre les mesures légales appropriées qui sont à leur disposition pour faire en sorte que tout auteur présumé d'un acte conduisant à une disparition forcée, qui relève de leur juridiction ou de leur contrôle, soit traduit en justice.

Article 15

Le fait qu'il y a des raisons sérieuses de croire qu'une personne a pris part à des actes d'une extrême gravité mentionnés au paragraphe 1 de l'article 4, pour quelque motif que ce soit, doit être pris en considération lorsque les autorités compétentes de l'Etat décident ou non d'accorder l'asile.

Article 16

1. Les auteurs présumés de l'un quelconque des actes visés au paragraphe 1 de l'article 4 sont relevés de toute fonction officielle pendant l'enquête visée à l'article 13.
2. Ils ne peuvent être jugés que par les juridictions de droit commun compétentes, dans chaque Etat, à l'exclusion de toute autre juridiction spéciale, notamment militaire.
3. Aucun privilège, immunité ou dispense spéciale n'est admis dans de tels procès, sans préjudice des dispositions énoncées dans la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.
4. Les auteurs présumés de tels actes doivent bénéficier de la garantie d'un traitement équitable conformément aux dispositions pertinentes énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux en vigueur dans ce domaine, à tous les stades de l'enquête ainsi que des poursuites et du jugement éventuels.

Article 17

1. Tout acte conduisant à une disparition forcée continue d'être considéré comme un crime aussi longtemps que ses auteurs dissimulent le sort réservé à la personne disparue et le lieu où elle se trouve et que les faits n'ont pas été élucidés.
2. Lorsque les recours prévus à l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne peuvent plus être utilisés, la prescription relative aux actes conduisant à des disparitions forcées est suspendue jusqu'au moment où ces recours peuvent être utilisés à nouveau.
3. S'il y a prescription des actes conduisant à des disparitions forcées, le délai de prescription doit être de longue durée et en rapport avec l'extrême gravité du crime.

Article 18

1. Les auteurs et les auteurs présumés d'actes visés au paragraphe 1 de l'article 4 ne peuvent bénéficier d'aucune loi d'amnistie spéciale ni d'autres mesures analogues qui auraient pour effet de les exonérer de toute poursuite ou sanction pénale.
2. Dans l'exercice du droit de grâce, l'extrême gravité des actes conduisant à des disparitions forcées doit être prise en considération.

Article 19

Les victimes d'actes ayant entraîné une disparition forcée et leur famille doivent obtenir réparation et ont le droit d'être indemnisées de manière adéquate, notamment de disposer des moyens qui leur permettent de se réadapter de manière aussi complète que possible. En cas de décès de la victime du fait de sa disparition forcée, sa famille a également droit à indemnisation.

Article 20

1. Les Etats préviennent et répriment l'enlèvement d'enfants dont les parents sont victimes d'une disparition forcée ou d'enfants nés pendant que leur mère était victime d'une disparition forcée, et s'emploient à rechercher et identifier ces enfants et à les rendre à leur famille d'origine.
2. Compte tenu de la nécessité de préserver l'intérêt supérieur des enfants visés au paragraphe précédent, il doit être possible, dans les Etats qui reconnaissent le système d'adoption, de réviser la procédure d'adoption de ces enfants et, en particulier, d'annuler toute adoption qui trouve son origine dans une disparition forcée. Une telle adoption peut toutefois continuer à produire ses effets si les parents les plus proches de l'enfant donnent leur consentement au moment de la révision envisagée ci-dessus.

3. L'enlèvement d'enfants dont les parents sont victimes d'une disparition forcée ou d'enfants nés pendant que leur mère était victime d'une disparition forcée, ainsi que la falsification ou la suppression de documents attestant de leur véritable identité, constituent des crimes d'une extrême gravité qui doivent être sanctionnés comme tels.

4. A cette fin, les Etats concluent, selon qu'il convient, des accords bilatéraux ou multilatéraux.

Article 21

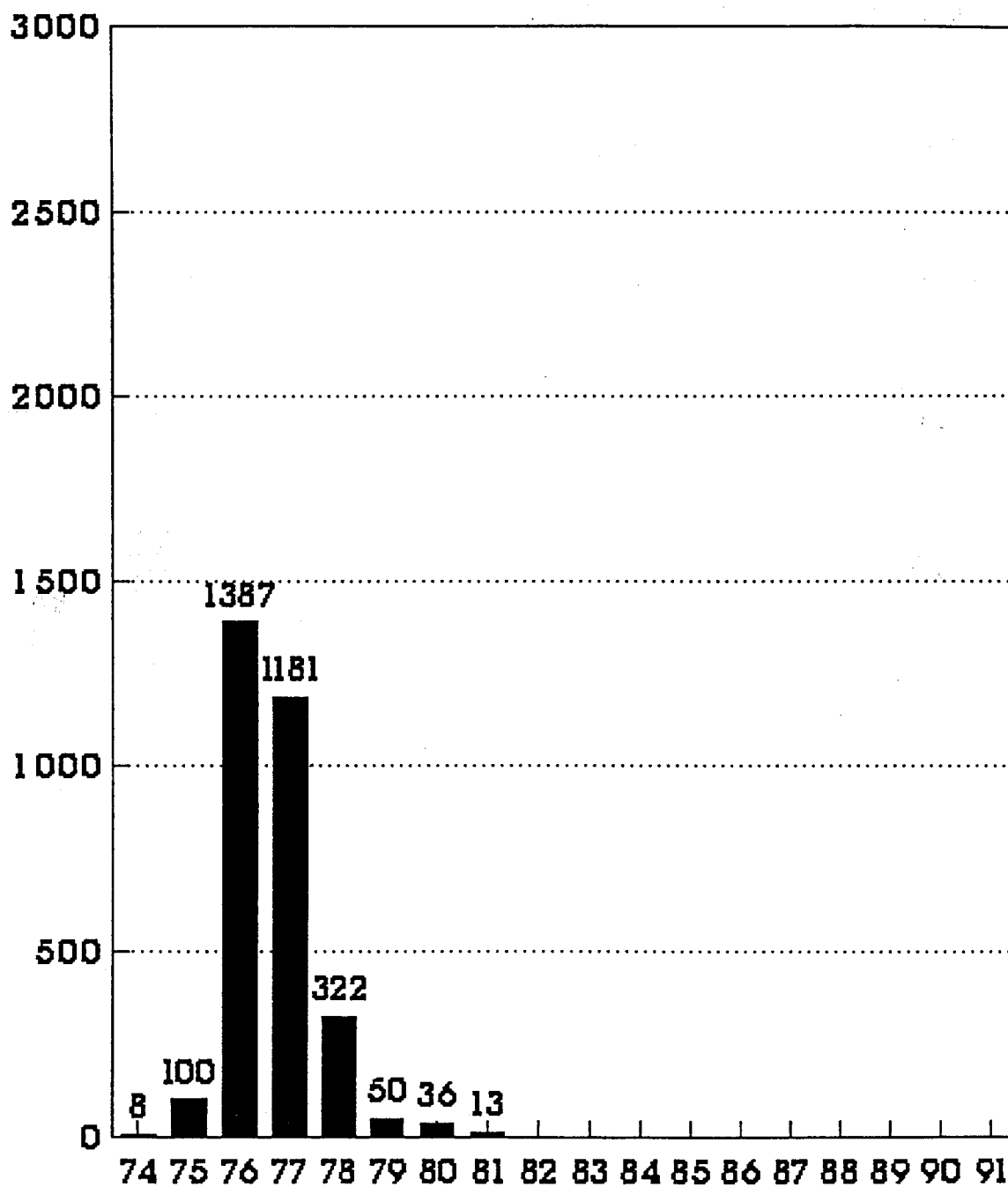
Les dispositions de la présente Déclaration sont sans préjudice des dispositions énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ou dans tout autre instrument international, et ne peuvent être interprétées comme constituant une restriction ou une dérogation à l'une quelconque de ces dispositions.

Annexe III

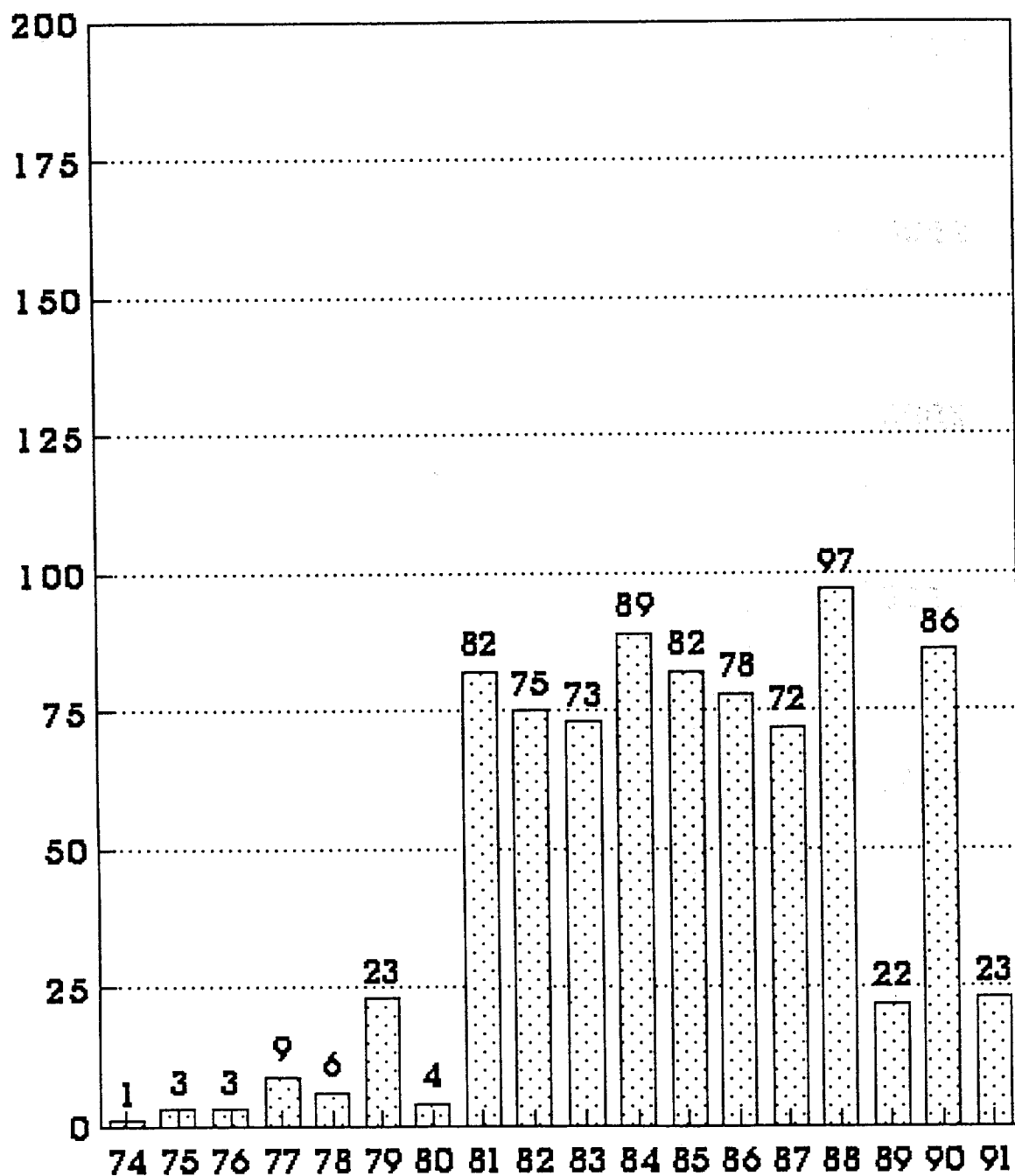
GRAPHIQUES INDIQUANT L'EVOLUTION DU NOMBRE DE DISPARITIONS
DANS LES PAYS OU PLUS DE 50 CAS ONT ETE SIGNALES
AU COURS DE LA PERIODE 1973-1991

Ces graphiques n'indiquent pas les cas de disparition pour l'année sur laquelle porte le présent rapport, le Groupe de travail sachant par expérience que de nombreux cas lui sont souvent signalés l'année suivante. Le graphique relatif aux disparitions au Chili ne figure pas dans le présent rapport; cela tient au manque de ressources, qui a empêché le Groupe de travail de terminer la mise en mémoire des cas de disparition concernant ce pays. Toutefois, le Groupe de travail a été en mesure de porter ces cas à l'attention du Gouvernement chilien, ceux-ci ayant été signalés au Groupe de travail au moyen d'une disquette informatique compatible avec l'ordinateur du Gouvernement chilien, mais non avec celui que le Groupe lui-même utilise.

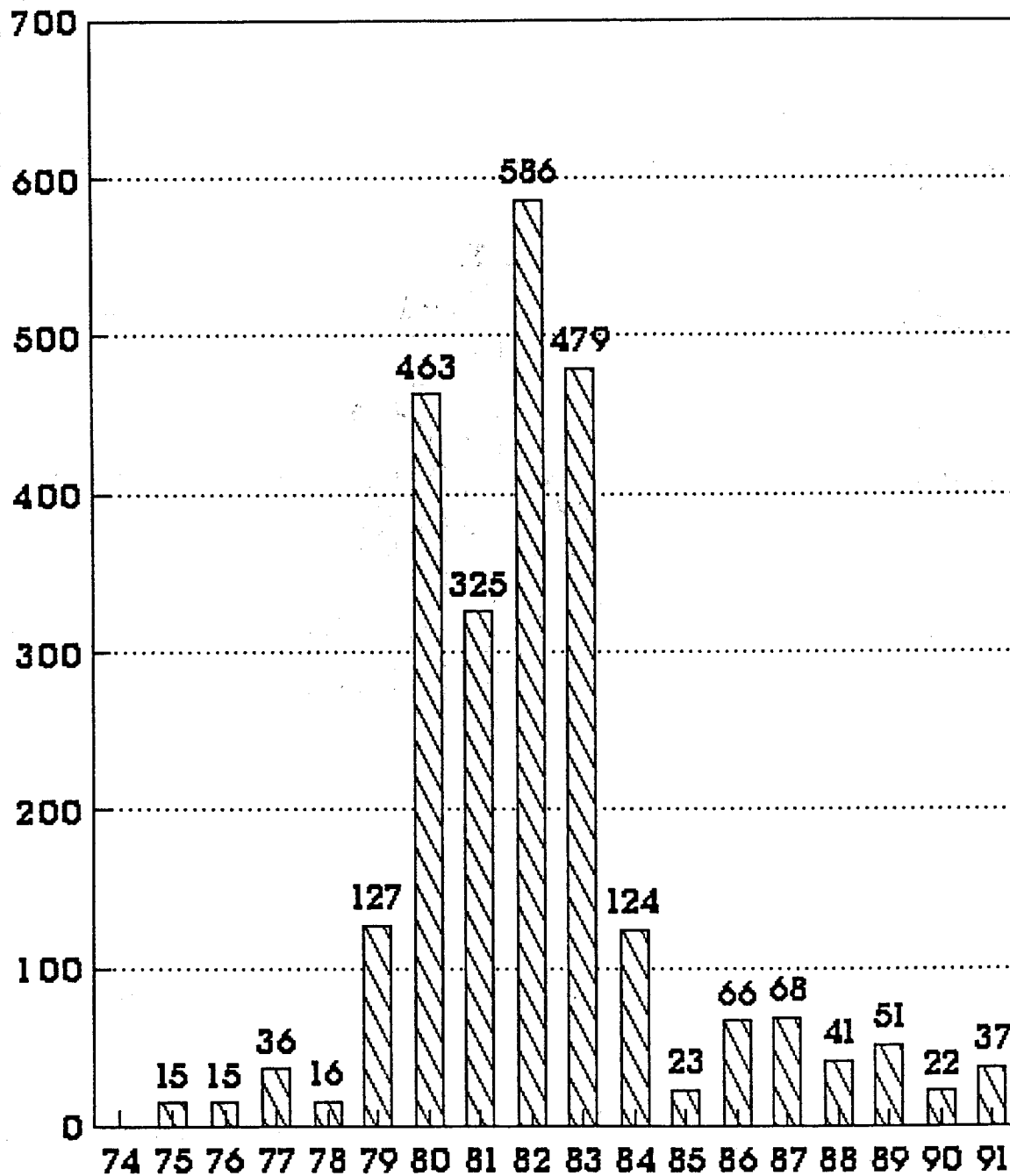
NOMBRE DE DISPARITIONS EN ARGENTINE
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



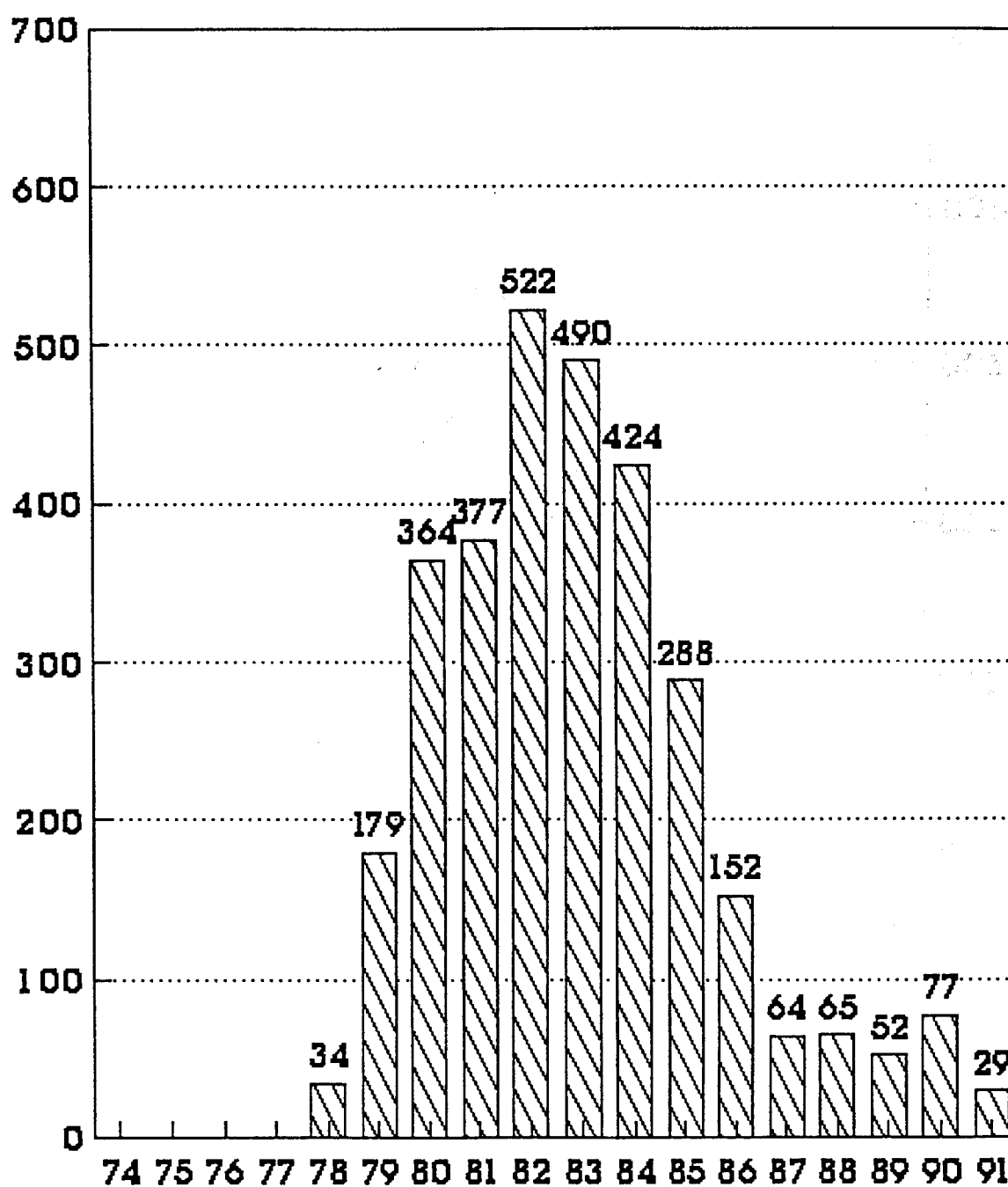
NOMBRE DE DISPARITIONS EN COLOMBIE
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



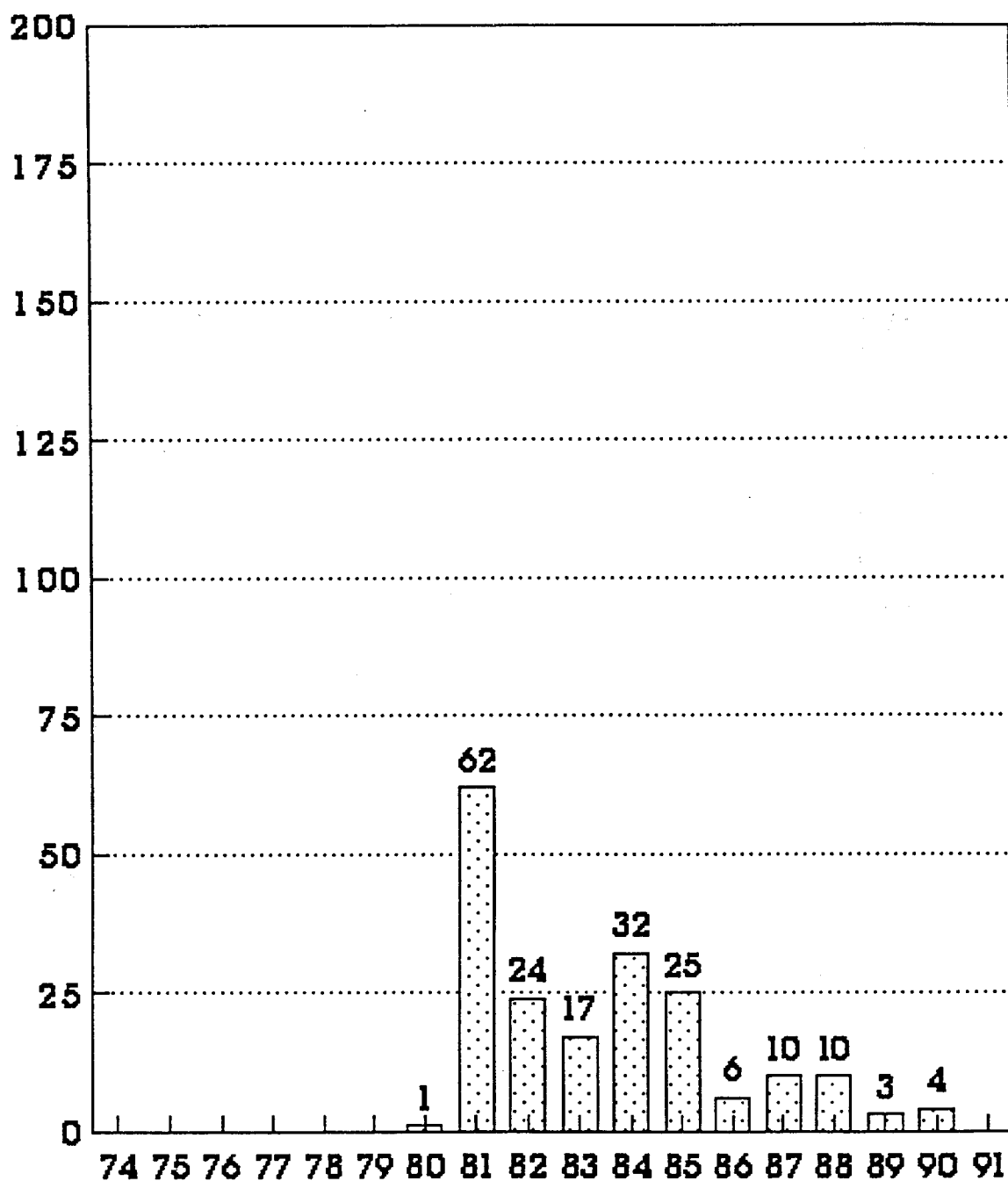
NOMBRE DE DISPARITIONS EN EL SALVADOR
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



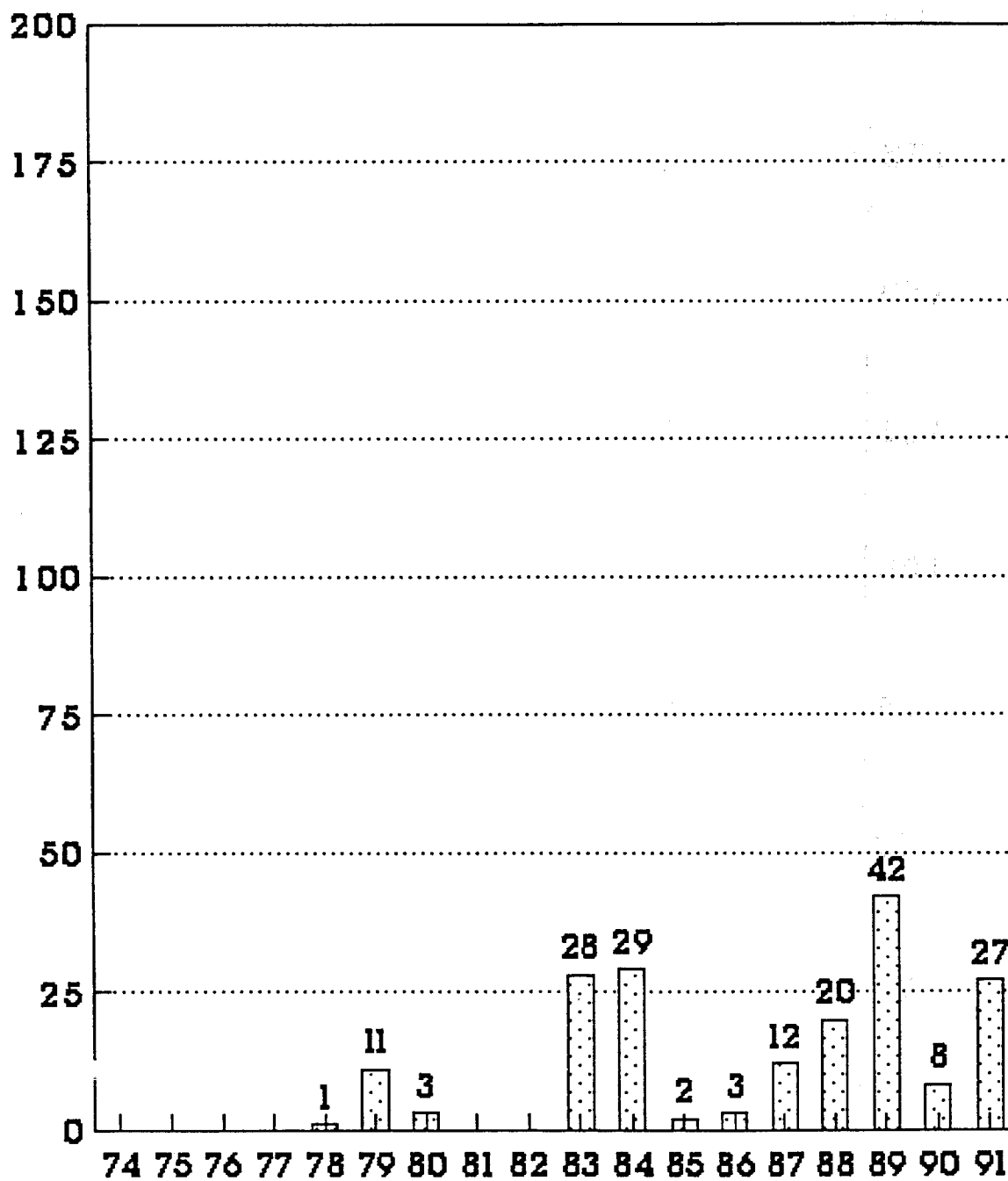
NOMBRE DE DISPARITIONS AU GUATEMALA
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



NOMBRE DE DISPARITIONS AU HONDURAS
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991

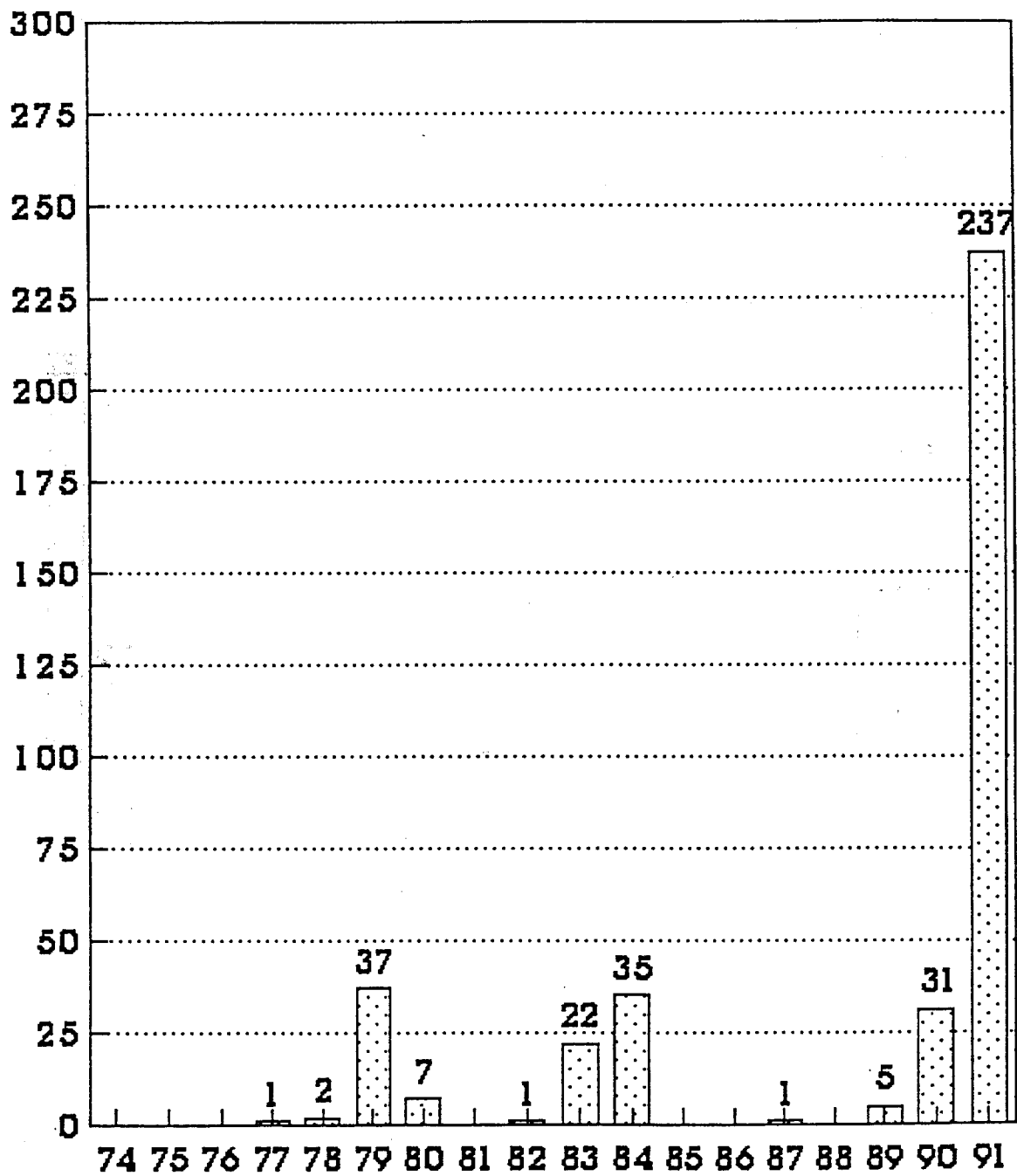


NOMBRE DE DISPARITIONS EN INDE
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991

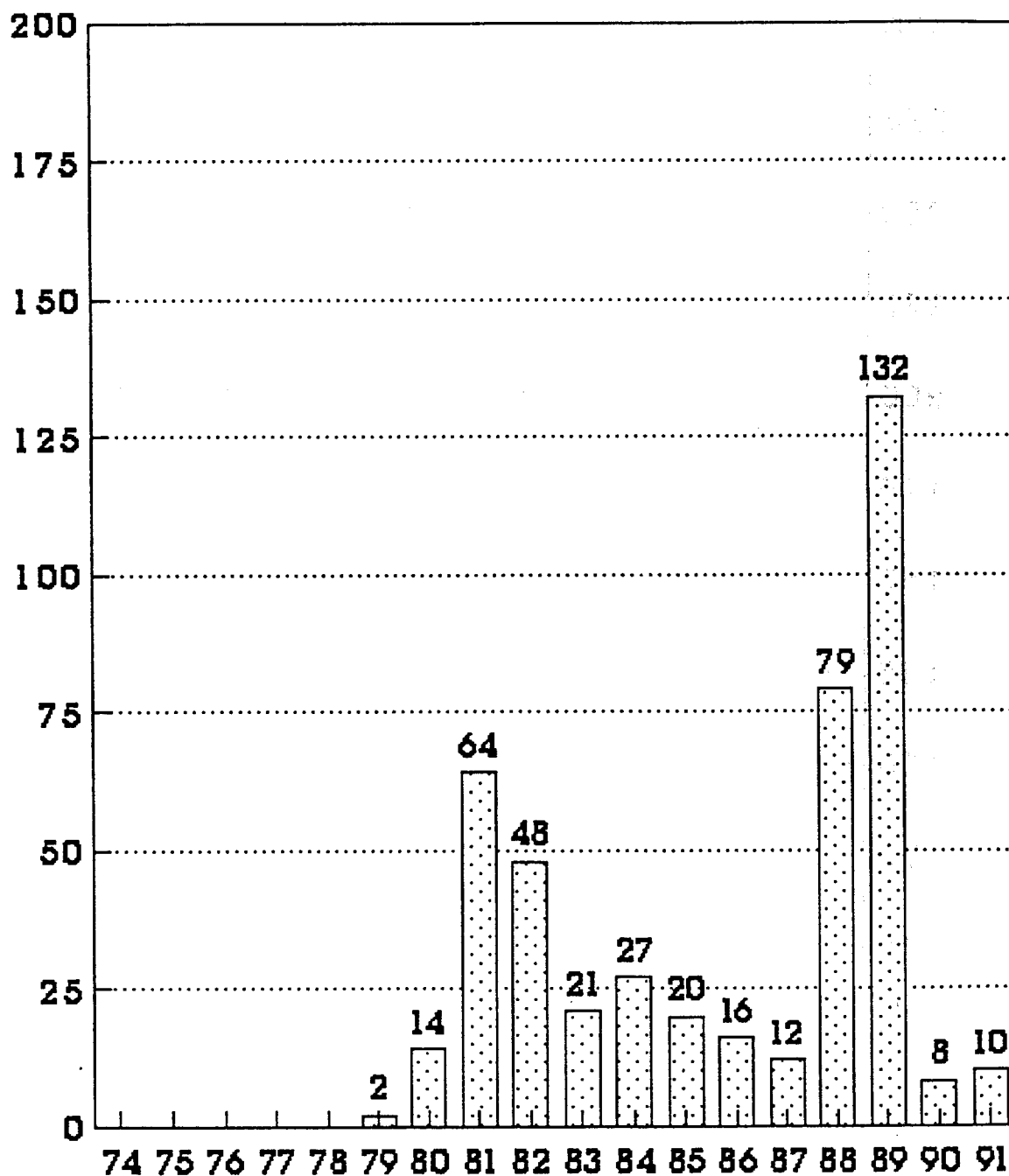


NOMBRE DE DISPARITIONS EN INDONESIE

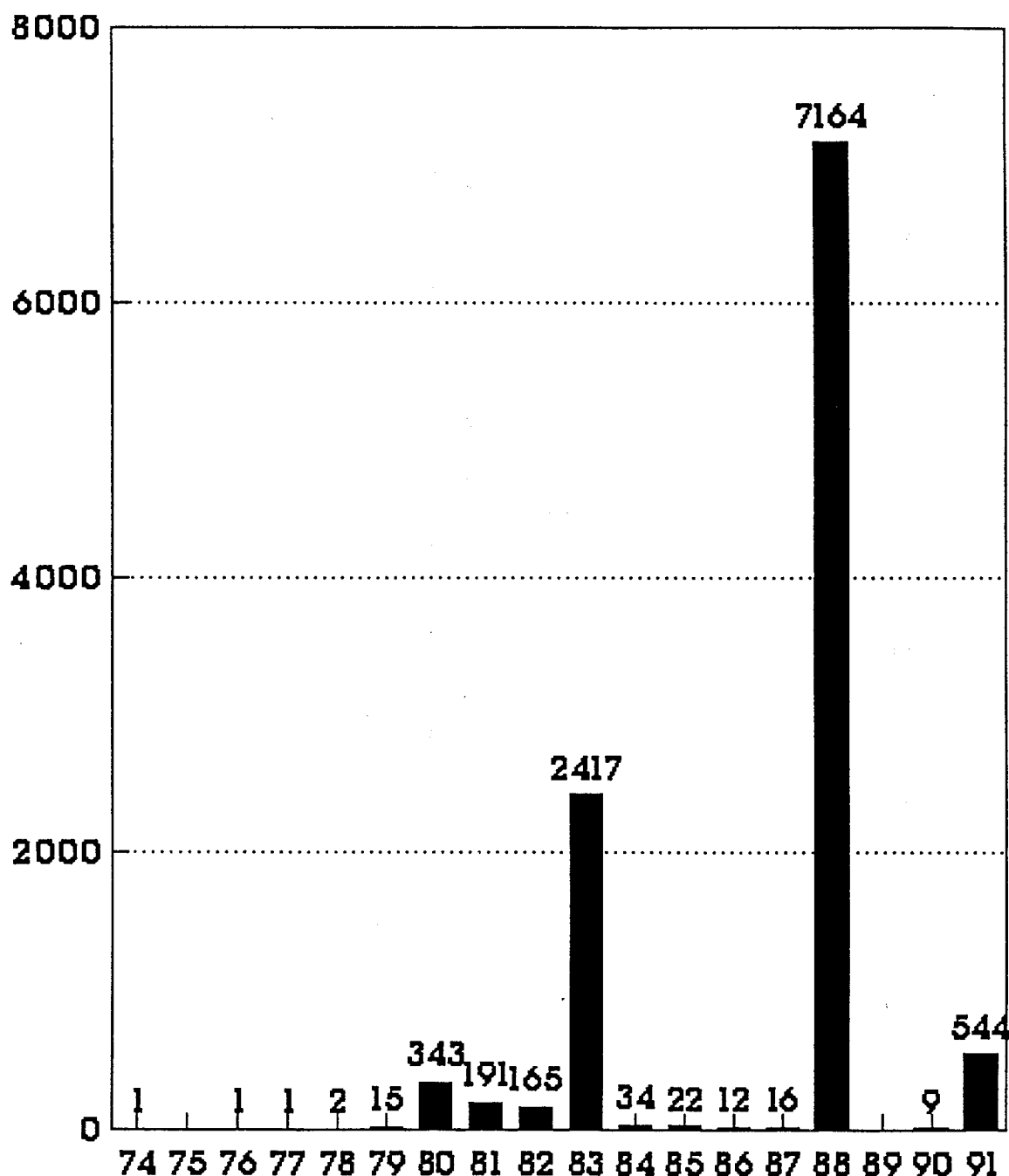
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



NOMBRE DE DISPARITIONS EN REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991

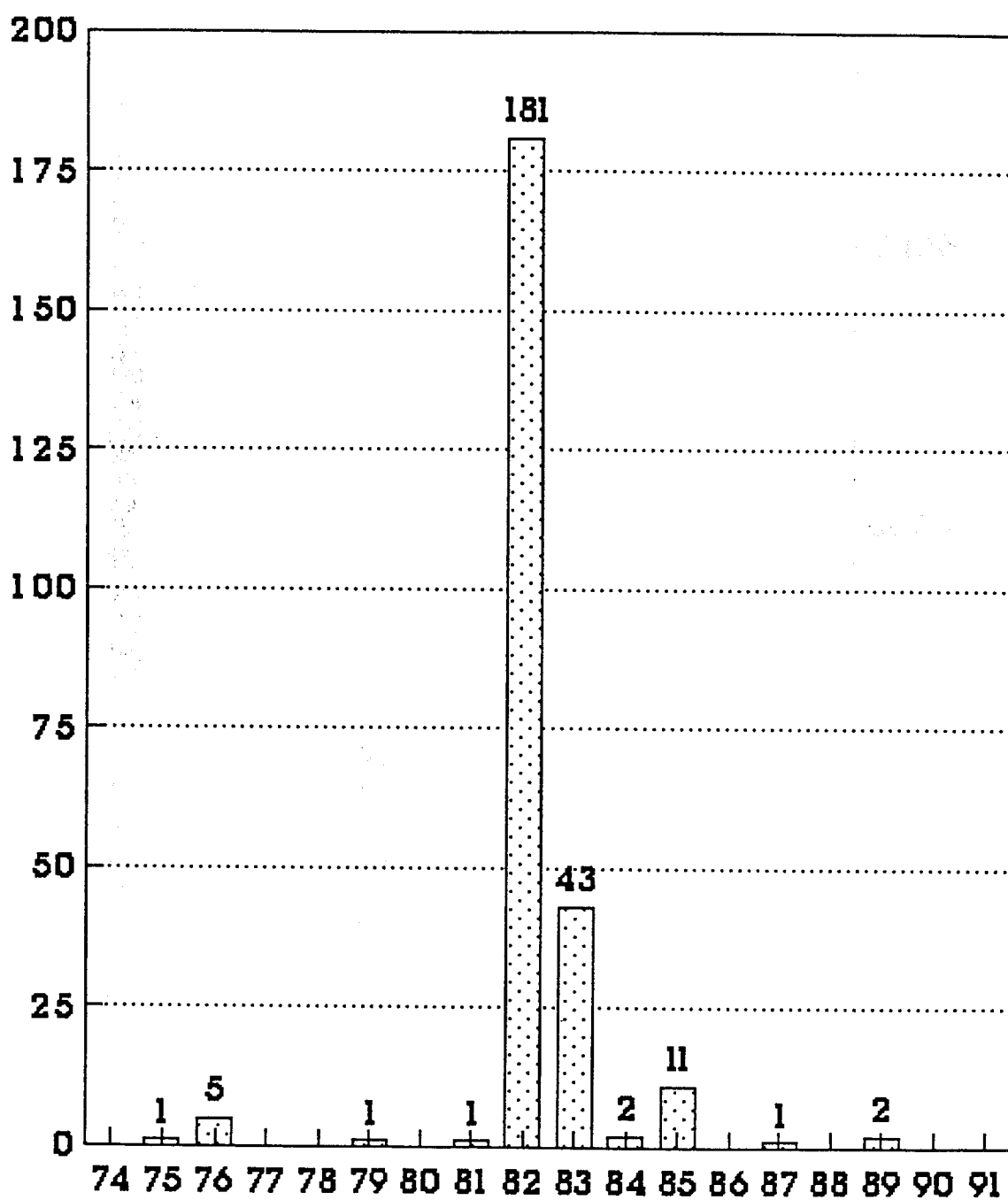


NOMBRE DE DISPARITIONS EN IRAQ
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991

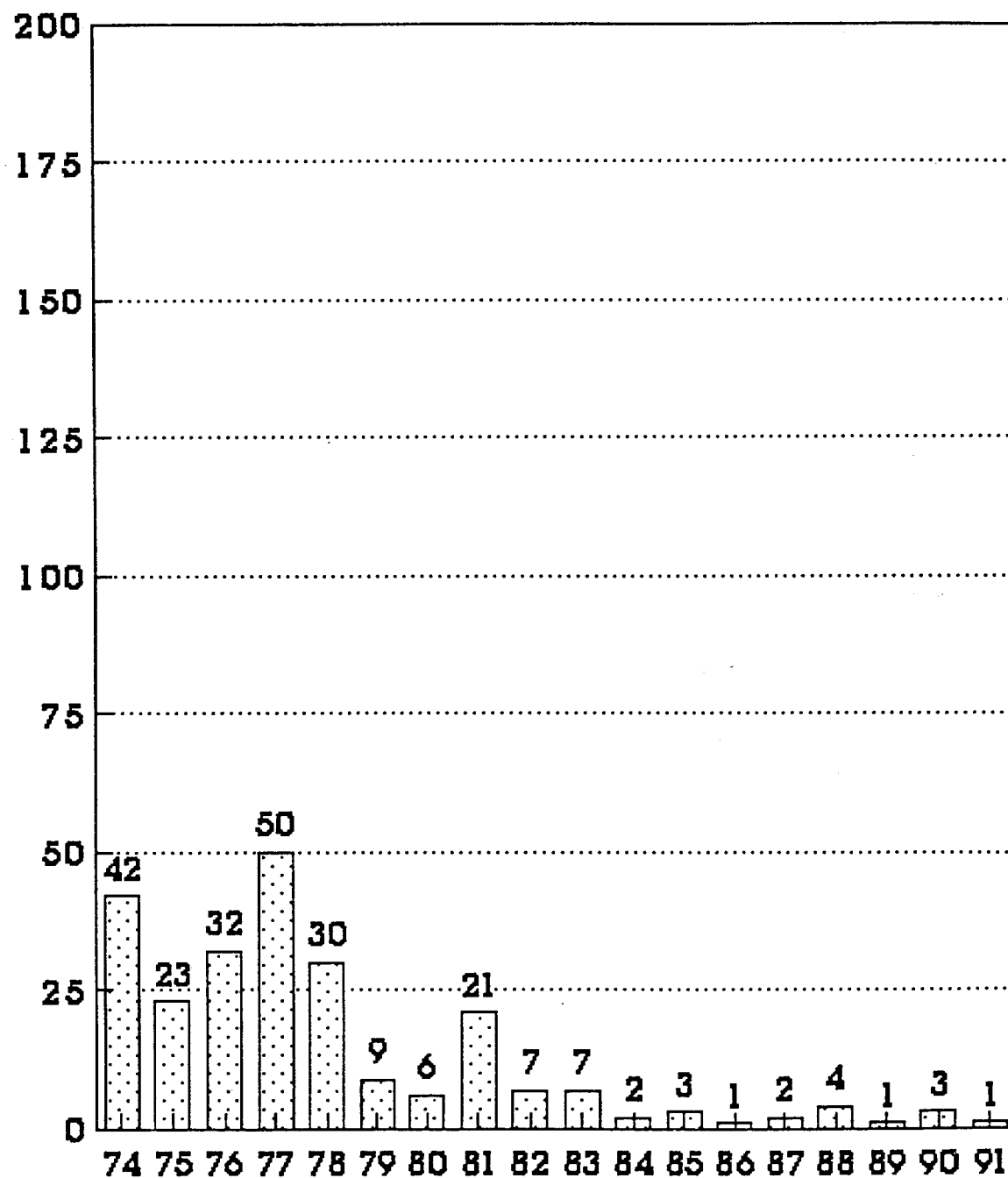


1/ Il faut noter que s'il reflète assez exactement la fréquence et la concentration des cas de disparition signalés au Groupe de travail, toutefois, en ce qui concerne les années 1988 et 1991, le graphique n'est guère représentatif, en raison du nombre considérable de cas qui n'ont pas encore été portés à l'attention du gouvernement. Voir paragraphes 303 à 315 du présent rapport.

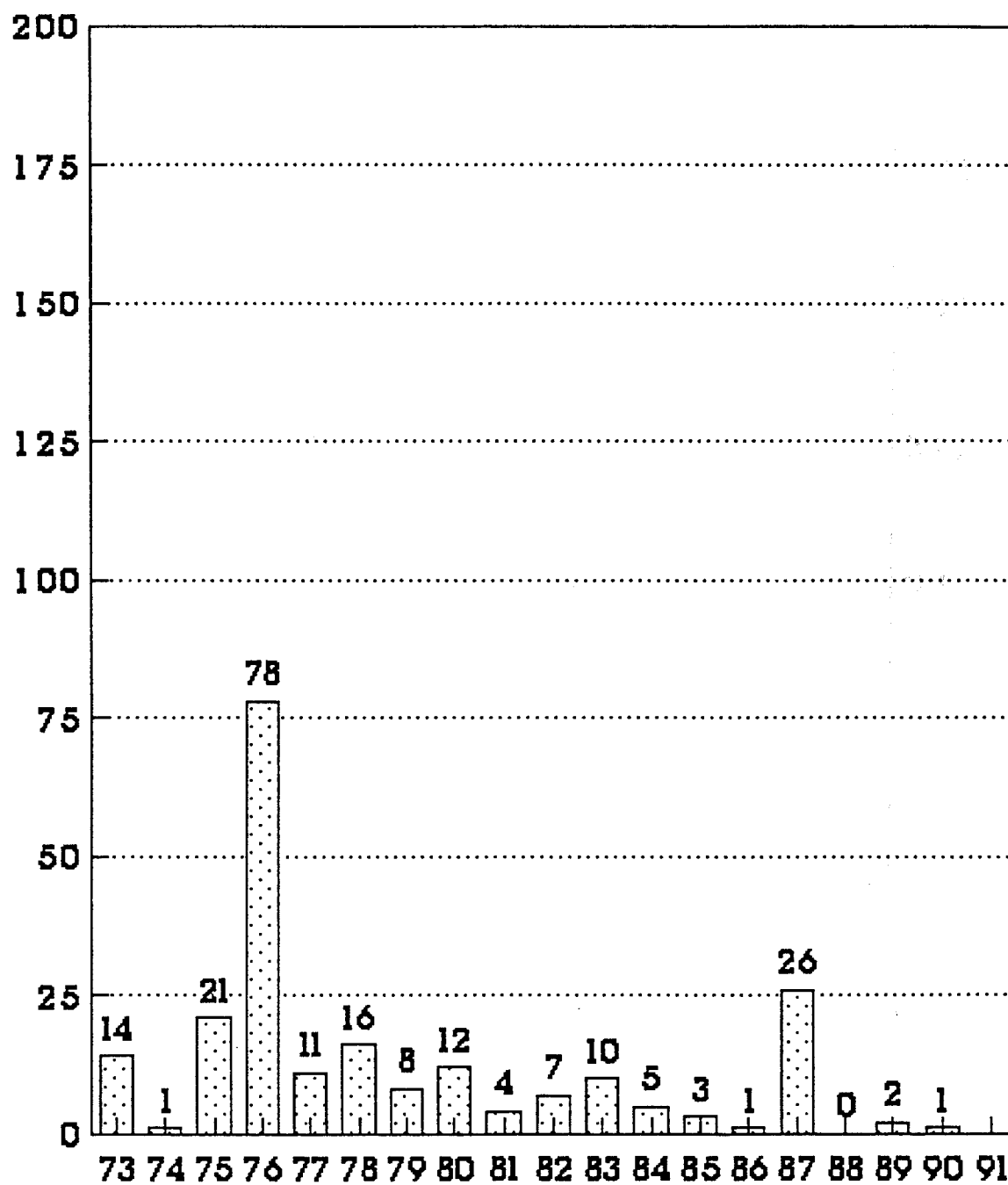
NOMBRE DE DISPARITIONS AU LIBAN
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



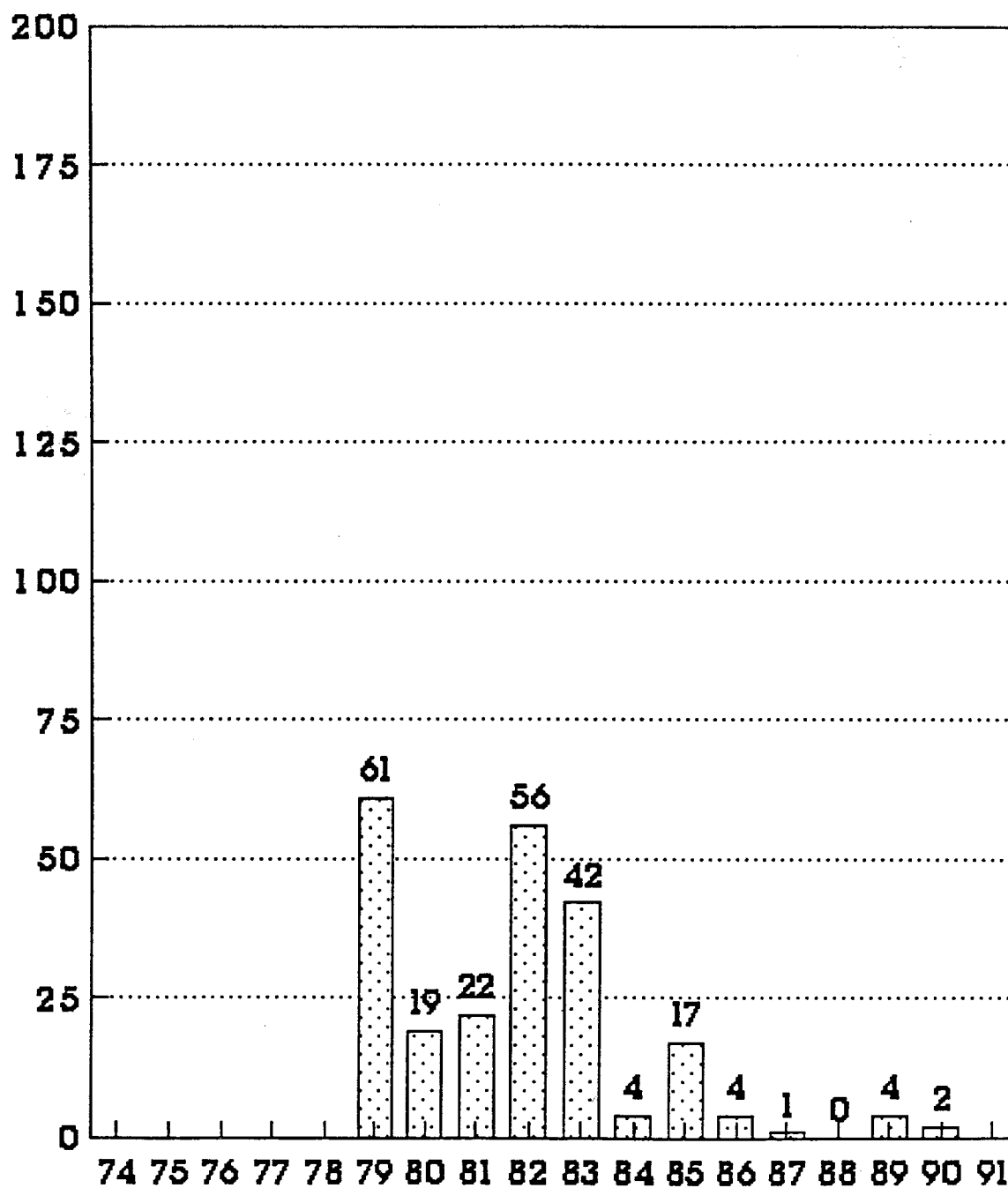
NOMBRE DE DISPARITIONS AU MEXIQUE
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



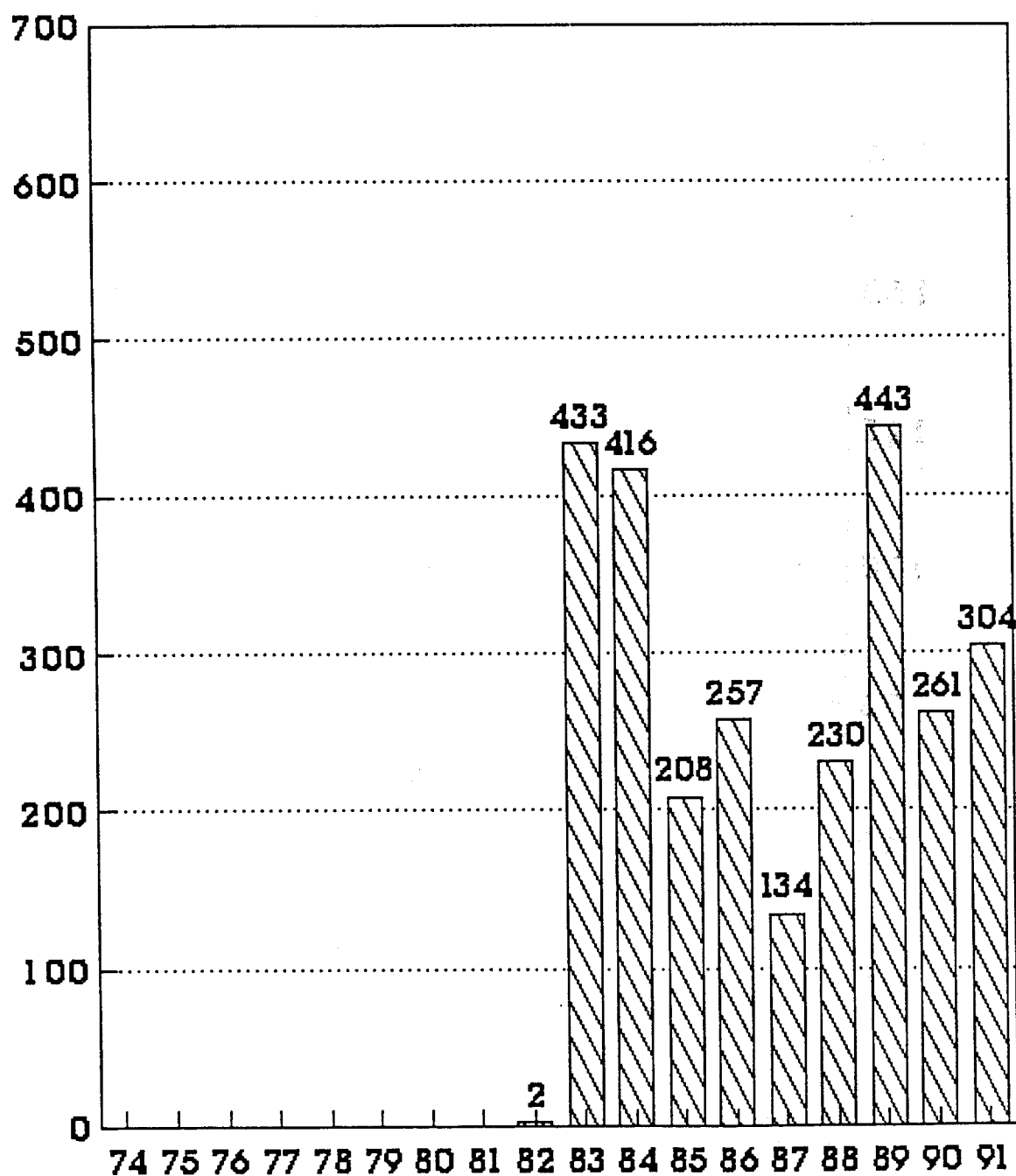
NOMBRE DE DISPARITIONS AU MAROC
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



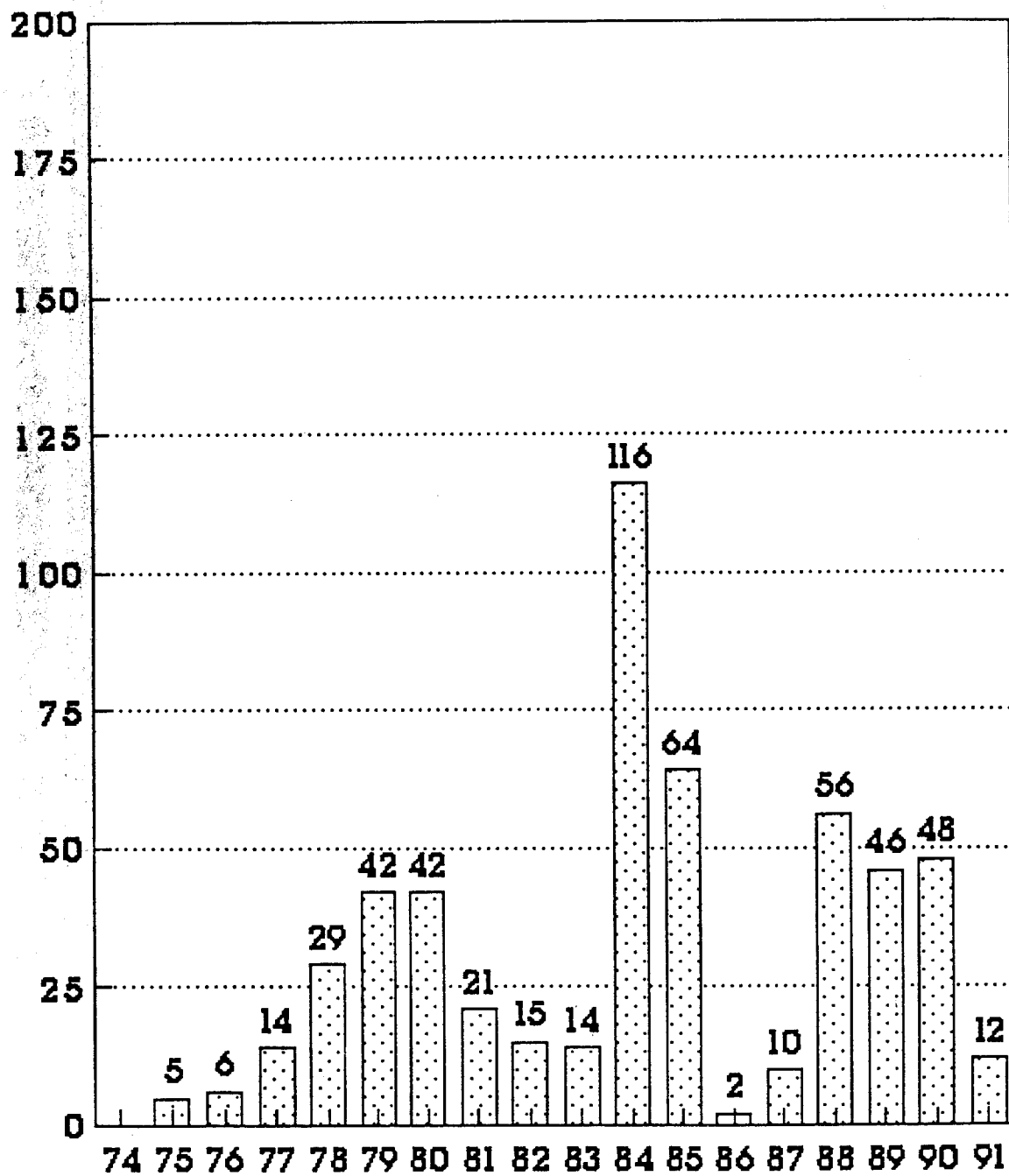
NOMBRE DE DISPARITIONS AU NICARAGUA
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



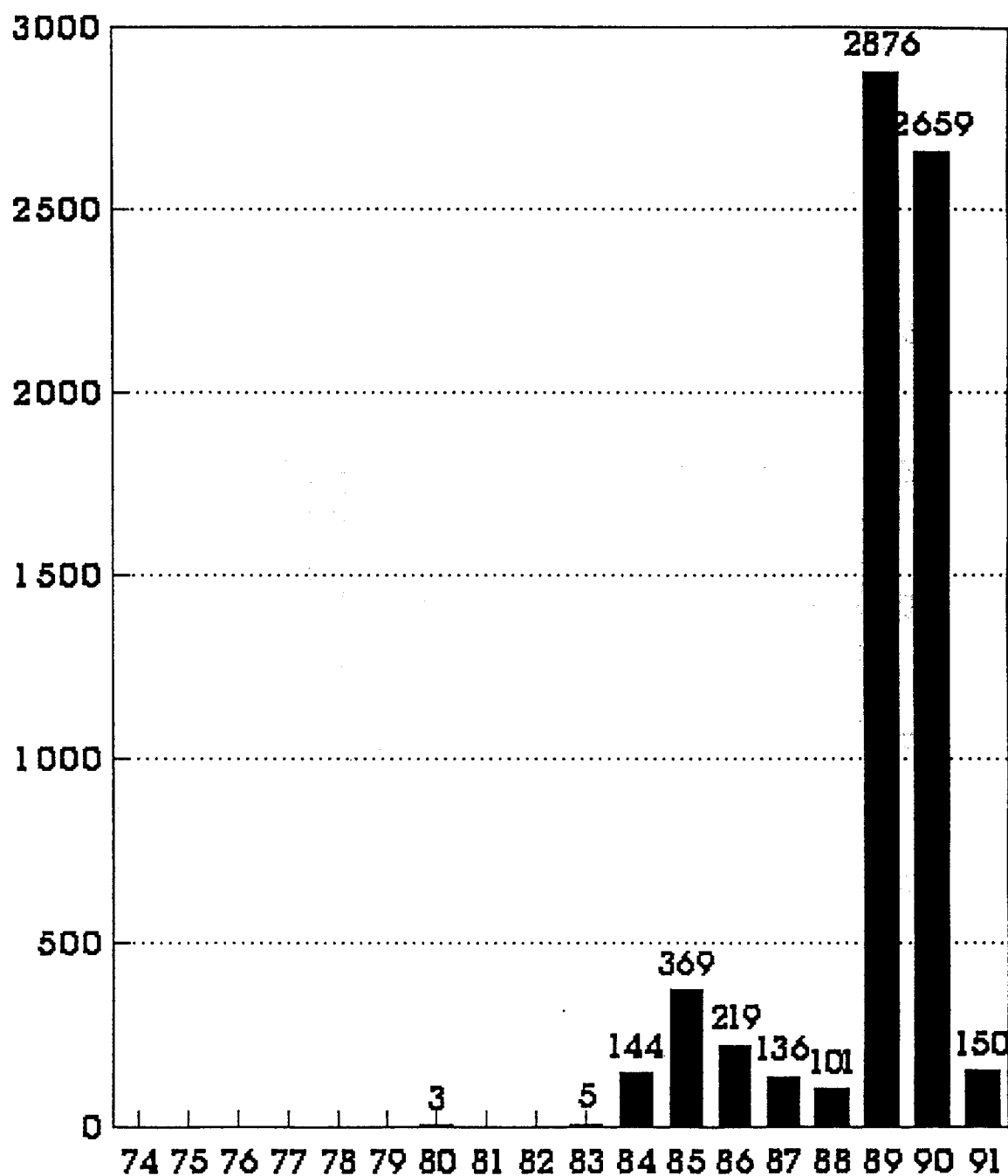
NOMBRE DE DISPARITIONS AU PEROU
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



NOMBRE DE DISPARITIONS AUX PHILIPPINES
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



NOMBRE DE DISPARITIONS A SRI LANKA
AU COURS DE LA PERIODE 1974-1991



1/ Le graphique n'est pas représentatif du nombre de disparitions signalées au Groupe de travail pour 1990 et, en particulier, pour 1991, en raison du nombre considérable de cas qui n'ont pas encore été transmis au gouvernement. Voir paragraphes 456 à 466 du présent rapport.